DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13187 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 23 JUIN 1987

Massacre au Kurdistan

Le massacre perpétré dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juin, qui a fait trente morts dans la province de Mardin en Turquie, et qui est attribué à « l'armée populaire de libération du Kurdistan », a provoqué chez les dirigeants d'Ankara et dans l'opinion publique une extrême fureur.

Quelques jours après l'adoption par le Parlement européen d'une résolution dénonçant le génocide arménien de 1915 et demandant du même coup la « reconnaissance du peuple kurde », la réaction de la presse et des milieux politiques turcs est unanime : « Le voici, le génocide » titre le quotidien « Milliyet » tandis que « Tercuman » assure les Parlementaires européens que leur responsabilité n'est pas moindre que celle des nazis et que l'humanité a honte des barbares et de ceux qui les soutiennent. »

Les Turcs, au nom de l'amour-propre national, refusent d'une manière générale, toute espèce de responsabilité dans les horreurs dont, comme les autres peuples, ils ont été, à l'occasion, les auteurs. Ils ont gardé le plus mauvai souvenir des nombreuses ingérences commises dans leurs affaires par des grandes puissances dont les ambitions impérialistes étaient bien souvent évidentes, mais qui ont beaucoup fait par exemple tout de même, pour protéger les minorités chrétiennes menacées, voire pour sauver les finances de la sublime Parti

Ils ont oublié qu'Ataturk, pour s'assurer du soutien des Kurdes au moment où il remettait en cause le traité de Sèvres, qui leur avait promise l'indépendance en 192û, avait multiplié les promesses à leur égard, quitte à les oublier lorsqu'après sa victoire sur la Grèce, en 1923, il récupéra la moitié des terres occupées par eux, et les trois insurrections kurdes qui se produisirent en 192û et 193ô furent réprimées avec la dernière brutalité.

Cela dit, aucun peuple n'aime se faire rappeler ses torts historiques par d'autres peuples qui n'ont pas forcément les mains moins sales. Toujours est-il que les Turcs reprochent aujourd'hui aux Occidentaux d'avoir deux poids et deux mesures pour juger les activités terroristes dont la multiplication à la fin des années 197û a fait plus de 5 000 victimes dans leur pays, et de refuser de prendre en compte cet aspect du « fait kurde ». L'insistance des Européens à faire de celui-ci une question immuable de minorité nationale est ressentie comme une volonté de faire obstacle à la transition vers un Etat moderne, unitaire comme ailleurs une nationalité commune transcende les divisions ethniques, religieuses régionales comme fondement d'association.

La recrudescence des actions du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) ne saurait cacher qu'il ne rencontre qu'un soutien limité parmi les Kurdes de Turquie, peu attirés actuellement pour les projets nationalistes. Dans ce contexte, le PKK compte sur deux formes de soutien extérieur. Celui dont il bénéficie de la Syrie entre autre et de la sympathie d'une opinion européenne très sensible aux atteintes aux droits de l'homme. Ainsi, le PKK peut-il espérer marquer des points contre un Etat dont le renforcement, depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980 contribue à expliquer l'affaiblissement du séparatisme.

L'essentiel demeure l'exaspération croissante de l'opinion vis-à-vis de l'Occident qui risque de faire le jeu d'un intégrisme islamique singulièrement préoccupant pour l'équilibre de la région.

(Lire nos informations page 2.)

Malgré les difficultés de commandement

Paris est favorable à l'idée d'une brigade franco-allemande

Le président de la République a déclaré, le samedi 20 juin à Cahors, que la proposition du chancelier Kohl de mettre sur pied une unité franco-allemande allait dans la bonne direction. Mettant en relief les problèmes que pose une telle initiative – en ce qui concerne le commandement notamment, car les forces allemandes sont sous le commandement intégré de l'OTAN, – M. Mitterrand a laissé entendre que la réalisation de ce projet demanderait un long délai.

Le projet de créer une unité militaire franco-allemande, qui symboliserait la relance, voulue par Bonn et Paris, du traité de coopération (dit de l'Elysée) entre les deux pays, fait des progrès de part et d'autre du Rhin.

Il ne s'agit pas cette fois-ci de jumeler, comme cela se pratique déjà entre les deux armées, une unité militaire française avec son homologue en Allemagne fédérale, pour encourager les échanges entre officiers, sous-officiers et hommes du rang. Il ne s'agit pas davantage de multiplier les exercices combinés, comme c'est le cas de longue date et comme ce le sera, de nouveau, durant la seconde quinzaine de septembre, lorsque la division aéromobile de la Force d'action rapide (FAR) française, équipée d'hélicoptères anti-chars, manœuvrera avec un corps d'armée de la Bundeswehr, dans le sud de l'Allemagne fédérale.

Cette fois-ci, le projet est à la fois encore plus ambitieux, plus original mais plus vague aussi. Il s'agit de constituer une « *unité intégrée, de la valeur d'une brigade* », selon les propos de M. Kohl. Pour reprendre les explications de M. Giraud, il pourrait s'agir de la création d'une « *brigade héliportée, avec ses escadrilles* » ou d'un « *groupement mécanisé, avec son artillerie* ».

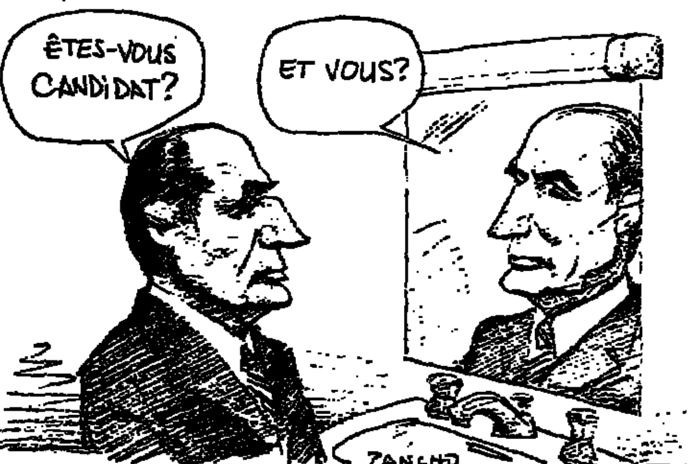
JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 3.)

En voyage en Basse-Normandie

M. Mitterrand invite les Français à refuser la fatalité du déclin

Après une visite à Cahors où M. Maurice Faure l'a « titillé » sur une éventuelle candidature, M. Mitterrand a commencé le lundi 22 juin à Cherbourg un voyage de deux jours en Basse-Normadie. « La France n'est pas dans la situation si désastreuse que l'on tend aujourd'hui de décrire, par je ne sais quelle mode intellectuelle. On aime son pays, on aime aussi le décrier. Il ne faut pas croire que notre pays soit jeté vers un déclin fatal », a-t-il déclaré.



(Lire nos informations page 6.)

De Michel Noir à Harlem Désir

Générations 88

par Jean-Marie Colombani

Samedi les « potes », rassemblés à Vincennes, promptement récupérés par M. Mitterrand. Demain les pieds-noirs, réunis à Nice, assidûment courtisés par M. Chirac. A gauche, une « classe », même si elle n'est que d'âge ; à droite, une clientèle. Voilà un schéma bien classique pour une campagne électorale en rodage. Mais au-delà ? La gauche a-t-elle vraiment reconquis le droit de représenter une génération, qui lui avait échappé ? Elle aurait pu prétendre à ce monopole si, à droite, n'était apparu un phénomène de génération. M. Harlem Désir, qui fait partie de la mouvance socialiste, n'est plus seul : il faut aussi compter avec M. Michel Noir.

Alors Désir-Noir, même combat ? Dans le paysage français, le clivage de générations grandit ; mais rien ne dit qu'il pèsera dans un sens positif sur des comportements politiques qui ont le plus grand besoin de se réformer.

Il suffit d'entendre M. Pierre Messmer menacer les « jeunes » ministres RPR d'un mouvement des « *Panthères grises* » pour prendre la mesure de cette querelle *new look* des anciens et des modernes. Contentez-vous d'apprendre, conseille le « vieux » gaulliste à ceux qui bousculent l'*establishment* RPR, si chez les socialistes, l'impatience n'est pas moindre. Mais le phénomène n'est pas de même nature à droite et à gauche.

La nouvelle génération socialiste, dont les prototypes sont MM. Fabius et Delebarre, s'est forgée au contact du pouvoir : elle y a fait l'apprentissage du réalisme dans une autonomie quasi-totale vis-à-vis du PCF et de l'idéologie marxiste. A l'inverse, ceux qui, leur jeune âge aidant, veulent rénover la droite ont pris leur envol dans une opposition en pleine cure de libéralisme. Ils ont en commun de vouloir transcender l'hostilité entre le RPR et l'UDF, à laquelle ils attribuent la défaite de 1981, et se veulent en phase avec l'évolution de la société. Le retour au pompidolisme, cher à M. Balladur, n'a guère plus de sens pour eux que le syndrome de mai 1968 tant recherché par M. Pasqua. Les droits de l'homme ont un sens pour François Léotard, Michel Noir, Alain Juppé, Alain Carignon, Michèle Barzach, Gérard Longuet ou Claude Malhuret.

(Lire la suite page 8.)

La faillite de la joaillerie Chaumet

La loi du silence

Les candidats à la reprise de la joaillerie Chaumet, en dépôt de bilan depuis le 10 juin, se feront connaître le lundi 22 juin auprès de l'administrateur provisoire, Mᵉ Hubert Lafont. Selon Mᵉ Guy Barsi, avocat de Jacques et Pierre Chaumet, ses clients avait « *tout mis carte sur table* » dès mars dernier, bien avant que leur faillite ait un débouché judiciaire.

Comment en est-on arrivé là ? Scandale financier et mondain en forme de poupée gigogne, l'affaire Chaumet n'accable pas les seuls propriétaires de la célèbre joaillerie bicentenaire de la place Vendôme, les frères Jacques et Pierre Chaumet, aujourd'hui incarcérés à la prison de Fresnes. Elle oblige à s'interroger sur le réseau de solidarités et de complicités qui a laissé se creuser, dans un silence étonnant, un passif faramineux – évalué à 1,8 milliard de francs – pour un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas, en 1986, 600 millions de francs. Car c'est aujourd'hui l'évidence : dans un premier temps, pouvoirs publics, banques, milieux financiers, ont ignoré les voyants rouges qui s'allumaient et ont tu les pratiques illégales des frères Chaumet afin d'éviter la catastrophe finale.

Respectables et respectés, tissant des relations autant sociales que commerciales avec leur clientèle, ambassadeurs des qualités de la haute joaillerie française, cumulant les titres (vice-présidence du Comité Colbert, présidence de la Haute joaillerie de France, siège au conseil consultatif de la Banque de France et au conseil d'administration de l'Européenne de banques, vice-présidence du Comité des experts en joaillerie, etc.), les frères Chaumet *ont bénéficié* d'une sollicitude d'ordinaire refusée aux patrons de PME en déroute. Jusqu'à la chute finale (*le Monde* du 20 mai). *Le* scénario peut être désormais reconstitué, avec cette certitude dérangeante : dès mars dernier, les frères Chaumet, soucieux de sauver leur entreprise, ne cachaient plus leurs fautes à tous ceux qui, des banques créancières au tribunal de commerce, étaient au chevet de leur joaillerie. Or il faudra attendre juin pour que la justice s'en inquiète...

Automne 1986. A Bogota, où l'on vend notamment des émeraudes, à Bangkok, où l'on prise le rubis, Chaumet commence à avoir mauvaise réputation. Des traites sont honorées avec retard ou restent impayées, des diamantaires français de passage sont interrogés, le soupçon s'installe. A Paris, pourtant, rien, pas un bruit, « secret des affaires » avant tout. Il y a cependant cette curieuse valse résitation du célèbre bagagiste Vuitton. Alors qu'officiellement Chaumet est au zénith, sur la demande de banquiers de la place, Vuitton s'intéresse à la joaillerie en septembre, pour finalement renoncer, avec au passage, une brèche dans le secret : les audits ont décelé « *une appréciation exagérément optimiste des actifs* ».

Pourtant, rien ne bouge. Mieux encore, Chaumet sera aidé, entouré, protégé. Le 21 octobre, une enquête de la direction des douanes visant les frères Chaumet est classée sans suite. Révélée par *le Point* du 22 juin, qui assure que « *l'enterrement du dossier douanier* [a été] *décidé vraisemblablement à l'échelon politique* » – ce que conteste le ministère du budget, qui assure que ce fut la seule décision d'un administrateur civil du service du contentieux des douanes, – cette enquête avait été déclenchée à la suite d'un contrôle douanier effectué à l'encontre de Pierre Chaumet, en décembre 1984, à la frontière franco-suisse.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 10.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Etranger

ESPAGNE

L'ETA assume la responsabilité de l'attentat de Barcelone mais parle de « grave erreur »

MADRID
de notre correspondant

Que les Espagnols se rassurent : l'ETA-militaire fera tout pour éviter la répétition de la *« grave erreur »* commise dans un supermarché de Barcelone. Dorénavant, l'organisation séparatiste, qui *« accepte la responsabilité du triste événement »*, veillera soigneusement au *« caractère sélectif »* de ses actions. Elle présente même *« ses condoléances au peuple catalan et aux familles des victimes »*.

C'est ce qui ressort du singulier communiqué par lequel l'ETA a revendiqué, le dimanche 21 juin dans la soirée, par ses « canaux » habituels, le sanglant attentat commis l'avant-veille à Barcelone. Un attentat qui a fait dix-sept morts, deux des grands brûlés étant décédés, dimanche, à l'hôpital. Un autre se trouve dans un état critique.

De toute évidence, les auteurs de cette *« grave erreur »* étaient pourtant décidés à causer le plus de dommages possible : selon les premiers résultats de l'enquête, la charge placée dans la voiture contenait de 20 à 25 kilos d'explosifs et deux bidons d'une dizaine de litres de liquide inflammable avaient été placés à côté.

Condamnation unanime

Tous les partis politiques, espagnols ou basques, ont unanimement condamné la tuerie de Barcelone. Mais s'il est un communiqué qui a sans conteste retenu l'attention, c'est bien celui émis samedi par la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna, qui n'a jamais caché ses sympathies pour l'ETA-militaire. A la surprise générale cette fois, la coalition *« élève la critique la plus énergique contre ce type d'attentat, qui suppose un risque élevé pour la population civile et qui, dans ce cas, s'est traduit par un résultat tragique »*.

Certes, le texte est plutôt ambigu : il parle d'« accident » et non d'« attentat », évite le mot « condamnation » et attribue en grande partie la responsabilité de l'attentat à la police qui, avertie à l'avance de l'imminente explosion, n'avait pas fait évacuer les lieux. Il n'en reste pas moins que, pour la première fois, Herri Batasuna exprime publiquement sa désapprobation à l'égard d'un attentat de l'ETA-militaire. Une attitude qui en dit long sur le malaise qu'a provoqué, parmi les habituels partisans de la « lutte armée », le massacre de Barcelone.

L'émotion et l'indignation restent intenses dans tout le pays. De retour de Paris, où il avait visité l'exposition aéronautique du Bourget, le roi Juan Carlos s'est rendu samedi à Barcelone pour exprimer sa solidarité aux victimes. Dimanche, à l'appel de diverses organisations de quartier, une manifestation contre le terrorisme a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes (soixante-dix mille, selon la police municipale) à Sant-Andreu, la zone populaire du nord de Barcelone où se trouve le supermarché Hipercor.

Plainte contre la police

Une nouvelle manifestation, convoquée cette fois de commun accord par tous les partis politiques, devait avoir lieu, lundi, dans le centre de la ville. Les deux grandes centrales syndicales UGT (socialiste) et Commissions ouvrières (communiste) ont, en outre, appelé tous les travailleurs de Catalogne à arrêter le travail durant cinq minutes, lundi midi, pour protester contre l'attentat.

Par ailleurs, plusieurs membres des familles des victimes ont annoncé qu'ils allaient porter plainte contre la police et contre les responsables d'Hipercor qui, avertis trois quarts d'heure à l'avance, par téléphone, de l'existence de la voiture piégée, n'avaient pas fait évacuer les locaux. Des policiers et des gardiens du supermarché avaient procédé, peu après l'appel téléphonique, à un rapide examen des lieux, mais sans résultat.

Autorités et dirigeants d'Hipercor se rejettent aujourd'hui mutuellement la responsabilité de ne pas avoir ordonné l'évacuation. Les policiers font valoir, en outre, qu'ils reçoivent chaque jour de multiples fausses alertes à la bombe. Un argument qui n'a évidemment pas suffi à apaiser l'indignation des familles des victimes.

THIERRY MALINIAK.

Les alertes à la bombe à Paris

A Paris, les artificiers se déplacent près de deux fois par jour pour des alertes à la bombe. Selon la préfecture de police de la capitale, 72 alertes ont été recensées au mois de janvier 1987, 53 en février, 49 en mars, 46 en avril et 43 en mai.

TURQUIE

Trente villageois sont assassinés par un commando séparatiste kurde

Trente villageois, dont seize enfants et six femmes, ont été tués, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juin, par un commando d'une trentaine de séparatistes kurdes au hameau de Pinarcik, dans la province de Mardin, à une quarantaine de kilomètres de la frontière syrienne. Le chef du village, ainsi que six « protecteurs » de village, la milice mise en place par le gouvernement en 1985, ont péri.

Retrouvé sur les lieux, un tract signé de l'Armée populaire de libération du Kurdistan, la branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), menace du même sort *« les miliciens à cent sous du colonialisme turc ennemis du Kurdistan et de la kurdité »*. Cette attaque porte à 396, dont 249 civils, le bilan officiel des 436 attaques attribuées au PKK depuis août 1984. Un quart des victimes ont péri au cours des dix opérations enregistrées depuis le début de cette année et dirigées essentiellement contre les familles des « protecteurs ».

« La liberté dont nous avons besoin, c'est la démocratie »

HAKKARI
de notre envoyé spécial

A l'arrière de la jeep, les soldats scrutent sans défaillance les crêtes pelées de la frontière avec l'Irak. Protégés d'un casque et d'un gilet pare-balles, ils vont assurer la relève au village de Tashdelen : depuis l'attentat du 23 février et le raid aérien de représailles qui l'a suivi contre les positions en Irak du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée est en état d'alerte dans toute la zone frontalière. Dans la maison de l'un des *« protecteurs de village »* — nom attribué à la milice kurde créée par le gouvernement en 1985, après la reprise des opérations armées des séparatistes, — les murs calcinés gardent la trace d'une attaque qu'on a voulue exemplaire : le mitraillage, les grenades, l'incendie, enfin, de la pièce où se trouvaient trois femmes et cinq enfants.

Des tracts ou une autre forme de propagande ? Les villageois d'ici et d'ailleurs sont formels : *« Non, on n'a jamais rien vu, on ne sait pas ce qu'ils veulent, ce sont des pillards. »*

Les opérations du PKK se sont intensifiées à la fin de l'hiver : treize militaires ont été tués dans une embuscade près de Hakkari, trois autres ont sauté sur une mine, une famille a été enlevée. Pour les militaires, ce regain d'activités dirigées d'abord contre les civils était une réaction, soutenue par l'étranger, à la situation désespérée à laquelle l'armée avait acculé le PKK. A Çukurca, à 500 mètres de l'Irak, le capitaine entend *« défendre les frontières nationales »* et mon tre avec fierté les quarante-neuf bornes blanches placées par ses hommes au milieu de la montagne pour séparer symboliquement la Turquie de la zone irakienne, contrôlée par les peshmergas (combattants kurdes). Ici comme ailleurs, les liens familiaux ou tribaux, ainsi que la contrebande de drogue ou de dessous féminins, assurent aux séparatistes des solidarités localisées, par-dessus la frontière. Pourtant, sur plus d'une centaine de témoignages recueillis d'Urfa à Hakkari, dans la région revendiquée par le PKK, où vivent la majorité des Kurdes de Turquie, la réprobation est unanime à l'égard des méthodes qu'utilisent les séparatistes.

Le jour du Nouvel An iranien, le Neruz, est présenté par le PKK comme une fête traditionnelle kurde interdite en Turquie. Pourtant, les habitués du café du quartier de la porte du Bey à Urfa, bien que Kurdes et fiers de leur culture, affirment ne connaître qu'une fête interdite : le 1er mai. Il faudra attendre Cizre (prononcer Djizre), 400 kilomètres plus à l'est, pour entendre rapporter la légende kurde de Neruz : *« Il y a plusieurs milliers d'années, le tyran Dahhak faisait périr ses sujets. Le forgeron Kawa le tua et annonça au peuple des montagnes sa libération en allumant des feux. »* La légende pourrait être un symbole, mais la réprobation est souvent immédiate à la seule évocation d'une célébration revendiquée par les organisations nationalistes kurdes dans les années 70 et qui a disparu depuis. Près d'Adiyaman, dans la maison paysanne où nous passons la nuit de Neruz, toute la famille parle kurde, sous la carte de Turquie accrochée au mur. Pourtant, pas de feux domestiques, d'œufs de couleurs ou de miroir sur la table, comme en Iran ; la fête ne s'est pas réfugiée dans l'intimité familiale et le père est catégorique : *« C'est la fête des Iraniens, pas la nôtre. Qu'est-ce que vous diriez si on essayait de vous faire fêter Atatürk en France ? »* Pourtant, la différence de culture, de langue ? Un autre répond :

« Des langues, il y en a beaucoup, mais un grand Etat, on n'en a qu'un seul. »

Celui qu'on appelle sans dérision *« l'Etat papa »*, dont la carence, dans les années 70, avait permis les progrès des courants centrifuges, est bien là aujourd'hui, avec ses forces de répression certes, mais aussi avec ses services, et les changements sont frappants : 25 % du total des investissements publics vont vers la région, sept mille personnes sont employées au seul barrage Atatürk sur l'Euphrate, en chantier depuis 1982, pièce maîtresse du « projet du Sud-Est anatolien », qui permettra l'irrigation des zones les plus désertiques. Surtout, dans tous les villages traversés, l'électricité, installée depuis deux ans, et les cabines téléphoniques jaunes — les mêmes qu'à Istanbul ou Ankara, d'où l'on peut appeler Paris avec des jetons — symbolisent l'Etat moderne, enfin présent autrement qu'en promesses ou mesures répressives.



Régions de peuplement kurde

Au flanc des montagnes, la devise nationale — *« Qu'il est heureux celui qui peut se dire turc ! »* — serait-elle la rançon de la modernisation payée par une minorité nationale à un Etat étranger, colonial, comme l'affirment, en citant des exemples algérien ou angolais, certains séparatistes ? Dans la gargote de Hoshap, au pied de la citadelle construite au seizième siècle par un prince kurde autonome et feudataire du sultan, les clients ne s'étonnent pas du remplacement, dans les années 60, du nom kurde de leur village par son équivalent turc : *« Ça veut dire* « la bonne eau », *maintenant tout le monde le comprend. On parle kurde, mais on est tous des citoyens turcs, vivant sous le même drapeau. »*

Cette profession de foi revient sans arrêt. Loin d'être le résultat du seul enseignement républicain, elle reflète la conscience très vive chez les Kurdes que la structure sociale, les divisions, qui les ont toujours empêchés d'avoir leur propre Etat, se perpétuent.

Au marché de Cizré, sur les bords du Tigre, qui forme ici la frontière avec la Syrie et l'Irak, les commerçants se plaignent que la vendetta opposant les deux anciens maires de la ville paralyse leurs activités. La maison de l'un des deux, véritables forteresse aux murs noircis par les flammes et percés de meurtrières, reflète la tradition familiale, celle des chefs militaires, les « agas », placés à la fin du siècle dernier par le sultan Abdul Hamid à la tête des « brigades kurdes ».

Après la fouille à l'entrée de la maison, on ne franchira pas le seuil de la grande salle du premier étage, où le descendant (devenu socialiste) de l'aga reçoit ses proches et ses clients, mais n'a *« pas le droit de parler aux journalistes en raison de la loi martiale »*.

Dans l'ambiance beyrouthine des abords de la maison, on apprend que la première victime du règlement de compte a été tuée *« parce que c'était un oppresseur du peuple »*. Deux jours plus tôt, nos hôtes paysans s'étaient félicités de la régression des vendettas depuis que, tombant sous le coup de la loi, elles étaient condamnées par l'Etat, *« qui ne renonce pas à son droit »*.

L'atmosphère est tout autre chez l'autre maire. La maison semble moins protégée, les assistants sont plus âgés. On est dans une famille de cheikhs, ces chefs religieux qui, depuis le dix-neuvième siècle, disputent avec succès aux agas la direction des mouvements kurdes antisécularistes et anticentralisateurs avant d'être nationaux. Les trois principaux dirigeants kurdes depuis un siècle, Mustafa Barzani inclus, appartenaient à la puissante confrérie des Nakshibendis, dont les adeptes fréquentent, à Ankara, depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, les allées d'un pouvoir parfaitement conscient du rôle intégrateur d'un tel rapprochement. Le maître de la maison se dit *« kurde, mais pas kurdiste »*. A l'appui de son refus de toute activité séparatiste, il montre la lettre — reproduite dans un hebdomadaire de gauche — envoyée en 1968 par le mollah Barzani, *« le vrai dirigeant du mouvement kurde »*, à Suleyman Demirel, alors premier ministre à Ankara. Prémonition de la dénonciation du protocole de solidarité passé en 1983 avec le PKK par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak des frères Barzani, la lettre disait : *« Votre grand pays est la continuation du grand empire ottoman où Turcs et Kurdes, formant une nation unie par la même histoire et les mêmes espoirs, ont lutté pour la défense de l'islam »* : à la situation en Turquie, la lettre oppose la situation des Kurdes en Irak que le nationalisme arabe a placés en situation de minorité nationale et qui mènent le combat pour l'égalité des droits.

Ce n'est pas là un discours de politiciens mais l'expression maintes fois rencontrée d'une conscience populaire à laquelle la notion occidentale de nation est restée étrangère. Cet auto-stoppeur rencontré dans son village, technicien dans un lycée professionnel, s'étonne de nos questions : *« Si l'on créait un Etat kurde, que ferait-on des autres, les Turcs, les Arabes, les chrétiens ? »*. Il sait de quoi il parle : le Tur Abdin, le « plateau des serviteurs de Dieu », est encore habité par une importante minorité de chrétiens syriaques.

« Si on veut prier on prie »

Autre territoire partagé, pas toujours pacifiquement dans le passé, entre des Kurdes et des Arabes cette fois : la ville de Syrte. Tout le monde parle arabe à la pâtisserie, mais le jeune patron ne veut pas entendre parler des pays arabes voisins, qu'il voit à l'image de l'Arabie saoudite : *« On est libre ici, on a la démocratie, la laïcité. Si on veut prier on prie, sinon on ne prie pas. »* Attaché à l'entente des communautés, il *s'en* prend à l'intégrisme, *« mauvais comme les séparatistes et tous ceux qui veulent détruire la Turquie »*, puis étend son tapis dans un coin du magasin et fait sa prière du soir.

La « liberté » que nous avons entendu réclamer à plusieurs reprises dans des milieux cultivés n'est pas territoriale : à proximité immédiate de l'Iran de Khomeiny et de l'Irak en guerre, aucun de ces notables maintenus en place tout au long de la République ne souhaite une modification des frontières turques.

Pourtant, la « question kurde » — symbolisée par la détention pendant plus de dix ans de l'universitaire Ismail Beshikci, qui vient d'être libéré — a été remise récemment à l'ordre du jour par la presse turque de gauche, elle reste perçue par la majorité et par l'opposition comme le plus dangereux des ferments de destruction de l'Etat.

La répression est toujours forte malgré l'amélioration récente, relevée par l'Organisation turque des droits de l'homme, des conditions de détention dans la prison de Diyarbakir, après des grèves de la faim. Une sentence condamnant à quinze ans de prison l'ancien maire de cette ville a été confirmée. Même si aucune exécution capitale n'a eu lieu depuis 1984, 146 sentences de mort, dont un certain nombre ont été prononcées par le tribunal militaire de Diyarbakir, sont toujours en attente de ratification par le Parlement. L'hebdomadaire *Yeni Gundem* a payé d'une saisie la publication d'un entretien avec le directeur de l'Institut kurde de Paris.

Des supérieurs courtois

Dans le grand restaurant d'une ville soumise à l'état de siège, la salle chante en kurde jusqu'à 2 heures du matin ; pourtant, la nostalgie de *« ne pouvoir en faire plus »* ne débouche chez les assistants sur *aucun désir concret*, et pas seulement à cause de la répression. En proie à une profonde misère, la population, dans son ensemble, voit dans l'apprentissage de la langue turque un accès, difficile mais enfin possible, au progrès, un peu comme fut à nos langues régionales le français des écoles de Jules Ferry. De jeunes employés rencontrés dans la ville prospère de Van n'éprouvent aucun regret pour le kurde que parlaient leurs parents et qu'eux-mêmes ignorent, et soulignent que *« très peu se mobiliseraient pour le droit d'imprimer ou d'enseigner en kurde »*. *« La liberté dont nous avons besoin, c'est la démocratie. »*

Retenu cinq heures dans les locaux de la sécurité d'Hakkari, accusé de manque de respect à l'Etat turc et menacé de mise au piquet pour avoir croisé les jambes, suivi pesamment au moindre de nos déplacements dans la ville, alors même que nous étions l'invité de personnalités courtoises, nous n'avions pas de mal à comprendre l'amertume de certains interlocuteurs à ne pas pouvoir *« dire ici ce qu'on dit librement ailleurs en Turquie »*. Depuis que l'armée a repéré les séparatistes, la répression ne vise plus l'ensemble de la population, et les villageois rencontrés souhaitent le maintien de la protection de l'armée, en particulier des troupes d'élite. Mais l'escalade récente semble avoir relancé un processus de répression brutale et indiscriminée dans certains commissariats de gendarmerie : près de Mardin, un village entier — et il n'est pas le premier — s'est plaint dans la presse des sévices dont ses habitants ont été victimes.

Dans les villes proches de la frontière, les notables socialisants étaient les premiers à demander que les menées *« d'origine étrangère »* des séparatistes *« soient combattues avec efficacité »*. Ils n'ont toutefois pas caché leurs craintes que les contrôles tatillons exercés en permanence par une police imbue de sa supériorité et encline à amalgamer dans un vaste complot moscovite toute expression de la différence ne finissent par exaspérer la population et remettre en cause la stabilité acquise. C'est en tout cas le piège dans lequel le PKK voudrait enfermer le gouvernement pour sortir de son isolement actuel.

MICHEL FARRÈRE.

EN BREF

● **PANAMA : Prorogation de l'état d'urgence.** — L'Assemblée législative panaméenne a prorogé le samedi 20 juin, pour une durée indéfinie, l'état d'urgence qui, depuis le 11 juin dernier, suspend les garanties individuelles du pays. Quarante et un députés se sont prononcés pour cette mesure, malgré les appels d'une dizaine d'élus de l'opposition qui considèrent que cette décision va à l'encontre des intérêts du peuple panaméen. Le vote de l'Assemblée fait suite à une demande du président du Panama, M. Erick Arturo Delvalle, le pouvoir exécutif ne pouvant déclarer l'état d'urgence que pour une durée de dix jours. — *(AFP.)*

● **TUNISIE : le procès de M. Chamari fixé au 27 juin.** — La Ligue tunisienne des droits de l'homme a annoncé, en la *« déplorant »*, la comparution le samedi 27 juin, devant le tribunal correctionnel de Tunis, de son secrétaire général M. Khemais Chamari, poursuivi pour propagation de fausses nouvelles et *« diffamation de l'ordre public »*. Interpellé le 28 avril, M. Chamari avait été mis en liberté provisoire le 20 mai, et son procès, fixé initialement au 23 mai, avait été ajourné *sine die* pour *« complément d'information »* (*le Monde* du 26 mai). — *(Corresp.)*



CITÉ DU VATICAN : la visite de M. Waldheim

Le Saint-Siège manifeste sa « surprise et sa douleur » devant les « doutes » exprimés par les communautés juives

Le président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir, a déclaré, le dimanche 21 juin, à propos de la visite du président autrichien Kurt Waldheim au Vatican : « *Ce geste sera interprété dans le monde comme une légitimation des crimes qu'il a commis.* » A Vienne, le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, a convoqué le chargé d'affaires israélien pour lui indiquer que l'Autriche « *n'acceptait pas* » la condamnation israélienne.

ROME
de notre correspondant

Le Saint-Siège a exprimé samedi sa « *surprise et douleur profonde* » devant les « *interrogations et les doutes* » qui ont pu naître à la suite de l'annonce de la visite du président autrichien Kurt Waldheim au Vatican le 25 juin « *sur la considération et le respect du pape envers le peuple juif, et en particulier sur sa position par rapport à la persécution inhumaine qui l'a frappé* ».

Le communiqué rappelle que, lors du récent voyage de Jean-Paul II en République fédérale d'Allemagne, le souverain pontife a amplement condamné « *la folie d'un racisme inhumain, et répété sa plus profonde exécration à l'encontre des camps d'extermination où des millions de juifs et tant d'autres victimes ont été sacrifiés* ». De même, à Varsovie, le 14 juin dernier, le pape avait rappelé aux représentants de la communauté juive de Pologne « *la terrible réalité de l'extermination* » de leur nation.

Mais, poursuit le communiqué, ceci ne peut occulter « *la considération et le respect que le Saint-Siège est tenu d'avoir envers tous les autres peuples et nations ; et, dans le cas présent, envers l'Autriche, antique et noble pays catholique, lié depuis des siècles au Saint-Siège par des relations cordiales* ». Et « *l'an dernier*, poursuit le texte, *le peuple autrichien a élu démocratiquement le président de la République fédérale, M. Waldheim.* »

Le Vatican met encore en lumière le fait que le chef de l'Etat autrichien avait assumé deux mandats de secrétaire général des Nations unies et ceci, bien entendu, « *avec l'appui des cinq membres permanents du Conseil de sécurité* » [sous-entendu : y compris celui des Etats-Unis, qui viennent d'inscrire M. Waldheim sur une liste de personnalités indésirables sur le territoire américain]. M. Waldheim, poursuit le Saint-Siège, s'est acquitté de missions « *de grande responsabilité pour le bien de la paix et de la coopération internationale* ».

C'est, conclut le document – manifestant sur ce point un léger retrait par rapport à ce qui précède – « *le président autrichien* [qui] *avait officiellement exprimé le désir de rendre visite au Saint Père* ». Accueillant cette requête, le Saint-Siège entend remplir un devoir concernant ses relations avec « *ledit pays* ».

C'est donc bien le thème de la nécessité de ne pas pénaliser le peuple autrichien tout entier, en le confondant dans l'opprobre frappant actuellement son président, qui est mis en avant, au premier chef, par le Vatican.

Par ailleurs, on a appris à Rome, que des évêques autrichiens en visite quinquennale *ad limina*, à Rome la semaine dernière, ont appris seulement « par la presse » la prochaine visite de M. Waldheim au Vatican. C'est ce qu'a déclaré Mgr Joham Weber, évêque de Graz.

JEAN-PIERRE CLERC.

URSS : les élections aux soviets locaux

Timide expérience de candidatures multiples

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a mis à profit les élections locales, qui avaient lieu le dimanche 21 juin dans toute l'URSS, pour accuser les dirigeants occidentaux de manquer de réalisme politique. « *Souvenez-vous des mesures positives que nous avons prises ces deux dernières années, nous constatons une pénurie de réalisme politique en Occident. On y songe qu'à ne pas perdre la face, alors que des pas pratiques sont nécessaires pour assainir la conjoncture internationale et mener à un monde sans armes nucléaires* », a-t-il déclaré aux correspondants occidentaux rassemblés devant le bureau de vote où il venait de glisser un bulletin dans l'urne en faveur du candidat unique au soviet local.

Le secrétaire général avait auparavant improvisé librement, comme il a coutume de le faire, devant des centaines d'électeurs : « *Les problèmes sont nombreux. Nous ne les cachons pas et nous parlons ouvertement de ce qui ne va pas. Mais nous connaissons aussi le potentiel de notre Etat socialiste. Notre pays est immense. Il est difficile de tourner le volant, mais une fois en route, nous ne nous arrêterons plus* », a-t-il affirmé.

Un électeur l'a interrogé à propos d'un article paru dans le dernier numéro de la revue *Novy Mir*, dans lequel l'économiste Nikolai Chmelev prône ouvertement l'instauration d'un volant de chômage. « *Le risque concert de perdre son travail ne serait pas un mauvais remède à la paresse, à l'alcoolisme et à l'irresponsabilité ; (...) Il serait meilleur marché de verser une allocation suffisante à un certain nombre de chômeurs provisoires plutôt que de garder à la production des travailleurs paresseux qui ne craignent rien et contre lesquels se brisera* » [toute réforme économique], écrit cet auteur. M. Gorbatchev a repoussé énergiquement cette suggestion, mais il a ajouté : « *On ne peut parler de socialisme si celui qui travaille bien reçoit autant que celui qui ne fait rien* ». Il a indiqué que ces questions seraient débattues lors du prochain plénum du comité central qui aura lieu « *dans quelques jours* ».

Le secrétaire général était accompagné de son épouse Raïssa. M. Egor Ligatchev, le « numéro deux » du parti, a voté au même bureau de vote, situé dans le centre de Moscou, ainsi que quelques fantômes du passé tels que M. Victor Grichine, ancien premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, et M. Boris Ponomarev, ancien chef du département international du comité central.

Pas de recours à l'isoloir

Un système de candidatures multiples – toutes approuvées par le parti – avait été instauré pour la première fois dimanche dans environ 4 % des circonscriptions du pays. Ce n'était le cas que pour une seule circonscription de la région de Moscou... inaccessible aux étrangers. Au total, les électeurs devaient désigner 2,3 millions de députés locaux dans cinquante-deux mille circonscriptions. « *La nouvelle pratique* [des candidatures multiples] *expérimentée dans certaines circonscriptions accroît les possibilités démocratiques des électeurs (...). les résultats de l'expérience serviront à mettre au point un nouveau système électoral en URSS* », écrit Tass à ce sujet.

Une visite à un bureau de vote de la banlieue sud de Moscou montre que rien n'a changé dans les circonscriptions ordinaires. Aucun des électeurs n'a eu recours devant nous à l'isoloir. Il est vrai que les électeurs interrogés ignoraient tout de la personne pour laquelle ils votaient. Une semaine auparavant, un « agitateur » était passé dans les appartements du quartier, déposant une carte au nom de chaque électeur et l'invitant à accomplir son devoir. Comme les fois précédentes, il était possible de voter pour une famille entière en présentant le « passeport intérieur » (carte d'identité) de chacun de ses membres. Le recours au délégué d'immeuble, qui vote au nom de tous ceux qui habitent sous le même toit et leur évite ainsi de se déplacer, semble moins répandu que dans le passé. Les peurs anciennes jouent toujours, en revanche, sur les gens âgés qui sont souvent les premiers à se présenter à l'ouverture des bureaux de vote, dès 6 heures. Il était mal vu, sous Staline, de ne pas accomplir, dès l'aube, son devoir électoral...

Il y avait, dimanche, un nouvel électeur à Moscou. M. Iossif Begun, figure de proue du renouveau juif, libéré des camps en février dernier a, en effet, décidé d'aller voter « *pour la première fois depuis seize ans* ». Il avait écrit au candidat « unique » de son quartier pour s'enquérir de l'attitude de ce dernier face à la culture juive. Il a reçu une réponse qui, même si elle ne le satisfait pas pleinement, l'a incité à se rendre aux urnes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

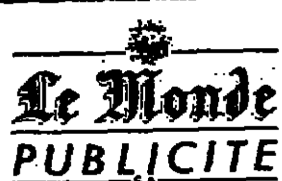
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Paris est favorable à l'idée d'une brigade franco-allemande

(Suite de la première page.)

La taille même de cette unité est loin d'être fixée. A plus forte raison, l'organisation de son commandement, la nature de son équipement et la question d'un uniforme commun ou non apparaissent comme autant de spéculations.

La difficulté majeure à surmonter sera la doctrine d'emploi d'une telle unité mixte, si l'expérience qui sera tentée n'est pas un simple « gadget ». Le ministre français de la défense ne cache pas les problèmes. En effet, toutes les forces ouest-allemandes sont intégrées à l'organisation militaire alliée – c'est-à-dire qu'elles relèvent du commandement opérationnel de l'OTAN en Europe, – et elles sont placées sous couvert de la dissuasion nucléaire américaine. En revanche, les forces françaises sont sous commandement national – elles peuvent œuvrer à côté du commandement intégré allié, en coopération avec lui, mais elles ne lui sont pas subordonnées – et elles relèvent d'une dissuasion nucléaire autonome.

C'est bien là le nœud du problème, surtout si l'Allemagne fédérale n'est pas prête à échanger la couverture nucléaire américaine pour une dissuasion française, comme le chancelier Kohl continue de l'expliquer. La France ne le propose pas, de son côté, dès lors qu'elle admet, avec le premier ministre, M. Jacques Chirac, en septembre dernier à l'Institut des hautes études de défense nationale, que sa sécurité commence aux frontières de ses voisins, en Europe centrale, mais que sa survie nationale se joue à ses propres frontières.

Le souci de l'Allemagne fédérale reste de pouvoir contribuer, grâce à la coopération bilatérale avec la France, au renforcement du « pilier européen » de l'Alliance atlantique, sans pour autant que ce rapprochement affaiblisse ladite organisation militaire alliée, avec les Etats-Unis. L'équilibre n'est pas facile à trouver.

On en aura une illustration avec les manœuvres de septembre, en Allemagne, en présence des deux chefs de l'Etat et des commissions parlementaires de la défense de chaque pays.

Réunissant quarante-sept mille hommes, la FAR française a été spécialement conçue pour témoigner de la volonté de la France de participer, au plus tôt du déroulement de la bataille en Europe, aux combats anti-chars, aux côtés ou en appui de ses alliés. Plus mobile que le 2e corps d'armée français, stationné outre-Rhin depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la FAR symbolisera la détermination de la France d'aller plus loin encore. Mais, pour œuvrer ensemble sur le terrain, les états-majors français et allemands ont dû conclure des accords préalables qui permettent à la FAR de trouver outre-Rhin le soutien opérationnel et logistique (carburant, pièces de rechange, missiles) qui lui est nécessaire dans ses déplacements hors du territoire national. Sans être mixtes, les unités françaises et allemandes ont été rendues presque interchangeables.

JACQUES ISNARD.

Le statut des forces allemandes dans l'OTAN

Les accords dits de Paris, signés en octobre 1954, toujours en vigueur et comprenant divers textes ou protocoles relatifs aux droits et obligations des forces alliées et au contrôle des armements, ont régularisé les relations de l'OTAN avec l'Allemagne fédérale et ont fait entrer ce dernier pays dans le cadre de l'alliance atlantique.

Selon ces accords, la République fédérale d'Allemagne s'est engagée à laisser stationner des troupes étrangères sur son sol et elle a accepté de placer toutes ses forces terrestres et aériennes sous le commandement du commandant suprême des forces alliées en Europe. Cette subordination est réalisée dès le temps de paix (ce qui implique, par exemple, que, même pour une manœuvre combinée, l'Allemagne fédérale doit obtenir l'autorisation de l'OTAN de détacher des forces de l'organisation militaire intégrée) et, à plus forte raison, en période de crise ou de conflit éventuel. En revanche, la contribution aux commandements de l'OTAN des forces navales de chaque partie contractante est déterminée, chaque année, selon des besoins évalués par les états-majors.

Les réactions

La proposition faite, vendredi 19 juin, par le chancelier Kohl de mettre sur pied une unité de défense intégrée franco-allemande a reçu le lendemain l'approbation prudente de M. Mitterrand, tandis que M. Michel Debré, le chef de file des gaullistes historiques, qualifiait cette perspective de « *très grave, car cela peut entraîner indirectement la réintégration des troupes françaises sous commandement américain* ».

C'est samedi, à Cahors, que le président de la République a évoqué la proposition du chancelier Kohl, approuvant la « *direction* » indiquée par le chef du gouvernement ouest-allemand. « *Tout cela part de la mise en œuvre du traité de l'Elysée de 1963*, a remarqué M. Mitterrand. *Certaines dispositions, spécifiquement militaires, étaient restées en sommeil. Nous avons décidé de les mettre en action (...). L'un de ces projets, c'est de faire que lorsque cela est possible, spécialement dans le cadre des armées conventionnelles, Allemands et Français réalisent cette imbrication. Cela pose un certain nombre de problèmes difficiles dans la mesure où le statut des armées allemandes diffère.*

» *Des questions se posent qui doivent être résolues, car il n'est pas question pour la France d'entrer dans le commandement intégré. Quand on cherche, on trouve. Nous avançons sur ce terrain. C'est précisément pour cela que le chancelier Kohl a pu se prononcer non pas pour trancher un débat qui est ouvert et sur lequel nous travaillons, mais pour montrer une direction que j'approuve.* »

M. Mitterrand a reconnu qu'il s'agissait là d'un embryon de défense européenne. « *Quand on parle de défense européenne*, a-t-il dit, *on a raison. C'est une perspective à préciser, mais qui rencontre une situation historique difficile. L'alliance atlantique, dont le pays leader est les Etats-Unis, est le pilier de notre sécurité. L'autre pilier, c'est notre force nucléaire. L'Europe, elle, n'en a pas.*

» *C'est un problème difficile, puisque nous sommes encore dans l'ère de Yalta et de Téhéran. Cela contraint l'Europe occidentale à rechercher difficilement les voies d'une défense commune.*

» *De plus, une défense commune n'est possible que s'il y a une définition politique commune. Il faut donc améliorer encore les structures et les fondements de l'Europe économique et politique pour que l'Europe militaire puisse se développer. Je m'y applique, je ne suis pas le seul, et mon engagement est certain. Il faut vaincre les obstacles que l'histoire nous propose. C'est l'affaire de plusieurs années, c'est donc un embryon. Avant qu'il ne se développe, il se passera du temps.* »

Les propos tenus par M. Mitterrand n'ont soulevé aucune surprise à Matignon. Deux ministres ont d'ailleurs commenté favorablement, samedi et dimanche, les propositions du chancelier Kohl : M. Jean-Bernard Raimond et M. André Giraud. Pour le ministre des affaires étrangères, l'idée du chancelier – qui n'est pas aussi nouvelle qu'elle le paraît pour les spécialistes – relève de la « *coopération pragmatique* » existant entre les forces françaises et allemandes. Cette coopération est « *fondamentale pour l'Europe* », a ajouté M. Raimond, pour qui le temps est révolu « *où la RFA craignait de choisir entre Paris et Washington* ».

Difficile compatibilité

On n'en reconnaît pas moins dans les milieux gouvernementaux que la proposition du chancelier Kohl pose des questions de principe difficilement compatibles avec les obligations des deux pays : en vertu des accords de Londres de 1954, toutes les troupes allemandes sont, en effet, sous commandement intégré de l'OTAN, alors que le général de Gaulle a retiré la France de cette organisation et a fait interdire la présence de toute installation militaire étrangère sur le territoire national. Venir à bout de ces contradictions demandera du temps et soulèvera sans doute de nouvelles polémiques, car on voit mal comment certains textes ne devraient pas être modifiés.

D'ores et déjà, M. Debré a condamné la proposition du chancelier Kohl, affirmant qu'« *on traite des choses graves avec un manque de sérieux qui me peine et qui m'indigne* ».

L'ancien premier ministre, qui était interrogé par Europe 1, a ajouté : « *Le problème dans la sécurité militaire est bien connu, il faut un patriotisme. Le patriotisme allemand et le patriotisme français peuvent être alliés, mais pas confondus.* »

« *Depuis quelques jours*, a-t-il ajouté, faisant allusion aux récentes propositions de M. Chevènement, *on constate des initiatives curieuses. La première a été l'affirmation selon laquelle la force nucléaire française pouvait servir à la sécurité de la République fédérale d'Allemagne. C'est une méconnaissance totale de la stratégie de dissuasion. L'extension de notre force nucléaire ne peut pas être crédible dans le temps présent.* »

« *Quant à la seconde proposition*, a-t-il poursuivi, *celle d'une unité franco-allemande, je me demande à quoi l'on joue. Si c'est un amusement, c'est vraiment jouer avec quelque chose de sacré, et si ce n'est pas un amusement, voilà qui est très grave, car cela peut être indirectement la réintégration de troupes françaises sous le commandement américain.* »

M. Lajoinie, pour sa part, a déclaré être « *en total désaccord* » avec l'initiative de M. Kohl.

Diplomatie

A l'UNESCO

L'idée de confier à M. M'Bow un mandat limité à deux ans fait son chemin

La cent vingt-sixième session du conseil exécutif de l'Organisation des nations unies pour *l'éducation, la science et la* culture, ouverte le 13 mai à Paris, s'est achevée vendredi 19 juin. Le conseil a notamment constaté que seulement 50,4 % du programme d'action du biennal 1986-1987 avait été réalisé jusqu'à présent.

Même privée de la participation américaine, l'UNESCO continue à dépendre du dollar, monnaie dans laquelle ses dépenses sont libellées. Ainsi la baisse du billet vert vient de replonger l'Organisation dans les affres financières. Pour boucler son budget, fixé en principe à 180 millions de dollars, il lui manquera finalement cette année près de 40 millions de dollars. Si la moitié de cette somme pourra vraisemblablement être trouvée dans l'excédent dégagé précédemment lors de la hausse du dollar, le reste ne pourra sans doute provenir que d'une augmentation de la contribution des Etats membres.

Sur ce dernier point, le conseil exécutif s'en est remis à la conférence générale de l'UNESCO qui se réunit tous les deux ans et se tiendra à Paris en novembre. Entretemps, le conseil exécutif aura été de nouveau convoqué pour trois semaines à compter du 21 septembre. Il se penchera, en priorité cette fois, sur la succession de M. M'Bow, qui doit en principe être réglée le 7 novembre et qui est officiellement ouverte depuis que le directeur général a annoncé, à l'automne 1986, qu'il n'était pas *« demandeur »* pour un troisième sextennat.

« Irangate » et Angkor

Nombre de délégués estiment que le choix d'un nouveau patron de l'UNESCO, acceptable pour les principaux contributaires (Allemagne fédérale, Japon, France, etc.), facilitera le comblement du déficit budgétaire, en attendant le retour au sein de l'Organisation d'autres grands bailleurs de fonds comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ne manquent pourtant pas les délégués d'autres bords qui pensent que la multiplication des candidatures officielles ou masquées (1), parmi lesquelles aucun nom ne se dégage vraiment, ne pourra que favoriser le maintien, au moins provisoire, de M. M'Bow.

Celui-ci va répétant, inlassablement, qu'il n'est pas demandeur. Cependant, un document circule dans l'organisation montrant que si M. M'Bow dirige l'UNESCO depuis douze ans, M. Mahler est à la tête de l'Organisation mondiale de la santé depuis quatorze ans, M. Bodenhausen est à l'Organisation mondiale de la propriété industrielle depuis le même nombre d'années, M. Blanchard au Bureau international du travail depuis treize ans, etc.

Cependant encore, M. Doudou Diène, porte-parole de l'UNESCO, nous a indiqué que *« si une demande était présentée au directeur général par les Etats afin qu'il demeure à son poste pour un mandat abrégé, limité à deux ans au lieu de six, il réfléchirait attentivement à cette proposition en pesant tous les éléments et à condition, bien entendu, qu'aucun autre candidat ne soit parvenu à émerger et que la prolongation de M. M'Bow jusqu'à la conférence générale de 1989 ne suscite pas de divisions graves »*.

Les représentants du tiers-monde ne manquent pas qui seraient favorables à cette « solution d'attente », d'autant que le candidat le moins mal placé jusqu'ici, l'actuel ministre des affaires étrangères pakistanais, l'ancien général Sahabzada Yacoub-Khan, paraît éliminé depuis un récent article du *Times of India* le récusant, en dépit du fait qu'il a épousé une Indienne, musulmane il est vrai...

Ceux qui rejettent la « fausse solution M'Bow » avancent que, d'ici à la fin de l'été, des candidats aujourd'hui officieux comme M. Iglesias (Uruguay), M. Mayor (Espagne) ou M. Sorsa (Finlande) formeront un peloton de tête honorable dans lequel la communauté internationale pourra choisir, tandis que le maintien, même limité, de M. M'Bow entraînerait, sinon le départ, du moins la *« grève des paiements »* de capitales comme Bonn ou Tokyo.

Les partisans de M. M'Bow, notamment africains, arabes ou musulmans asiatiques, font ressortir que la position de l'actuel directeur général n'a pu qu'être confortée par le récent rapport de la commission américaine John Tower, qui a établi des liens entre la fondation américaine ultraconservatrice Heritage Foundation et le scandale de l'« Irangate ». La fondation, très critique à l'égard du système des Nations unies, a été l'un des inspirateurs du retrait de Washington de l'UNESCO en 1984.

Un document interne de l'Organisation fait valoir que *« beaucoup de personnalités qui ont contribué au départ des Américains de l'UNESCO sont aujourd'hui impliquées dans l'affaire de l'« Irangate » et la vente d'armes aux « contras » nicaraguayens : Mme Kirkpatrick et M. Simon, qui ont reçu de l'argent du colonel North; les généraux Secord et Singlaub, fondateurs aux Etats-Unis du Comité mondial contre le communisme du révérend Moon, et qui ont été les moteurs de l'opération; M. Elliot Abrams, qui est à l'origine même du retrait de l'Amérique de l'UNESCO et qui a été le principal agent de liaison du colonel North avec les « contras »*.

Un argument d'une autre envergure se profile à l'horizon; il pourrait réellement redonner du lustre au blason de M. M'Bow. Celui-ci, croit-on savoir, a, en effet, ces dernières semaines, mené ou patronné d'intenses négociations avec les deux gouvernements cambogdiens, celui installé à Phnom-Penh avec le soutien du Vietnam et celui, en exil, que reconnaissent les Nations unies. Un accord pourrait bientôt être trouvé, assure-t-on officieusement à l'UNESCO, permettant à celle-ci de réaliser le sauvetage des temples khmers d'Angkor (neuvième-douzième siècles) très gravement menacés par la guérilla.

« Ce serait, souligne-t-on avec gourmandise dans l'entourage de M. M'Bow, *recommencer l'opération des temples égyptiens de Nubie dans des conditions bien plus dramatiques encore que celles de la construction du haut barrage d'Assouan. »* On sait quel prestige valut à l'UNESCO et à ses dirigeants d'alors le sauvetage d'Abou-Simbel et de Philae.

Sur la même lancée, on ajoute, au siège de l'Organisation, que l'*« opération Angkor »* pourrait bien être couplée avec une autre opération, non moins spectaculaire et périlleuse, visant à sauver les ruines antiques de Tyr, qui, à la faveur de la situation troublée au Liban, sont en train d'être proprement pillées.

M. M'Bow ou pas M. M'Bow, l'UNESCO ne ferait en tout cas, à Angkor ou à Tyr, que remplir la mission pour laquelle elle a été créée en 1946.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Au 17 juin, les services de M. M'Bow avaient recensé trente-sept candidats, dont huit officiels; les noms de ces derniers ont été communiqués dès le 27 mai aux Etats membres par le président du conseil exécutif. Il s'agit de Mme Manalo (Philippines) et de MM. Wichienbharoen (Thaïlande), Valverde (Equateur), Margan (Yougoslavie), Sa Machado (Portugal), Soedjatmoko (Indonésie), Todorov (Bulgarie), Yacoub-Khan (Pakistan) (voir *le Monde* daté 20 mai).

Proche-Orient

Le chef de la diplomatie israélienne à Londres, Paris et Bonn

M. Pérès ne veut pas manquer la « chance historique » de progresser vers la paix

M. Shimon Pérès reprend son bâton de pèlerin. A partir de ce lundi 22 juin, il visite tour à tour la Grande-Bretagne, la France et la République fédérale d'Allemande. A Paris, il sera reçu, mercredi et jeudi, par MM. Mitterrand, Chirac et Raimond. En Europe, comme il y a cinq semaines aux Etats-Unis, le chef de la diplomatie israélienne apportera dans sa besace son plus précieux viatique, ce document de travail israélo-jordano-américain mis au point à la fin d'avril et qui fixe le cadre d'une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La conférence internationale ? A la mi-mai, M. Pérès perdit la première manche. Face à l'intransigeance de M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement, et de ses amis du Likoud, il ne put rallier la majorité des membres du cabinet restreint à ce projet, prélude dans son esprit à des négociations directes entre Israël et une délégation jordano-palestinienne. Ayant choisi aussitôt de rester au pouvoir pour ne pas laisser le champ libre aux « durs » du Likoud, adeptes d'une colonisation à outrance des territoires occupés, le dirigeant travailliste avait annoncé une double décision : tout faire pour hâter des élections anticipées ; continuer, en attendant, à plaider pour une conférence de paix. Il a continué, en effet, et il continuera à Londres, Paris et Bonn.

Quelques semaines de recul n'ont pas modifié le constat de M. Pérès. *Une « chance historique »* existe, assure-t-il, de progresser vers la paix, qu'Israël doit saisir parce qu'elle ne se représentera pas de sitôt. D'où son souci d'*« entretenir le mouvement »*, quitte à lancer quelques ballons d'essai hasardeux, telle cette idée, fraîchement accueillie en Israël, de soumettre à référendum le projet de conférence. D'où aussi sa « bougeotte diplomatique », sous le regard sourcilleux d'un premier ministre d'autant plus irrité par cette agitation qu'il estime M. Pérès dépossédé, sur ce chapitre, de tout mandat.

L'œil sur les calendriers électoraux, le ministre des affaires étrangères prévoit, sans gros risque d'erreur, que les législatives en Israël – anticipées ou non – puis le scrutin présidentiel aux Etats-Unis (novembre 1988) paralyseront les diplomates pendant deux ans, compte tenu du nécessaire « rodage » de la prochaine administration américaine. Pour avoir quelque chance de survie, une initiative politique au Proche-Orient devrait prendre corps dès cette année. Une seule voie de salut s'offre donc à M. Pérès : solliciter au plus vite le verdict des urnes. Or – ironie du destin – le chef travailliste, qu'on a décrit à l'excès comme un politicien retors, manque gravement aujourd'hui à sa réputation. Le voilà incapable, faute d'avoir assuré ses assises parlementaires, de décrocher une majorité absolue en faveur de l'autodissolution de la Knesset. Trois ou quatre voix décisives, selon les pointages, lui font défaut.

Pas question, non plus, pour M. Pérès, d'un divorce avant terme. Dans cette hypothèse en effet, M. Shamir, fort de l'actuel soutien d'au moins soixante-deux députés, pourrait rester à la tête d'un « gouvernement étroit » pendant de longs mois et – qui sait ? – survivre jusqu'à l'échéance électorale d'octobre 1988. Les travaillistes sont donc contraints d'attendre d'éventuelles défections, voire, plus sûrement, d'encourager aux débauchages en appâtant les plus hésitants, notamment les religieux orthodoxes du parti Shas.

La gauche décèle, dans l'opinion, plusieurs signes réconfortants : la persistance des intentions de vote, toujours largement favorables au Parti travailliste (41 % contre 27 % pour le Likoud) ; le fait surtout *qu'une majorité d'Israé*liens (58 %) se disent prêts à courir le risque d'une conférence de paix et qu'une forte minorité (40 %) acceptent de lui sacrifier l'union nationale. Sur ces thèmes, M. Pérès et ses amis mènent discrètement campagne, en particulier dans les *« villes de développement »* peuplées de séfarades et d'ordinaire enclines à soutenir la droite.

Le ministre des affaires étrangères estime conserver dans son jeu les atouts qu'il possédait il y a un mois et demi. L'OLP reste isolé dans le monde arabe. Le roi Hussein n'est pas revenu sur l'arrangement de procédure (*« understanding »*) élaboré par l'entremise des Américains. L'essentiel reste donc acquis : pour la première fois en vingt ans, le souverain hachémite s'affirme prêt à négocier sans condition préalable. Il est même allé, dans une interview au *Boston Globe*, jusqu'à juger *« irréaliste »* de demander d'emblée un retrait total d'Israël des territoires occupés et une *« redivision de Jérusalem »*.

Mieux : ses audaces, relève-t-on à Jérusalem, ne lui ont valu aucun anathème dans les grandes capitales arabes. Dommage, bien sûr, soupire-t-on dans l'entourage de M. Pérès, que le roi n'ait pas souligné son désir de paix par un geste spectaculaire à la Sadate. Mais les travaillistes, qui, au fond, comprennent la prudence du monarque, ont scrupuleusement respecté leur engagement de garder secrète la troisième partie de l'arrangement conclu, bien que cette promesse leur ait porté préjudice. Car ce volet en huit points comporte justement les garanties qui protègent Israël contre un éventuel excès de pouvoir de la conférence internationale et contre le risque d'une solution imposée. M. Shamir connaissait parfaitement ces clauses secrètes. Mais il a eu beau jeu de les ignorer en dénonçant les *« dangereux silences »* du document controversé. Les inévitables ambiguïtés de la diplomatie secrète ont, en l'occurrence, nui à M. Pérès.

Le leader travailliste trouve aussi, à *Moscou, matière à quelque optimisme*. Certes, on voit mal pourquoi l'URSS avaliserait une formule de conférence où elle jouerait les utilités et dont l'OLP serait tenue à l'écart. On ne voit pas plus comment l'Etat hébreu serait en mesure d'imposer ses conditions à une participation soviétique. Israël, après tout, a plus besoin que l'URSS de la paix au Proche-Orient. Mais M. Pérès retient surtout, pour s'en réjouir, que Moscou évite désormais de manier l'ukase envers Israël. L'URSS a ses positions et ses souhaits, mais elle ne les transforme plus en ultimatums.

Bref, Israël tient le nouveau pouvoir soviétique pour moins dogmatique et plus ouvert au dialogue. D'autant que l'URSS a assoupli sa politique dans le domaine auquel Jérusalem attache le plus grand prix : le sort des juifs soviétiques. De janvier à mai 1987, 2300 refuzniks ont quitté le pays, soit déjà plus du double qu'au cours de 1986; 589 seulement ont immigré en Israël, soit tout de même un tiers de plus que l'an dernier. Il ne reste plus qu'un seul *« prisonnier de Sion »* en URSS, qui sera sans doute libéré prochainement. La délégation consulaire soviétique annoncée depuis plusieurs mois a fait sa demande de visa. Elle devrait venir en Israël dans la seconde moitié de juillet.

M. Pérès sait pertinemment qu'il ne pourra rien entreprendre de sérieux sans le feu vert des Soviétiques et le soutien affiché des Américains. Il se défend de favoriser le retour de l'URSS au Proche-Orient. *« Les Russes*, déclarait-il récemment, *sont déjà là et bien là. Ils ont été très actifs ces derniers mois. Ils ont facilité la réunification de l'OLP, invité Assad à Moscou, rééchelonné les dettes syrienne et égyptienne, donné des garanties navales au Koweït, livré de nouveaux avions à l'Irak. Ont-ils vraiment besoin de moi ? »* M. Pérès redoute d'autant plus une *« démobilisation »* américaine. *« Si les Etats-Unis*, ajoutait-il, *parviennent à conclure avec l'URSS un accord de désarmement partiel, l'administration Reagan se désintéressera du Proche-Orient et se souciera moins des juifs soviétiques. »* Il est vrai que, pour un président américain, traiter efficacement le dossier israélo-arabe est un *« job à plein temps »*.

J.-P. LANGELLIER.

● **ISRAËL : attentat au domicile de M. Siniora.** – Deux voitures appartenant au rédacteur en chef du quotidien nationaliste palestinien *Al Fajar* (proche de l'OLP), M. Hanna Siniora, ont été incendiées à l'aube du dimanche 21 juin devant le domicile de ce dernier, au nord de Jérusalem. L'attentat a été revendiqué à Damas par le Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habache (FPLP). Des slogans condamnant les récentes initiatives de M. Siniora – qui a fait part de son intention de conduire une liste palestinienne aux élections municipales – ont été inscrits à proximité. Le projet de M. Siniora a suscité de nombreuses critiques dans certains milieux palestiniens, qui y voient une reconnaissance *de facto* de la souveraineté israélienne sur la partie arabe de Jérusalem. – *(AFP, Reuter.)*

Trente-trois jours après l'attaque de la frégate « Stark »

L'Irak reprend ses raids contre les pétroliers dans le Golfe

Trente-trois jours après l'attaque *« accidentelle »* par un avion irakien de la frégate américaine *Stark*, l'Irak, qui avait totalement interrompu ses raids contre les pétroliers dans le Golfe, a effectué, le samedi 20 juin, à l'aube, deux opérations-éclairs à quelques minutes d'intervalle. Selon l'état-major de Bagdad, l'aviation irakienne a sérieusement endommagé le quai de chargement ouest de l'île de Kharg, le plus important terminal pétrolier iranien, situé au nord-est du Golfe. D'autres appareils ont *« touché avec précision »* un pétrolier dans la même zone, avant de regagner leur base sans dommage, selon la même source.

L'annonce de ces raids fait suite aux déclarations du ministre irakien de l'information, M. Latif Nassif El Jassem, qui a réaffirmé, le 15 juin, l'intention de son pays de *« frapper tous les navires naviguant dans les zones d'exclusion maritime »* dans le Golfe.

L'Iran a aussitôt réagi en déclarant que *« l'insécurité dans le Golfe sera aggravée »* et en accusant le Koweït et l'Arabie saoudite d'avoir aidé l'Irak à réussir le raid contre le pétrolier (battant pavillon libérien). *« Tout le monde devrait savoir que nous ne nous déroberons pas et n'hésiterons pas à faire du prestige américain dans la région la cible de nos coups dévastateurs »*, a déclaré M. Moussavi, le chef du gouvernement iranien.

Téhéran a, par ailleurs, annoncé, dimanche, une nouvelle offensive, appelée Nasr-4, dans le Kurdistan irakien, au nord de la ville de Souleymanieh, dans le nord-est de l'Irak, *« en représailles aux raids irakiens contre les pétroliers »*.

Le *New York Times*, citant des responsables américains, a annoncé que l'Arabie saoudite avait accepté une extension au-dessus du Golfe de la zone de patrouille des quatre avions américains de surveillance-radar AWACS stationnés sur son sol *« afin d'assurer, dans la région du détroit d'Ormuz, une meilleure couverture des navires de guerre américains qui seront chargés de protéger les pétroliers koweïtiens »*. – *(AFP.)*

● **IRAN-SYRIE : protocole d'accord économique.** – L'Iran et la Syrie ont signé un protocole d'accord pour développer leur coopération dans les domaines commercial, économique, bancaire et technique, à l'issue des travaux de la commission mixte syro-iranienne réunie cette semaine à Damas, a rapporté, le samedi 20 juin, Radio-Téhéran. – *(AFP.)*

LIBAN : après les derniers enlèvements

La Syrie somme les ravisseurs de libérer MM. Glass et Osseirane

Beyrouth *(AFP, Reuter)*. – La Syrie a sommé les ravisseurs du journaliste américain Charles Glass et du fils du ministre de la défense libanais, M. Ali Osseirane, de libérer leurs prisonniers dans les plus brefs délais. De source proche du commandement syrien au Liban, on indiquait, ce week-end, que Damas aurait exigé une *« libération inconditionnelle »* des deux hommes enlevés le mercredi 17 juin dans un quartier chiite du sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah (extrémistes pro-iraniens). L'injonction de Damas a été transmise par téléphone à plusieurs dirigeants chiites, dont le chef spirituel du Hezbollah, Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah.

De source proche des Syriens, on expliquait notamment : *« Le commandement syrien a prévenu qu'il n'attendrait pas très longtemps pour que ses exigences soient satisfaites ; il a très clairement fait savoir aux intéressés qu'il voulait que les deux hommes soient rapidement libérés sans condition ; les Syriens ne peuvent tout simplement pour se permettre de laisser les ravisseurs s'en tirer comme cela. »*

L'enlèvement a été jugé, dans certains milieux, comme un défi à l'autorité de Damas, qui entend, depuis le début de l'année, faire régner l'ordre à Beyrouth-Ouest, la partie musulmane de la capitale. L'appel aux ravisseurs serait venu du président syrien en personne, M. Hafez El Assad. A cette fin, le chef des observateurs militaires syriens à Beyrouth, le colonel Ali Hammoud, a rencontré samedi Cheikh Fadlallah.

Cependant, de brefs affrontements ont opposé ce week-end deux clans chiites rivaux dans le sud de Beyrouth, faisant deux morts. D'autre part, un responsable de la branche libanaise du Parti Baas, Hatem Kaouach, a été assassiné dimanche dans le sud du pays, à Saïda. Enfin, les dirigeants de la communauté juive ont indiqué que le juif libanais dont *« l'exécution »* avait été annoncée vendredi dernier (*le Monde* daté 21-22 juin) *« pourrait être Isaac Sasson et non Elie Srour »* – ainsi que l'avait déclaré le mouvement ayant revendiqué l'assassinat, l'Organisation des opprimés sur Terre. *« La photo distribuée n'est pas celle d'Elie Srour »* – dont *« l'exécution »* avait d'ailleurs déjà été annoncée il y a plusieurs mois – *« mais pourrait être celle d'Isaac Sasson »*, fait-on remarquer au sein de la communauté juive.

Après le congrès des juifs originaires de Libye

Une lettre de l'ambassadeur

Nous avons reçu la lettre suivante du chef de la délégation libyenne à Paris, M. Hamed El Houderi :

A la suite de l'information parue dans *le Monde* du 19 juin faisant état de la tenue à New-York du congrès international des juifs originaires de Libye, nous vous prions de bien vouloir publier les précisions suivantes : *« La Libye et sa révolution (...) considèrent les juifs libyens comme des citoyens à part entière. Ils seront toujours les bienvenus s'ils optent pour le retour dans leur patrie, où ils pourront vivre (...) à égalité de droits et de devoirs avec leurs frères libyens et reprendre possession de leurs biens, comme le frère Moammar Kadhafi les y a invités à plusieurs reprises à travers les médias internationaux. (...) »*

Amériques

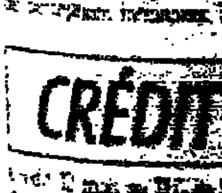
BAHAMAS : les élections générales

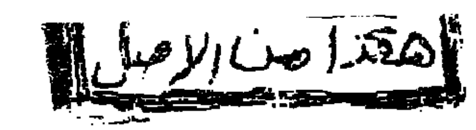
Le premier ministre remporte son sixième mandat

Nassau. – Les habitants des Bahamas se sont rendus aux urnes, le vendredi 19 juin, pour renouveler le Parlement et se prononcer sur le sort du premier ministre, M. Lynden Pindling, au pouvoir depuis l'indépendance en 1967. Malgré les accusations de corruption lancées contre son gouvernement, M. Pindling a remporté son sixième mandat. Son Parti libéral progressiste (PLP) a déjà obtenu 29 des 49 sièges de l'Assemblée, d'après les premiers résultats. Selon les observateurs, 85 % des 90 000 électeurs inscrits ont participé au scrutin.

La campagne électorale, qui a duré un mois, avait été dominée par la question du trafic de drogue et de la corruption. Selon des responsables américains, près de 40 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis a transité par les Bahamas, dont les sept cents îles fournissent aux trafiquants des bases commodes à proximité de la Floride. Le train de vie *fastueux du premier ministre* et les négligences dans la lutte contre le trafic des stupéfiants – qui ont coûté leur poste à cinq de ses ministres – ont été dénoncés par le chef du parti d'opposition (Mouvement national libre), M. Kendal Isaacs. Apparemment sans succès puisque *M. Pindling, qui est âgé de* cinquante-sept ans, jouit encore d'une réelle popularité pour avoir mis fin à un gouvernement blanc minoritaire et amené le pays, à majorité noire, à l'indépendance. – *(AFP, Reuter, UPI.)*







Asie

SRI-LANKA

Amnesty International dénonce la torture et la disparition de détenus tamouls

Dans un rapport publié le lundi 22 juin à Londres, Amesty International fait part de ses *« craintes »* en ce qui concerne le sort des détenus tamouls au Sri-Lanka et demande au gouvernement de ce pays d'enquêter *« de toute urgence »* sur le sort de plusieurs centaines de détenus *« disparus »* après leur arrestation. Dans ce document, l'organisation humanitaire affirme posséder des témoignages précis sur 216 nouveaux cas de disparitions de prisonniers tamouls, ce qui porte à plus de 500, selon l'organisation, le nombre de disparitions dans le pays depuis deux ans et demi.

Elle exprime aussi ses *« craintes »* pour la sécurité des détenus tamouls, accrues selon elle par des informations attestant que les forces de sécurité srilankaises pratiquent *« couramment »* la torture lors de leurs interrogatoires, dans le cadre de la lutte contre l'insurrection tamoule au Sri-Lanka. Amnesty précise que la plupart des 216 Tamouls arrêtés et *« disparus »* sont des jeunes gens originaires d'une province de l'est du pays ayant été enlevés, selon des témoins, par les *« brigades spéciales »* de la police srilankaise.

Ces 216 cas s'ajoutent à 272 disparitions du même type, survenues dans le nord et l'est du pays il y a plus d'un an, et répertoriées dans un premier rapport publié par Amnesty en septembre dernier. L'organisation souligne toutefois que la liste des disparitions publiée dans son rapport n'est pas à jour, puisque les familles de disparus enquêtent généralement pendant plusieurs mois auprès de l'armée, de la marine et des « forces spéciales », avant de rapporter les disparitions de leurs proches. Amnesty réclame au gouvernement une enquête *« impartiale »* sur les abus commis par les forces de sécurité du pays, tout en rappelant que le gouvernement srilankais est confronté à de *« graves difficultés »*, et en condamnant les actes de violence commis par ses opposants. – *(AFP.)*

La crise en Corée du Sud

Le président Chun accepte de rencontrer des chefs de l'opposition

Alors que les affrontements se poursuivaient dans plusieurs villes du pays, le président Chun Doo Hwan a accepté, le lundi 22 juin, la recommandation de M. Roh Tae Woo, son successeur désigné, de rencontrer M. Kim Young Sam et d'autres dirigeants de l'opposition. Le chef de l'Etat sud-coréen a également accepté de considérer favorablement les demandes de libération des détenus politiques arrêtés depuis le 10 juin, ainsi que la levée de l'assignation à résidence de M. Kim Dae Jung. Cette décision, si elle était prise, représenterait une concession importante du pouvoir.

Entre-temps, redoutant que les manifestations prennent, en se prolongeant, un caractère anti-américain de nature à mettre en cause la présence de leurs bases dans le pays, les Etats-Unis ont décidé d'envoyer sur place un émissaire, M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique. Cette initiative fait suite à la lettre personnelle que le président Reagan a adressée au chef de l'Etat sud-coréen, l'appelant à la modération et au dialogue avec l'opposition.

Les affrontements à Pusan : « Leurs espoirs sont nos espoirs »

PUSAN
de notre envoyé spécial

Dimanche matin, deux membres de la police antiémeute, en civil, se sont rendus au centre catholique de Pusan où sont retranchés, depuis le 16 juin, trois cents étudiants contestataires. Ils apportaient une petite somme d'argent et une lettre : *« Nous sommes contraints de tirer sur vous, mais nous sommes aussi pour la démocratisation. Utilisés cet argent à bon escient »*, écrivaient-ils. Sans doute, ces deux policiers à la mauvaise conscience se trouvaient-ils parmi ceux qui, dans la soirée de dimanche, chargeaient cinq à six mille manifestants et arrosaient le quartier de Somyong, envahi de badauds, de gaz lacrymogènes. Ces manifestations, qui, dans la nuit, ont pris un tour plus violent, se sont prolongées jusqu'à minuit.

En dépit de la mise en garde du gouvernement et de la fermeture anticipée des universités, les manifestations se sont poursuivies samedi et dimanche, à Séoul, comme dans les villes de province, même de moyenne importance. Certes, elles n'ont pas eu l'ampleur de celles de la semaine précédente, mais elles n'en ont pas moins donné lieu à des affrontements rapides et rudes entre policiers et manifestants. Ce fut le cas à Pusan, le grand port du sud de la péninsule et deuxième ville du pays avec 3,6 millions d'habitants.

Comme à Séoul, on notait une plus grande nervosité des policiers. Pour la plupart du même âge que les étudiants qu'ils combattent, ils paraissent désormais éprouvés par la fatigue de douze jours d'affrontements, le peu de sympathie de la population à leur égard n'étant pas pour leur remonter le moral.

Le geste de recul de ce petit garçon à qui un policier tendait la main avec un sourire dans le quartier de Somyong, à Pusan, ou les vitupérations de cette vieille marchande de fruits du marché Kukche qui, du coton dans les narines, nettoyait à l'eau les traces de gaz lacrymogènes devant sa boutique, sont révélateurs d'un état d'esprit.

La police a reçu l'instruction ferme d'éviter les brutalités. Est-elle respectée ? Samedi à Séoul, au cours d'une échauffourée avec la police, un bonze s'est vu dépouillé sans ménagement de sa robe grise. La nervosité de la police dénote l'inquiétude des autorités devant une crise qui se prolonge et dont l'issue paraît incertaine. Afin de chercher à prévenir tout risque de dérapage, la police semble avoir été renforcée par des éléments de l'armée.

Pusan connaît depuis douze jours des manifestations particulièrement nourries et violentes. Atteint à la tête par une grenade lacrymogène, un salarié de vingt-huit ans est dans le coma depuis le 17 juin. Les policiers n'hésitent pas, d'autre part, à poursuivre les manifestants jusque dans les immeubles, utilisant les gaz lacrymogènes même dans les ruelles. Pusan a derrière elle une longue tradition contestataire : c'est de là que partirent en 1960 les manifestations étudiantes qui mirent fin au régime Sygman Rhee, premier président de la République de Corée. Ce sont aussi les manifestations étudiantes de Pusan qui, en 1979, furent le prélude à l'assassinat de Park Chung Hee par le chef des services de renseignements.

La situation à Pusan, ces derniers jours, est significative de l'extension du mouvement antigouvernemental à d'autres catégories sociales que les étudiants. D'une manière générale, la population leur manifeste de la sympathie, ce qui n'était pas le cas, dans le passé. Les badauds ne désertent plus les lieux des manifestations, mais, au contraire, bon nombre s'équipent pour rester le plus longtemps possible, achetant aux vendeurs ambulants, figures désormais familières des manifestations, des lunettes de plongée et des masques à gaz – piètre protection, au demeurant, contre les volées de grenades lacrymogènes et certains gaz, lancés sous forme de cylindres jaunes et noirs, qui provoquent de lentes brûlures de la peau. Le mouchoir sur le nez, toussant et crachant, la population n'en reste pas moins sur les trottoirs à encourager les manifestants et à huer la police quand celle-ci attaque.

Le risque d'escalade

Au cours des manifestations de la nuit de samedi à dimanche à Pusan, on a vu des chauffeurs de taxi charger gratuitement des étudiants pour leur permettre d'échapper à la police, et des conducteurs d'autobus utiliser leurs véhicules comme bouclier de protection pour les manifestants. Au grand carrefour de Somyong, quatre rangées de six autobus ont ainsi fait mouvement ensemble, permettant aux manifestants de se protéger et d'avancer sur les forces de l'ordre. Enfin, au cours des trois derniers jours, les étudiants de Pusan ont recueilli de 5 à 6 millions de wons (50 000 à 60 000 F) en dons de la population.

Les autorités avaient espéré affaiblir les organisations étudiantes en fermant les universités. Apparemment, les réseaux de la contestation permettent de pallier cette absence de lieu de rencontre. A Pusan, a été créé samedi un comité de coordination des luttes étudiantes qui regroupe aussi des représentants des lycéens, désormais partie prenante dans les manifestations. Le noyau dur et politisé des étudiants a, semble-t-il, regroupé autour de lui bon nombre de modérés venant par exemple des facultés de médecine, traditionnellement peu engagées. Pour chaque manifestation, les dirigeants changent.

Surtout, les étudiants semblent désormais bénéficier du soutien d'une frange, certes encore minoritaire, des jeunes ouvriers. Dimanche, dans le quartier de Somyong à Pusan, circulaient des tracts signés du comité ouvrier de lutte pour la démocratie. Ces tracts demandaient l'abolition des cartes de travail et l'instauration d'une grille des salaires, et appelaient à la *« conquête d'une Constitution respectant le droit des travailleurs »*.

Le relais entre le mouvement étudiant et les jeunes ouvriers des usines de textiles et de chaussures de sport (les deux principales productions de Pusan) s'opère grâce à quelques deux cents anciens étudiants qui se sont « établis » et travaillent en usine.

Ils trouvent apparemment un certain écho chez les jeunes ouvriers dont les conditions sont particulièrement dures : *« Une ouvrière du textile gagne 90 000 wons (soit 900 F) et un ouvrier entre 120 000 et 130 000 pour dix à douze heures de travail par jour »*, nous dit le pasteur Choi Sung-mook. *« Assurément, pour eux, la révision de la constitution est une question abstraite qui ne les intéresse guère*, poursuit-il, *mais c'est devenu un symbole de lutte en vue d'obtenir des syndicats libres. »*

Les manifestations provoquées par la désignation, le 10 juin, de M. Roh Tae-woo comme candidat à la succession de M. Chun ont, en fait, cristallisé des mécontentements de nature différente. A celui, traditionnel, des étudiants s'est ajouté celui des jeunes ouvriers et d'une partie de la classe moyenne urbaine, fille de l'expansion économique. Certes frileusement accrochée à ses avantages, cette dernière n'est pas prête à descendre dans la rue, mais elle n'en a pas moins été irritée par le comportement du pouvoir et, notamment, par la répression sans discrimination à laquelle il s'est livré au cours de la première semaine de manifestations.

Le mouvement contestataire bénéficie du soutien moral et, dans certains cas, actif de l'église. *« Si le gouvernement ne fait pas de concession, il y aura une escalade dans le mécontentement »*, nous a dit le Père Park, responsable de la commission Justice et Paix de Pusan. Le Père Park a décidé d'ouvrir le centre catholique aux étudiants, pris en tenaille dans la rue entre deux groupes de policiers les bombardant de grenades lacrymogènes. *« Leurs espoirs sont nos espoirs »*, affirme-t-il.

PHILIPPE PONS.



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Le président de la République a développé à Cahors le thème du rassemblement

M. Mitterrand a commencé, le lundi 22 juin à Cherbourg, une visite officielle de deux jours en Basse-Normandie. Samedi, à Cahors, il avait rodé quelques-uns des thèmes qu'il devait aborder au cours de son voyage, et qui pourraient, éventuellement, être ceux d'une campagne électorale si le chef de l'Etat décidait de se représenter.

CAHORS
de notre envoyé spécial

M. Maurice Faure, maire de Cahors, et M. François Mitterrand, président de la République, sont de vieux amis. Ils n'ont, curieusement, siégé ensemble que dans un seul gouvernement de la IVe République, le cabinet Guy Mollet de 1956-1957. Mais il est vrai que l'âge avait donné à M. Mitterrand une petite longueur d'avance. En mai 1981, le chef de l'Etat avait nommé son ami garde des sceaux dans le premier gouvernement Mauroy. M. Faure a tenu un mois, tout rond, avant d'emmener son chauffeur boire un verre de blanc au comptoir d'un bistrot proche de la place Vendôme, et de lui annoncer que, cette vie de chien ayant assez duré, il était temps d'aller prendre, dans le Lot, une sorte de demi retraite.

Les liens d'amitié autorisent l'impudeur. M. Faure avait annoncé qu'il *« titillerait »* M. Mitterrand sur sa candidature à l'élection présidentielle. Il a tenu parole, à pleine voix, devant les micros plantés sous le dais tricolore d'une petite tribune de bal du 14 juillet, installée au bout de la rocade de contournement de Cahors, qu'il s'agissait d'inaugurer en grandes pompes républicaines. *« Vous verrons-nous revenir, en tenue de combat ? »* demanda-t-il.

M. Mitterrand regardait ailleurs. Sans doute songeait-il que l'amitié autorise à faire le sourd. Il ne répondit pas et prétendit, un peu plus tard, qu'il n'avait *« pas bien saisi »* l'interrogation angoissée de son hôte.

Il consentit pourtant à faire le mystérieux, comme à l'ordinaire, devant les journalistes qui le pressaient de lâcher, enfin, le morceau, avant le printemps prochain : *« Comme vous êtes butés ! Cela fait je ne sais combien de fois que vous m'assassinez avec cette question (...). Je ne suis pas en situation de candidat. Je ne suis pas candidat. Je suis président de la République et j'exerce mes fonctions. »* Bref, *« vous n'en saurez pas davantage ».*

Quel déclin ?

Pas davantage ? Voire. Si M. Mitterrand n'est pas candidat, il se comporte comme s'il devait l'être. La précaution est élémentaire. De surcroît, M. Mitterrand n'a pas, dirait-on, besoin d'être candidat puisqu'il est président et que, les projets de l'un et l'action de l'autre se confondant, le langage du premier exprime la mission que le second s'est donnée. La situation ainsi considérée est plutôt commode.

M. Mitterrand ne croit pas au *« déclin »* de la France. *« Les Français,* dit-il, *s'en tireront s'ils s'unissent. Je suis, depuis quelques années, à la fois acteur et témoin d'une histoire qui se fait. Rien ne sera possible ni pour un autre ni pour moi-même, si la forte majorité des Français savent bien dessiner, définir quelques objectifs simples autour desquels la nation tout entière saura se réunir et réussir l'entreprise à laquelle je vous convie.*

» Là où les plaies sont vives, là où les blessures saignent, là où la France perd du terrain, elle ne gagnera que rassemblée autour d'idées fortes et justes. La première est qu'il faut se regrouper autour de ceux qui ont le plus besoin. Ne perdons pas une seule force. N'excluons personne. Nous n'avons pas le loisir de laisser à la traîne des individus ou des groupes sociaux. Nous avons à rassembler nos forces. Mon rôle est de vous y inviter, dépassant les disputes, les contradictions, parfois davantage les amertumes. Cherchons ensemble le bien de la France. Ce bien s'appelle liberté, justice, imagination et courage. »

M. Mitterrand paraît décidé à lutter, pour longtemps, contre la morosité de l'époque. *« J'entends prononcer le mot déclin. Il y a des hauts ; il y a des bas. La France a les moyens de surmonter les difficultés dans lesquelles elle se trouve. Le monde s'est rétréci. Tous les peuples éclatent. Les frontières sautent. Ceux qui veulent à tout prix les fermer seront obligés de céder au mouvement du monde moderne. Il faut que les Français s'apprêtent à entrer de plein pied dans cette époque. »* Lutter encore par de *« vrais choix politiques »*, ceux qui *« devraient toujours permettre de raccourcir les délais entre les sociétés dépassées et les sociétés à construire ; entre les injustices qui s'incrustent et la justice à promouvoir ».*

Cela suppose de sauvegarder le rôle de l'Etat *« nécessaire »*, dès lors qu'il ne *« vit pas dans l'idée qu'il peut tout faire ».* L'Etat qui *« doit arbitrer entre les contradictions en évitant l'écrasement des uns par les autres ».* Bref, *« il ne faut pas que les modes* [le moins d'Etat] *l'emportent sur la réalité ».* Cela suppose aussi d'accepter l'immigration, pour peu qu'elle soit en règle avec les lois du pays : *« Il n'existe pas de Français type, de modèle idéal (...). Ne vivons pas dans la crainte. Ayons confiance en nous ! »*

Le rôle de l'Etat, le code de la nationalité : ces sujets — polémiques puisqu'une partie de la majorité et le président de la République ne partagent pas les mêmes visions — n'ont été traités que de manière allusive. En revanche, M. Mitterrand a été direct sur le conflit qui l'oppose au gouvernement à propos des grands travaux et singulièrement des tracasseries budgétaires qui rétricissent le projet de l'Opéra-Bastille : *« Les projets, lorsqu'ils sont judicieux, doivent être menés à bien. Il ne sert à rien, au gré des humeurs politiques, de tailler à coups de serpe dans les projets qui se révèlent nécessaires à l'équilibre du pays. »*

Ceci encore — mais hors discours, en réponse aux questions des journalistes — pour l'atteinte portée à la loi de 1982 sur l'aggravation des conséquences financières de la grève pour les fonctionnaires : *« Cette loi n'a pas été votée contre mon sentiment. J'y étais favorable. La majorité, en France, a changé... C'est une loi de protection sociale. Il faut être vigilant pour que les lois sociales de protection du droit des travailleurs soient préservées. Elles peuvent changer. La seule chose que je demande, c'est qu'elles changent dans le bon sens. »*

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le parti en marge

M. MICHEL ROCARD fait monter la pression et présente un programme présidentiel qui montre une très grande liberté — c'est un euphémisme — par rapport aux réflexions de son parti. M. Jean-Pierre Chevènement applique allègrement le principe *« quand on est ministre, on ferme sa gueule, entre-temps on en profite »,* et contredit sans complexe à la fois M. Lionel Jospin, M. Pierre Mauroy et... M. François Mitterrand sur la réalité d'un « déclin français ». Trois mois après le congrès de Lille, dont c'était l'un des objets, le premier secrétaire du PS peut constater qu'il ne suffit pas de faire rentrer les « poids lourds » du PS dans ses instances dirgeantes pour contrôler leur trajectoire.

Certes, la situation politique est favorable au PS, qui commence à se dire, à tort ou à raison, qu'au train où vont les choses, et avec l'aide de la droite et du président de la République, une victoire en 1988 est à sa portée. Mais, dans le même temps, le PS donne le spectacle d'une cacophonie — version négative — ou pour le moins d'un débat sur la place publique — version positive — autour de sujets qui ne sont pas minces. Huit mois avant l'échéance pour laquelle les socialistes sont censés préparer une plate-forme, ses grands ténors ont chacun son point de vue. Ils ne se privent pas de l'exprimer, en particulier M. Chevènement, qui insiste pour discuter de la nécessité même d'un programme, de l'avenir de la France et de celui de l'Europe, de l'existence, ou non, de marges de manœuvre économiques.

Alors que M. Jospin pense que c'est là faire le jeu de l'extrême droite, M. Chevènement — mais aussi M. Rocard — insiste sur le déclin de la France, partition qui inquiète aussi M. Pierre Mauroy ou les membres d'Espaces 89 (proches de M. Fabius). M. Chevènement, encore lui, relance le débat des premières années du septennat, en envisageant que la France sorte du SME si la RFA refuse le donnant-donnant (protection militaire française, relance économique allemande) qu'il lui propose.

On conçoit alors que l'ancien ministre de l'industrie ait envie de se présenter dans le PS contre M. Rocard (au cas où M. Mitterrand ne serait pas candidat) pour confronter ses idées à celles du maire de Conflans-Sainte-Honorine : le volontarisme économique de M. Chevènement apparaît plus que jamais aux antipodes du programme « consensuel » (maintien des privatisations déjà effectuées, poursuite des autres sous une forme différente) dont M. Rocard commence à tracer les grandes lignes.

Point de non-retour

Cette autonomie croissante de M. Rocard vis-à-vis du PS ne peut manquer d'accroître l'agacement que M. Jospin éprouve déjà à l'égard du comportement du député des Yvelines : les socialistes conçoivent que le candidat qui les représentera à l'élection présidentielle dispose d'une marge de manœuvre par rapport à leur plate-forme. Mais, de la façon dont M. Rocard semble engager le processus, c'est plutôt le PS qui risque, pour le coup, de se trouver... en marge. Et le PS n'est probablement pas disposé à accepter du député des Yvelines ce qu'il accepterait de M. Mitterrand.

Il est de bonne guerre que M. Rocard se conduise comme s'il était candidat en toute hypothèse. Mais, même s'il évite soigneusement les phrases irréparables, M. Rocard, en multipliant les signes de sa détermination, risque d'atteindre un point de non-retour.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Michel Rocard : « partir de ce qui est fait »

M. Michel Rocard, qui était, le samedi 20 juin, l'invité de l'émission « Les cahiers du mégahertz » (98,8-Le Matin de Paris), a laissé entendre que, s'il est élu à la présidence de la République en 1988, il ne reviendra pas sur les privatisations déjà effectuées par le gouvernement de M. Jacques Chirac et remettra en cause, non le fondement, mais seulement les modalités, de celles qui restent à effectuer.

L'ancien ministre a notamment affirmé : *« Les Français en ont assez des guerres de religion, et je n'entends pas, si des responsabilités me sont confiées, rouvrir des guerres de religion sur des batailles dont les Français ont assez. »* Ainsi, M. Rocard juge-t-il que *« renationaliser TF 1* [lui] *semble plutôt une chose à rejeter »*, même si la privatisation de la chaîne constitue *« une des plus graves fautes »* de l'actuel gouvernement.

Le candidat potentiel à la présidence de la République a continué : *« Dans ce qu'il faudra accepter, prendre en charge, récupérer, il n'y aura pas que du bon (...) Quand l'électeur vote mal, il faut aussi qu'il paye la sanction. »* Il conviendra, selon le député des Yvelines, de *« traiter les privatisations autrement, mais pour celles qui restent à faire »*, ce qui reviendra à *« les faire dans des conditions telles que chacune des entreprises puisse à l'occasion de sa privatisation trouver de l'argent pour investir (...) créer des emplois ». « Mais,* a continué M. Rocard, *je ne pense pas qu'il faille toucher à ce qui est fait. Parce que si les gouvernements qui se suivent et les chefs d'Etat qui se suivent ont pour objectif principal de défaire ce qu'ont fait les prédécesseurs, la France ne progressera pas. On partira de ce qui est fait, on colmatera le plus urgent ou le plus grave, mais il faut avancer et régler le problème des soixante autres sociétés qui elles doivent être (...) traitées autrement, c'est-à-dire avoir accès tout de suite au marché financier, mais peut-être pas dans la totalité. »*

Candidat sans commentaire

A propos de sa candidature en 1988, le maire de Conflans-Sainte-Honorine a précisé qu'à la différence de 1980, il s'agit d'une *« candidature sans commentaire, ni codicille, ni réserve ».* Il a estimé que le Président de la République a *« un devoir de réserve »* et *« a raison »* de souhaiter que la campagne démarre le plus tard possible. Selon M. Rocard, *« le dispositif ne se dégèlera pas »* avant le mois de mars. *« J'ai dit,* a-t-il ajouté, *que je serais candidat et je le confirmerai le jour venu et ce jour est dans (...) huit mois maintenant. »* Pressé de questions sur son attitude si le président de la République est candidat, M. Rocard a ajouté : *« Moi j'ai annoncé ma position, le Président de la République pas, c'est à lui qu'il faut poser la question. »*

M. Chevènement reste candidat potentiel

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste du Territoire-de-Belfort et ancien ministre de l'éducation nationale, a rappelé, le dimanche 21 juin au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il n'a *« jamais exclu »* d'être candidat en 1988 si M. Mitterrand ne se représente pas. M. Chevènement s'est surtout montré désireux de mener le *« débat d'idées »* dans le PS. *« Quand on n'a pas l'imagination de dépasser la routine gestionnaire, on s'engage dans la spirale du déclin »*, a-t-il souligné, tout en refusant de dire à quels socialistes s'adressait cette admonestation.

L'ancien ministre a souligné la nécessité d'un projet pour le PS et observé qu'à partir du moment où le PS *« vertèbre »* la majorité, tout président de la République socialiste, même s'il s'agit de M. Mitterrand, doit tenir compte de ce projet.

M. Chevènement a rappelé qu'un jour *« les enfants de l'immigration »* paieront *« la retraite de M. Le Pen »*, qui donne, selon lui, *« une image repoussante »* de la France.

D'autre part, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, daté 22-28 juin, M. Chevènement rappelle que la France ne peut avoir avec l'Allemagne qu'*« une négociation globale portant à la fois sur la défense et sur l'économie »* et souhaite donc, de la part du prochain président, une *« double initiative »* (qu'il a appelé initiative européenne de croissance) en directiion de la RFA, ce pays jouant le rôle d'une locomotive en matière de croissance européenne, la France jouant ce rôle en matière de défense.

Les « rénovateurs » pressent M. Juquin de quitter le comité central du PCF

Entré au comité central du PCF, comme membre suppléant, lors du dix-septième congrès de 1964 — il fut titularisé au congrès suivant de 1967, — M. Pierre Juquin va-t-il quitter prochainement cette instance avec laquelle il est en désaccord et dans laquelle il est isolé ? Le vœu en a, en tout cas, été émis par le collectif de coordination des rénovateurs communistes (COCORECO), qui s'est réuni à Paris le samedi 20 juin.

Une semaine après la conférence nationale du PCF, qui a vu la désignation officielle de M. André Lajoinie à la candidature présidentielle (*le Monde* du 16 juin), le COCORECO, qui *« réaffirme son désaccord »* avec ce choix, estime que *« l'attitude adoptée par la direction du parti à cette conférence atteint chacune et chacun »* des adhérents et électeurs communistes dans *« leur dignité, leur morale, leur fraternité ».* Rejetant ce qui est, selon lui, *« un comportement fermé »*, le collectif appelle à *« un effort de rassemblement et d'élargissement sur un projet neuf et crédible de rupture avec le capitalisme »*, qui *« exige en conséquence un débat riche, transparent, contradictoire ».*

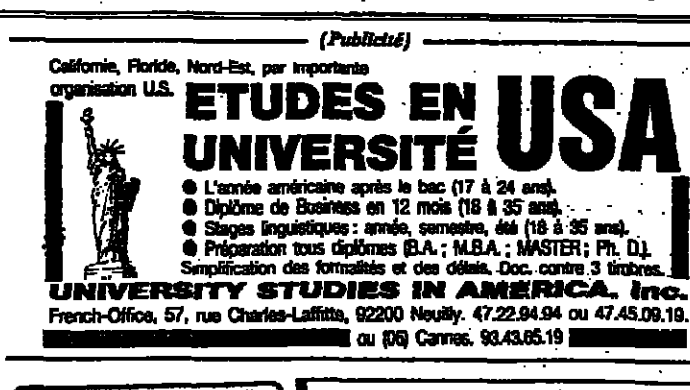
Les représentants des rénovateurs de soixante-dix départements environ ont donc estimé que le moment était venu pour l'ancien porte-parole du PCF de couper les ponts avec la direction. *« Nous pensons que le communiste Pierre Juquin,* écrivent-ils dans un communiqué, *devrait maintenant cesser de participer au comité central du PCF, qui conduit ce parti à sa marginalisation et le courant révolutionnaire à sa paralysie. »* Le COCORECO qui, probablement, ne doute guère de la réponse de M. Juquin, ajoute : *« Sa démission est une décision qui lui appartient, mais nous la considérerions comme un acte constructif, novateur. »*

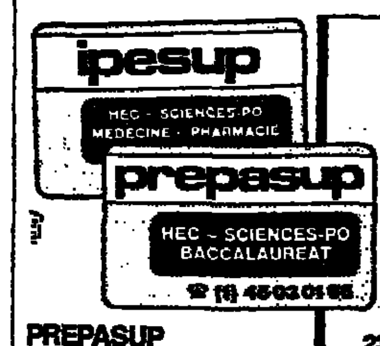
Cette démission, dont la direction du PCF ne pourrait que se féliciter, marquerait une étape nouvelle dans le processus de rupture. Tirant les conséquences de son isolement au « CC » et de l'échec de son combat dans l'appareil, M. Juquin ouvrirait ainsi une nouvelle perspective — externe — à tous ceux qui, pense-t-on chez les rénovateurs, travaillent à *« la recomposition d'une gauche alternative et écologiste ».*

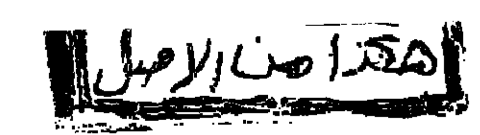
Cette démarche, réclamée par les représentants de la base rénovatrice, serait un pas supplémentaire vers une candidature présidentielle qui, sans être effective, semble d'ores et déjà inquiéter autant le PCF que le PS.

O. B.









Politique

Le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains

MM. Jospin et Mauroy n'aiment pas « l'air du déclin »

Le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), qui s'est réuni à Paris les 20 et 21 juin, a porté à sa présidence, comme c'était convenu, M. Pierre Mauroy, en remplacement de M. Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, qui devient président d'honneur. M. Mauroy, ainsi que MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe, ont appelé les élus socialistes à se mobiliser dans la perspective de l'élection présidentielle et aussi des élections cantonales et municipales qui la suivront.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui a clôturé, dimanche, les travaux de la FNESR, s'est félicité que le PS soit *« au travail »*, *« présent sur le terrain »* et aussi engagé dans *« des réflexions tous azimuts »*. M. Jospin a jugé que *« les chances de gagner l'élection présidentielle sont réelles »*. Si la gauche gagne l'élection présidentielle, a-t-il ajouté, *« cela sera dû au couple président-PS »*.

Le premier secrétaire a invité ses amis à ne pas trop se réjouir des divisions de la majorité, car, selon lui, son *« discrédit »* peut rejaillir sur l'ensemble de la classe politique. D'après M. Jospin, la droite est, paradoxalement, divisée parce que *« il y a, en France, de moins en moins de différences entre les deux grandes familles de la droite classique »*, ce qui entraîne *« des projections dans tous les sens »*, en fonction des positionnements tactiques.

Pour M. Jospin, *« l'échec patent »* de la majorité au gouvernement produit le même effet.

M. Jospin a estimé que la résurgence de l'extrême droite est un phénomène qui *« peut durer encore »*. *« Nous en viendrons à bout*, a-t-il ajouté, *à un moment ou à un autre, quand nous pourrons maîtriser mieux les problèmes économiques ou sociaux, les problèmes de la vie en ville qui lui fournissent son terreau »*. En attendant, il invite les socialistes à combattre ces idées, non pas seulement dans des meetings *« où nous ne convainquons que nous-mêmes »*, mais en allant à la rencontre des milieux populaires. C'est ce qu'il entendait faire, pour sa part, lundi soir par son débat avec M. Jean-Marie Le Pen sur RTL, précisément parce que c'est la radio *« que l'on dit être en France la radio la plus populaire »*.

Le premier secrétaire du PS a évoqué la question du PCF pour juger que les socialistes doivent l'aborder avec *« calme »*, mais aussi sans *« maladresses »* qui fourniraient des *« prétextes »* à la direction communiste, ce qui explique la *« prudence »* recommandée par M. Jospin quant à une éventuelle candidature de M. Pierre Juquin à l'élection présidentielle, car le candidat de gauche aura besoin, au second tour, de l'ensemble des suffrages des électeurs communistes.

Mais le premier secrétaire a également mis ses amis en garde, pour l'échéance de 1989, contre la tentation de ne pas aller aux élections municipales sur une ligne d'union de la gauche en rappelant que lorsqu'il y a eu des « primaires » aux municipales de 1983, celles-ci n'ont pas été favorables aux listes socialistes.

Le premier secrétaire du PS a appelé ses amis à manifester *« confiance et volonté »* face à *« l'inertie de la droite, sa politique au fil de l'eau »*. Il les a invités à ne pas se laisser *« abuser par cet air du déclin, par cette chanson de la décadence »* que l'on entend aujourd'hui. *« Cela arrange la droite*, a-t-il dit, *parce que cela lui permet d'escamoter ses propres responsabilités (...). Ce n'est pas un hasard si cet air (...) nous bourdonne actuellement aux oreilles. Cela aussi fait le jeu de l'extrême droite, parce que c'est exactement le fonds de commerce, ce thème de la décadence, sur lequel elle essaye de prospérer. »*

Le peuple montré du doigt

Auparavant, M. Pierre Mauroy avait, lui aussi, évoqué le thème du déclin de la France pour juger que *« la droite hésite (...) entre deux discours : celui de l'Europe-illusion (...) et celui du déclin français alibi de son échec »*. *« Faute de perspectives concrètes*, a précisé M. Mauroy, *la droite nous propose le trompe-l'œil européen ou l'impasse nationale. »* L'ancien premier ministre a stigmatisé la *« logique de division »* poussée selon lui à l'extrême par la droite : *« Après les immigrés, les drogués, les jeunes, c'est le peuple tout entier qui est montré du doigt. C'est le peuple tout entier qui est accusé d'être paresseux et de percevoir des salaires trop élevés ! Et cet accusé, il faut le culpabiliser ! Ainsi surgit le thème du déclin de la France (...). Ce nouveau discours n'est pas tolérable, tant il exprime de méconnaissance des faits et de mépris des hommes. Où sont les gains trop élevés, sinon parmi les stars de la privatisation ? Qui est tenté par la paresse, hormis les profiteurs boursiers de l'argent facile ? Qui est menacé par le déclin, sinon la droite qui n'a plus d'ambition pour le pays ? »*

M. Mauroy a également fourni sa propre interprétation du phénomène Le Pen : *« Aujourd'hui*, a-t-il remarqué, *des temps nouveaux apparaissent. Or la modernité que nous apporte l'extraordinaire mutation technologique, biologique et industrielle ne trouve pas son souffle éthique. Il y faudra une certaine utopie, une certaine idéologie, pour tout dire un grand rêve collectif, une grande ambition morale et civique ! Voilà la véritable explication du retour de l'extrême droite Voilà pourquoi les ultras, les boulangistes, les croCroix de feu, les Camelots du roi et les vichyssois sont de retour. »*

L'ancien premier ministre s'est déclaré convaincu que la victoire, pour les socialistes, peut *« ponctuer chacune des années qui viennent »*.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui a repris cette idée à son compte, a reconnu que les socialistes ont sous-estimé, pendant un certain temps, l'impact du phénomène d'extrême droite, en pensant que leurs idées s'imposeraient d'elles-mêmes parce qu'elles étaient les meilleures. Il les a appelés à mener la *« bataille d'idées »* devant l'opinion, en remarquant que *« le cadre approprié n'est pas vraiment le cadre parlementaire »*.

L'ancien ministre de l'intérieur a également affirmé que, pour le PS, *« il est temps de commencer (...) une entreprise de démystification »* de l'action du gouvernement en matière de sécurité. Il a fait état de rapports officiels internes pour une dizaine de départements comptant des grandes villes, dont la Seine-Saint-Denis, département de M. Robert Pandraud, qui montrent, selon lui, que les courbes de la délinquance s'apprêtent à augmenter de nouveau, sur les quatre premiers mois de l'année par rapport aux quatre premier mois de 1986.

J.-L. A.

● **M. Lajoinie : Le Pen et Hitler.** — *« Hitler avait fait croire au peuple allemand que la situation allait s'améliorer si ont tuait tous les juifs ; Le Pen fait croire aux gens que la situation s'améliorerait si on jetait tous les immigrés à la rue »*, a déclaré M. André Lajoinie, le dimanche 21 juin à Douchy-les-Mines (Nord).

Sondage IFOP
Le Journal du dimanche

Dégradation de la cote de M. Chirac

Réalisé dans la semaine qui a suivi l'affrontement entre M. François Léotard et M. Jacques Chirac, le sondage effectué par l'IFOP et publié, le 21 juin, dans le *Journal du dimanche* montre une dégradation sensible de la cote du premier ministre. En recueillant 39 % d'opinions positives (au lieu de 40 % en mai), M. Chirac retrouve son plus mauvais résultat depuis son entrée à Matignon.

Sur mille sept cent quatre-vingts personnes interrogées entre le 6 et le 13 juin, 47 % se déclarent mécontentes du chef du gouvernement, alors que 43 % émettaient un jugement similaire le mois dernier.

M. François Mitterrand recueille, pour sa part, 55 % d'avis favorables (au lieu de 52 % en mai), tandis que 31 % des consultés (au lieu de 33 %) expriment une opinion contraire.

Toutes les personnalités politiques voient leur cote s'améliorer, à l'exception de M. François Léotard (42 %) qui perd deux points en un mois. Ainsi MM. Michel Rocard (51 %), Laurent Fabius (40 %) et Lionel Jospin (32 %) gagnent-ils deux points par rapport au mois de mai. De même, MM. Raymond Barre (55 %) et Giscard d'Estaing (42 %) progressent d'un point.

Politique

Les inquiétudes dans la majorité

M. Chirac fait preuve d'une « confiance raisonnée »

M. Chirac préside mardi 23 juin à l'Hôtel Matignon le déjeuner hebdomadaire des dirigeants de la majorité. Il devrait y déplorer le « non vote » du projet de loi sur la Sécurité sociale dû à une erreur de manipulation à l'Assemblée nationale, le vendredi 19 juin. Cet incident dont les effets sont minimisés survient à un moment où le premier ministre s'efforce de redresser l'image du gouvernement et où il exprime une « confiance raisonnée ».

En se rendant, le mercredi 17 juin, devant les députés RPR et en leur tenant le langage de la détermination après leur avoir longuement expliqué les tenants et les aboutissants des nouvelles sanctions applicables aux agents des services publics en cas de grève. Au-delà des applaudissements, le premier ministre a ressenti une approbation plus profonde venant du fait qu'il s'exprimait avec autorité et qu'il faisait preuve d'esprit de décision sur un dossier qu'il avait étudié avec précision.

Le premier ministre a dès lors tout à fait pris conscience de la nécessité pour lui de rectifier l'image qui s'était insinuée, tout au long de l'hiver et d'un printemps interminables, d'un gouvernement mollement dirigé par un chef indécis. Cette réunion du groupe RPR a servi en quelque sorte de révélateur. Cela s'est confirmé au comité central du vendredi 19 juin où M. Chirac s'est exprimé sur le même ton.

Le premier ministre est, à l'en croire, en mesure désormais de faire face à la situation en alliant dans son comportement à la fois la détermination et la réflexion et en se ménageant des « plages de travail et de réflexion » plus fréquentes.

Ses réflexions politiques au sein de *la majorité avec ses partenaires* ont été clarifiées. La normalisation de ses rapports avec M. Raymond Barre fait que, désormais, chacun des deux convives est convaincu de la loyauté de l'autre pour l'élection présidentielle, aussi bien lors du premier tour que du deuxième tour.

Avec les formations qui participent au gouvernement, la « crise » récente a permis des mises au point. M. Chirac sait très bien, par exemple, qu'avec les ministres centristes la collaboration — dont il loue la qualité — devrait se poursuivre sans problème au niveau du travail gouvernemental et qu'en février ils feront campagne ouvertement en faveur de M. Raymond Barre. A l'égard des « léotardiens », le premier ministre enregistre avec une satisfaction vigilante que les choses semblent, pour le moment, être rentrées dans l'ordre. Il note qu'aucune déclaration intempestive n'a été faite depuis le congrès de Fréjus, et il ne souhaite pas interférer dans les réflexions que le Parti républicain continue de conduire sur la perspective de l'élection présidentielle. Il semble bien, dans ces conditions, qu'un remaniement du gouvernement ne figure pas dans le programme de M. Chirac.

Malgré les turbulences

Le premier ministre est, en réalité, surtout absorbé par l'examen de la situation économique. Sa conviction est toujours que celle-ci peut être redressée dans un délai raisonnable qu'il évalue à deux ou trois ans, ce qui lui permet de juger avec une certaine sérénité les turbulences qui ont touché la Bourse depuis quelques jours, bien que, comme disait de Gaulle, « *la politique ne se fasse pas à la corbeille* ». Il constate également que l'on n'a peut-être pas assez souligné que le mauvias résultat du commerce extérieur en mai est en partie dû au grand nombre de jours fériés et de « ponts » observés pendant ce mois-là. Il peut aussi considérer que les importations de biens d'équipement constituent des investissements gageant des productions futures.

On note, en revanche, avec satisfaction, dans les milieux proches de l'Hôtel Matignon, un élément favorable qui devrait s'amplifier, avec un début des progrès des investissements des entreprises. On a ainsi accueilli avec plaisir les conclusions du rapport de l'OCDE qui fournit des perspectives plus souriantes pour le deuxième semestre de 1987. On remarque que la hausse des prix a été bonne en mai et que le différentiel d'inflation avec l'Allemagne a tendance à se réduire.

Enfin, on enregistre — pour le moment sans réagir — les bonnes dispositions exprimées par le président du CNPF, M. Périgot, accompagnées, il est vrai, d'une demande d'incitation à l'investissement à la tonalité barriste.

Tous ces éléments, ajoutés à quelques autres, composent sans doute un tableau encore trouble mais dans lequel M. Chirac ne voit pas le gris dominer. C'est pourquoi le premier ministre, qui s'exprimera longuement lors de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », le dimanche 28 juin, conserve un « *optimisme réfléchi* » et une « *confiance raisonnée* », mais surtout une « *calme volonté* ».

ANDRÉ PASSERON.

Guerre des « noyaux » à l'UDF...

Une nouvelle guerre semble naître à l'UDF : la guerre des « noyaux »... « *Le Parti républicain doit constituer le noyau dur de la nouvelle majorité* » avait lancé le 7 juin, à Fréjus, M. Jean-Pierre Soisson, qui avait la bénédiction de M. Raymond Barre. Réponse, samedi dernier, des centristes par la voix de leur secrétaire général M. Jacques Barrot : « *Le CDS, c'est le noyau stable de la majorité.* » Noyau dur contre noyau stable !

La récente affaire Léotard n'en finit décidément pas de propager son onde de choc sur toute la majorité. Ainsi, si les responsables centristes s'étaient bien gardés de participer à l'excitation verbale du moment, ils ont fait montre de moins de retenue samedi 20 juin, lors du conseil politique du CDS. Officiellement, le sujet n'était pas à l'ordre du jour, mais il était dans toutes les têtes. A leur façon, M. Pierre Méhaignerie, le président du CDS, et M. Barrot l'ont commenté pour, *a contrario*, faire valoir la loyauté, la solidité, la sérénité, et pour tout dire, le sérieux de leur action et de leur formation. « *Quand on veut gagner sur le fond*, a rappelé le premier, *il faut parfois accepter de ne pas mettre nos différends sur la place publique (...). Je regrette qu'il ait fallu quatre jours pour dénouer la crise. Ces quatre jours n'ont pas été très bénéfiques pour la majorité et pour le gouvernement. Les polémiques, les petites phrases contre les hommes et, à plus forte raison, contre nos partenaires réjouissent nos adversaires et semblent dérisoires par rapport aux préoccupations réelles des Français.* »

« *Le CDS*, a surenchéri M. Barrot, *se donne les moyens de la victoire car il joue la majorité gagnante... Raison de plus pour ne pas tomber dans le piège de la tactique pour la tactique au moment où les Français qui veulent du sérieux vont bien voir que c'est le CDS qui a raison puisqu'il sait raison garder, par sa loyauté, sa cohérence et son dynamisme. Le CDS, c'est la réponse vivante à tous les donneurs de leçons des salons parisiens.* »

Un langage, en vérité, pas très nouveau et qui commence, pour certains, à relever plutôt de la méthode Coué. Ce discours résolument optimiste des dirigeants dissimule, en effet, de plus en plus difficilement le malaise à la fois chez les parlementaires et chez les militants du CDS. Les premiers commençent à s'insurger de n'être pas suffisamment associés à la vie du parti et critiquent la « désertion » du parti du secrétaire général, M. Jacques Barrot, et, en revanche, son omniprésence à l'Assemblée. Les seconds s'émeuvent du manque de moyens d'une formation qui, bien que associée au pouvoir, continue de vivoter.

Certains reprochent encore aux dirigeants du mouvement d'« *attendre tout de M. Barre* », de jouer leur carte personnelle en se servant du parti, selon l'expression devenue fameuse, « *comme d'un paillasson* ».

Un malaise diffus mais qui, en tout cas, semble plus profond que les dirigeants du CDS ne veulent bien le croire. Un seul de ces responsables centristes s'est aventuré, samedi, à le traduire partiellement : le président des Jeunes démocrates sociaux, M. Eric Azière : « *Evitons d'en rester au cabotage*, a-t-il, *le CDS doit préparer une croisière au long cours. Serons-nous l'appoint d'un socialisme régénéré, l'appui d'un chiraquisme omniprésent et omnipotent ou les faire-valoir d'un Parti républicain accueilli en fils prodigue* ».

C'est, en effet, toute la question. Dans l'immédiat — et ceci explique cela, — les centristes s'interrogent sur leur place et leur rôle dans le dispositif barriste. Ils regardent avec appréhension les nouveaux ponts lancés entre barristes et léotardiens, et entendent avec énervement les déclarations se multiplier pour pousser M. Léotard à la présidence de l'UDF. « *Tout cela est insignifiant et pas d'actualité* », a répondu M. Méhaignerie. Lequel confie, pour apaiser tous ces états d'âme : « *Nous sommes des gens solides et sérieux. S'inquiéter au niveau du CDS serait faire preuve de faiblesse et ne pas être sûr de nos forces.* » Une sérénité et une assurance qui, pour certains centristes, deviennent de l'aveuglement ou, du moins, une volonté de ne pas voir ce qui se trame dans leur dos. Noyau stable contre noyau dur ? Lequel donnera le meilleur arbre ?

DANIEL CARTON.

● **RAPATRIÉS : M. Santini veut « tourner la page ».** — Dans un entretien publié le samedi 20 juin par *France-Soir*, le secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, a annoncé qu'il allait « *proposer à Jacques Chirac de quitter le gouvernement dès que la loi d'indemnisation des rapatriés sera votée* ». Il estime, en effet, que sa mission « *est terminée* » et qu'il « *n'y a plus lieu de conserver un secrétariat d'Etat aux rapatriés* ». Tel n'est pas l'avis des associations de pieds-noirs, et en particulier du mouvement du RECOURS dont les dirigeants devaient se rendre ce lundi 22 juin à l'Hôtel Matignon pour insister sur la nécessité de conserver au gouvernement *un secrétariat d'Etat aux rapatriés*. jusqu'à ce que tous les problèmes qui se posent encore aux intéressés soient vraiment résolus.

M. Pauwels juge le gouvernement « malade » de « centrose »

« *La centrose est une maladie* ». Tel est le titre de l'éditoral signé par M. Louis Pauwels dans le dernier numéro du *Figaro Magazine* en date du samedi 20 juin. Tirant le bilan de la semaine écoulée et notamment des discussions au Parlement autour de l'amendement Lamassoure, le directeur du *Figaro Magazine* fustigeant le comportement du ministre des affaires sociales M. Philippe Séguin dénonce la dérive centriste du gouvernement : « *J'ai entendu dire*, relève-t-il, *que le ministre des affaires sociales avait songé à démissionner, s'était ravisé parce que ce n'est vraiment pas le moment, mais raconte que s'il est gros c'est qu'il avale trop de couleuvres. C'est un des centristes du gouvernement. Les centristes dans un gouvernement de droite penchent à gauche. Quand la droite remet un peu d'ordre, ils s'y opposent comme la gauche.*

» *Ou du moins ils réclament au préalable « un large consensus ». C'est-à-dire l'accord des amateurs de désordre. Quel joli mot que « consensus » ! C'est une fleur de marais. Consensus veut dire : surtout ne rien faire qui déplaise à l'adversaire. Consensus vient de : consentir, et plus précisément ici de : consentir à perdre. Le gouvernement grâce aux centristes s'est déjà offert un gros bouquet de consensus, je ne crois pas qu'il lui soit nécessaire d'aller cueillir une fleur de plus au pied des tours de contrôle.* »

Le consensus, remarque ensuite M. Pauwels « *veut que le Front national soit pestiféré.* » Déclarant « *n'être pas lepéniste* », M. Pauwels relève toutefois que « *jamais un parti, ses chefs et ses électeurs, n'ont été traités de cette façon. Jamais dans notre histoire démocratique, jamais on n'avait vu cela.* » « *Je ne me plais pas*, conclu l'éditorialiste du *Figaro Magazine*, *à voir cette majorité avec des airs de séraphin centriste se précipiter dans le piège vulgaire tendu par la gauche (...) Des gens de gauche évasifs, des gens de droite gauchers, rien que des sociaux-démocrates, tout le reste laissé à quai, M. Mitterrand chef de gare, et en voiture pour le centrisme (...) Il est vrai que la centrose n'est pas une belle maladie.* »

De Michel Noir à Harlem Désir

Générations 88

(Suite de la première page.)

A cette différence de nature entre la droite et la gauche s'ajoute une inégale utilisation du phénomène. car autant les jeunes socialistes sont prêts à rouler pour M. Mitterrand, autant la nouvelle génération RPR-UDF se pose en... s'opposant à M. chirac.

La stratégie de celui qui fut, pendant dix ans, premier secrétaire du PS a toujours été de sauter une génération, de sacrifier la génération intermédiaire entre lui-même et les jeunes pousses. La principale victime, aujourd'hui comme hier, est M. Michel Rocard. Que font d'autre M. Fabius et les siens sinon s'abriter derrière une candidature Mitterrand pour mieux écarter de leur route le député des Yvelines ?

A cette comlicité objective s'ajoute, pour le président, une capacité peu ordinaire à incarner, entre autres aspirations, celles des jeunes.

M. Chirac, qui appartient à une génération venue à la politique par Georges Pompidou, a bien essayé de jouer cette carte-là : Mme barzach comme MM. Noir et Juppé lui doivent tout ; quant à la « bande à Léo », elle doit beaucoup à la formidable promotion qui lui a été offerte au sein même du gouvernement. Mais M. Chirac s'y prend de telle façon que ces jeunes-là ne sont pas loin de le ranger, à son tour, parmi les caciques. La façon dont le premier ministre s'est progressivement coupé de ceux qu'il avait promu laisse perplexe : n'a-t-il pas, par exemple, laissé le Front national mettre en accusation, à l'Assemblée nationale, trois « jeunes » membres du gouvernement sans réagir ?

Le pouvoir pour le pouvoir

Comme sur bien d'autres sujets, cette situation profite... aux deux plus anciens, MM. Barre et Mitterrand le premier a besoin de s'appuyer sur une génération capable de dépasser la cassure entre les deux familles de la majorité. Leur projet le sert. Le second est devenu une référence. En outre, les jeunes savent qu'ils peuvent mieux prospérer et progresser à l'abri d'un grand ancien, alors qu'ils se trouvent nécessairement en situation de rivalité avec un homme plus proche d'eux par l'âge, comme le sont MM. Chirac et Rocard.

Reste à savoir si cete génération 88 est porteuse d'une ambition autre que celle du pouvoir. En France, la politique attirait l'élite des grandes écoles parce qu'elle était un facteur important de modelage de la société. Aujourd'hui, le théâtre politique, qui prend de plus en plus les allures d'un théâtre d'ombres, se dissocie d'une société qui tend à évoluer de façon autonome.

Ce divorce avec la réalité alimente un rejet latent de la classe politique, propre à conforter l'extrême droite. La « jeune » génération agit-elle vraiment contre ce divorce ?

Grosso modo, les uns et les autres admettent qu'il faut trouver un nouvel équilibre entre le volontarisme d'Etat et l'aspiration à l'autonomie de la société. Encore faudrait-il accepter de sortir des clivages politiques traditionnels. Promouvoir la défense européenne, muscler l'appareil industriel, rénover le système de formation, refuser les approches malthusiennes (dont M. Le Pen *n'a pas le monopole*) : *en privé*, les accords sur ces quelques principes essentiels se font rapidement. Mais quand les protagonistes sont revenus sur la scène, il en va naturellement autrement. Or cette guerre des générations n'aurait de chance de déboucher que si elle devenait « transpartisane ».

Pour l'heure. elle est plus simplement, et plus prosaïquement une recherche du pouvoir pour le pouvoir. La crainte d'en perdre les attributs, et les moyens, a pesé lourd dans l'attitude des jeunes « libéraux », lors de la crise qui a opposé MM. Chirac et Léotard. Les responsables socialistes à leur *tour (malgré le récent renfort* de ceux qui ont découvert la politique dans la crise étudiante de l'hiver, et qui seront pour beaucoup les cadres de la gauche de demain) se disent qu'une défaite en 1988 les priverait d'une relève. Sans perspective de pouvoir, celle-ci cherchera à assumer son succès par d'autres voies que la *politique. Sans retour au pouvoir*, les socialistes craignent de voir s'effondrer le rêve d'une société où l'alternance serait enfin acclimatée. L'exemple britannique est là pour leur rappeler de quel prix peut se payer, pour une génération, l'éloignement du pouvoir. Il y a là, assurément, un enjeu sous-jacent, mais majeur, de l'élection présidentielle.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Assemblée nationale

Deux textes votés par les députés

L'Assemblée nationale a approuvé, vendredi 19 juin, deux textes mis au point par la commission mixte paritaire députés sénateurs. Dans les deux cas, ils ont été votés par le RPR, l'UDF et le FN et repoussés par le PC, le PS s'abstenant.

● **Embauche de travailleurs handicapés** : ce projet modifie la loi sur les handicapés de 1975. Si les obligations mises à la charge des entreprises sont assouplies, celles-ci, si elles emploient plus de vingt personnes, sont contraintes d'embaucher 6 % de leurs effectifs parmi les personnes handicapées, faute de quoi elles devront verser une cotisation à un fonds spécial qui utilisera l'argent ainsi récolté pour faciliter l'insertion professionnelle des handicapés (*le Monde* des 17 avril, 21 et 22 mai).

A la demande du Sénat, il a été précisé que le décompte des effectifs se ferait établissement par établissement et non au niveau global de l'entreprise. Mais M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a annoncé qu'une société ayant des succursales pourrait transférer ses obligations d'embauche d'handicapés de l'une à l'autre.

● **Chômeurs de longue durée** : ce texte cherche à améliorer la situation de ceux qui recherchent vainement un emploi depuis plus d'un an, en *leur* proposant diverses formules de contrats ou de stages en alternance et en exonérant de 50 % des charges sociales patronales les entreprises qui les embaucheraient à la fin de ceux-ci (*le Monde* des 20 mars, 23, 24 et 28 mai et 17 juin).

Les améliorations apportées par le Sénat ont été, dans leur finalité, acceptées tant par la CMP que par l'Assemblée nationale. Ainsi, la cotisation que devra verser à l'UNEDIC une entreprise licenciant un salarié de plus de cinquante-cinq ans sans négocier pour lui une préretraite ne sera pas pour elle une « pénalité ». Cette somme pourra même lui être remboursée si cet employeur réussit finalement à reclasser son ancien salarié.

Le ministre des affaires sociales a assuré que l'ensemble de ces dispositions serait mis en application dès cet été.

Th. B.







ETE SEUIL
Louis Gardel
Notre homme
Anny Duperey
Le nez de Mazarin
Manuel Vázquez Montalbán
Meurtre au comité central
Katherine Pancol
Scarlett, si possible
Herbert Lieberman
La nuit du solstice
Georges Bernanos
Sous le soleil de Satan
James A. Michener
Pologne
POINTS
ROMAN

Société

L'ancien premier ministre en visite à Ajaccio

M. Barre dans la tourmente corse

L'avis de recherche reproduisant les photos des six nationalistes corses visés par la police dans l'enquête sur l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay devait être affiché à partir de ce lundi 22 juin dans l'ensemble de l'île. Samedi, *la journée « isola morta »* a été marquée par les obsèques de la victime, qui ont eu lieu à Corte en présence de cinq mille personnes. La Corse semble avoir, aujourd'hui, plus peur que jamais.

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

M. Raymond Barre était déjà venu en Corse quand il était premier ministre, au lendemain de l'affrontement entre les nationalistes et les forces de l'ordre à Bastelica-Fesch, en décembre 1978. Il y est revenu, *dimanche 21 juin, six jours après* le passage de M. Charles Pasqua, et surtout l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay, dont tout semble accuser l'ex-FLNC. Dès lors, le séjour « privé » de l'ancien chef du gouvernement, prévu depuis longtemps, devenait extrêmement public.

Dès son arrivée à l'aéroport, M. Barre a déclaré : *« Mes premiers mots seront pour saluer la mémoire de cet homme courageux dont le seul crime fut de vouloir une Corse française, paisible et prospère. J'espère que les auteurs de cet attentat recevront le châtiment qu'ils méritent. »* Il a également rendu *« hommage à l'action courageuse des forces de l'ordre et de gendarmerie qui, en dépit des difficultés considérables, s'efforcent de maintenir la paix civile »*.

Sa déclaration était dictée par l'urgence, mais au cours de ce voyage de deux jours M. Barre souhaite essentiellement s'imprégner du fond du problème corse, en particulier des problèmes économiques de l'île, se distinguant ainsi de manière nette des thèmes du ministre de l'intérieur.

Or, quelle Corse va découvrir M. Barre, d'Ajaccio à Bastia en passant par Porto-Vecchio et Corte, lors de ses rencontres avec divers élus, des socio-professionnels ? D'abord, une majorité quelque peu déçue. Sur le plan économique, le flou des propos de M. Pasqua a gêné. Le gouvernement, avait déclaré le ministre de l'intérieur, est prêt à ouvrir les discussions sur la défiscalisation des investissements et la suppression de monopole de pavillons pour les transports maritimes, *« si les élus le souhaitent »*.

Les déceptions de la majorité

Evidemment, la majorité gouvernementale le souhaite. Elle l'a exprimé depuis longtemps. L'Assemblée *régionale n'a pas été* avare, depuis le 16 mars 1986, d'interventions en ce sens. Aussi espérait-elle davantage de M. Pasqua : les débuts d'un statut fiscal proche de celui accordé à l'automne dernier aux DOM-TOM. Le Front national, sous la direction de M. Pascal Arrighi, réclame, lui, la *création* d'une zone *franche*. Mais M. Pasqua est resté flou : le gouvernement ne donne pas le feu vert espéré et serre les cordons de la bourse. Il promet quelque 30 millions à venir pour de grands travaux. Rien qui puisse satisfaire la majorité, et encore moins l'opposition, les autonomistes, les nationalistes qui réclament un plan de développement et des moyens accrus.

M. Barre découvre également les déceptions d'une majorité face à un Etat qu'elle somme de ramener l'ordre et de garantir la sécurité. C'est peu dire. L'assassinat du docteur Lafay au soir même du départ pour Paris de M. Pasqua a fait passer au second plan, dans l'immédiat, la déception ressentie sur le plan économique. Mais surtout il a été interprété comme un énorme défi de l'ex-FLNC au gouvernement, qui, par la bouche de M. Pasqua, avait multiplié les déclarations de fermeté.

Sur l'île, la peur devant l'avenir ne s'est peut-être jamais autant fait sentir, pas même lors des assassinats passés attribués à l'ex-FLNC. Tous les efforts ou presque ont été tentés pour ramener la paix en Corse depuis quinze ans : amnistie ou répression, plans économiques ou statut particulier, dialogue ou rejet. La situation pourrit lentement. Le fonctionnement des administrations n'arrive pas à revenir à la normale. C'est la faute des clans, accusent les nationalistes, mais aussi les socialistes, les communistes. C'est la faute des plastiqueurs, accusent les responsables des clans. Hold-up, plasticages se multiplient. Le nombre *d'attentats a triplé, comme* le soulignait récemment M. Michel Rocard, entre le premier trimestre de 1986 et celui de 1987.

Gestes symboliques

De plus, l'affaire Lafay, au fil des jours, se complique. L'opinion redoute ce trouble et cette complication. L'ex-FLNC, que tout sur le plan politique semble accuser, est-il désormais déterminé au point d'assassiner un homme pour ses idées et son nom continental ? Le coup porté est-il encore « plus tordu » ? Voilà ce qui alimente la peur... Cette inquiétude manifeste qui porte à l'attentisme sur l'île explique peut-être les réactions de l'opinion insulaire prompte à tout politiser : son irritation exprimée ici et là devant le « matraquage » émotionnel national, décalé par rapport à ce qu'on vit ici, la faible participation – 400 personnes – à la cérémonie, vendredi dernier à Ajaccio, autour d'une chapelle ardente.

Le Parti communiste a réuni ses militants pour un dépôt de gerbes sur les lieux du crime. Les neuf dixièmes des commerçants ont fermé, le jour des obsèques – pendant une heure, car le lendemain il y avait la Fête des pères – pour l'opérations Corse île morte. Ces gestes symboliques étaient jusqu'alors utilisés par les nationalistes, ces nationalistes qui ont multiplié les pressions dans la journée de samedi, passant chez les uns et les autres pour qu'ils restent ouverts. Enfin, aux obsèques à Corte, 5 000 personnes se sont *déplacées, en majorité* des Cortenais. Le reste de l'île, malgré l'appel de tous les élus, à l'exception des nationalistes et des autonomistes qui refusent *« ce genre de manifestation qui ne résout rien, car ceux qui l'ont lancée refusent d'aborder depuis toujours les vrais problèmes »*, n'est pas venu.

L'affaire Lafay trouble beaucoup les gens. Signe des temps, révélateur du malaise, au soir même des obsèques, FR 3 interrogeait deux éditorialistes de la presse écrite régionale : notre correspondant Paul Silvani, de *la Corse-le Provençal*, et Jean Bisganglia, de *Corse matin* (groupe *Nice-Matin*). Paul Silvani évoqua un article paru dans *VSD* la semaine dernière, avant la visite de M. Pasqua : des hommes du RAID vivraient en clandestins sur l'île, ayant appris le corse pour mieux piéger l'ex-FLNC.

Le bruit avait également couru, avant même la visite ministérielle, qu'un *assassinat se produirait avant*, pendant ou après le voyage. Tout cela interpelle l'opinion insulaire. Jean Bisganglia, dont les positions antinationalistes sont connues, avance plusieurs hypothèses : l'ex-FLNC reculerait après avoir commis le crime devant les réactions de l'opinion ; une partie du Front aurait décidé l'exécution du docteur Lafay sans le consentement général et on évoque à ce sujet des dissensions à l'intérieur de l'organisation ; ou encore, dans la mouvance du FLNC, certaines personnes croyant en bénéficier ou vouloir se faire bien voir auraient commis cet assassinat.

L'enquête sera très difficile, car les indices sont presque inexistants. Finira-t-on par en savoir plus ? Au rythme où va l'histoire depuis deux décennies, on craint de voir partir les continentaux. Et alors, se demande-t-on sur l'île, quel serait l'avenir ?

DANIELLE ROUARD.

● **RECTIFICATIF.** – Dans nos premières éditions du *Monde* daté du 20 juin nous avons écrit que M. Pascal Arrighi, président de la commission des finances de l'Assemblée régionale de Corse, avait fait un don de 500 000 francs à la famille du Dr Lafay. *En réalité*, c'est la commission qui, sur proposition de M. Pascal Arrighi, a accordé cette aide exceptionnelle à la veuve et aux enfants du vétérinaire *assassiné*, ainsi qu'une somme équivalente à l'association qu'il présidait.

La fête de SOS-Racisme

Main dans la main

Les réjouissances s'arrosent, dit-on. La fête organisée dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juin, sur l'esplanade du château de Vincennes n'a pas échappé à cette tradition : le grand concert auquel ont assisté plus de cent cinquante mille personnes a débuté sous une pluie battante et plutôt décourageante. Ces aléas climatiques n'ont pourtant pas rebuté les « potes » venus célébrer là *« l'Europe des couleurs »*. Au coude à coude, ils ont improvisé, l'espace d'un soir, leur propre partition.

Massée devant l'imposant podium érigé pour la circonstance, la foule hésite tout d'abord, parcourue d'un léger flottement. Devant elle, les derniers rayons du soleil se mêlent à la pluie pour glisser sur les silhouettes des artistes de toutes nationalités qui défilent sur scène. Dans le public, le concert commence « moderato ». Les premiers arrivés ébauchent quelques gammes muettes, tentent de trouver le diapason de la fête.

La diversité des « instrumentistes » est frappante : il y a là des familles entières, des jeunes venus en bandes, des couples se tenant par le bras, de grands gaillards ayant visiblement emprunté le parapluie de leur maman, des punks à l'air grave, des infirmes sur leur fauteuil et de petits *enfants* qui *dodelinent* du chef en cadence. Presque tous affirment à l'unisson leur solidarité avec SOS. Beurs, Africains ou Européens, ces invités d'un soir ne cachent pas leur plaisir de se retrouver « ensemble ». *« Quand je joue devant tous ces gens, je me dis que le combat antiraciste pourra être gagné »*, s'exclame Juanito, un guitariste guinéen.

Progressivement, la mélodie se met à l'*allegretto*. Suffoquant en rythme et se moquant des pieds écrasés, la foule commence à tanguer au son d'airs plus ou moins connus. Loin devant elle, les chanteurs se détachent sur l'immense logo de la cinquième chaîne de télévision, principal commanditaire de la fjête. *« Après tout tant mieux*, remarque un jeune beur en souriant, *ça aussi c'est le pluralisme. »*

Le jour finissant bascule dans des gris-bleu à la Turner. Sur un air de fugue plus ou moins vacillant, un groupe d'adolescents fredonnent en chœur : *« Ah! ça ira, ça ira, les racistes on les aura »*. Plus loin, deux femmes commentent un sondage paru dans la revue *Globe*. En apprenant que 78 % des personnes interrogées considèrent qu'un beur est *« aussi Français qu'un autre Français »* l'une d'elles soupire : *« Pourquoi ne le disent-ils pas plus souvent ? »*

Avec la nuit, le rythme de la fête s'intensifie. Gigantesque cocktail pacifique, l'assemblée communie au rythme d'une musique tour à tour douce et violente. Le mouvement devient « presto », des groupes entiers vibrent sur l'esplanade comme sur une gigantesque piste de danse goudronnée.

Dépêche Mode, Mylène Farmer, et Cock Robin défilent sous les feux de la rampe. Puis Guy Bedos qui s'exclame *« Oh ! Mais vous êtes aussi nombreux qu'à la fête du RPR ! »*, Jane Birkin, ingénue grandie par hasard, Jean-Luc Lahaye, Julien Clerc et, pour finir, le groupe Kassav qui met la foule en émoi.

RAPHAËLLE RÉROLLE.

La marche des homosexuels dans Paris

Le Pen sur les roses

La traditionnelle « marche gaie » (la Gay Pride), qui a lieu tous les ans depuis 1979 de la place de la Bastille à la place du Palais-Royal à Paris, a rassemblé, samedi 20 juin, plusieurs milliers de personnes.

Tout l'après-midi, les homosexuels ont *défilé* . Le triangle rose du « sidaïque », fièrement arboré au revers du blazer, *élégamment* porté sur une chemise Lacoste ou négligemment agrafé sur un tee-shirt, est devenu le signe de ralliement de la manifestation. *« Nous n'avions encore jamais mentionné de mot d'ordre clairement politique,* affirme Vincent Pelletier, responsable du comité d'organisation, *mais cette année la journée de la « Fierté gaie » était l'occasion de répondre aux attaques de Pasqua et de Le Pen. Les menaces d'interdiction qui ont pesé sur* Gai Pied *et les propos inacceptables sur les sidaïques sont pour nous de véritables agressions. »*

Dans le cortège, les allusions au leader du Front national ne manquent pas : quelques masques de Le Pen défiguré par le badge sidaïque, des slogans *repris ici et là. Un camion suit* plus loin, entouré de barbelés et escorté par des manifestants déguisés en bagnards, sous une banderole où est écrit « Sidatorium ».

« Les années précédentes, je ne ressentais pas le besoin de participer, confie Eric, *mais, depuis le début de l'année, les débordements de langage des hommes politiques sont trop fréquents. Si on ne s'exprime pas maintenant, il sera trop tard. »* Au sein des associations homosexuelles, le mot d'ordre anti-Le Pen a immédiatement fait l'unanimité, à l'exception de quelques groupes dont le Mouvement des gays libéraux (MGL), ancré à droite. Toutes les associations ont répondu « présent, y compris Gaie France, qui ne cache pourtant pas ses sympathies pour les partis de la majorité. *« Nous sommes leur poil à gratter,* explique Jean-Philippe, membre du RPR depuis 1979 et conseiller municipal dans la région parisienne, *nous cherchons à entamer leur conservatisme. J'ai failli rendre ma carte lors des menaces qui ont pesé sur* Gai Pied. *Avant d'être à droite, je suis homosexuel. Et aujourd'hui, en tant qu'homosexuel, je suis en danger. »*

L'ampleur de la manifestation témoigne-t-elle d'un sursaut de la communauté gaie ? Certains le pensent. Depuis 1981, le succès de la Gay Pride avait tendance à s'estomper. Des 10 000 manifestants des premiers cortèges, il n'en restait plus que la moitié ces dernières années.

« Les mesures prises par la gauche avaient ouvert une période de paix civile. Nous étions moins vigilants. Les discours de ces derniers mois nous rappellent que tout peut être remis en cause très facilement, surtout en période de SIDA », raconte un manifestant en désignant du doigt son triangle de « sidaïque ». Le badge est partout. La maladie aussi.

L'association Vaincre le SIDA diffuse des tracts. Une brochure intitulée *SIDA, ce qu'il faut savoir*, circule dans les rangs des manifestants. Au son obsédant des tubes diffusés par les camions sono des boîtes de nuit gaies, on entend ces mots : *« Nous avons été les premiers atteints et nous serons les premiers à mourir. »*

ANNE CHEMIN.

La faillite de la joaillerie Chaumet

Les candidats à la reprise de la joaillerie Chaumet, en dépôt de bilan depuis le 10 juin, devaient se faire connaître le lundi 22 juin, avant 18 heures, auprès de l'administrateur provisoire, Mᵉ Hubert Lafont. Soucieux de mettre fin à *« une agitation malsaine »*, celui-ci demandera au tribunal de commerce de statuer *« de toute urgence »*.

Le repreneur pourrait ainsi être connu dès la semaine prochaine. Il y aurait quatre candidats : le groupe Invest Corp., à capitaux saoudiens, propriétaire de la joaillerie américaine Tiffanys's ; le groupe saoudien Hariri, spécialisé dans le bâtiment et les travaux publics ; le joaillier français Alexandre Reza, qui s'est porté partie civile contre les frères Chaumet en tant que créancier impayé ; et un groupe anglais. De son côté, Mᵉ Guy Barsi, avocat des frères Chaumet, assure que les partenaires de ses clients savaient tout sur leur situation depuis mars dernier.

(Suite de la première page.)

Des transferts de fonds illégaux entre la filiale genevoise Chaumet SA et la maison mère auraient pourtant été découverts à cette occasion. Les Douanes avaient ainsi étudié de près, de fin 1984 à fin 1986, deux des principales pratiques aujourd'hui reprochées aux frères Chaumet, recouvrant un exercice illégal de la profession de banquier : des placements de particuliers avec 20 % de plus-values annuelles et des mouvements de capitaux à l'aide de fausses factures entre la France et la Suisse (pour un montant évalué par *le Point* à 1 milliard de francs).

Fin 1986, il y avait donc moyen de savoir et de mettre le hola. Pourtant, même l'administration fiscale devra s'en tenir à son enquête de 1983 qui avait permis de constater que Chaumet bénéficiait de prêts financiers de particuliers auxquels elle consentait officiellement une rémunération de 10 % à 12 % (*le Monde* du 13 juin). Jusqu'à une période toute récente, la Direction nationale des enquêtes fiscales restera de marbre, peu curieuse d'aller fouiller dans la comptabilité occulte de la joaillerie.

« Sauver la maison »

Arrive janvier 1987. Sous le patronage de M. Jean-Yves Haberer, ancien directeur du Trésor de 1978 à 1981, puis président de Paribas de février *1982* à juillet 1986, chargé d'une *« mission* had hoc *de conciliation »* par le tribunal de commerce, une rallonge de 37 millions de francs est néanmoins consentie, début février, à Chaumet par les banques. M. Haberer assure, aujourd'hui, que ce fut au vu d'un bilan *« certifié par les experts comptables où le passif était inférieur aux éléments d'actifs »*. De fait, ce prêt fera l'objet d'un *« nantissement »*, avec le dépôt dans les coffres de la BFCE par les frères Chaumet de titres et de pierres volontairement sous-évalués afin de laisser une marge de sécurité.

Or cette rallonge – dont les versements continuaient encore fin avril – *« précipitera*, selon la formule d'un des experts concernés, *les aveux des frères »*. En mars, il devient évident qu'ils ne pourront tenir ces nouveaux engagements. C'est d'ailleurs le 4 mars que le cabinet du ministre du budget, M. Alain Juppé, aurait eu connaissance de l'enquête douanière et de son classement sans suite. Mieux encore, selon Mᵉ Guy Barsi, leur avocat, il fut alors décidé de *« tout dire »* aux divers partenaires : *« Lorsqu'on a découvert les choses, on a demandé à mes clients l'autorisation de tout dire. Et on a tout mis carte sur table, avec les banques, tous les partenaires. C'est effrayant, mais laissez-nous régler ça, avons-nous dit. Tout le monde l'a compris. Jacques et Pierre Chaumet ont dit, eux-mêmes, la vérité, car ils n'avaient plus qu'un seul souci : sauver la maison. Ils n'avaient plus de préoccupations personnelles, ils souhaitaient une solution de reprise rapide. »*

Mais cela supposait le secret. *« J'avais réussi à convaincre tout le monde de ne pas en parler,* ajoute Mᵉ Barsi. *L'intérêt public, c'était de sauver une entreprise. »* Mais la faillite des frères fut rendue publique dans la presse, à la mi-mai, avec déjà une description détaillée des pratiques illégales qu'ils avaient mis en œuvre pour tenter de redresser la situation après la chute du marché du diamant, entraînant, en 1982, une baisse de moitié de la valeur de leur stock. Le 19 mai, un administrateur provisoire était nommé par le tribunal de commerce. Le 10 juin, *le dépôt de bilan était déclaré. Le* 11 juin, les frères étaient interpellés, puis inculpés et écroués le 13 juin. Après plusieurs mois d'un lourd silence...

EDWY PLENEL.

DÉFENSE

Après un article de l' « International Herald Tribune »

Un démenti de M. Giraud sur des essais nucléaires français aux Etats-Unis

Dans un article envoyé de Singapour, l'*International Herald Tribune* de ce lundi 22 juin indique que les Etats-Unis auraient offert à la France, qui l'aurait refusé, leurs installations du Nevada pour y continuer ses essais nucléaires ailleurs que dans l'atoll polynésien de Mururoa. Comme sources de ses informations, le quotidien édité en Europe cite des fonctionnaires australiens et des responsables américains voyageant avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, en tournée dans plusieurs pays d'Asie et du Pacifique.

L'*International Herald Tribune* affirme que les contacts avec la France, qui sont restés discrets et informels, ont eu lieu, à plusieurs reprises, il y a quelques années déjà, le dernier contact en date remontant à une année environ. La source australienne a ajouté que les Etats-Unis ont fait une telle offre parce qu'ils tiennent à conserver de bonnes relations avec des pays de la région du Pacifique, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui sont parmi les plus opposés aux essais souterrains français à Mururoa.

Selon le quotidien, des fonctionnaires à Washington ont démenti que cette proposition ait été adressée à la France. Mais d'autres fonctionnaires américains, qui suivent de près les affaires du Pacifique selon l'*International Herald Tribune*, ont confirmé l'existence de cette offre.

Au ministère français de la défense, on se déclare *« très surpris »* par la parution de cet article, et on précise qu'il s'agit, certainement, d'un *« ballon d'essai »* destiné à mesurer les réactions françaises devant les protestations de pays riverains du Pacifique à la décision de Paris de continuer ses expérimentations à Mururoa. On dément l'information rapportée par *l'International Heral Tribune* et on la juge *« dénuée de tout fondement »*. On indique encore que la France n'a pas eu à répondre à une offre qui ne lui a pas été présentée, à la différence de ce qui se passe pour la Grande-Bretagne, qui use depuis longtemps du site du Nevada pour ses essais.

Dans l'entourage de M. Giraud, on laisse entendre que l'autonomie nucléaire de la France, c'est-à-dire la maîtrise technique de la dissuasion, qui commence par la poursuite des expériences à Mururoa, embar*rasse beaucoup de monde*, et on estime que les Etats-Unis essaient de se rallier l'opinion dans le Pacifique sud en jouant, au besoin la carte antinucléaire contre la France. La diplomatie américaine, ajoute-t-on de même source, est de plus en plus *« tournoyante »*, et l'effacement de M. Ronald Reagan favorise le développement de thèses diplomatiques qui vont dans tous les sens.

La semaine dernière déjà, observe-t-on encore au ministère de la défense, le général Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, en visite en Indonésie, a été victime d'une *« désinformation »* équivalente, pour reprendre une expression de l'entourage de M. Giraud. Une dépêche d'agence anglo-saxonne a prêté des propos au général Saulnier selon lesquels le chef d'état-major français se serait déclaré favorable à une *« dénucléarisation »* du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est. Le général Saulnier a ensuite démenti avoir tenu les déclarations qu'on lui a *prêtées de source anglo-saxonne.*

Près de Biarritz

Deux morts au cours de l'arrestation d'un nationaliste basque

BAYONNE
de notre correspondant

Un fonctionnaire de la police de l'air et des frontières, Roger Latasa, trente-sept ans, et une jeune femme qui pourrait être Marie-France Heguy, vingt-six ans, membre d'Iparretarrak (organisation clandestine basque en France) évadée de la prison de Pau en décembre dernier, ont été tués, dimanche soir, par le train Hendaye-Paris, près de Biarritz.

Selon la police, une patrouille avait pris en chasse, vers 23 heures, une Renault 4 conduite par un nationaliste basque, M. Pierre Bidart, frère de Philippe, le chef présumé d'Iparretarrak. Non loin de la gare de Biarritz-la-Négresse, la voiture du fuyard était interceptée sur un *passage à niveau. Un des policiers* interpellait alors sans difficulté Pierre Bidart alors que son collègue, le sous-brigadier Latasa, rattrapait sa passagère qui avait pris la fuite à pied. Après l'avoir fait monter dans le véhicule de police, il s'apprêtait à dégager le passage à niveau lorsque survenait le train. L'avant du véhicule était projeté sur le bas-côté : éjecté, le policier décédait des suites de ruptures de vertèbres cervicales. La partie arrière ainsi que la Renault 4 étaient happées par le rapide et traînées sur plus de 200 mètres. Des débris calcinés, on devait retirer le corps carbonisé de la jeune femme.

Au milieu des voies ont été retrouvés un revolver dérobé il y a quatre ans à des gendarmes près de Bayonne, ainsi que des faux papiers portant la photo d'une femme aux cheveux longs qui pourrait être Marie-France Heguy, condamnée en juin 1986 à quatre ans de prison ferme pour participation à association de malfaiteurs et détention d'armes et de munitions.

Le 13 décembre dernier, un commando, après avoir pris en otage la fille du directeur de la maison d'arrêt de Pau, pénétrait dans la prison et libérait Marie-France Heguy ainsi qu'un autre membre de l'organisation-clandestine basque, M. Jean-Gabriel Mouesca, qui purgeait une peine de treize ans de prison pour divers attentats. Le 28 février, il réapparaissait à l'occasiion d'une conférence de presse clandestine d'Iparretarrak.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Le congrès de l'Union syndicale des magistrats

M. Albin Chalandon et l'indépendance des juges

Si la justice satisfait rarement ceux qui sont contraints d'en subir les effets, son fonctionnement ne plonge pas le monde judiciaire dans la béatitude, et la très modérée Union syndicale des magistrats (USM) a eu des mots sévères pour la qualifier au cours de son treizième congrès, réuni à Paris les 19, 20 et 21 juin.

Tout en affirmant que *« la crédibilité de la justice est en voie de restauration »*, le garde des sceaux, M. Albin Chalandon, s'adressant le 20 juin aux congressistes, a lui-même constaté une *« situation déplorable »* en évoquant *« la lenteur »* de la machine judiciaire et *« le caractère aléatoire »* des décisions, sans hésiter à parler de *« loterie »*. Mais le ministre de la justice a surtout insisté sur l'indépendance du juge, qui, à ses yeux, doit s'examiner *« à l'égard des pressions de toute nature, de celles de son environnement, de la politique, de l'argent et des tentations de ses propres options personnelles »*.

Tout en soulignant qu'il intervenait *« le moins possible »* dans les affaires en cours, le garde des sceaux a lancé aux magistrats un étonnant avertissement : *« Votre indépendance doit aussi être préservée face aux attaques injustifiées de l'opinion et de la presse. Une presse au pouvoir quasi totalitaire (...) – le seul pouvoir qui s'exerce sans contrôle. Les médias sont le plus grand péril pour la justice, pour son indépendance. »* Le propos a surpris plus d'un congressiste. Dans les couloirs, certains supposaient qu'il s'agissait d'une réponse aux comportements jugés un peu trop médiatiques de quelques magistrats, jeunes ou moins jeunes, alors que d'autres avançaient l'hypothèse d'une « amertume de circonstance ».

Mais pour les membres de l'USM, syndicat majoritaire dans la profession, la restauration de la crédibilité de la justice passe par des aspects plus concrets, et notamment par le réalignement des indemnités de fonction des magistrats sur celles des corps comparables de la fonction publique. Sur ce plan, leur attente fut déçue, car si le ministre a présenté plusieurs mesures relatives à l'organisation du travail, à la formation des magistrats ou à de nouveaux moyens informatiques, il n'a pas répondu à une revendication à laquelle l'USM est très attachée puisqu'elle a des répercussions sur la qualité du recrutement.

En revanche, M. Chalandon a satisfait son auditoire en donnant son avis sur quelques réformes en cours. Ainsi, il a confirmé que le « référé-liberté », destiné à substituer une collégialité, qu'il juge inapplicable, aux magistrats instructeurs, serait abandonné au profit d'un renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation. Le garde des sceaux a également rassuré les juges en se montrant, une nouvelle fois, opposé aux « peines-plancher » contenues dans le projet de loi sur la répression de l'alcoolisme au volant. *« Il ne faut pas aller trop loin dans cette voie, et c'est l'honneur de notre tradition judiciaire que d'appliquer le principe de l'individualité de la peine »*, a indiqué le ministre.

Neutralité

Une autre réforme n'est pas près de voir le jour, bien qu'elle soit étroitement liée à l'indépendance des magistrats. M. Jean-Jacques Gomez, président de l'USM, l'avait évoquée dans son discours en déclarant : *« Il faudra bien rompre un jour le cordon ombilical qui lie l'institution au pouvoir politique dans tout ce qui a trait à la carrière du magistrat. »* Mais, pour le ministre, le mode de nomination et d'avancement des magistrats appliqué par le Conseil supérieur de la magistrature est *« sinon le meilleur, du moins le moins mauvais ; tout ce que l'on voudrait envisager serait pire »*.

De ce mélange de satisfaction et de déception un juge a tiré une conclusion désabusée en lâchant en privé : *« C'est un testament. »*

Au cours de ses travaux, le congrès a consacré une partie de ses débats à la neutralité du juge. Pour le président de l'USM, un juge compétent est notamment *« un juge qui respecte le principe de la neutralité sociale et politique de la justice »*. Selon lui, *« la violation par certains de ce principe de neutralité a contribué à renforcer le sentiment de méfiance de nos concitoyens envers l'institution judiciaire »*.

Mais, sur ce thème, d'autres opinions se sont exprimées en termes différents et parfois amers. Ainsi, M[lle] Dominique Lavau a regretté qu'aujourd'hui *« le magistrat qui entre dans la carrière est sommé de se positionner politiquement et de faire un choix entre deux modèles : quand il sera grand, il sera « juge rouge » ou « juges aux ordres »*. Féroce, la jeune femme ajoute : *« Tant que notre fonction restera une rente de situation garantie objectivement par l'inamovibilité, nous attirerons, chaque année, davantage les demoiselles soucieuses de se procurer un salaire d'appoint et une occupation à la mesure de leur situation sociale qui ne les empêchera pas d'élever leurs enfants en toute tranquillité. Car telle est la cause de la féminisation d'un corps où la seule sanction de la paresse, de l'indifférence ou de la médiocrité est une carrière moyenne. Nous attirons aussi les caractériels et les excités soucieux de s'agiter en toute impunité. »*

A l'intérieur de ce syndicat réputé pour sa modération les jeunes s'agitent, se montrant moins tolérants devant certains refus que leurs aînés. Mais, si à la tribune la neutralité est respectée, le ton change dans les conversations. Certains se demandent si cette attitude, qui a fait la force de l'USM, ne risque pas d'en faire la faiblesse.

MAURICE PEYROT.

Le garde des sceaux regrette les excès de la « médiatisation »

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a précisé dans une interview au *Quotidien de Paris*, publiée lundi 22 juin, sa position sur la presse dont il avait dénoncé, samedi, *« le pouvoir quasi totalitaire »*, lors du congrès de l'Union syndicale des magistrats *(lire ci-contre)*.

Le garde des sceaux a expliqué qu'il ne reprochait rien à la presse et *« qu'il n'entrait ni dans ses intentions ni dans celles du gouvernement »* d'introduire en France une législation de type britannique sur les rapports entre la presse et la justice *« qui permettrait à la justice de répondre aux critiques en attaquant pour »* « le mépris envers le tribunal ».

« Mon devoir est de protéger la justice, a toutefois déclaré M. Chalandon, notamment des excès de la « médiatisation ». Il a regretté que *« la presse accepte mal d'être critiquée ». « C'est grave parce que psychologiquement, elle a un pouvoir sans limites et elle n'admet pas qu'on la critique. »*

L'amende à emporter

« Nous rendons un simulacre de justice. Nous ne sommes que les exorcistes des comportements illégaux », se plaignent les magistrats de l'Union syndicale de la magistrature (USM) en constatant que leurs décisions ne sont pas exécutées ou le sont dans des délais de trois à cinq ans après les faits.

L'exemple le plus caricatural concerne les amendes : pour celles prononcées en 1983, le taux de recouvrement n'atteint que 57,16 % et il est actuellement de 45,6 % pour 1984 et 27,9 % pour 1985. Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes dont l'adresse est absente ou erronnée et les services fiscaux, déjà surchargés par le recouvrement de l'impôt, ne peuvent obtenir le paiement des petites amendes dont 96 % sont inférieures à 2 000 francs.

Parmi les solutions envisagées, l'USM propose notamment la création d'une consignation-paiement effectuée immédiatement à l'audience. La somme ne serait transmise au Trésor qu'après les délais d'appel. Afin que personne n'ait malencontreusement oublié son portefeuille, ce paiement immédiat pourrait bénéficier... d'une réduction de 50 %.

M. P.

EN BREF

● **Inculpations de trois Italiens.** — Trois Italiens présumés terroristes, Francisco Tolino, Gianfranca Lupi et Alexandre Di Pace, ont été inculpés, le vendredi 19 juin, de falsification de documents administratifs, recel et usage de faux documents, par M. Gilles Rivière, juge d'instruction au tribunal de Paris. Francisco Tolino a également été placé sous écrou extraditionnel.

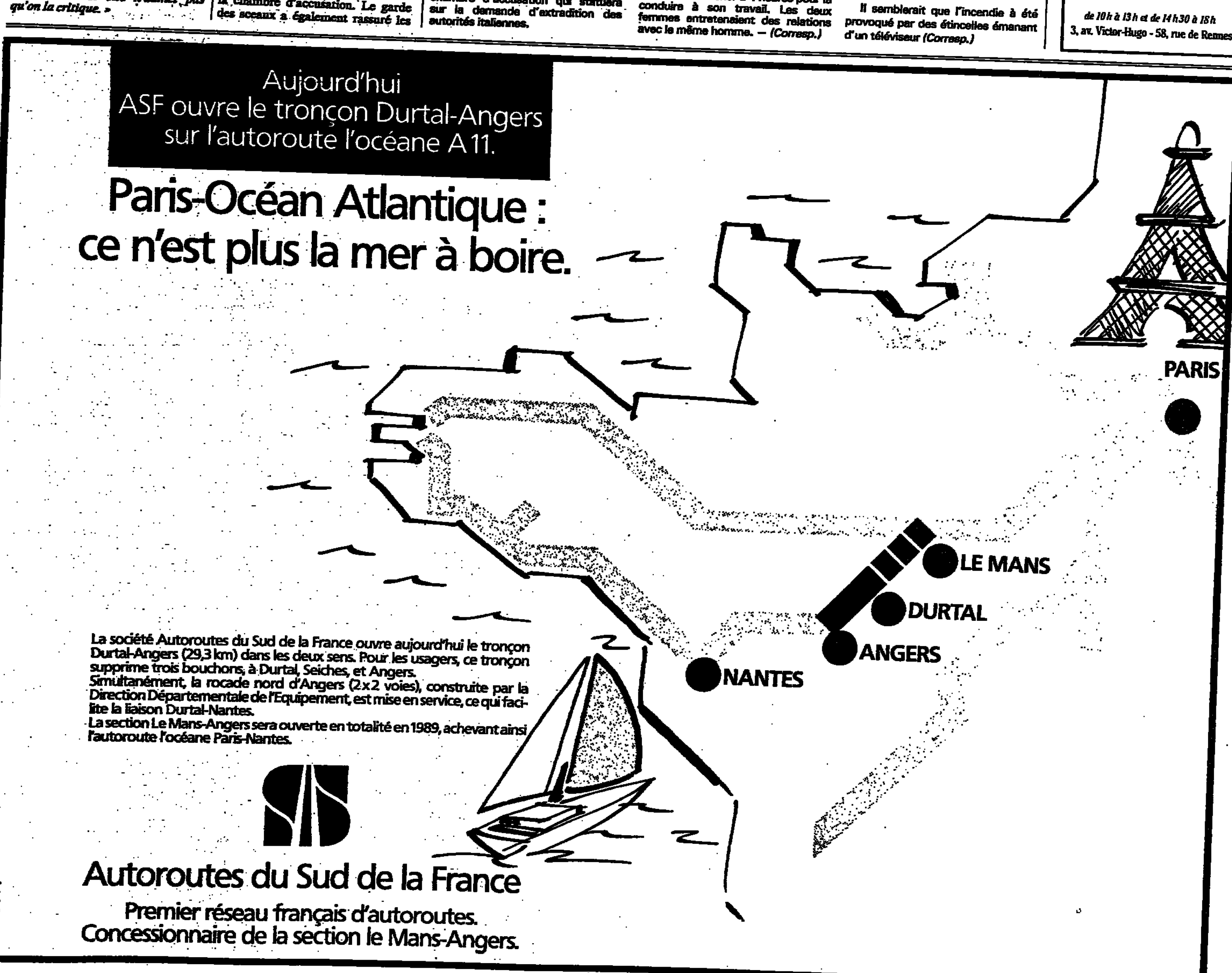
Les trois inculpés avaient été interpellés le 15 juin à Paris, en même temps que Maurizio Locusta, considéré comme l'un des auteurs de l'assassinat, le 20 mars 1987, à Rome, du général Giorgeri. Le meurtre avait été revendiqué par l'Union des communistes combattants, groupe terroriste issu des Brigades rouges. Maurizio Locusta devrait être présenté prochainement devant la chambre d'accusation qui statuera sur la demande d'extradition des autorités italiennes.

● **Suicide à la prison de Nice.** — Philippe Tortosa, trente-neuf ans, l'un des chefs présumés du « gang des postiches », a été retrouvé mort, jeudi 18 juin, pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Nice (Alpes-Maritimes). Le malfaiteur attendait d'être jugé après avoir été appréhendé en compagnie de plusieurs complices le 21 juin 1984, lors d'un hold-up dans une banque niçoise.

● **Incarcération à Poitiers d'une meurtrière.** — Patricia Bergeon, trente-deux ans, a été inculpée d'assassinat et incarcérée, dimanche 21 juin, à la prison de Poitiers, après cinq heures d'interrogatoire. Patricia Bergeon a reconnu qu'elle avait tué, vendredi 19 juin, de six ou sept coups de couteau sa rivale, Evelyne Palvadeau, ouvrière d'usine, qu'elle était allée chercher à 4 heures pour la conduire à son travail. Les deux femmes entretenaient des relations avec le même homme. — *(Corresp.)*

● **Mort de six enfants dans un incendie.** — Six enfants sont morts asphyxiés, puis carbonisés dans la nuit de samedi à dimanche à Bourdeilles (Dordogne), dans l'incendie du pavillon HLM où ils dormaient. Il s'agit de quatre frères et sœurs : Sylvie six ans, Monique cinq ans, Laetitia quatre ans et Frédéric trois ans, enfants de M[me] Marie-France Lagardère et de leurs cousines Laetitia quatre ans, et Sabrina deux ans, toutes les deux filles de M. Collinet. Les enfants dormaient au premier étage du bâtiment, alors que les parents se trouvaient au rez-de-chaussée avec l'aîné et le plus jeune des enfants de M[me] Lagardère.

Il semblerait que l'incendie à été provoqué par des étincelles émanant d'un téléviseur *(Corresp.)*



Société

ÉDUCATION

Le congrès du Syndicat national des instituteurs

M. Barbarant : « Egalité pour tous les enseignants de la maternelle à la terminale »

Le Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général des collèges (SNI, PEGC-FEN) tient son congrès du 22 au 27 juin à Lille. Il doit discuter et approuver un nouveau projet éducatif proposant d'unifier l'enseignement – et donc les catégories d'enseignants – de la maternelle à la terminale. M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général, précise, dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, les raisons et les conséquences de ce changement dans les positions traditionnelles du syndicat.

« Vous avez choisi pour slogan de votre congrès : « Pour les enfants d'abord ! » L'enfant n'a-t-il pas bon dos lorsqu'il s'agit de défendre la profession d'instituteur ?

– Non, l'enfant ne sert pas d'habillage à des revendications corporatives. Les enseignants ont toujours été attentifs à la dimension d'efficacité de leur travail. Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y aura de revalorisation de notre métier que si l'école améliore son image dans la nation, et devient plus efficace pour tous. C'est pourquoi notre congrès doit dire comment il est possible de concrétiser l'objectif des « 80 % d'élèves au niveau du bac » qui semble faire l'objet d'un consensus.

– Vous lancez une campagne publicitaire sur les radios. Quel message voulez-vous faire passer ?

– L'opinion a pris conscience du malaise des instituteurs au moment des manifestations contre les « maîtres-directeurs » de M. Monory. Nous voulons expliquer nos solutions et convaincre le grand public que nous nous sentons profondément porteurs des intérêts nationaux.

– En attendant, vos adhérents ont des états d'âme. Les instituteurs se sentent mal dans leur peau, et les professeurs de collège (PEGC) appartiennent à une catégorie que M. Monory a décidé de supprimer. Quelles perspectives pouvez-vous leur offrir ?

– Les mêmes aux uns et aux autres, car nous ne voulons plus raisonner en fonction de catégories, mais d'une conception de l'école. Quel que soit l'âge des élèves, l'enseignement est une responsabilité qui exige un personnel d'égale qualité. Tous les enseignants, de la maternelle à la terminale, doivent donc être recrutés et formés sur les mêmes bases, avoir les mêmes conditions de travail, la même rémunération. La revalorisation du métier des instituteurs comme des PEGC passe par là. Nous leur proposons de devenir des enseignants nouveaux avec une échelle de rémunération nouvelle et un statut nouveau et égal.

– Un congrès pour l'unification de toutes les catégories d'enseignants... C'est historique pour le SNI !

– L'histoire le dira. Mais c'est possible dans la mesure où nous voulons rompre avec la logique actuelle du système éducatif et où nos propositions ont forcément des retentissements dans d'autres syndicats de la FEN. Notre débat de Lille ne s'achèvera d'ailleurs que lorsque la FEN l'aura repris à son compte et traduit en publiant son nouveau projet éducatif, en février 1988, au moment de son congrès.

Supprimer toutes les ruptures

– Quelles conséquences concrètes en attendez-vous pour l'école ?

– Le changement de structures devra s'accompagner d'une sorte de révolution pédagogique qui consiste à repenser l'enseignement en fonction des élèves, de chaque élève. Pour conduire chacun à son point d'excellence, il faut supprimer toutes les ruptures et tous les paliers de sélection entre la maternelle et l'Université et aider en permanence chaque enfant à dépasser ses propres limites. Ce n'est possible que si les enseignants travaillent collectivement. Or nous ne pourrons les amener tous à le faire sur la base du bénévolat. Il faut restructurer les horaires de service en incluant la préparation et l'évaluation collective du travail (1).

– Vous souhaitez abattre les cloisons entre enseignants. Cela signifie-t-il qu'ils devraient tous être alignés dans leur formation, leur rémunération, leurs horaires ?

– Si *« alignés »* veut dire « de même niveau », c'est oui. Mais il est évident qu'enseigner en maternelle et en terminale, ce n'est pas tout à fait la même chose. Des spécificités dans la formation et la gestion des personnels devront subsister.

– Un instituteur et un professeur de lycée pourraient donc débuter avec le même traitement ?

– Absolument. Débuter et même terminer.

– Vous voulez donc créer un corps unique d'enseignants ?

– Un tel corps serait démesuré et ingérable. Il faudrait plutôt maintenir des corps séparés, mais qui ne se distingueraient que par leur mode de gestion.

– Un instituteur pourrait donc poursuivre sa carrière dans un collège, voire un lycée ?

– Oui, sous réserve qu'il suive un stage de conversion. Car il aura une formation initiale de même niveau qu'un professeur de lycée, mais au contenu différent.

– On voit l'intérêt de votre projet pour les instituteurs, mais où est-il pour les professeurs du secondaire ?

– Tous les enseignants y gagneront parce que leur travail deviendra plus gratifiant. Nous ne voulons rien retirer à nos collègues du second degré. D'ailleurs, il n'est pas exclu que certains d'entre-eux trouvent plaisir à enseigner en primaire ou en maternelle, dès lors que le salaire et les conditions de travail seront les mêmes.

– Vous voulez tirer les instituteurs vers le haut, alors qu'on a déjà du mal à en recruter au niveau du DEUG (bac + 2).

– Nous souhaitons fixer au niveau de la licence le niveau général de recrutement, mais avec de nombreuses possibilités de prérecrutement, dès le bac ou le DEUG, grâce à des bourses d'études.
Au total, tous les enseignants devraient avoir fait cinq années d'études supérieures et obtenu un diplôme de qualification professionnelle comprenant une maîtrise ciblée sur les métiers de l'éducation. Cette harmonisation vers le haut devrait attirer les vocations.

« Pas facile à détruire... »

– Si les instituteurs sont recrutés plus tard, ils devront renoncer à leur retraite à cinquante-cinq ans. Vous êtes prêts à abandonner cet acquis ?

– Mais c'est déjà le cas puisque les nouveaux instituteurs sont recrutés plus tard et n'ont pas atteint, à cinquante-cinq ans, le nombre d'annuités suffisantes pour pouvoir prendre leur retraite. Si nous prônons l'égalité, nous ne pouvons revendiquer aucun privilège pour les instituteurs. D'ailleurs s'agira-t-il encore d'instituteurs ?

– *Vous reniez le mot d'« instituteur »* !

– Bien sûr que non ; il reste juste et noble. Mais ce seront des enseignants comme les autres.

– Derrière l'unification des carrières, n'y a-t-il pas d'abord la volonté de réunir tous les enseignants dans une organisation syndicale unique, contrôlée par la majorité pro-socialiste de la FEN, à laquelle vous appartenez ?

– Nous n'avons aucune raison d'inventer une organisation qui existe déjà, c'est la FEN. Si nos revendications venaient à être satisfaites, il y aurait des conséquences sur les structures syndicales et nous verrions bien alors quelle organisation serait la plus appropriée. Mais nous n'avançons pas ces idées pour restructurer la FEN de l'intérieur. Simplement parce qu'elles sont justes pour l'école.

– M. Monory a lancé l'idée d'un vaste plan prospectif pour l'éducation. Lui faites-vous confiance pour réaliser cette ambition ?

– Confiance, sûrement pas. Mais nous le prenons au mot, tout en mesurant l'aspect politicien de sa démarche. Le SNI est prêt à débattre sur l'école de demain. Nous verrons bien si le ministre sait traduire ses discours en actes.

– En attendant, vous lui devez la première remontée de votre syndicat depuis dix ans.

Mille cinq cents adhérents de plus sur deux cent mille, ce n'est pas un raz de marée. Mais cela prouve que nous nous renforçons lorsque nous prenons des coups... et que nous ne sommes pas faciles à détruire.

– Après l'échec du camp laïque en 1984, les instituteurs sont-il à nouveau prêts à se remobiliser pour la victoire de la gauche à l'élection présidentielle ?

– Ce n'est pas une question syndicale. Les choix politiques de nos adhérents ne nous appartiennent pas.

– En 1981, vous aviez pourtant choisi M. Mitterrand contre M. Giscard d'Estaing.

– Oui, après avoir analysé chaque programme. Pour 1988, nous verrons en fonction de la situation. Mais ce que nous venons de vivre avec le gouvernement Chirac ne nous incite pas à compter sur la droite pour satisfaire nos revendications. »

Propos recueillis par
PHILIPPE BERNARD

(1) Lire aussi à ce sujet les déclarations de M. Barbarant dans *le Monde de l'éducation* de juin.

RELIGIONS

Deux processions de la Fête-Dieu à Paris

Le cardinal réplique aux intégristes

Paris n'avait pas vu cela depuis vingt ans ! Les processions de la Fête-Dieu, précédées d'un Saint-Sacrement exposé à la dévotion des passants, faisaient partie d'un rituel qu'on disait suranné. Or ce n'est pas un mais deux cortèges qui ont eu lieu le 21 juin, dimanche de la Fête-Dieu, dans la capitale.

Près de dix mille fidèles ont répondu à l'invitation du cardinal Lustiger, soucieux de ne pas laisser aux intégristes le monopole de la rue et de la tradition catholique. Une procession qui ressemble à une ascension, celle de la butte Montmartre : trois autels-reposoirs, sur lesquels est exposé le Saint-Sacrement, avaient été aménagés le long des escaliers montant à la basilique.

Dans une atmosphère recueillie, cierges et chapelets à la main, les fidèles précèdent l'archevêque de Paris, ses trois auxiliaires et un grand nombre de prêtres du diocèse. Vêtu d'une lourde chasuble dorée, Mgr Lustiger serre de près l'ostensoir. Devant lui, les enfants de chœur font tourbillonner leurs encensoirs. La Maîtrise de Montmartre entonne des cantiques. Les scouts et les jeannettes de Saint-Pierre de Chaillot montent la garde, et les chevaliers de Notre-Dame, dans leur chasuble grise frappée d'une croix potencée d'azur, font une escorte au Saint-Sacrement.

« Le cri de la patrie »

A quelques kilomètres de là, en plein cœur du quartier Latin, on retrouve le même cérémonial. Avec de tout autres acteurs. Pendant près de trois heures, de la rue Monge à la rue Claude-Bernard et à la rue d'Ulm, ce sont les traditionalistes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet – cinq à six mille – qui vont défiler. De petits communiants, couronne de fleur sur la tête, précèdent le cortège, suivis d'une cinquantaine de séminaristes venus de Flavigny (Côte-d'Or), où Mgr Lefebvre installe un nouveau séminaire.

Dans la foule, on distingue les bannières habituelles du Centre Henri-et-André Charlier, qui regroupe des catholiques proches de M. Le Pen, ou de Saint-Louis de Port-Marly, église des Yvelines occupée depuis sept mois.

Les fidèles se signent au passage du dais ou tombent à genoux sur le pavé mouillé. Des femmes ramassent les pétales de fleur qui jonchent la chaussée. L'une d'elles exulte de voir *« enfin »* le Saint-Sacrement dans les rues de Paris, *« cette ville matérialiste, si étrangère à Dieu »*. Les cantiques préconciliaires s'envolent comme les feuilles séchées des vieux missels : *« O Marie, ô reine chérie, entends le cri de la patrie : catholiques et français toujours... »*

Le sommet de cette procession intégriste a lieu au Panthéon. Au pied même du célèbre monument où reposent tant de gloire républicaines, l'abbé Aulagnier, ambassadeur de Mgr Lefebvre, consacre la France au Sacré Cœur de Jésus, reprise d'un vœu de Louis XIII, prière dont la dernière formulation remonte à Pie XII. Mais alors que résonnent les chants en latin, sur un trottoir voisin, des jeunes gens sans respect répondent par une parodie bien connue du *De Profundis*.

Deux processions de la Fête-Dieu dans Paris, est-ce une de trop ? Pas pour les plus anciens, qui se souviennent en avoir connu *« des dizaines »*, une dans chaque quartier de la capitale. Mais les plus réalistes savent que, désormais, l'archevêque de Paris est déterminé à ne pas laisser aux intégristes un pouce de terrain. Ces dernières semaines déjà, trois dimanches de suite, le cardinal Lustiger avait fait lire dans toutes les églises de son diocèse un message rappelant aux fidèles que les sacrements de pénitence et de mariage célébrés par des prêtres en rupture avec lui et avec Rome n'ont aucune validité.

HENRI TINCQ.

ENVIRONNEMENT

La fuite de Superphénix n'est toujours pas repérée

Les responsables du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère) s'interrogent actuellement sur la possibilité de faire fonctionner en toute sûreté le réacteur sans son sas de transit des combustibles (barillet) dans lequel une fuite de sodium avait été découverte le 3 avril dernier. Les équipes de la centrale vont en effet rédiger dans les semaines qui viennent un dossier à l'attention des autorités de sûreté. Ce rapport devrait donner lieu au mois de septembre ou d'octobre à une série de réunions permettant de décider si on redémarre ou non ce réacteur prototype et, si oui, dans quelles conditions.

Pour l'heure, Superphénix est arrêté depuis le 26 mai dernier. Un arrêt programmé d'un mois et demi au cours duquel les personnels de la centrale devaient procéder à certaines modifications et améliorations de l'installation tenant compte des résultats d'expériences déjà obtenus. Mais comme le réacteur devait être à nouveau stoppé vers la fin de l'année, il a été finalement décidé de porter l'arrêt actuel à trois mois.

Cette période de non-fonctionnement devrait être mise à profit, selon le directeur de la centrale, M. Gilbert Labat, pour retirer du barillet, dans les semaines qui viennent, les éléments qui s'y trouvent encore : vingt-sept assemblages légèrement irradiés, neuf assemblages fissile, et sept autres fertiles. Ensuite seront entreprises différentes opérations destinées à réaménager le cœur du réacteur. Ce n'est qu'après que pourra être effectuée – sans doute au mois d'août – l'opération de vidange du barillet qui, aujourd'hui, du fait de la baisse de température du sodium qu'il contient, ne fuit plus.

Sur ce point particulier, la direction de la centrale a rappelé, à l'occasion d'une réunion de la commission locale d'information, le *19 juin*, que l'endroit où la fuite s'est produite – d'une dimension estimée à 1 millimètre carré environ – n'était toujours pas localisé. Ce n'est qu'après avoir vidangé le barillet que l'on peut espérer, selon M. Labat, l'identifier de façon certaine. Mais la tâche ne sera guère aisée.

Parmi les solutions proposées figurent : la possibilité de réchauffer le sodium du barillet pour voir si la fuite se manifeste à nouveau ; l'utilisation d'un système de radiogoniométrie acoustique prôné par les exploitants de la centrale surgénératrice de Dounray (Ecosse) ; le recours enfin à une vidange progressive du sodium du barillet que l'on remplacerait au fur et à mesure par de l'hélium dont on guetterait la fuite. Cette dernière méthode permettrait, si elle était efficace, de situer le niveau où a lieu la fuite, mais pas son emplacement exact.

Ce n'est donc pas avant deux mois que les responsables de la centrale pourront se prononcer en toute connaissance de cause sur les remèdes qu'il y a lieu d'apporter au problème de cette centrale expérimentale. A savoir, réparer le barillet si cela est possible ou au contraire procéder à son remplacement. Dans ce dernier cas, la facture s'élèverait à 400 millions de francs et nécessiterait des travaux s'étendant sur une assez longue période.

J.-F. A.

Les antinucléaires européens à Paris

« Tchernobyl, Tchernobâle, Tchernogent »

Partis dans la grisaille qui noyait la tour Montparnasse, le samedi 20 juin, à Paris, les antinucléaires se sont retrouvés au bon soleil qui, en fin d'après-midi, daigna se montrer place de la République. Heureux présage ? Hélas pour les organisateurs (si toutefois l'on peut employer ce terme à l'égard de militants passablement inorganisés...), la foule, la grande foule, ne fut pas au rendez-vous. *« Nous sommes 10 000, 12 000, peut-être 15 000, ce n'est pas autant que nous l'espérions »*, devait reconnaître à la tribune Didier Anger, l'infatigable pourfendeur du nucléaire devenu conseiller régional.

En fait, les participants n'ont jamais été plus de 7 000 à 8 000, même lorsque les orchestres ont pris le relais des orateurs. *« Je note avec satisfaction qu'il y a ici 85 % de Français. Ça nous change de ces grands rassemblements frontaliers où les Allemands nous submergent toujours ! »*, observait cependant le député luxembourgeois Jean Huss, vieil habitué des rassemblements contre la centrale nucléaire de Cattenom.

Pas nombreux peu motivés

L'absence des Allemands, représentés seulement par une délégation des Grünen, conduite par Brigitte Berthold, de Sarrebrück, a été très remarquée à Paris. De même que l'absence des Verts italiens, qui viennent pourtant de remporter treize sièges aux élections législatives. Les Italiens n'avaient envoyé que des militants de Démocratie prolétarienne, arborant d'éclatants drapeaux rouges, parce qu'ils étaient jusqu'à présent les seuls représentés au Parlement européen – le fameux groupe Arc-en-ciel.

Pas d'Anglais – sinon un représentant du syndicat des mineurs, – pas de Néerlandais, quelques Allemands et Suisses, des Belges et des Luxembourgeois : voilà ce qui restait du grand rassemblement européen prévu depuis six mois, qui aurait dû réunir 100 personnes à Paris. Même les 25 000 manifestants annoncés quelques jours avant se sont évanouis aux deux tiers. *« C'est nous qui avons demandé aux Allemands de ne pas venir »*, expliquait Antoine Waechter, le candidat des Verts à l'élection présidentielle, ceint de son écharpe tricolore de conseiller régional. Les antinucléaires français voulaient montrer aux Parisiens qu'ils existent sans le grand frère allemand. La preuve est faite : les antinucléaires français existent, mais ils ne sont pas nombreux, ou peu motivés.

Et guère suivis dans leur combat : hormis les habituels compagnons de route comme Alain Krivine (LCR), Jean-Claude Le Scornet (PSU) et les individuels comme Félix Guattari, Claude Roy ou Alain Lipietz, on cherchait en vain le *« vaste élan de solidarité »* qu'étaient supposés déclencher Tchernobyl et la mise en service prochaine de la centrale de Nogent-sur-Seine. On ne retiendra de cette manifestation que la nouvelle trilogie des écolos français : *« Tchernobyl, Tchernobâle, Tchernogent »*. Seulement des mots ?

ROGER CANS.

Pour les Français

Jean-Paul II est le plus populaire des dirigeants mondiaux

Un sondage réalisé par la SOFRES (du 8 au 11 juin auprès d'un échantillon de mille personnes) pour TF 1 et l'hebdomadaire *le Point*, qui le publie dans son numéro du lundi 22 juin, mesure la cote de popularité auprès des Français de vingt-quatre dirigeants mondiaux et de quarante et un pays.

C'est le pape qui leur inspire le plus de sympathie (68 %), loin devant Cory Aquino (43 %). Si Ronald Reagan enregistre 47 % d'opinions favorables, il compte également avec un grand nombre d'antipathies déclarées. En bas du tableau, le colonel Khadafi (78 % d'antipathies), l'imam Khomeiny (76 %), le général Pinochet (66 %) et le général Jaruzelski (56 %).

La cote de popularité des pays placent la Belgique en tête, suivie du Canada puis du Luxembourg et des Pays-Bas, mais la comparaison des résultats par pays et par dirigeant montre des décalages frappants. Le plus net concerne l'Union soviétique : Mikhaïl Gorbatchev compte en France plus de sympathies (31 %) que d'antipathies (22 %), alors que son pays obtient des pourcentages presque exactement inverses.

● **M. Alain Goldmann réélu grand rabbin de Paris.** – M. Alain Goldmann a été réélu, le dimanche 21 juin, grand rabbin de Paris, pour un deuxième mandat de sept ans. Il a été désigné au troisième tour de scrutin, après avoir obtenu les deux tiers des voix des 35 électeurs (25 représentants le consistoire de Paris et 10 les commissions administratives des synagogues consistoriales), devançant M. Jacob Madar, vice-président du tribunal rabbinique de Paris. Né en 1931 à Strasbourg, M. Alain Goldmann avait été rabbin de la rue Chasseloup-Laubat (15e), avant d'être élu pour la première fois en 1980 grand rabbin de Paris.

RUGBY : Coupe du monde

Victoire d'une nation ovale

Après la sévère défaite de l'équipe de France, samedi 20 juin à Auckland (*le Monde* daté 21-22 juin) face à la Nouvelle-Zélande, en finale de la Coupe du monde (29-9), les joueurs français étaient d'accord avec leur demi d'ouverture Franck Mesnel pour *« reconnaître la légitimité de la victoire des All Blacks »*.

Le succès des All Blacks est de pure justice sur le plan sportif. Il est, de surcroît, hautement symbolique que le trophée Webb- Ellis revienne en priorité à ce pays où le rugby, immuable sur le terrain, connaît une évolution avant-gardiste dans sa gestion.

AUCKLAND
de notre envoyé spécial

Invité l'autre jour par un ami à taquiner la truite dans la région de Rotorua, dans le centre de l'île nord, Albert Ferrasse n'en est pas revenu. *« Là-bas, ils avaient décrété la semaine du rugby,* raconte le président de la fédération française. *Tout le monde en ville s'était habillé en rugbyman. »* Les femmes comme les hommes, les jeunes et les vieux, tous avaient donné une touche rugby à leur tenue. Il est vrai que, depuis le 14 juin 1870, jour où la première rencontre de rugby opposa deux équipes de la ville de Nelson, le pays tout entier est imprégné de ce sport.

Tous les Néo-Zélandais l'ont pratiqué ou le pratiqueront. Davantage qu'un sport national, c'est un passage obligé de la culture. Un art vraiment populaire, alors que, dans les îles Britanniques ou en Argentine, il est resté souvent l'apanage d'une élite sociale. Pis, chez le voisin australien, où les demi-finales ont eu lieu dans la quasi-clandestinité, le rugby est un anachronisme. L'élimination prématurée des Wallabies par la France, puis le camouflet gallois lors du match pour la troisième place, ont sans doute inauguré une nouvelle ère d'obscurantisme pour ce sport écrasé par l'hégémonie du jeu à XIII.

En dépit de son bagout de prédicateur, Alan Jones, l'entraîneur australien aura du mal à devenir prophète en son pays. Seul un succès de son équipe aurait pu lui éviter de prêcher plus longtemps dans le désert. L'homme ne mâcha d'ailleurs pas ses mots à l'égard de la presse, accusée de trop de discrétion. La Coupe du monde avait droit aux entrefilets et à de furtives images dans les journaux télévisés. Dans les rues de Sydney, on aurait cherché en vain des signes extérieurs de l'événement, confiné dans des stades de banlieue.

A Auckland, en revanche, affiches, mascottes, ballons et gadgets faisaient office de pense-bête. Impossible d'oublier cette date du 20 juin pour laquelle le triomphe des All Blacks était programmé. Certes, les tribunes vides du premier tour avaient pu faire craindre un échec populaire de l'épreuve. Mais un peuple de trois millions d'habitants pouvait-il à lui seul remplir un stade à chaque match ? Quant aux supporters-touristes, regardant à la dépense, ils n'ont débarqué dans ces îles du bout du monde que pour les phases finales. Ce double constat milite pour une formule de compétitions raccourcies entre un nombre restreint d'équipes.

Le pays réconcilié

L'intérêt des Néo-Zélandais est allé crescendo, jusqu'à l'apothéose de samedi. A 15 heures, Auckland était une ville morte. Les derniers billets pour la finale s'arrachaient à 250 dollars environ 1 000 francs) au marché noir, dans l'ombre des tribunes de l'Eden Park. Au cours des jours précédents, la fièvre avait gagné Queen Street, la principale artère de cette ville à la tranquillité provinciale. Dans les restaurants de poissons le long du port, *la Marseillaise* résonnait invariablement entre la poire et le fromage, tandis que les supporters britanniques luttaient contre le désœuvrement en testant les bières locales.

Puis il y eut le match, cet affrontement chargé de symboles entre les deux hémisphères du rugby. En brandissant triomphalement son trophée, David Kirk souriait aussi à la réconciliation nationale, grâce à la Coupe du monde. Car la brouille avait été réelle entre une bonne moitié de l'opinion néo-zélandaise et des mêmes joueurs, coupables d'avoir violé les grands principes pour un chèque de 500 000 francs. Cette fameuse tournée en Afrique du Sud des « cavaliers », en 1986, eut, néanmoins, deux conséquences positives. En malmenant les Springboks, au cours des quatre tests-matchs, les « All Blancs » ont prouvé que leur rugby est le meilleur du monde et que leur titre aujourd'hui n'est pas usurpé. D'autre part, ce coup de force des joueurs a déclenché une profonde réflexion chez les dirigeants néo-zélandais.

Le rugby suit, désormais, l'évolution de la société. A une époque d'exode rural accéléré, les fermiers ombrageux ne forment plus guère le gros de la troupe All Blacks. Lorsqu'il prend l'avion avec son blazer impeccable, sa cravate et son attaché-case, Wayne Shelford a plutôt l'allure d'un courtier de l'Auckland Stock Exchange. Agriculteur et vedette de rugby, Andy Dalton, se montre à longueur de clips publicitaires pour vanter à la télévision les mérites d'un motoculteur japonais sans faire scandale.

L'équipe All Blacks tout entière a innové en posant pour les brasseries Steinlager, une marque de bière locale qui a financé toute la préparation des Néo-Zélandais. Dans cet échange d'images et de bons procédés, la morale amateur est restée sauve : aucune publicité n'est venue souiller le célèbre maillot noir à la fougère. A pas de loup, la Nouvelle-Zélande montre la voie du changement. Pour le représentant de ce pays au sein de l'International Board, *« c'est en professionnalisant son administration que le rugby sauvegardera son esprit amateur et sa philosophie »*.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

AUTOMOBILISME : formule 1 à Détroit

Senna récidive

Et de deux pour Ayrton Senna. Déjà vainqueur à Monaco, le pilote brésilien a récidivé, dimanche 21 juin à Détroit, lors du Grand Prix des Etats-Unis comptant pour le championnat du monde de formule 1. Sur un circuit urbain, redouté par de nombreux pilotes pour le mauvais état de son revêtement et ses innombrables plaques d'égouts, Senna (Lotus-Honda) a triomphé comme il l'avait déjà fait lors de l'édition 1986 de la course américaine.

Le directeur technique français de l'écurie Lotus, Gérard Ducarouge, avait prévenu que son pilote deviendrait intouchable lorsque la suspension « active » de son bolide serait parfaitement fiable. Les deux derniers grands prix qui viennent de se courir semblent confirmer les pronostics du responsable de l'écurie aux voitures jaunes (*le Monde* du 2 juin). Grâce à sa suspension, Senna a pu limiter l'usure de ses pneumatiques. Il a accédé à la première place lorsque Nigel Mansell (Williams-Honda), le leader des trente premiers tours, s'est arrêté à son stand pour réaliser — trop lentement — un changement de gommes.

Effectuant une très bonne moyenne, le jeune Brésilien s'est envolé vers la victoire, distançant ses deux suivants, Nelson Piquet (Williams-Honda) et Alain Prost (McLaren-TAG) de près d'une minute. Le pilote français, victime de problèmes de freinage et de boîte de vitesses, n'a pu éviter de se faire voler la deuxième place par l'habile Piquet lors d'un dépassement de concurrents attardés. Néanmoins, Prost, très anxieux avant une course qu'il redoutait, a réussi à obtenir une place sur le podium. *« J'ai eu des ordres venant de mon stand pour m'obliger à changer de pneus »*, regrettait le pilote en estimant qu'il aurait pu, comme Senna, terminer la course avec le même train. Mais le champion du monde en titre demeure optimiste, car si Senna lui a ravi la première place après cinq grands prix, il sait qu'il va maintenant courir sur des circuits plus rapides qui lui conviennent mieux.

S. B.

CYCLISME : Midi-Libre

Le conflit couve

Dernière compétition par étapes avant le Tour de France, le Grand Prix du *Midi-libre*, qui s'achève mercredi 24 juin, a confirmé la valeur du jeune routier languedocien Gilles Sanders. Le nouvel équipier de Sean Kelly, professionnel depuis le début de la saison, s'est emparé du maillot de leader, dimanche 21 juin, à Rodez, tandis qu'Eric Boyer, cet autre espoir du cyclisme français, installé avant lui à la première place du classement général, abandonnait, en raison d'une douleur à un genou.

Sanders devient ainsi l'un des outsiders du championnat de France. L'épreuve qui aura lieu dimanche 28 juin à Lugny (Saône-et-Loire), risque d'être perturbée par un mouvement de grève des coureurs. Une partie de l'effectif professionnel est en effet entrée en conflit avec la Fédération française de cyclisme. Elle réclame des pouvoirs étendus au sein d'une ligue, que M. Germain Simon, président de la FFC, refuse de reconnaître.

Mais la tendance semble à l'apaisement. *« Il faudra que l'autorité fédérale reconnaisse tôt ou tard nos droits,* remarque à ce propos Maurice Le Guilloux, directeur sportif du groupe Toshiba, ex-La Vie claire. *Il serait opportun de reparler de tout cela pendant la trêve hivernale,* ajoute-t-il. *A la veille du Tour de France, les coureurs doivent se battre sur la route, pas dans la coulisse. »*

J. A.

FOOTBALL : Championnat de RFA

Schumacher reste allemand

A trente-trois ans, Schumacher ne range pas ses crampons. Le célèbre gardien de but ouest-allemand vient de signer un contrat de trois ans avec l'un des clubs prestigieux de la première division de RFA, le Schalke 04. Depuis sa radiation à vie de l'équipe nationale et son licenciement du FC Cologne en mars, à la suite de déclarations sur le dopage des joueurs et de propos désobligeants à l'égard de ses camarades dans son livre *Coup de sifflet*, de nombreux clubs étrangers avaient été cités comme éventuels acheteurs de l'un des meilleurs gardiens du monde.

Finalement, ce n'est ni la Turquie, ni le Portugal ni même le club de Montpellier que « Toni » a choisi. Il reste en Allemagne. Mais avant de signer son nouveau contrat il a eu un entretien avec Olaf Thon, joueur vedette de Schalke, qu'il avait particulièrement attaqué dans son ouvrage autobiographique.

BASEBALL : Coupe d'Europe

Les Français relèvent le gant

L'équipe de baseball de Parme a conservé son titre européen en triomphant, dimanche 21 juin au stade de la Cipale à Paris, d'une autre équipe italienne, Grossetto, (4-0). Devant près de cinq mille spectateurs adeptes de ce sport importé des Etats-Unis, Parme a ainsi remporté son huitième trophée européen. Grâce à sa victoire sur Anvers, le Paris-Université Club demeure dans l'élite au moment où le nombre de pratiquants augmente en France.

Si vous voulez vraiment aiguiser l'un des huit mille pratiquants de baseball en France, traitez-le donc d'Américain. *« Tout aussi idiot que de qualifer d'Anglais un joueur de rugby »* rétorque avec la force de l'habitude Olivier Dubaut, trente-huit ans, le Monsieur baseball du Paris-Université Club (PUC). Une lueur de malice danse aussitôt dans le regard de l'ex-capitaine de l'équipe de France des années 70 qui susurre : *« Savez-vous que l'Union soviétique organise en 1987 son premier championnat de baseball ? »*

Ce sport de batte, cousin du très britannique cricket excite désormais bien plus que la curiosité dans l'URSS de Gorbatchev. Le docteur Robert E. Smith, président de la Fédération internationale amateurs (IBA) a fait le voyage de Moscou pour rencontrer les dirigeants sportifs soviétiques et les inviter à développer le vieux jeu de l'Oncle Sam. Dans la capitale et à Leningrad d'abord, puis en Géorgie. Deux entraîneurs américains ont été invités. Il est vrai que le baseball fait partie de la famille olympique depuis le 13 octobre 1986. Et la vingt-cinquième discipline de la panoplie des jeux aura ses premiers médaillés à Barcelone en 1992. Les perspectives olympiques suscitent des vocations et aiguisent les ambitions. Soixante-dix nations manient officiellement la batte.

La France fait encore figure de poids plume dans un concert international où le Japon se classe deuxième puissance mondiale après les Etats-Unis. Mais en Europe, derrière l'Italie, forte de ses sept mille clubs et deux mille cinq cents équipes, la Hollande et l'Espagne, le baseball tricolore a connu un développement spectaculaire. *« Neuf cents joueurs en 1981, huit mille en 1987 »*, rappelle volontiers Patrick Tugault, le président de la Fédération française. Le PUC s'est hissé, pour la première fois, dans le groupe A de la Coupe d'Europe des clubs qui a eu lieu du 16 au 21 juin sur la pelouse du vélodrome de la Cipale dans le bois de Vincennes.

Pour forger une véritable élite, la Fédération ouvre à la rentrée un centre national permanent de formation de haut niveau à Montpellier. Un directeur technique national (DTN) venu de l'escrime, Thierry Barraud, renforce l'encadrement fédéral depuis avril. Le budget atteint cette année 4 millions de francs.

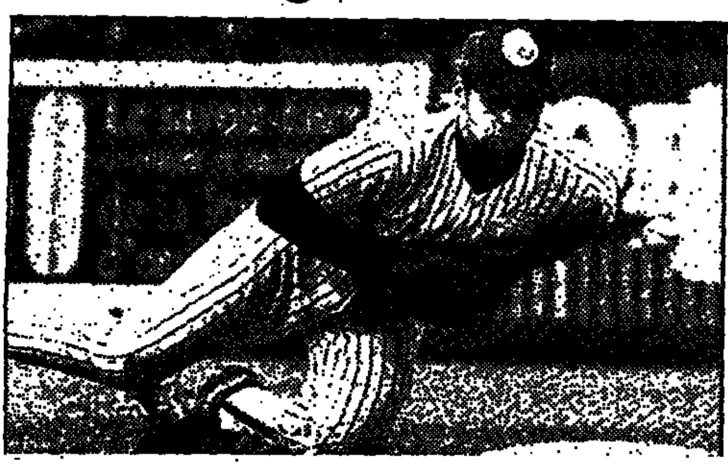
« Grâce aux moyens financiers, explique Patrick Tugault, *nous pouvons faire monter la pression. »* Cet ancien pratiquant d'aviron s'est installé à la Fédération en 1981 avec la foi d'un chef d'entreprise, commandant même à l'époque une étude de marketing. *« Quatre points noirs ont été isolés,* rappelle-t-il. *La formation des cadres, l'absence de mémoire collective dans un pays où le baseball était inconnu, les équipements et les terrains. »*

Enfants de la batte

Près de trois cents écoliers français ont découvert ce sport grâce à un lot d'équipements qui tournent dans les établissements scolaires. Et la panoplie du parfait joueur orne les présentoirs des magasins de sport. Karl et Ange, douze ans chacun, fils de forains, sillonnent l'Europe dans la foulée itinérante de leurs parents. Batte, gant et balle leur suffisent pour jouer sur un trottoir de Bruxelles, dans un square d'Anvers ou sur un carré de pelouse de Stuttgart. *« Un sport original,* dit Karl. *Il demande de l'adresse. Et surtout, il est pratique pour nous : il suffit d'être deux. »*

Le drame du baseball français reste le manque de terrains. *« Nous sommes des squatters,* s'insurge le puciste Olivier Dubaut. *Nous menons une vie de bohème. »* Voilà des années qu'il rêve d'un terrain parisien qui n'obligerait plus ses joueurs à courir la banlieue et à partager les pelouses avec d'autres sportifs. Pour quatre millions de francs, un vrai stade pourrait s'élever à Gentilly. *« Le championnat d'Europe 1986,* répond Olivier Dubaut, *a fait passer notre école puciste de cent à trois cents jeunes. »* Une poussée de croissance qu'il faut bien accepter, même si elle pose de sérieux problèmes d'organisation.

MICHEL DESFONTAINES.



AFP

Le plongeon d'un joueur de Parme, l'équipe gagnante des Championnats d'Europe de base-ball.

Les résultats

Athlétisme

JOURNÉE DE SÉLECTION FRANÇAISE

Avec un temps de 13 secondes 54 au 110 m haies, Stéphane Caristan a confirmé qu'il était prêt pour la Coupe d'Europe qui a lieu ce week-end en Suède.

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1
Grand Prix de Detroit

Classement. – 1. Senna (Lotus Honda), les 253,449 km en 1 h 50 mn 16 s 358 ; 2. Piquet (Williams Honda), à 33 s 819 ; 3. Prost (McLaren TAG), à 45 s 327 ; 4. Berger (Ferrari), à 1 mn 2 s 801 ; 5. Mansell (Williams Honda), à 1 tour.

Championnat du monde des pilotes. – 1. Senna, 24 pts ; 2. Prost, 22 ; 3. Piquet, 18 ; 4. Johansson, 13 ; 5. Mansell, 12.

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE

A trente-trois ans, le médaillé olympique, Philippe Boisse, a remporté samedi 20 juin, à Besançon son cinquième titre de champion de France à l'épée en battant Eric Srecki (11-9).

Vol à moteur

Le vol de Howard Hughes, le 10 juillet 1938, appartient un peu plus au passé depuis qu'un avion Lockeed, vieux de 50 ans, a effectué un tour du monde en 91 heures 17 mn. En se posant, dimanche 21 juin au Bourget, Henri Pescarolo et ses compagnons ont réussi a effectuer les 24 000 kilomètres en deux heures de moins que le célèbre milliardaire.

ESCALADE : Internationaux de France

Le duel des femmes-araignées

Grimpeurs et grimpeuses se sont affrontés lors des deux derniers week-ends sur les falaises du Pas-de-l'Ours près de Thonon-les-Bains. Interrompu le 14 juin, à la suite des trombes d'eau qui tombaient sur le site, les premiers Internationaux de France d'escalade se sont terminés dimanche 21 juin. L'absence de Catherine Destivelle, lors de ces *« prolongations »*, a empêché le duel qu'elle avait entamé avec sa benjamine Isabelle Patissier de se poursuivre.

THONON-LES-BAINS
de notre envoyé spécial

Collant rouge et collant acier, les deux silhouettes qui s'attaquent successivement aux rochers se déplacent avec la même aisance. Les petits corps de femme s'agrippent à la paroi. Les doigts tâtonnent à la recherche de la prise avant que les membres ne se replient. Telles des araignées, les grimpeuses déposent leur fil. Le succès est là-haut, 20 mètres au-dessus du sol, à droite de cette saillie qu'il faut éviter. La victoire s'obtient grâce à la réflexion qui empêche les efforts vains et pousse à la recherche de la voie.

En beauté, mêlant la grâce à la rapidité, les deux Françaises ont déjoué les pièges de la compétition. Elles ont obtenu leur qualification pour la finale des Internationaux de France d'escalade qui ont eu lieu le dimanche 21 juin à Thonon-les-Bains. Catherine Destivelle et Isabelle Patissier, frisettes brunes et tresse blonde, deux vedettes des falaises, deux professionnelles de la « grimpe » s'amusent des obstacles naturels.

Taille modeste et poids plume, les deux filles rivalisent d'agilité pour obtenir la consécration nationale dans une épreuve où les yeux des sponsors ont presque plus d'importance que ceux du public. Mais les motivations sont différentes. Catherine, la reine en titre, cherche à maintenir son pouvoir. Isabelle, la benjamine, monte à l'assaut du trône.

Grimpeuses aux mains nues

Un combat au sommet bien loin des autres dames de la cour que seule l'Américaine Lynn Hill, la gagnante des falaises de Troubat, en septembre 1986, peut venir bouleverser. Une lutte intense entre deux belles grimpeuses qui s'estiment et se fuient. *« Nous sommes très proches l'une de l'autre »*, reconnaît Isabelle, même si son sourire dissimule à peine une envie de dépasser cette situation.

Mais Catherine n'est pas femme à se laisser faire sans combattre. Du caractère, elle en possède cette Parisienne de vingt-sept ans. Les parois de grès de la forêt, c'est son père qui les lui a fait découvrir lors de balades près de Fontainebleau. A seize ans, après avoir fréquenté le Club alpin, elle s'attaque à des blocs où ses compagnons de jeu sont des grimpeurs émérites. Les falaises du Verdon lui font aimer ce sport qu'elle pratique à toute vitesse. Les sorties *« pour le plaisir »* se transforment en travail lorsque des producteurs de cinéma s'approprient ses évolutions. Télévision, doublages pour le cinéma s'enchaînent jusqu'à ce que la jeune fille craque. *« A un certain moment j'en ai eu ras le bol »*, explique Catherine pour justifier sa sortie du circuit des falaises.

Trois ans d'absence consacrés à ses études puis à son métier de masseur-kinésithérapeute, mais aussi à la vie dont elle souhaitait profiter à vingt-deux ans. C'est le cinéma, une nouvelle fois, qui la conduit au pied des parois. Sollicitée par Robert Nicod, elle accepte, en 1985, d'être l'héroïne sympathique du film *E pericoloso sporgersi*. Elle reprend l'entraînement et un mode de vie plus spartiate. La rencontre avec l'alpiniste Lothar Mauch précipite la jeune fille vers le milieu professionnel. Les compétitions succèdent aux tournées de photos et, devenue *« la grimpeuse aux mains nues »*, Catherine laisse Lothar faire fructifier son image : *« Il est très fort et il a une bonne réputation auprès des sponsors. »*

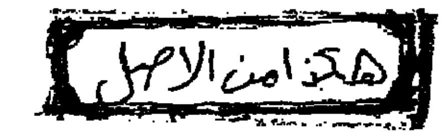
Star, elle reste malgré tout sereine : *« Les sponsors me demandent de courir, mais, comme je progresse encore cela me procure du plaisir. »* Un jour elle est capable de tirer à nouveau le rideau. Elle le sait. Elle le dit, mais, *« tant que le plaisir est là, autant en profiter »*. Pour les filles qui l'ont vue et qui sont tentées par l'escalade, elle continue. Pour ces futures grimpeuses, elle rédige un livre et vient de terminer un nouveau film.

Catherine souhaite que de plus en plus de femmes pratiquent l'escalade. Elle désire cependant demeurer la première de ces dames. L'irruption d'Isabelle Patissier la motive et l'oblige à se présenter dans des épreuves organisées par la Fédération française d'escalade.

Isabelle, la petite étudiante en éducation physique est devenue, cette année, une vraie professionnelle. A vingt ans, la Lyonnaise a abandonné ses études pour se consacrer au circuit international. Elle rentre du Japon et part au mois de juillet aux Etats-Unis pour des séries de photos. *« J'aime beaucoup voyager »*, assure la gracieuse blonde en repoussant les mèches qui s'échappent de sa tresse. Après avoir progressé de façon spectaculaire et remporté l'Open de France In door, l'an dernier, Isabelle a repris l'entraînement. Elle l'avait interrompu pendant près de six mois à la suite d'une blessure à la cuisse, résultat d'une mauvaise chute en parapente.

Boulimique, Isabelle se jette dans les défis sportifs avec une assurance tranquille. Chaque jour elle s'offre cinq à six heures d'escalade. Elle abandonne son gros berger allemand auprès du sac à dos avant de travailler ses contractions. Fière de son style très élégant, la petite prétendante espère bien l'emporter sur son aînée. Fabricants de matériel et commerçants sont là pour observer le duel.

SERGE BOLLOCH.





La Société des Lecteurs du Monde

vous invite à participer au développement du Monde

LE secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie — l'une des plus modernes d'Europe, — ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever le défi de la modernisation.

Elle procède actuellement à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

AVERTISSEMENT DE LA COB

1. – L'attention du souscripteur est attirée sur l'absence de marché organisé des titres.
2. – Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le conseil d'administration.
3. – L'exercice du droit de vote en assemblée générale est limité à 10 voix.

La note d'information parue dans *le Monde* daté du 5 juin a reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse nº 87-181 du 26 mai 1987. La notice légale a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 1er juin 1987.



AUGMENTATION DE CAPITAL

Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé.

DEMANDE D'INFORMATION

Veuillez me faire parvenir par retour de courrier et sans engagement de ma part le dossier complet sur l'augmentation de capital de la Société des Lecteurs du Monde.

Nom ______________ *Prénom* ______________

Adresse ______________

____

Code postal ______________ *Localité* ______________

Bulletin à renvoyer à : Société des Lecteurs du Monde, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

POUR SOUSCRIRE IMMÉDIATEMENT REMPLISSEZ LE MANDAT CI-CONTRE

Vous avez rempli votre mandat de souscription et établi votre chèque.

● *Il reste à préciser* LA FORME DES TITRES.

Les actions de la Société des Lecteurs du « Monde » sont en effet obligatoirement nominatives ; elles sont représentées par des inscriptions en comptes dont la gestion est assurée :

● *soit par la Société des Lecteurs du « Monde » seulement, c'est la forme dite « titre nominatif pur » ;*

● *soit par l'intermédiaire financier de votre choix qui peut gérer également d'autres titres de votre portefeuille, c'est la forme dite « titre nominatif administré ».*

Dans ce cas, le coût de la gestion est à votre charge.

● *Les chèques doivent être libellés à l'ordre de la Société des Lecteurs du « Monde ».*

● *N'omettez pas de dater et de signer vos documents.*

● *Pour faciliter la gestion des droits de souscription nous vous demandons d'adresser votre courrier directement à la Société des Lecteurs du « Monde », 5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Pour en savoir plus :

● Sur MINITEL : 36-15 tapez LEMONDE puis SLM.

● Sur place : 24, rue Chauchat, Paris 9e (2e étage dans les locaux du *Monde des philatélistes*).

POUR SOUSCRIRE REMPLISSEZ CES MANDATS

(Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé pour souscrire à l'augmentation ou vendre vos droits)

Société des lecteurs **Le Monde**

Société anonyme au capital de 16 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 749 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquérir des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société *LE MONDE ;*
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société *LE MONDE*, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société *LE MONDE* serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 16 500 000 F A 33 000 000 F
par l'émission, au prix de 750 F, soit avec une prime de 250 F,
de 33 000 actions nouvelles
de 500 F nominal créées jouissance du 1er janvier 1987

Décisions du conseil d'administration du 6 mai 1987 prises en vertu de l'autorisation et des pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mars 1987.

La notice exigée par la loi a été publiée au « *Bulletin* des annonces légales obligatoires » du 1er juin 1987.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 87-181 en date du 26 mai 1987 de la Commission des opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 33 000 actions émises seront déposés chez la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

La souscription des actions nouvelles est réservée, par préférence, aux actionnaires actuels (ou aux cessionnaires de leurs droits) qui peuvent souscrire à titre irréductible à raison de

1 ACTION NOUVELLE DE 500 F NOMINAL
POUR 1 ACTION ANCIENNE DE MÊME NOMINAL.

Les actionnaires peuvent en outre souscrire à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées sur les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées, sans intérêt.

PRIX D'ÉMISSION : 750 F PAR ACTION
Souscription ouverte du 9 juin au 8 juillet 1987

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le conseil d'Administration.

Cette formule déposée chez un intermédiaire financier sera utilisée comme justificatif du mandat de souscription (art. 3-1 de la loi du 3 janvier 1983).

Société des lecteurs **Le Monde**

Cette formule fait office de bulletin de souscription lorsque ne sont pas applicables les dispositions de l'article 3-1 de la loi 83/1 du 3 janvier 1983. Dans ce cas, elle est soumise au timbre payé sur état. (Autorisation générale du 19 juillet 1966 n° 587 du registre spécial tenu par la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

MANDAT DE SOUSCRIPTION

à l'augmentation de capital de 16 500 000 F à 33 000 000 F
dont les modalités sont indiquées au verso

Ne rien inscrire dans ce cadre réservé au centralisateur

ATTRIBUTION	
Irréductibles	
Réductibles	
TOTAL	

Je soussigné(e)

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Succ. ☐ Sté ☐ Cie ☐

Nom

Prénoms

Pour les femmes mariées, nom de jeune fille

Adresse

Code postal Localité

Déclare avoir pris connaissance des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées aux notices et avis aux actionnaires mentionnés au verso,

Je souhaite acheter, dans la mesure des possibilités .... droits de souscription, au prix de 175 F l'un.

et déclare souscrire

1° ______ (en chiffres) actions nouvelles à TITRE IRRÉDUCTIBLE,

et verser
- 750 F par action, soit .... F
- 175 F par droit (1 par action) .... F

2° ______ (en chiffres) actions nouvelles à TITRE RÉDUCTIBLE,

et verser 750 F par action, soit .... F

VERSEMENT TOTAL .... F

Que je règle par chèque ci-joint établi à l'ordre de la SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU *MONDE*.

Je demande l'inscription en compte à mon nom de ce(s) titre(s) sous la forme (1)
- nominative « pure » compte ordinaire (1)
  compte CEA (1)
- nominative « administrée » chez (2) ______

Il est bien entendu, que s'il ne m'était pas possible d'acquérir la quantité de droits de souscription demandée, les sommes versées en trop à l'appui de ma demande de souscription me seraient remboursées sans intérêt.

Fait à ______ le ______ 1987
(en deux exemplaires, dont un est resté en ma possession)

Signature :

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Indiquer le nom de la banque ou de l'agent de change choisi par le souscripteur et joindre le RIB (relevé d'identité bancaire).

Société des lecteurs Le Monde

Société anonyme au capital de 16 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 749 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquérir des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société LE MONDE ;
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société LE MONDE, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société LE MONDE serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 16 500 000 F A 33 000 000 F
par l'émission, au prix de 750 F, soit avec une prime de 250 F,
de 33 000 actions nouvelles
de 500 F nominal créées jouissance du 1er janvier 1987

Décisions du conseil d'administration du 6 mai 1987 prises en vertu de l'autorisation et des pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mars 1987.

La notice exigée par la loi a été publiée au « Bulletin des annonces légales obligatoires » du 1er juin 1987.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 87-181 en date du 26 mai 1987 de la Commission des opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 33 000 actions émises seront déposés chez la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

La souscription des actions nouvelles est réservée, par préférence, aux actionnaires actuels (ou aux cessionnaires de leurs droits) qui peuvent souscrire à titre irréductible à raison de

1 ACTION NOUVELLE DE 500 F NOMINAL
POUR 1 ACTION ANCIENNE DE MÊME NOMINAL.

Les actionnaires peuvent en outre souscrire à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées sur les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées, sans intérêt.

PRIX D'ÉMISSION : 750 F PAR ACTION
Souscription ouverte du 9 juin au 8 juillet 1987

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le conseil d'Administration.

Cette formule déposée chez un intermédiaire financier sera utilisée comme justificatif du mandat de souscription (art. 3-1 de la loi du 3 janvier 1983).

Société des lecteurs Le Monde

Cette formule fait office de bulletin de souscription lorsque ne sont pas applicables les dispositions de l'article 3-1 de la loi 83/1 du 3 janvier 1983. Dans ce cas, elle est soumise au timbre payé sur état. (Autorisation générale du 19 juillet 1966 n° 587 du registre spécial tenu par la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

MANDAT DE SOUSCRIPTION
à l'augmentation de capital de 16 500 000 F à 33 000 000 F
dont les modalités sont indiquées au verso

Ne rien inscrire dans ce cadre réservé au centralisateur

ATTRIBUTION
Irréductibles
Réductibles
TOTAL

Je soussigné(e)

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Succ. ☐ Sté ☐ Cie ☐

Nom

Prénoms

Pour les femmes mariées, nom de jeune fille

Adresse

Code postal Localité

Déclare avoir pris connaissance des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées aux notices et avis aux actionnaires mentionnés au verso,

Je souhaite acheter, dans la mesure des possibilités .... droits de souscription, au prix de 175 F l'un.

et déclare souscrire

1° ______ (en chiffres) actions nouvelles à TITRE IRRÉDUCTIBLE,

et verser
- 750 F par action, soit .... F
- 175 F par droit (1 par action) .... F

2° ______ (en chiffres) actions nouvelles à TITRE RÉDUCTIBLE,

et verser 750 F par action, soit .... F

VERSEMENT TOTAL .... F

Que je règle par chèque ci-joint établi à l'ordre de la SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE.

Je demande l'inscription en compte à mon nom de ce(s) titre(s) sous la forme (1)
- nominative « pure » compte ordinaire (1)
  compte CEA (1)
- nominative « administrée » chez (2) ______

Il est bien entendu, que s'il ne m'était pas possible d'acquérir la quantité de droits de souscription demandée, les sommes versées en trop à l'appui de ma demande de souscription me seraient remboursées sans intérêt.

Fait à ______ le ______ 1987
(en deux exemplaires, dont un est resté en ma possession)

Signature :

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Indiquer le nom de la banque ou de l'agent de change choisi par le souscripteur et joindre le RIB (relevé d'identité bancaire).

Culture

MUSIQUES

La première d'« Extasis » à Genève

Pour réchauffer les frileux

Un festival de musique contemporaine est né en Suisse. Ailleurs, ce genre de manifestation tend plutôt à disparaître. Entorse réconfortante à la prudence helvète.

Imaginez que l'on vous propose, là, tout à trac, la responsabilité d'un festival de musique contemporaine. Vous aspireriez à un budget confortable, à l'entière confiance de vos financiers pour vos goûts et vos choix, à une entière liberté. Vous y ajouteriez un vœu secret : que ceux qui vous ont mandaté ne fassent pas semblant de croire qu'en raison de ces facilités votre tâche sera aisée. Sauvées de la pauvreté et de la marginalité, les œuvres qui méritent d'être exécutées sèmeront la discorde et seront toujours en partie rejetées.

Plus on est riche, direz-vous alors avec dignité, plus on doit faire fi de la rentabilité. Puisqu'en Suisse on est plus riche qu'ailleurs, dit René Beau, père d'un festival nouveau-né entièrement financé par la municipalité de Genève, ne jugez pas d'emblée l'avenir de mon projet au nombre de places occupées.

Cela pour les principes et la dignité. Car dans les faits, pour s'en tenir aux seules entrées, il se peut que cette première édition d'*Extasis* — bel usage de l'antiphrase — soit un succès. La *Sinfonia* de Berio n'a certes pas empli les Champs-Elysées genevois, Victoria Hall, où Mozart et Beethoven résonnent toute l'année pour un public d'abonnés. Mais *A-Ronne*, du même, confronté aux *Aventures et nouvelles aventures* de Ligeti, ont fait salle comble et ovations réjouies au Palladium, dancing reconverti en (excellent) auditorium, où les habitués de l'Orchestre de la Suisse romande n'ont même pas tenté de s'aventurer. Comme partout, *place aux jeunes, dont on se* demande où ils trouvent le reste de l'année, un peu d'air frais. Maintenant que Béjart se fixe à Lausanne, il est vrai...

« Vous connaissez les deux qualités du peuple suisse : prudence, prudence. » René Beau ne persifle pas les vertus nationales pour prétendre seul à la témérité. Responsable toute l'année des activités musicales de la municipalité (1), acquis au *« service de la communauté »* dans la seule ville suisse qui entretienne une délégation culturelle — et un opéra en pleine prospérité, — ce professionnel estimé a renoncé sans grands regrets à un « Royan suisse » pour s'inspirer du *Musica* strasbourgeois : grands classiques du quart du siècle écoulé ; interprètes insoupçonnables (ensembles Intercontemporain et 2E2M avec l'aide de l'Association française d'action artistique, Schola cantorum de Stuttgart, Institut für neue müsik de Friebourg, Orchestre de la Suisse romande, Orchestre de chambre écossais en partie financé par le British Council ; thématiques évidentes ; rapprochements éloquents. Un budget de 1,5 million de francs suisses (environ 6 millions de francs français, soit le financement de *Musica* pour seize concerts seulement), rediscuté chaque année, semble ainsi assuré jusqu'en 1990.

Heureusement pour les Français

Mais... *« Notre radio a depuis longtemps abandonné la cause de la musique contemporaine. Les artistes nationaux, Michel Tabachnik, Charles Dutoit, ont préféré travailler à l'étranger. Ernest Ansermet et son despotisme intelligent n'ont jamais été remplacés. Armin Jordan, titulaire de l'Orchestre de la Suisse romande, est actuellement le seul interprète suisse à faire carrière chez lui, Klaus Huber le seul compositeur à être connu à l'extérieur. Si Genève possède un nombre record de galeries au mètre carré, c'est que l'art est un marché. Mais la musique de notre siècle est une activité à perte. »*

« Songez qu'on n'a jamais donné Pli selon pli *à Genève : avec* Extasis, *je m'adresse à des gens qui mangent quotidiennement un beefsteak pommes frites et à qui je demande de modifier légèrement leur menu : il ne m'en sauront pas forcément gré. »*

Mais heureusement pour les Français qu'*Extasis* existe désormais : on peut y entendre des œuvres dont la vie tend à se réduire au disque (*Sinfonia*, récemment réédité) ou à s'interrompre tout à fait : *Aventures et Nouvelles Aventures*, dont la création a marqué nos années 60, apparaît vingt ans après comme un aspect oublié du génie de Ligeti, au profit des grandes œuvres instrumentales, leur recherche d'une fusion des timbres et d'une forme sans aspérités.

Un chanteur. Deux chanteuses. Dans la « fosse » (très légèrement en contrebas), une flûte, un cor, un violoncelle, une contrebasse, un piano, un clavecin, une percussion hétéroclite — tapis persan, service à thé. Tous s'associent sans se toucher dans une suite hâchée de très brefs instantanés, éclats de voix, de gestes et de timbres aussi minutieusement notés qu'une partition de chambre, onomatopées déconnectées, mots inventés pour la circonstance, langage aussi fascinant que dénué de sens et d'allusion à une quelconque réalité : l'action est dans le son, l'intérêt strictement musical.

Alors que, avec quelques mots baragouinés en plusieurs langues, cinq chanteurs immobiles dont seuls les visages sont visibles, avec aussi une bonne dose d'ironie et un don de la parodie des styles jamais démenti, Berio, dans *A-Ronne*, fait de l'excellent théâtre et fort peu de musique. Groupe vocal Electric Phœnix, ensemble instrumental Contrechamps, direction Giorgio Bernasconi, tous épatants de conviction et de précision.

ANNE REY.

(1) Une grande série « Orient-Occident », intitulée *l'Inde à Genève*, propose du 2 juillet au 21 août des œuvres de Parem Vir et Subramaniam, des récital Lakschmi Shankar, Chaurasia, Ravikiram, des œuvres de La Monte Young, Yoshida, Takemitsu, Esyyad, *Padmavati*, de Roussel, *Salomé*, de Roussel...

★ Prochains concerts : Xenakis par l'Orchestre de la Suisse romande, direction Michel Tabachnik (le 24, Victoria Hall) ; Mathews, Weir, Haper, Peter Maxwell Davies (le 25, Grand casino).

Animation à la Défense

De passage, en touriste

Rude métier que l'animisme immobilier, et les « spirites » culturels de l'EPAD (1), chargés d'insuffler au quartier de la Défense ce supplément d'âme que revendiquent pour lui ses promoteurs, n'en sont qu'au tout début encore, à en juger d'après la onzième édition, en cours, de Musique à la Défense : quatre semaines de concerts gratuits à l'heure du déjeuner, tout au long du mois de juin, mais auxquels une météo catastrophique n'est pas seule à imposer cette ambiance bien frileuse !

C'est qu'à l'inverse de Paris *intra muros* — seule grande cité d'Europe à n'avoir pas à intervenir, ou guère, pour que ses espaces publics, des Halles au parvis Beaubourg *via* les couloirs du métro, se mettent spontanément en musique — la Défense ne peut compter pour s'animer que sur ses propres forces, et elles sont ici bien chichement mesurées...

La démesure est évidente entre la vocation du site — modernisme, affaires et visées mondiales — et un programme plutôt digne de quelque association de commerçants dans un bourg calme de province. Tout jugement de goût mis à part, une demi-douzaine de big-bands amateurs (pour la première semaine) et une poignée d'ensembles folkloriques d'Afrique ou d'Amérique latine (pour la deuxième, censée affirmer le cosmopolitisme du projet Défense) avaient-ils bien leur place ici ? Et sans vouloir rien exclure d'avance — ne serait-ce qu'en souvenir d'une torride apparition de Nazare Pereira, il y a trois ans, — les musiques populaires du Brésil, pour la dernière semaine, ont-elles plus de rapport avec le caractère original du lieu ?

Cette semaine de la chanson française, qui se termine ce vendredi avec Frédéric François et Marcel Amont en vedettes, aura surtout manqué de moyens. A confier la conception du spectacle à une radio périphérique, il fallait s'attendre qu'il ressemble moins à un festival de chanson qu'à une émission de variétés à petit budget, où les écuries de production délèguent pour un galop d'essai (un ou deux airs en play-back, avant les tournées des plages cet été), une dizaine chaque jour de leurs poulains encore verts.

Manque d'envergure, de rigueur, de nouveauté — et surtout du bon vieux « crochet radiophonique » d'antan pour faire le tri entre l'insignifiant et le simplement moyen et en arriver plus vite à la tête d'affiche, seule à disposer d'une intendance complète et d'un temps de passage propre à trouver la température du public (quelques centaines de fidèles et le double de badauds sporadiques) et la sienne.

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Etablissement public pour l'aménagement de la défense.

★ Du 22 au 26 juin, de 12 à 14 heures, place de la Défense, une sélection de musiques et danses populaires du Brésil (avec entre autres Maria Dapparecida, le jeudi 25), et un carnaval brésilien en point d'orgue le 26 en soirée.

« Jules César », de Haendel, à l'Opéra

Les yeux n'ont pas d'oreilles

Imagerie décalée et comparses inoccupés pour un opéra seria. L'exécution musicale, de qualité, ne méritait pas d'être ainsi maltraitée.

Après la résurrection si réussie d'*Atys*, de Lully, salle Favart, on pouvait attendre beaucoup du *Jules César* de Haendel : son exécution, sous la direction de Jean-Claude Malgoire, avec les instruments convenables et des voix respectant les tessitures originales, dénotait un souci de fidélité à la partition. Ce n'est pas la manière dont on traitait jusqu'ici le répertoire classique (de Monteverdi à Rameau) au palais Garnier.

Mais il y a loin de la tragédie lyrique française, calquée sur le théâtre et délibérément spectaculaire, à l'opéra seria. Celui-ci, qui se nourrit essentiellement des prouesses du chant, ressemble davantage à un concert vocal ou, si l'on veut, à une suite de concertos pour voix. L'action ne sert qu'à justifier le caractère des airs : jubilation, déploration, amour, colère... La fragilité de la tragédie lyrique est qu'on ne peut guère séparer l'intérêt musical d'une intrigue dont l'actualité s'est émoussée avec le temps ; la force de l'opéra seria est de ne s'appuyer que sur l'expression des sentiments les plus éternels et sur la virtuosité intelligente, elle aussi de tous les lieux et de tous les temps.

Il n'y avait donc pas lieu de craindre davantage pour *Jules César* que pour *Atys*. C'était compter sans la manie du spectacle et le besoin de rendre scénique ce qui, par nature, ne l'est pas.

Valérie Masterson (Cléopâtre) et Jochen Kowalski (Ptolémée)

Impossible de faire avancer l'action tandis qu'un chanteur décrit par des métaphores l'état de son âme selon la convention (cela dure parfois une dizaine de minutes !) : on peut seulement occuper l'œil des spectateurs en faisant intervenir des comparses pendant ce temps-là. Comme il n'y a entre ce qu'on voit et ce qu'on entend aucun lien de nécessité — sinon celle de distraire — au sens propre — l'attention de ce qui devrait être son objet principal — la musique, — on ne peut parler ici de mise en scène que par allusion à la mise en boîte. Nicolas Hytner possède, en ce domaine, un talent évident.

Cette animation rapportée, ces gags dont on sourirait à peine dans un feuilleton télévisé, c'est peu si l'on trouve la musique interminable, c'est trop si l'on souhaite se concentrer sur la partie musicale du spectacle. Il y eut bien, le soir de la première, quelques protestations, quelques sifflets largement couverts à la fin par des « bravos », mais cinq minutes d'applaudissements en tout et pour tout ne permettent pas de penser que l'impression était bien vive.

Les décors et les costumes de David Fieldings, aux couleurs nettes et harmonieuses, se laissent regarder avec plaisir. C'est leur principal mérite, en dehors de celui, plus discutable, de servir la fable imaginée par le metteur en scène : des explorateurs britanniques, en costumes du dix-huitième siècle, sont en visite chez un émir producteur de pétrole, dont la sœur, Cléopâtre, aime beaucoup le champagne... Rien ne manque à la couleur locale : thé à la menthe, vrai-faux crocodile, sarcophages décoratifs... on en tirera pour les press-books de jolies photos muettes.

Bien qu'elle entrave un peu le déroulement du spectacle, il faut pourtant remarquer que la partie musicale constitue l'événement le plus remarquable de cette nouvelle production. Sans doute l'ouvrage est-il inégal : deux beaux duos, une demi-douzaine d'airs marquants, une dizaine d'autres agréables sur trente-huit numéros, la proportion reste modeste, sauf pour les véritables connaisseurs. On se demandait si les volontaires choisis parmi les musiciens de l'Opéra se mettraient sans encombre aux instruments baroques ; à quelques défaillances près, on peut répondre par l'affirmative, et Jean-Claude Malgoire, qui a amené avec lui quelques renforts et son continuo, les dirige avec sa verve habituelle et rattrape en souplesse les rares incertitudes des chanteurs.

La distribution est un peu hybride ; les trois hautes-contre : Graham Pushee (César), Jochen Kowalski (Ptolémée) et Dominique Visse (Nirenius), possèdent une plus grande familiarité avec le style baroque que leurs partenaires, un sens de la pulsation rythmique qui manque à Hanna Schwarz (Cornélie) malgré les qualités vocales de celle-ci. La souplesse naturelle de Valérie Masterson, qui chante Cléopâtre comme on devrait chanter Manon, ou de Suzanne Quittmeyer (Sextus-Chérubin) contribuent à réduire l'hiatus, en sorte que le plateau, dominé par Graham Pushee et Valérie Mastersp, présente une homogénéité suffisante. Guillemette Laurens, qui sera Cornélie certains soirs, ne manquera pas d'y apporter *ses précieuses qualités*.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations le 23 juin à 20 heures, les 26, 29 juin, 2, 7 et 11 juillet à 19 h 30 et le 14 juillet à 15 heures (matinée gratuite). Outre le numéro 97 de l'*Avant-scène-opéra* consacré à *Jules César*, il faut signaler la parution en France d'un livre fondamental de Rodolfo Celetti, *Histoire du bel canto*, indispensable à qui veut pénétrer les arcanes de l'opéra baroque et de son esthétique (Éditions Fayard, 280 pages, 130 F).

Fausses notes au Festival de Lourdes

C'est la révolution au sein du comité d'organisation du Festival de musique et d'art sacrés de Lourdes avant son 20e anniversaire, prévu à Pâques 1988. Il y avait déjà eu beaucoup de fausses notes pendant la dix-neuvième édition entre le directeur artistique et chef d'orchestre allemand, Kurt Redel, et le secrétaire général de Tarbes, M. Georges Loustalot. Les deux hommes viennent d'être purement et simplement « remerciés ». En fait, l'évêque de Tarbes et Lourdes, Mgr Henri Donze, a voulu couper court à leurs querelles. Il a ainsi écarté les deux chevilles ouvrières de cette manifestation internationale et décidé que l'évêché en assurerait désormais l'organisation.

La ville de Lourdes, et son sénateur maire, M. François Abadie (MRG), principal bailleur de fonds avec une subvention de 390 000 F, a suivi l'évêché dans sa décision couperet : la ville de Tarbes, coorganisateur à raison de 120 000 F, s'est alors retirée du comité d'organisation. Me Bertrand, l'adjoint au maire chargé de la culture, a fait savoir que sa municipalité se réservait le droit d'acheter un ou deux concerts.

Le festival sera désormais dirigé par M. Irraçabal, organisateur de concerts à Lescar (Pyrénées-Altantiques), par un avocat, Me Berranger, et par l'organiste des sanctuaires de Lourdes, M. Jean-Paul Lecot, tous membres de l'ancien comité d'organisation. Quant au programme annoncé, il ne fait pas la part belle à la musique moderne : dans un avant-projet, on relève un oratorio de Haendel (*la Résurrection*), les *Vêpres* de Monteverdi, une messe de Josquin des Prés et la *Messe en si* de Bach, déjà donnée cette année.

J. B.

La semaine du mélomane

Soirées sans histoire pour le mélomane qui ira écouter, **lundi**, l'Opéra de chambre de Paris et la Camerata de Versailles dans *la Vera Costanza*, de Haydn, au théâtre Déjazet (41, boulevard du Temple), sous la direction d'Amaury du Clozel (Ana-Maria Miranda, Maryse Castets, Ivan Matiakh, etc.), les 22, 23, 25, 26, 27 et 29 juin à 20 h 30, tél. : 48-04-74-84.

Mardi, Jessye Norman, dans un récital de mélodies françaises (Debussy, Poulenc) et de negro spirituals, à 21 heures, à la Maison de la culture de Bobigny, tél. : 48-31-11-45.

Mercredi, l'Ensemble vocal et orchestral de la Chapelle royale (motets de J.-S. Bach et cantate de Jean-Chrétien Bach) sous la direction de Philippe Herreweghe, à 20 h 30, en l'église Saint-Denis-de-l'Estrée, 55, boulevard Jules-Guesde à Saint-Denis, tél. : 42-43-33-55.

Jeudi, la claveciniste Elizabeth Chojnacka et l'Atelier des chœurs de Radio-France, à 20 h 30, au Centre Pompidou (œuvres de Xenakis, Lachartre et Reibel). Car on ne croit guère à la venue d'Arturo Benedetti-Michelangeli, annoncée avec l'Ensemble orchestral de Paris, les 25 et 27 juin, salle Pleyel à 20 h 30, tél. : 45-63-88-73.

Samedi, Perspectives du vingtième siècle au grand auditorium de Radio-France (entrée libre) à 15 heures ; des œuvres de Ginastera, Chostakovitch et André Richard par le Quatuor Arcana ; à 16 h 30, lieder d'Adorno et de Schoenberg ; à 18 heures, créations de Milson Babbitt, Stephan Wolpe, Gérard Condé et Ahmed Essyad par l'Ensemble Forum.

G. C.

DANSE

Wim Vandekeybus - Lisa Marcus et Barbara Duyfjes

La filière flamande

Du côté d'Amsterdam et de Bruxelles la danse bouge. Un théâtre mouvement, influencé par Pina Bausch ou les post-modern.

La personnalité d'Anne-Teresa de Keersmaeker a attiré l'attention sur la jeune danse flamande. Très variée dans son propos, elle se caractérise d'abord par la violence des rapports humains.

Wim Vandekeybus programmé au Festival de la musique de Saint-Denis est belge lui aussi. Il a étudié la danse classique, moderne, et... le tango. Son spectacle, *Ceux dont le corps ne se souvient pas*, va avec la musique d'un « maximaliste », Thierry de May, auteur entre autres de la bande sonore de *Rosas danst Rosas*, chorégraphie d'Anne-Theresa de Keermaeker.

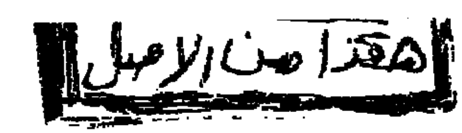
La performance signée Eduardo Torroja, conçue par l'improvisation collective d'une dizaine de danseurs de tailles et de tempéraments très différents. Gestes tétanisés, roulades au sol, traversées en diagonales avec rapt de serviettes, lancer de briques, effets de répétitions qui s'accumulent, s'accélèrent.

Les gestes banals se transforment peu à peu en une danse contact — esquive dangereuse, très maîtrisée, qui se charge d'énergie et d'émotion. La composition théâtrale rappelle assez les travaux de David Gordon et ses stratégies offensives-défensives mais en plus rapide, plus violent, une sorte d'art brut. Chaque séquence, tonique et divertissante, est reprise obstinément jusqu'à l'usure. Et là, c'est trop.

Avec Barbara Duyfjes et Lisa Marcus, invitées un soir au TBB par l'organisation « danse sans visa », on passe dans un univers beaucoup plus ambigu, très féminin. Un lit, des chaînes, un autel paré de bougies, un jeu de glaces sont le prétexte à une enquête d'identité. La relation à deux — mais il s'agit peut-être d'un reflet — s'exprime dans le sado-masochisme. Inspiré de l'œuvre de la photographie américaine, Diane Airbus, *The Perfect Portrait*, propose une succession d'images irréelles, plus perverses, qui mettent le spectateur en situation de voyeur. Dans les meilleurs moments les fantasmes des deux danseuses (danseuses mais à la façon d'une Graziella Martinez), projetés en miroir dans le décor de Jan Van Velden, ramènent au climat de Delvaux ou de Bellmer.

MARCELLE MICHEL.

★ *Ceux dont le corps ne se souvient pas* sera présenté à Rouen au palais de justice les 23 et 24 juin, à 20 h 30, dans le cadre du Festival de Seine-Maritime.



Culture

Les quatrièmes Journées internationales Georges Brassens à Sète

A l'enseigne des copains d'abord

Un festival intime, maritime et pluridisciplinaire où l'on cultive la littérature, le cinéma et la chanson, avec, en prime, l'amitié.

Les quatrièmes Journées Georges Brassens se sont achevées samedi soir, au théâtre Molière de Sète, par un très joli moment de musique et d'émotion. Plus besoin de se poser la question : *« Esprit es-tu là ? »* L'esprit de Brassens soufflait soudain sur la salle subjuguée et sur la scène où Michel Legrand et sa sœur Christiane Legrand venaient de chanter la *Supplique pour être enterré sur la plage de Sète.*

Rien de funèbre, une fête mélancolique où un ami manquait, sa voix soudain se substituait à celle des Legrand, et la salle entière se prenait à *« envier l'éternel estivant qui fait du pédalo sur la vague en rêvant, qui passe sa mort en vacances »*...

Le Festival Brassens, intime, maritime, pluridisciplinaire (chanson, cinéma, littérature), n'est pas tout à fait comme les autres. Il est né voilà quatre ans par la volonté du maire, M. Yves Marchand (CDS), et de M. Henri Dumas, architecte, « inventeur » des journées et président de l'association Les copains d'abord, réunissant une poignée d'élites locales, hommes et femmes n'ayant pour la plupart même pas rencontré Georges Brassens de son vivant, mais lui vouant aujourd'hui une sourcilleuse dévotion.

Ainsi le premier article du règlement de la manifestation (dont le budget s'élève désormais à 2 800 000 F), stipule que les prix décernés annuellement à trois jeunes créateurs *« devront récompenser des œuvres ayant pour thèmes l'amitié, la liberté d'être et de penser, et dans lesquelles sont présents humour, tolérance et insolence »*. L'article 2 renchérit : *« Ces journées sont placées sous le signe de l'amitié dans leur esprit et dans leur organisation. »*

C'est vrai. Cornaqués par le délégué général, M. André Asséo, trois cents invités passent cinq jours paisibles. Le soir, on va dîner sous de grandes tentes, les convives se pressent dans une convivialité de cantine chic, et, à l'extérieur, les Sétois se serrent contre des grilles pour voir manger Marie Dubois, Nicole Garcia, ou *« qui c'est celui-là, là-bas... »*.

L'après-midi, dans une rue piétonne, un routard presque inspiré dessine à la craie sur la chaussée un portrait géant du *« mauvais sujet repenti »*, pipe comprise. Certains festivaliers veulent lui rendre visite et se trompent de cimetière. Ils devraient pourtant savoir, Brassens les a prévenus : *« Révérence parlée envers Paul Valéry, moi l'humble troubadour sur lui je renchéris. Et qu'au moins si mes vers valent moins que les siens, mon cimetière soit plus marin que le sien... »*.

Et puis, en fin de journée, sous le kiosque de la place Aristide-Briand, à l'ombre des platanes que le mistral décoiffe, des jeunes gens, les régionaux de l'étape, venus d'Aubenas, de Cavaillon, ou de Béziers, poussent la chansonnette et se font entendre, et si possible écouter, par plusieurs centaines d'autochtones.

Car le public est là. Il va aussi au cinéma, se presse dans la salle du Colisée où l'on projette les sept films en compétition (*Tandem, Nanou, Tin Men, le Testament d'un poète juif assassiné, le Jupon rouge*...), mais aussi *A deux pas de l'enfer*, de James Cagney, ou *la Cinquième Victime*, de Fritz Lang. Sa fringale cinéphilique est sans doute due en partie au prix des places : 10 F, mais c'est encourageant.

Le panier de Fellini

Public et festivaliers se sont d'ailleurs vu offrir un double cadeau le vendredi : la projection en avant-première européenne de *l'Arme fatale*, de Richard Donner, qui ne sortira en France qu'au mois d'août. C'est un somptueux « molar » (mélo-polar), avec deux super flics (Mel Gibson et Dany Glover) : on n'a pas assez de ses dix doigts pour compter les cadavres, mais un humour bienfaisant désamorce la violence.

En première partie, une merveille, un document de cinquante minutes, apporté dans ses bagages par Sergio Gobbi, et dont on souhaite qu'il soit vite, vite, acheté par une chaîne de *télévision*. Il s'agit de *Il Cestino* (le Panier), une interview de Federico Fellini, réalisée à Cinecittà. Le panier en question est celui où le maestro a jeté les scènes de ses films coupées au montage, les scènes que nous n'aurions jamais dû voir et que voici, intactes.

Fellini affirme n'avoir jamais éprouvé de repentir, on est content pour lui, mais qu'il nous soit permis de regretter ces deux scènes formidables d'*Amarcord*, ou celle-ci, qui voit *Casanova* troublé par un bel homme de couleur sur un divan flottant, ou celle-là, bouleversante, d'une aube de tendresse dans *les Nuits de Cabiria*...

Le dernier soir, à Sète, on a procédé dans une atmosphère chaleureuse de distribution des prix, de fin d'année scolaire, à la proclamation du palmarès. Là encore, ce festival se distingue, ne se contentant pas pour ces lauréats de trophées et d'accolades.

Ainsi, Philippe Canal, remarqué par le jury littéraire présidé par Françoise Xénakis pour son roman *l'Homme qui a vu Durand* (Seuil), se voit offrir l'organisation d'une longue tournée d'été à travers la France, où il pourra rencontrer libraires, journalistes, radios locales, et, on l'espère, lecteurs.

Côté chanson, le jury a couronné Patricia Lai, sympathique chanteuse réaliste modern-style, elle a sûrement déjà pas mal galéré, elle mérite qu'on l'aide. On va l'aider. Un chèque de 10 000 F de la SACEM, un récital à l'Olympia le 28 septembre, et la mise à disposition d'un studio de répétition durant un an à la Cité internationale des arts par Jacques Caillard, PDG de Photogram. Ça n'est pas rien.

Enfin, le cinéma. Si le Prix de la critique, attribué à *Nanou*, première œuvre pleine de charme maladroit et de maladresses charmantes d'une jeune anglaise, Connie Templeman, est purement honorifique, le jury présidé, par Jean-Louis Trintignant, votant à l'unanimité pour *Tandem* de Patrice Leconte (voir *le Monde* daté 21-22 juin), a pu allier l'honneur à l'avantage. Le film primé devait être diffusé par Canal Plus, mais la chaîne ayant déjà acquis celui-ci, un chèque de substitution a été remis au metteur en scène. En outre, trois mille places qui seront distribuées gratuitement et feront monter l'indice de fréquentation des salles qui affichent *Tandem* ont été achetées et représentent une somme de 100 000 F.

Patrice Leconte était sur scène pour recevoir cette manne. Il a dit qu'il faisait du cinéma depuis douze ans déjà, qu'il n'avait jamais reçu aucune récompense, et que celle-là lui plaisait particulièrement. A l'évidence, le Prix Brassens lui allait bien au teint. Son *Tandem*, conduit par Jugnot et Rochefort, couple de ringards célestes, pourrait tout aussi bien s'intituler *les Copains d'abord*...

DANIÈLE HEYMANN.

THÉATRE

1987-1988 à Chaillot

Une septième saison Vitez

A l'aube de la septième saison qu'il a préparée pour le Théâtre national de Chaillot, le directeur et metteur en scène Antoine Vitez affiche sa satisfaction : *« Au terme de six saisons*, dit-il, *Chaillot a recouvré la totalité de sa puissance morale et de son image. »* Il est incontestable que, pour ne se souvenir que du passé proche, le Théâtre national a su séduire la saison dernière un public considérable autour, essentiellement, de deux spectacles : *l'Echange*, de Paul Claudel, mis en scène par ses soins, qui a valu à Yannis Kokkos le molière du meilleur décorateur, et *le Mariage de Figaro ou la Folle Journée*, mis en scène par Jean-Pierre Vincent, qui a raflé le molière du meilleur spectacle de l'année, celui du meilleur metteur en scène, le grand prix de la critique et le prix d'interprétation masculine, également attribué par la critique, pour Didier Sandre.

Que sera la moisson d'honneurs 88 ? Antoine Vitez a dans sa manche trois mises en scène qui feront parler d'elles : *le Soulier de satin*, de Claudel, qui sera présenté en Avignon cet été ; *le Misanthrope*, de Molière, et *Anacaona*, de Jean Métellus, tous trois dans des décors et des costumes de Yannis Kokkos. O'Neill, Pirandello, Maeterlinck et Courteline compléteront, dans la petite salle, une saison très alléchante.

O. S.

Le programme

GRAND THÉATRE

Prometeo, tragedia dell'ascolto, opéra de Luigi Nono, coproduit par le Festival d'automne et le Alte Oper de Francfort (du 1er au 9 octobre).

Le Soulier de satin, de Paul Claudel, avec Ludmila Mikaël, Dominique Valadié, Didier Sandre et Robin Renucci (du 6 au 20 décembre).

Le Misanthrope, de Molière (du 28 janvier au 11 février, puis en alternance du 23 février au 31 mars).

Anacaona, de Jean Métellus (du 17 au 21 février, puis en alternance du 24 février au 1er avril).

SALLE GÉMIER

La compagnia Carlo Colla e figli présentera, du 29 septembre au 25 octobre, une série de quatre spectacles coproduits par le Festival d'automne : *Excelsior*, de Luigi Manzotti ; *la Cenerentola*, de Gioacchino Rossini ; *Aïda* (acte 2), de Guiseppe Verdi, et *Il Gatto con gli stivali*, d'après Charles Perrault.

Une lune pour les déshérités, d'Eugene O'Neill. Mise en scène d'Alain Françon. Avec Raymond Jourdan, Maïté Nahyr (du 19 novembre au 19 décembre).

Vêtir ceux qui sont nus, de Luigi Pirandello. Mise en scène de René Loyon (du 14 janvier au 14 février).

La Princesse Maleine, de Maurice Maeterlinck. Mise en scène de Jean-Claude Drouot (du 23 février au 13 mars).

Sous les boulingrins bleus, de Courteline. Mise en scène de Jean-Yves Chatelais, Jean-Claude Leguay et Daniel Martin (du 14 avril au 20 mai).

Communication

Le Festival de l'audiovisuel d'entreprise

De la superproduction à la parabole

BIARRITZ
de nos envoyés spéciaux

On s'entassait dans les salles de projection. On se disputait les quelques magnétoscopes. Il fallait aussi posséder le don d'ubiquité pour voir les quelque quatre cents produits (films, vidéos, diaporamas) présentés à Biarritz, au 30e Festival national de l'audiovisuel d'entreprise (*le Monde* du 19 juin). Ce rendez-vous annuel du tout-audiovisuel serait-il victime de son succès ? Biarritz est avant tout un lieu d'autocélébration pour les entreprises et l'occasion, pour les réalisateurs et les producteurs, d'exhiber leurs œuvres. D'aucuns n'hésitent pas, d'ailleurs, à comparer cette compétition de la Côte d'Émeraude à un « mini-Cannes », où le palmarès, toutefois, est beaucoup plus généreux : outre le Grand Prix décerné, cette année, à la BNP pour *Planète 01* — un film plaidant pour l'informatisation de ses sociétés bancaires — près de soixante-dix autres récompenses ont été attribuées. Il est vrai que ce palmarès imposant vient souligner l'importance des efforts consentis par les entreprises.

« Nous voulons éviter le gigantisme des coûts », déclare M. Michel Frois, président du Festival. Pourtant, en 1987, le montant global des investissements des entreprises pour leur stratégie de communication atteindra près de 5 milliards de francs, soit un peu plus du total des dépenses consenties pour l'ensemble de la production cinématographique française. A Biarritz, le plafond du million de francs a souvent été crevé pour des films d'une durée moyenne de dix minutes. Certains ont même coûté 2 millions de francs, telles deux productions de Procitel (société dirigée par l'animateur des « Dossiers de l'écran », Alain Jérôme). Il en va de même pour les vidéos, dont les prix augmentent sensiblement.

A côté des superproductions, sacrifiant souvent le message à l'esthétisme, il y a eu néanmoins des œuvres répondant mieux à la notion de communication, même si leur présentation manquait nettement de recherche. C'est le cas d'une vidéo produite par la société Lucie SA, à la demande du SERNAM (filiale de transport routier de la SNCF). En une vingtaine de minutes, cette vidéo présente une critique très sévère de l'entreprise par ses cadres et ses agents, mais aussi par d'anciens clients, expliquant sans aménité pourquoi ils ont abandonné le SERNAM.

Un festival « off »

Cette cassette, destinée à usage interne et visionnée par douze mille salariés, traduit la volonté d'une société en graves difficultés financières de corriger ses erreurs. Si les auteurs ont pris le soin de préciser que la cassette a été vue par l'ensemble du personnel, ce point est rarement évoqué à Biarritz où l'on se soucie peu de préciser à qui et par quels moyens seront diffusées les œuvres présentées. Un critère pourtant capital au regard des intentions de « communication » proclamées par les entreprises.

La créativité n'a toutefois pas été oubliée, et il est indéniable que ce Festival est aussi, pour nombre de participants, un laboratoire d'idées. Traiter, par exemple, l'économie de l'énergie sous forme de parabole, comme l'a fait un jeune réalisateur, Didier Pourcel, n'allait pas de soi. Un vidéogramme *la Groseille bleue*, au titre déjà prometteur, et qui, traversé de poésie et de rêve, n'a pas déçu. Pourtant, le décor, une salle de classe avec son instituteur (Richard Bohringer) et ses élèves (des enfants de Biarritz), risquait d'enfermer le sujet dans la moralisation. Mais Didier Pourcel a su éviter le piège. Tout comme il est parvenu, grâce à un effort d'imagination, à offrir treize minutes de féerie, en images et en musique, avec *Zn*, un film commandité par La vieille montagne, entreprise de bâtiment spécialisée dans le traitement du zinc laminé.

Pour ceux qui voulaient sortir du cadre conventionnel, restait donc à inventer un « festival off ». C'est ainsi qu'ont été proposés un match de catch, symbole des affrontements traditionnels entre producteurs, réalisateurs et commanditaires... ainsi qu'un débat original organisé par l'association « Savoir au présent », sur le *« mécénat symbiotic »* : une manière d'établir de nouvelles relations entre le milieu artistique et les entreprises en y créant un statut d' *« artiste-résident »*. Enfin, un groupement d'intérêt économique de producteurs et de prestataires de télévision (GRIPP-TV) témoigne d'une expérience peu banale, démontrant, exemples à l'appui, qu'il est possible pour quatorze sociétés de rester concurrentielles tout en mutualisant leurs compétences. Initiative indépendante des autres manifestations qui a quelque peu irrité les organisateurs du Festival.

Si Biarritz demeure, somme toute, un succès, son président, M. Frois, n'hésite pas pour autant à soulever des questions épineuses. Selon lui, une rencontre par an ne suffit pas, à elle seule, à favoriser une réelle communication d'entreprise. *« Cela ne se fera véritablement*, dit-il, *que lorsque les patrons accepteront que les directrices et directeurs de ce secteur travaillent directement à leurs côtés »*. Chose très rare en France, où la majorité de ces spécialistes sont confinés à des postes subalternes.

ANITA RIND
et ALAIN WOODROW.

Cinquième jour de grève au « Midi-Libre »

En raison du conflit qui oppose la direction du journal à la section CGT des ouvriers du Livre, *le Midi-Libre* n'a pas paru depuis le jeudi 18 juin. La grève a été déclenchée au moment même où le quotidien régional organise son 39e Grand cycliste, treizième compétition française après le Tour de France et Paris-Nice. Une première tentative de négociation a échoué le 18 juin. Depuis, les deux parties campent sur leurs positions.

Les représentants des ouvriers en grève ont diffusé un tract intitulé *Midi-Livre*. On peut y lire : *« La direction du* Midi-Libre *méprise son personnel autant que ses lecteurs. Nous disons non à la flexibilité ; nous disons non à la précarité et réclamons la prime d'ancienneté qui correspond à la justice sociale »*.

De son côté, la direction du *Midi-Libre* a publié, à l'intention de ses lecteurs, un communiqué dans lequel elle fournit les précisions suivantes : *« Des ouvriers travaillant trente heures par semaine et payés douze mille francs sur treize mois, bénéficiant de près de sept semaines de congés payés, exigent une amélioration salariale de l'ordre de 10 %, sous forme de prime d'ancienneté. Des privilégiés, bénéficiant de la garantie de l'emploi se plaignent de la précarité de leur situation. Des salariés protégés au maximum refusent les aménagements d'horaires liés aux exigences de la fabrication d'un journal de qualité »*.

J.A.

M. Claude Puhl à la tête de la FNPF

M. Claude Puhl, directeur général du quotidien régional *le Républicain lorrain* (Metz) et président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), a été élu, le jeudi 18 juin, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF). M. Puhl succède à M. Maurice Bujon, PDG du *Midi libre* (Montpellier).

Cette élection ne résout pas les tensions internes de la FNPF. Le Syndicat de la presse périodique parisienne conteste la confiscation de la présidence par les quotidiens régionaux depuis onze ans. De son côté, la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique dénonce le manque de dynamisme de la FNPF. M. Puhl aura fort à faire pour éviter un éclatement de la FNPF.

La remise en ordre de la FM

La CNCL publie le plan de fréquences parisien

La Commission nationale de la communication et des libertés avait promis *« transparence »* et *« égalité de traitement »* aux 304 candidats à une fréquence en région parisienne. Sur la transparence, la CNCL tient parole en publiant un document de travail sur le *« plan de fréquences »* qui accompagnera la prochaine redistribution des cartes sur la bande FM.

La Haute Autorité avait choisi, en 1982, une *« approche départementale »* qui s'est révélée insuffisante pour le confort d'écoute et inadaptée aux besoins de radios commerciales. La CNCL retient, elle, une *« approche géographique »*, qui permet de dégager 110 fréquences en région parisienne (contre 102 auparavant) : 37 sur Paris et la petite couronne, 28 en grande banlieue et 37 aux confins de la grande couronne. Sur les 37 fréquences implantées sur Paris, 18 permettront à leurs titulaires de se faire entendre à plus de 40 kilomètres, grâce à l'utilisation de puissances allant de 10 à 40 KW.

L'efficacité de ce plan, rappelle la CNCL, dépend *« très directement du respect par chaque radio des conditions de son autorisation »*. Un vœu et aussi une mise en garde. Les premières réactions montrent que la partie ne sera pas facile. Les grandes stations, alliées pour la circonstance, ont déjà fait savoir qu'elles trouvaient *« insuffisant »* le maximum de 40 KW. Il existe encore une marge de négociations, puisque le plan de fréquences définitif ne sera publié que fin juin et que le renouvellement des autorisations n'interviendra pas avant la deuxième quinzaine de juillet.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES JEANNE, Théâtre Grévin (42-46-84-47), 20 h et 21 h 45.

PASSAGÈRE, Roseau Théâtre (42-72-31-41), 18 h 30.

LE MISANTHROPE, Roseau Théâtre (42-72-41-31), 15 h.

LA PASSION DE JOB, Essaïon (42-78-61-73), 20 h 30.

L'ÉPROUVETTE, Potinière (42-61-44-16), 20 h 30.

FINIE LA COMEDIE, (47-45-64-69), 21 h.

HAMLET OU LES ADIEUX AU THEATRE, Bastille, (43-57-42-14), 21 h.

INVENTAIRE, Centre Pompidou, (42-77-12-33), 20 h 30.

MACBETH, Théâtre de la Phalène, (48-06-71-74), 20 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), relâche jusqu'au 23 juin inclus.

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), relâche.

BEAUBOURG (42-77-12-33). Cinéma/Vidéo : Cycle du cinéma brésilien, se reporter à la rubrique Cinémas/Cinémathèque ; Vidéo-Information : à 16 h : Idomeneo, de Mozart ; à 19 h : Le baiser de Tosca, de D. Schmid ; lun. : salle J.-Renoir : Festival de théâtre pour les jeunes : à 14 h 30, « Vendredi ou la Vie sauvage » ; 16 h, « Iles intérieures », vidéogramme.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 18 h 30 : l'Œuvre pour piano : « Vlado Perlemuter » (Ravel).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 20 h : Tango chéri.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Afrique-s à Paris. Festival de musiques, danses, rituels ; 20 h 30 : Mali (Griottes, Tata Bembo Kouyaté et Oumou Kouyaté).

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les autres salles

ATALANTE (46-06-11-90), 20 h 30 : Ce qui est resté d'un Rembrandt déchiré en petits carrés bien réguliers, et foutus aux chiottes.

BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Hamlet ou les Adieux au théâtre.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Une grande famille.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 22 h 30 : Théâtre interdit.

FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Au secours, tout va bien.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : C'est ce soir ou jamais.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 21 h : M. Jolivet.

MONNAIE DE PARIS, 20 h 30 : la Mégère apprivoisée.

STUDIO DES URSULINES (43-26-19-09), 20 h 45 : Taxi.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres.

TH. DU MARAIS (46-66-02-74), 20 h 30 : Nuits câlines.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70). Grande salle, 20 h 30 : Gagaku ; 18 h 30 : L'Ogre de Barbarie.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 22 h 15 : Fou comme Fourcade ; 20 30 : Le monde du show bizz au pays de Star Trek ; 22 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 23 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : Nos amis les flics ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 18 h 30 : Drôle d'été à l'Ambassador Hôtel ; 20 h : The Magic Life of Stories ; 22 h : Composition pour une voix nue.

THÉATRE DU JARDIN (47-47-77-86), 20 h 30 : Promenade au cœur des choses.

Le music-hall

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42), 17 h et 20 h 30 : Mali.

Les concerts

Pleyel, 20 h 30 : C. Arrau (piano) (Beethoven, Liszt).

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : S. Ciaravolo (orgue) (Buxtehude).

Comédie des Champs-Elysées, 20 h : Concert Stravinski (Mavra) par les Membres de l'Orchestre de Paris.

Galerie Colbert de la BN, 12 h 30 : *Rodrigue et Chimène*, opéra de Debussy.

Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble Mosaïques (Durante, Pergolèse, C.P.E. Bach).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre français d'oratorio, Chorale Arpeggione de Gagny (Mozart).

Lucernaire, 18 h 30 : C. Connolly (piano, voix).

Studio Regard du Cygne, 20 h 30 : L. Causse (violon), B. Harlé (piano), J.L. Manca (accordéon) (Paganini, Kreisler, Saint-Saëns).

Eglise du Saint-Esprit, 20 h 30 : Ensemble Venance Fortunat direction A.M. Deschamps etc. Voci ; Les cœurs d'homme F. Legrand, direction F. Legrand.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : J.-L. Parodi Quartet.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 20 h 30, Rido de Bayonne.

MECENE (42-77-40-23), 21 h 30, *22 h 30 : Tao, V. Bucher Trio.*

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), Y. Julien Big Band.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h, Tin Pan Stompers.

Lundi 22 juin

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Trio Persi, Jafet, Ceccarelli.

En région parisienne

SAINT-DENIS, TGP (42-43-17-17), 20 h 30 : Vandekeybus.

VERSAILLES, théâtre (39-50-36-22), 21 h : Bérénice.

VILLE-D'AVRAY (47-50-44-28), 21 h : L. Sibourd.

PRINTEMPS DU THÉATRE A PARIS

Batacian : 21 h : Chesterfield. **Théâtre de la Bastille**, 20 h : Nel Ségno ; 21 h : Les adieux au théâtre. **Théâtre du Petit-Rond-Point**, 21 h : Marion.

FESTIVAL DU MARAIS

Les tribulations d'un Chinois en Chine, TLP Dejazet, 20 h 30 : Veraconstanzo.

FESTIVAL DE LA BUTTE MONTMARTRE

Arènes de Montmartre, 21 h 30 : Les trains sans gare. **Square Willette**, 21 h 30 : le Chant des lemures.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Papa longues jambes, de M. Neilan ; 17, la Vallée France, de B. Schroeder ; 19 h 15, On murmure dans la ville, de J.-L. Mankiewicz (Vostf).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Salle Garance (42-78-37-29)
Le cinéma brésilien.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (43-33-10-82).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr.) (v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

ARIA (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

ATTENTION BANDITS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BACKLASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Brit, v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-10-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES BISOUNOURS Nº 2 (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BUISSON ARDENT (Fr.) : 14-Juillet Montparnasse, 6e (43-26-58-00).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LA CHAMBRE DE MARIAGE (Turc, v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v.it.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Français, 9e (47-70-33-88).

CŒURS CROISÉS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

CRIMES DU CŒUR (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.) : Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. s.p.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

GOLDEN CHILD (A., v.f.) : Rex, 2e (43-36-83-93).

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06).

HISTOIRES FANTASTIQUES (A., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain-Village, 5e (46-33-63-20) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

HOTEL DE FRANCE (Fr.) : Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (45-62-45-76).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES LETTRES D'UN HOMME MORT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

MACBETH (Fr., v. it.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

MANNEQUIN (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Élysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30). UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Templiers, 4e (42-72-87-30).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v. angl.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PEE-WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.o. et v.f. : Escurial, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40)) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50)) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Clichy-Pathé, 18e (45-22-46-01).

PIERRE ET DJEMILA (Fr.) Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33).

PLATOON (A., v.o.) (*) : Forum-Orient, 1er (42-33-42-26) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.o. et v.f. : George-V, 8e (45-62-41-46).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ? (Esp., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

REBEL (A., v.f.) : Hollywood Bd, 9e (47-70-10-41).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE (Fr.) Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA RUE (*) (A., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-72-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).

SABINE KLEIST, 7 ANS (All., RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA STORIA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) Utopia, 5e (43-26-84-65).

SWEET COUNTRY (Grec, v.o.) : Mercury, 8e (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56) (H. sp.).

THE AMERICAN WAY (A., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

THÉRÈSE (Fr.) : UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).

TRUE STORIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-André-des-Arts, 6e (43-36-48-18) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

UN HOMME AMOUREUX (Fr., v.angl.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

PARTITION INACHEVÉE POUR PIANO MÉCANIQUE (Sov., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90). H. sp.

PAT AND MIKE (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (43-25-72-07).

POUR QUI SONNE LE GLAS ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SHANGHAI GESTURE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

SHOAH (Fr.), 1re partie, Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TASIO (Esp., v.o.), Latina, 4e (42-87-47-86).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.), (Lubitsch) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.), Action Rive-Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16).

ZELIG (A.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LES FILMS NOUVEAUX

ALADDIN. Film italien de B. Corbucci, v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

FREDDY 3, LES GRIFFES DU CAUCHEMAR (*). Film américain de Chuck Russel, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; VF : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HANOI HILTON. Film américain de L. Chetwynd, v.o. : Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; VF : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MON BEL AMOUR, MA DECHIRURE (*). (Interdit aux moins de 13 ans.) Film français de J. Pinheiro. Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (45-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

POULE ET FRITES. Film français de L. Rego. Forum Orient 1er (42-33-42-26) Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TANDEM. Film français de P. Leconte. Forum Horizon, 1er ((45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (43-26-83-93) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47.48.06.06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TIN MEN, LES FILOUS. Film américain de B. Levinson. v.o. Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2e (43-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-52-37).

Les grandes reprises

LES ANGES DU PÉCHÉ (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-08-57-57) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEN HUR (A, v.o.) Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97), à partir du 20 ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 14e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50).

BLOW UP (Brit., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES 101 DALMATIENS (A.) (v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TETE (Bostw., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'EXTRAVAGANT Mr. DEEDS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

EVE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

GILDA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-56).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'INNOCENT (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LUDWIG (VISCONTI) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36). H. sp.

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (43-66-10-82) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

Les festivals

W. ALLEN (v.o), St-Lambert, 15e (45-32-91-68), en alternance : Broadway Danny Rose ; Prends l'oseille et tire-toi ; Tombe les filles et tais-toi.

CARNÉ, St-Lambert, 15e (45-32-91-68), en alternance : les Visiteurs du soir ; les Enfants du paradis ; les Portes de la nuit.

COMEDIES MUSICALES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81), Gay Divorcee.

L. BUNUEL (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h : Tristana ; 20 h : Los Olvidados.

J.-L. GODARD, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h : Masculin, féminin.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ET DE LA JEUNESSE, UGC-Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L. JOUVET, Reflet-Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Volpone.

A. TARKOVSKY, (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 21 h 50 : Nosthalgia.

Les séances spéciales

APOCALYPSE NOW (*) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 21 h 45.

ASCENSEUR POUR L'ECHAFAUD (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 18 h.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), 17 h 45.

L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 18 h 15.

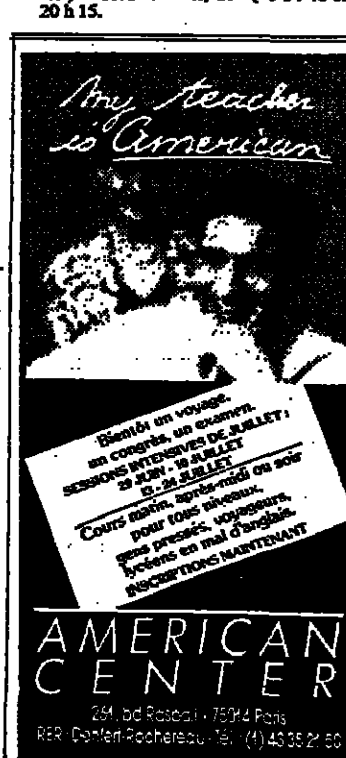
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 14 h.

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 05 ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 19 h 40.

RAGTIME (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 17 h 20.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), 20 h 15.





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 juin

TF1

20.30 L'avenir du futur : L'homme au complet blanc. ■Film anglais d'Alexander Macbendrick (1950). Avec Alec Guinness, Cecil Parker, Joan Greenwood, Michael Gough. *Un chimiste parvient à fabriquer un tissu inusable et insalissable. Le Cartel du textile s'émeut. Un film d'humour anglais surestimé à l'époque où le genre était la coqueluche de la critique française.* **22.20 Débat : L'avenir des matériaux du futur.** Invités : Yves Farge, directeur de la recherche et du développement de Pechiney ; Jean Etourneau, professeur à l'université de Bordeaux, directeur du laboratoire de chimie du solide du CNRS ; Gérard Soula, directeur du département matériaux de Rhône-Poulenc Recherches. **23.35 Journal. 23.55 Magazine : Première page.** De Denis Brunetti. Médias et communication.

A2

20.30 Série : Hôtel de police. L'occasion. Téléfilm de Claude Barrois. Avec Cécile Magnet, Pierre Hatet, Yves Pignot, Pierre-Marie Escourrou. *L'inspecteur Verzini a l'intention de devenir garagiste. Mais ses débuts dans la profession sont bien compromis...* ▶ **21.25 Magazine : Caméra 2.** De Michel Honorin et Jean-Louis Saporito. Rapatriés : vingt-cinq ans de nostalgie. *A l'occasion du premier rassemblement mondial des pieds-noirs, du 25 au 28 juin à Nice, Marcel Martin, journaliste-caméraman à Antenne 2, a rencontré quelques-uns de ces Français d'Algérie qui ont dû quitter leur terre natale et qui tentent aujourd'hui de préserver leur « identité pied-noir ».* **22.25 Documentaire : Le corps vivant.** Le chaud et le froid. **22.55 Journal.**

FR3

20.35 Cinéma : Trois milliards sans ascenseur. ■Film français de Roger Pigaut (1972). Avec Serge Reggiani, Michel Bouquet, Françoise Rosay, Marcel Bozzuffi, Bernard Fresson. *Cinq copains de Courbevoie, cambrioleurs amateurs, décident de s'emparer d'une collection de bijoux exposée dans une tour de la Défense. Un peu de suspense, beaucoup de détails réalistes et psychologiques.* **22.10 Journal. 22.35 Documentaire : Dimension 3.** Le shinto. **23.30 Prélude à la nuit.** Trois Phantasiestücke, opus 111, de Schumann, interprétés par Hélène Boschi, piano.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Les bidasses au pensionnat. □ Film français de Michel Vocoret (1978). Avec Jean-Marc Thibault, Jacques Jouanneau, Jacques Chazot. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Documentaire : Pelé, le rêve d'un enfant. 23.10 Basket professionnel américain.** Match des Play off. **0.40 Cinéma : L'inévitable catastrophe.** ■Film américain d'Irwin Allen (1978). Avec Michael Caine, Katharine Ross, Richard Widmark, Richard Chamberlain. **2.30 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 Téléfilm : Meurtre avant le combat. D'après Agatha Christie. **22.25 Série : Mike Hammer. 23.20 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Laurel et Hardy. 0.45 Série : Kung-fu. 1.40 Série : Mike Hammer. 2.35 Série : Hôtel.**

M6

20.30 Cinéma : Les suspects. ■Film français de Michel Wyn (1974.) Avec Mimsy Farmer, Paul Meurisse, Michel Bouquet, Bruno Cremer, Michael Lonsdale. *Une jeune touriste américaine est trouvée assassinée dans le val d'Enfer, aux Baux-de-Provence. L'enquête permet, tout en révélant sa personnalité, de découvrir un certain nombre de suspects.* **22.10 Série : Clair de lune.** Les aventures de M[lle] Di Pesto. **23.00 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 23.45 Musique : 6 Nuit. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations et musique.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Une rencontre de circonstance, de Jean-Pierre Ostende. **21.30 Musique : Latitudes.** Musique traditionnelle : En traversant le rio Grande. **22.30 La nuit sur un plateau.** Collection « Terre humaine ».

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 6 juin 1987 à Bath) : Trio pour piano, violon et violoncelle en la majeur Hob. XV/18, de Haydn ; Trio pour piano, violon et violoncelle en mi mineur op. 67, de Chostakovitch ; Trio pour piano et violoncelle en si bémol majeur op. 97, de Beethoven, par le Beaux-Arts Trio ; entracte : Elgar ; à 22.00, Le document de référence ; à 23.10, Concerto en sol pour piano et orchestre de Ravel ; à 23.40, Des Todes Tod, de Hindemith. **24.00 Nuits parallèles.** Histoire de marins.

Mardi 23 juin

TF1

14.50 Série : Buffalo Bill. Le remplaçant. **15.20 Ravi de vous voir.** Le plus beau jour de ma vie ; Le fabricant et son produit ; Peintures et dessins des écrivains du XIX[e] siècle ; Histoire d'un aventurier ; Jeu : la balance. **16.00 Flash d'informations. 16.02 Série : La quatrième dimension.** Coup de trompette. **16.30 Ravi de vous voir (suite). 17.00 Variétés : La chance aux chansons.** Emission de Pascal Sevran. Invités : Joël Holmes, Prudy, Stéphane Chonont, Anny Gould, Francesca Solleville, Danièle Rouille. **17.30 La vie des Botes. 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit. 18.25 Mini-journal,** pour les jeunes. De Patrice Drevet. **18.45 Jeu : La roue de la fortune. 19.10 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 Théâtre : Folle douce.** Pièce de Jean-Jacques Bricaire et Maurice Lasaygues, mise en scène de Michel Roux. Avec Danielle Darrieux, Michel Roux, Jean-Pierre Darras, Dany Carrel. *La vie d'un couple sans histoire, perturbée par une aventure à rebondissements, peu ordinaire.* **22.30 Boxe : championnat d'Europe de poids mi-lourds, à Paris.** Angulo-Blanchard. **23.30 Journal. 23.50 Magazine : C'est à lire.** Emission de Luce Perrot. Avec Edgar Faure.

A2

14.40 Feuilleton : Rue Carnot. 15.05 Tennis : Tournoi de Wimbledon. 1/64[e] de finale, messieurs. **18.05 Feuilleton : Aline et Cathy. 18.30 Magazine : C'est la vie.** Les destinations de vacances des Français : l'Irlande. **18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.** Invité : Pierre Perret. **20.00 Journal. 20.30 Mardi Cinéma : L'amour à mort.** ■■Film français d'Alain Resnais (1984). Avec Sabine Azema, Fanny Ardant, André Dussolier, Pierre Arditi. *Un homme meurt après un malaise cardiaque, puis revient à la vie. Un amour passionné le lie à sa compagne. Tous deux ont peur. Un couple de pasteurs protestants cherche à les aider mais ne peut leur parler que religion. Réactions de l'amour fou, débat métaphysique, entre athées et croyants, intervention du surnaturel, style elliptique, excellente interprétation.* **22.05 Les jeux de Mardi Cinéma.** Invités : Marie-Christine Barrault, Marie-Josée Nat, Jean Carmet, Jean-Luc Bideau. **23.15 Journal. 23.30 Les enfants du rock.** Clips inédits ; Rock report : magazine hebdomadaire de l'actualité du rock ; Spécial Simple Minds, avec une interview de Jim Kerr, leader du groupe.

FR3

14.30 Magazine : Boîte aux lettres (rediff.). **15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant. 15.50 Documentaire : Meubles de style.** Louis-Philippe et Napoléon III. **16.00 Documentaire : Mer du Nord, mer Baltique.** Vers le Nord contemporain. **16.55 Jazz off.** Jean-Claude Tissandier. **17.00 Feuilleton : Madame et son fantôme. 17.25 Dessin animé : Lucky Luke. 17.30 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Le livre céleste. 18.20 Feuilleton : Cap danger. 18.57 Juste ciel,** petit horoscope. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, Actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 D'accord, pas d'accord.** ▶ **20.35 Cinéma : Il était une fois... la révolution.** ■■ Film italien de Sergio Leone (1971). Avec James Coburn, Rod Steiger, Romolo Valli, Maria Monti, Rick Battaglia. *En 1913, au Mexique, un « peone » pilleur de diligences et un Irlandais, dynamiteur professionnel, s'associent pour attaquer une banque et sont entraînés, malgré eux, dans le combat révolutionnaire des partisans de Pancho Villa. Action picaresque, acteurs qui ne reculent devant rien, mise en scène efficace dans le spectacle tumultueux.* **23.10 Journal. 23.40 Emissions régionales.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Loose connections. Film anglais de Richard Eyre (1966). Avec Stephen Rea, Lindsay Ducan, Jan Nikles. **15.35 Documentaire : Le musée sous la mer. 16.05 Cinéma : Réaction en chaîne.** ■Film australien de Ian Barry (1980). Avec Steve Bisley, Anna-Maria Winchester, Ross Thompson, Ralph Cotterill. **17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Jeu : Maxitête. 18.10 Jeu : La gueule de l'emploi. 18.40 Top 50. 19.10 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Variétés : Frog Show. 20.05 Starquizz. 20.35 Cinéma : L'île.** ■Film franco-canadien de François Leterrier (1986). Avec Bruno Cremer, Jean-Pierre Castaldi, Gérard Darrieu, Serge Dupire. **22.35 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : James Bond 007 contre D[r] No.** ■■Film anglais de Terence Young (1962). Avec Sean Connery, Ursula Andress, John Wiseman, Jack Lord (v.o.). **0.25 Cinéma : Macadam.** ■■Film français de Marcel Blistene (1946). Avec Françoise Rosay, Paul Meurisse, Andrée Clément, Simone Signoret. **2.05 Série : Winchester à louer.**

LA 5

14.15 Série : Mike Hammer (rediff.) **15.05 Série : Kung-fu. 16.00 Série : Jaimie** (rediff.). **16.50 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé : Robotech. 17.40 Dessin animé : Cathy, la petite fermière. 18.10 Série : Arnold et Willy. 18.40 Série : Happy days. 19.10 Série : Riptide. 20.00 Série : Laurel et Hardy. 20.30 Cinéma : Attention les dégâts.** □ Film italien de E.B. Clucher (1984). Avec T. Hill, B. Spencer. *Un cascadeur aérien et un musicien de jazz sont les sosies de deux cousins milliardaires. Ils les remplacent, une semaine au Brésil, où doit être signé un contrat. Encore une aventure médiocre du tandem infernal.* **22.10 Série : Mike Hammer. 23.05 Série : Mission impossible. 0.00 Série : Laurel et Hardy. 0.30 Série : Kung-fu. 1.25 Série : Mike Hammer. 2.20 Série : Hôtel.**

M6

14.00 A.M. Magazine. Invité : Le cascadeur Jacky Venon. **15.45 Jeu : Mégaventure.** La Norvège (2[e] partie). **16.30 Musique : Laser. 18.00 Série : La petite maison dans la prairie.** L'été (1[re] partie). **18.30 Série : Végas.** La mort soudaine. **19.30 Journal. 19.55 Jeu : Six'appel. 20.00 Feuilleton : Filles et garçons. 20.30 Cinéma : Peyrol, le boucanier.** ■Film italo-anglais de Terence Young (1967). Avec Rita Hayworth, Anthony Quinn, Rossana Schiaffino, Richard Johnson. *En 1797, un corsaire, qui a forcé le blocus anglais à Toulon, rencontre une june fille traumatisée par les massacres révolutionnaires. Une étrange histoire, peu spectaculaire, virant au mélodrame sentimental.* **22.20 Série : Brigade de nuit.** Le poison. **23.10 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations et musique.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Revue d'actualité médicale. Dossier : La mer, l'homme et leur santé, la thalassothérapie. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson.** Avec Karim Kacel. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même ; Portrait d'une ville : Turin (1[re] partie). **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 juin 1986). Récital Georges Robert, piano (Trois mazurkas et trois études de Chopin ; préludes de Messiaen, 6[e] Barcarolle de Fauré ; Regard du Père de Messiaen) ; récital Georges Robert, orgue (Prélude et fugue en la majeur BWV 536, Choral BWV 634, Choral BWV 662, Choral BWV 656 de Bach ; 3[e] Choral en la mineur de Franck). **22.25 Les soirées de France-Musique.** A 22.30, Concert de minuit (cycle Arturo Toscanini) : Symphonie n° 94 en sol majeur de Haydn ; Les tableaux d'une exposition de Moussorgski-Ravel ; La Mer, de Debussy, par l'Orchestre symphonique de la NBC : à 24.00, Poissons d'or.

Audience TV du 21 juin 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

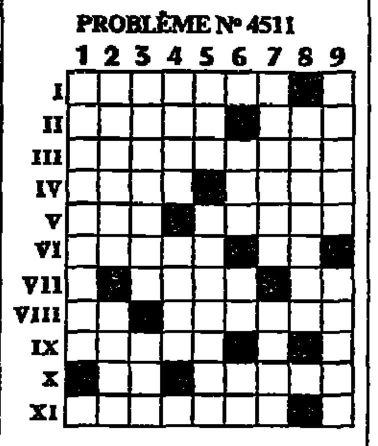
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37.1	7/7 16	Stade 2 9.8	Petits malins 4.1	Formule 1 1.5	Riptide 4.1	Vegas 1.5
19 h 45	45.9	7/7 15.5	Maguy 20.1	La France 2.6	Formule 1 2.1	Idem 5.7	Journal 0.5
20 h 16	55.7	Journal 21.6	Journal 18.6	Benny Hill 9.8	Formule 1 2.6	Robotech 3.1	Carabine FM 0.5
20 h 41	58.8	Le Gendarme 28.4	L'Embrumé 12.4	Sur la piste 3.6	Formule 1 3.6	Tendresse 8.2	Le Fusil 2.6
22 h 08	55.7	Pub 34.5	Quinze 3.1	Soir 3 2.6	Les Dieux... 4.1	Idem 11.9	Le journal 0.5
22 h 44	23.5	Sport 9.8	Projection priv. 3.6	Ténèbres 5.7	Idem 4.6	Mike Hammer 9.3	En musique 0.5

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4511



HORIZONTALEMENT

I. Table susceptible de plaire à ceux qui aiment le rétro. – II. Il n'est pas rare que l'on en retire une coupe. Accompagne parfois le boudin. – III. Extraites du « cassis » ou du « citron ». – IV. Elément de la pensée. Pour lui, il est nécessaire de faire tout un plat. – V. Poussait vers la sortie. Il fut un temps où on le considérait comme fou. – VI. Travailler pour du vent. Note. – VII. Sa légèreté a fini par peser lourd dans la balance. Est présent dans toutes les conversations. – VIII. Est trop faible pour aller par monts et par vaux. Certains en pincent pour eux ! – IX. Est tout feu tout flamme. – X. A souvent la tête en bas. Homme de sciences. – XI. Elément d'un pétard.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, il est facile de passer du coq à l'âne. – 2. Possédé par celui qui a de la défense. Ne saurait mordre. – 3. Ne mélange pas les torchons et les serviettes. Peut servir à bâtir. – 4. Qui n'a donc rien dans le ventre. Donne l'occasion à maintes gens d'enlever le morceau. – 5. Sur le terrain. Leur manteau est mouillé. – 6. Est souvent amené à s'intéresser au sujet. Note. Sont bien ancrés. – 7. Ne sont pas tous majeurs. Visible sur le pape. – 8. Fabricant de flûtes. – 9. Apportée sur un plateau. Blancs qui ont fini par être marrons.

Solution du problème n° 4510

Horizontalement

I. Discutailleur. – II. Edenté. Vauriens. – III. Site. Serres. Pas. – IV. Ho ! Emu. Névé. – V. Attiser. Ermites. – VI. Bendery. Odet. – VII. Tétées. Si. Est. – VIII. Lc. Ossements. – IX. Lapin. Volée. AI. – X. Aso. Serin. Atone. – XI. Gère. Cocuage. – XII. Eres. Crème. Ires. – XIII. Tau. Seps. – XIV. Déboisé. Seau. AI – XV. Os. Crête. Sirène.

Verticalement

1. Déshabillage. Do. – 2. Idiote. Casernes. – 3. Set. T.N.T. Pore. – 4. Chémide. Estoc. – 5. Ut. Sétons. Air. – 6. Tessères. Excuse. – 7. Ryes. Et. – 8. Ivre. Sévices. – 9. Larmes. Monômes. – 10. Lueur. Sel. Cèpes. – 11. Ers. Moineau. Saï. – 12. Ui. Nid. Tétai. Ur. – 13. Répétées. Ogre. – 14. Navets. Anée. An. – 15. Esses. Taie. Soie.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 16 juin 1987 :

DES LOIS

● N° 87-383 du 15 juin 1987 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe trans-Manche.

● N° 87-284 du 15 juin 1987 portant approbation, en tant que besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986.

DES DÉCRETS

● N° 87-385 du 12 juin 1987 portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes pour l'année 1987.

● N° 87-386 du 10 juin 1987 portant modification du schéma directeur de la région Ile-de-France en ce qui concerne les dispositions prévues pour le secteur III de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

● N° 87-387 du 12 juin 1987 fixant les seuils de revenus applicables aux locataires de logement appartenant aux catégories II B et II C définies par la loi n° 48-1360 du 1[er] septembre 1948.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 17 juin 1987 :

UN DÉCRET

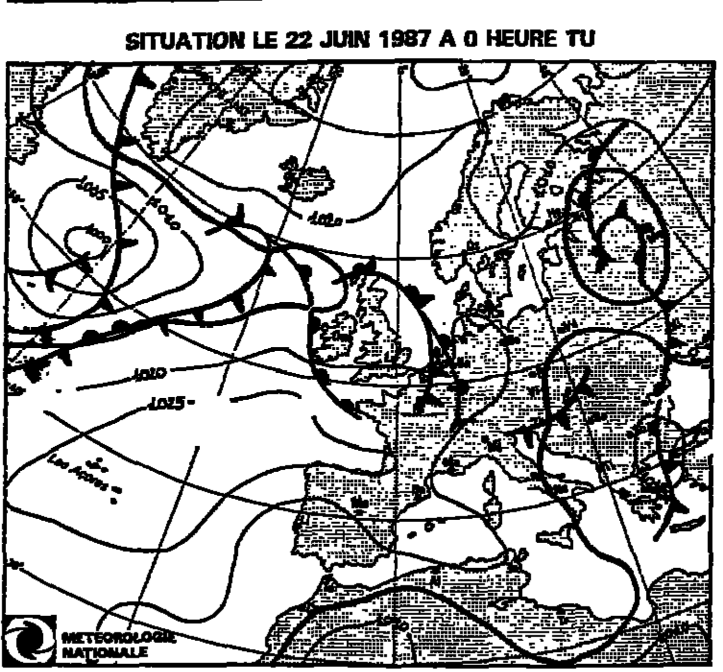
● N° 87-415 du 15 juin 1987 créant le certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires.

UNE DÉCISION

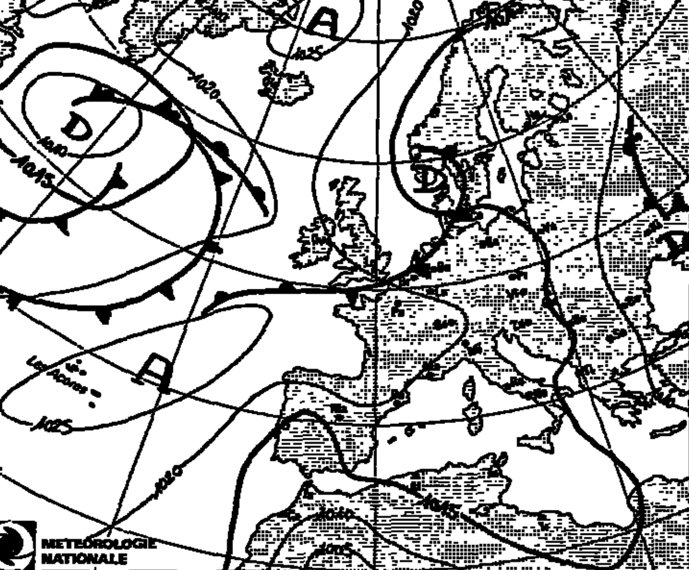
● N° 87-39 du 15 juin 1987 fixant les règles générales applicables aux services de télévision privés à vocation régionale ou locale diffusés par voie hertzienne terrestre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 JUIN 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 JUIN A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 juin à 0 h TU et le mardi 23 juin à 24 h TU.

Au cours des prochaines 48 heures, la France bénéficiera d'un champ de pressions relativement élevé qui la protégera du flux perturbé atlantique. Seules les régions s'étendant de la Manche à l'Alsace seront affectées par les perturbations très affaiblies circulant de la Grande-Bretagne à l'Alsace.

Le plus souvent, on observera une simple aggravation nuageuse. Mais quelques chutes de bruine pourront se produire près de la Manche.

Mardi : le soleil brillera sur la majeure partie du pays. Sur le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, la Provence-Côte d'Azur et la Corse, le ciel restera bleu du matin au soir.

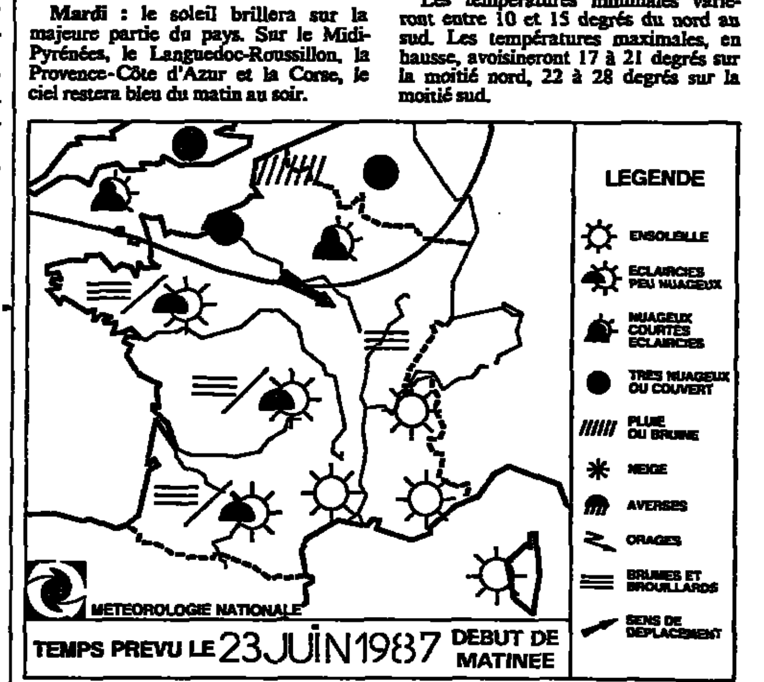
Sur les régions océaniques, le Centre, le Massif Central, Rhône-Alpes, la Bourgogne et la Franche-Comté, il faudra attendre la dissipation des brouillards matinaux pour retrouver un soleil généreux.

Au nord de la Seine et en Normandie, des nuages encombreront le ciel ; ils pourront même s'accompagner de quelques bruines dans le Nord.

Enfin, en Alsace et en Lorraine, les brouillards matinaux laisseront place à un temps de plus en plus nuageux.

Le vent sera généralement modéré, de secteur ouest sur la moitié nord du pays, de secteur nord sur la moitié sud.

Les températures minimales varieront entre 10 et 15 degrés du nord au sud. Les températures maximales, en hausse, avoisineront 17 à 21 degrés sur la moitié nord, 22 à 28 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-6-1987

Valeurs extrêmes relevées entre le 21-6 à 6 heures TU et le 22-6-1987 à 6 heures TU

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	22	11	D
BIARRITZ	19	14	C
BORDEAUX	21	14	P
BOURGES	19	8	B
BREST	17	9	B
CAEN	18	9	D
CHERBOURG	16	10	C
CLERMONT-FERR.	18	12	C
DIJON	19	11	N
GRENOBLE St-M-H	21	9	D
LILLE	18	9	N
LIMOGES	16	11	C
LYON	19	10	C
MARSEILLE-MAR.	24	16	D
NANCY	18	12	C
NANTES	18	12	C
NICE	22	16	D
PARIS-MONTS.	18	10	D
PAU	17	13	C
PERPIGNAN	24	17	N
RENNES	19	10	B
ST-ÉTIENNE	20	12	N
STRASBOURG	19	12	P
TOURS	18	9	B
TOULOUSE	20	13	C
POINTE-A-P.	31	25	P
ÉTRANGER			
ALGER	27	15	N
AMSTERDAM	18	8	A
ATHÈNES	26	20	D
BANGKOK	33	27	C
BARCELONE	25	15	N
BELGRADE	21	15	C
BERLIN	15	8	N
BRUXELLES	18	9	N
LE CAIRE	36	24	D
COPENHAGUE	22	11	C
DAKAR	30	24	P
DELHI	39	31	D
DJERBA	29	17	D
GENÈVE	19	9	C
HONGKONG	31	28	A
ISTANBUL	26	18	A
JÉRUSALEM	26	14	D
LISBONNE	32	22	D
LONDRES	20	11	N
LOS ANGELES	21	15	D
LUXEMBOURG	17	10	P
MADRID	32	15	D
MARRAKECH	32	17	N
MEXICO	27	14	A
MILAN	26	16	D
MONTRÉAL	27	12	D
MOSCOU	24	16	C
NAIROBI	22	14	C
NEW-YORK	33	19	B
OSLO	17	11	P
PALMA-DE-MAL.	25	16	N
PÉKIN	30	22	D
RIO-DE-JANEIRO	25	15	D
ROME	23	13	D
SINGAPOUR	32	26	C
STOCKHOLM	18	7	D
SYDNEY	19	16	D
TOKYO	23	16	D
TUNIS	28	15	D
VARSOVIE	24	12	D
VENISE	26	16	O
VIENNE	18	13	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Ceux qui gagnent choisissent Mobil

Jeunes diplômés(es), HEC, ESSEC, ESC, débutants ou première expérience, rejoignez un des tout premiers groupes mondiaux et devenez

RESPONSABLES *réseaux* H/F

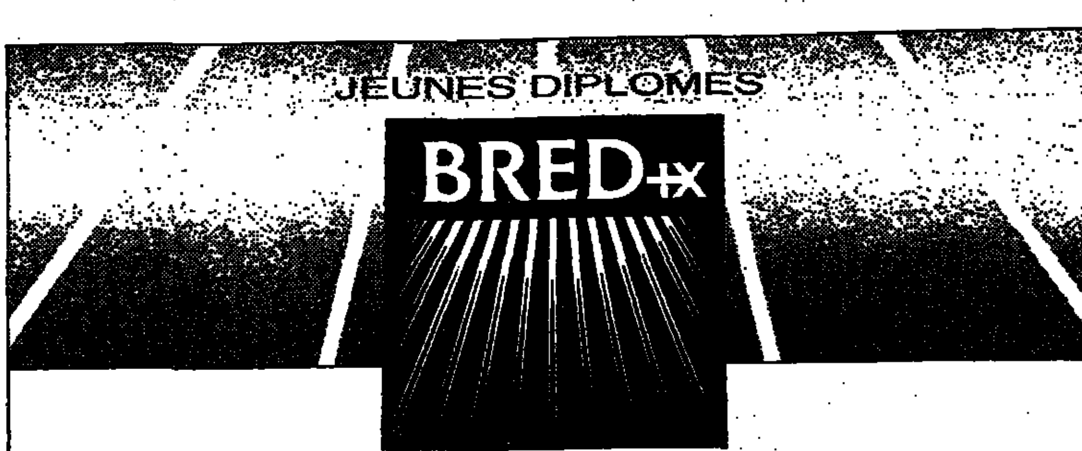
■ *Après une formation de 3 mois environ, vous prendrez en charge un secteur de un à trois départements que vous gérerez avec autonomie et ...dynamisme !*
Vos activités seront diverses :
• gestion d'un réseau de stations-service (en location-gérance) : animation, promotion des ventes, management...
• suivi d'importants revendeurs de produits pétroliers (concessionnaires automobiles et agricoles, grossistes, etc.).
• prospection, négociation de contrats, animation promotionnelle et publicitaire.
Vous pourrez, ainsi, faire valoir vos résultats concrets et prouver vos qualités de négociateur et de gestionnaire. Vos résultats et votre potentiel vous permettront d'évoluer vers des responsabilités plus importantes dans des domaines diversifiés.
Votre réussite dépendra de vos capacités commerciales, de vos facultés d'adaptation et de votre mobilité géographique (anglais courant).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, s/réf. 26865 à MOBIL OIL FRANCAISE Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE Cedex 9.



Avancez avec nous.

CONTESSE



PLACEZ VOTRE AVENIR A LA BRED

Première banque populaire française 3300 collaborateurs - 187 agences

Ecoles de commerce. DESS. IEP. Maîtrises. votre *diplôme en poche*, à vous les responsabilités !
Intégré dès votre arrivée au sein de l'une de nos agences, vous apprendrez la réalité du terrain. expérience indispensable à votre cursus. C'est aussi là que vous pourrez faire vos preuves. démontrer vos talents : convaincre. conseiller une clientèle de particuliers. mais aussi de commerçants. d'artisans. d'entreprises.
Attention. il vous faudra affûter vos arguments et embrasser toutes les techniques. Vite, vous découvrirez un métier aux multiples facettes et assurerez des contacts à tous les niveaux.
De plus, de réelles perspectives d'évolution *vous sont offertes : responsable* d'agence. responsable d'un portefeuille d'entreprises. sont des postes que nous vous confions dès que vous en avez les capacités.
A la BRED. vous forger un bel avenir, c'est possible : à vous de saisir cette opportunité.
Nos structures souples. notre progression constante vous y aideront.
Pour placer votre avenir à la BRED, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) sous réf. 8706 M. Direction Commerciale - Simone GREBAN - 18, quai de la Rapée 75012 PARIS.

BRED : la banque de votre avenir.

FUTUR DIRECTEUR DE FILIALE

Le Groupe MILO propose aux entreprises des services diversifiés d'Audit et de Conseil en Ressources Humaines (Diagnostics professionnels. Évaluations de potentiel. Emploi et Reclassement. Recrutement. Communication...).
Le succès rapide de sa démarche l'amène à franchir une nouvelle étape de son plan de développement et à intégrer un

Consultant senior en recrutement

Sa mission sera de centraliser et de développer les activités Recrutement du Groupe.
Son expérience de l'entreprise et du tissu économique lui permettra d'être rapidement un apporteur d'affaires, un opérationnel et un manager.
Entreprenant et ambitieux, capable de s'intégrer à l'équipe de Direction du Groupe, il travaillera en coordination avec les autres unités de MILO.
Sa réussite débouchera sur la création, à court terme, d'une nouvelle filiale, dont il sera dirigeant et actionnaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf.2015. (Discrétion absolue assurée).
**MILO Ressources Humaines
3, Avenue des Ternes - 75017 PARIS**

MILO Ressources Humaines 3,Av. des Ternes 75017 Paris

AD'COM.

**VILLE DE VALENCE (Drôme)
classée 80 à 150 000 h
RECRUTE**

un cadre supérieur secrétaire gal adjoint au directeur de services administratifs pour assurer la responsabilité de services important financiers, scolaires, sports, culturels, chargé d'animer et réguler les activités de services en contact direct avec le public.
Ce pte convient à un cadre ayant
● des compétences certaines en finances locales et gestion
● une expérience d'au moins 5 a. à un emploi de direct. ou d'encadrement supérieur en collectivité territoriale.

Adresser candidat., manusc. avec C.V. détaillé + photo s/nº 8.684 *Le Monde Publicité* 5, r. de Monttessuy, 75007 PARIS, pour le 6 juillet 1987, délai de rigueur.

Pour EXPORT, recherchons

AT 2/ATP INGÉNIEURS

pour la maintenance de matériels informatiques, ordinateurs + périphérique + télé-informatique. Postes à pourvoir d'urgence.
Ecrire avec réf. et marque de matériel utilisé. U.G.T.
78, rue de Bagnolet, Paris 20e.

PORCHER

*Nº1 des ensembliers du sanitaire (céramique, robinetterie...)
1,2 MMF de CA, 2600 personnes, 7 usines
crée, pour son siège de Saint Ouen, le poste de*

JEUNE RESPONSABLE DU PERSONNEL H/F

*Agé d'au moins 28 ans, diplômé d'études supérieures (Bac + 4, maîtrise de droit, DESS Gestion du Personnel...), vous avez une première expérience de la fonction acquise dans une entreprise industrielle de type PMI.
Collaborateur de notre DAF, vous prenez en charge l'administration du personnel du siège et du réseau de distribution (450 personnes).
Vous êtes responsable de l'ensemble des travaux administratifs (paie, formation, relations avec les Organismes Sociaux) puis développerez ce poste vers les fonctions de gestion sociale.
Ce poste s'adresse à un candidat motivé et ambitieux, capable de construire solidement son poste dans un contexte évolutif.
Etre à l'aise face à l'informatique est une nécessité, la maîtrise de l'anglais est un plus.
Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, s/réf. 553 M à notre Conseil.*

*SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS.*

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Filiale d'un important groupe français, notre société a pour vocation de fabriquer et commercialiser des biens d'equipement agro-industriels mettant en jeu de multiples techniques ; nous recherchons

Ingénieurs d'affaires

• SUD-OUEST
• CENTRE-OUEST

De l'analyse du besoin à l'installation du produit, vous négocierez au plus haut niveau la réalisation d'équipements lourds dans le domaine agro-industriel. Ingenieur de formation, votre expérience d'au moins 5 ans a confirme votre parfaite connaissance du tissu industriel du Sud-Ouest.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. F/MO/261 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CONSULTANTS avec 5 années d'expérience dont au moins 2 dans le Conseil

Vous avez environ 30 ans et vous êtes devenu un expert soit :
- **en gestion du personnel : système d'évaluation et systèmes de rémunération,** *réf. M 120 A ;*
- **en Qualité Totale et qualité,** *réf. M 120 B ;*
- **en communication,** *réf. M 120 C.*

Une bonne connaissance des fonctions de l'entreprise est nécessaire. Vous avez une expérience d'animation de stages auprès de l'encadrement.

Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur : Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion – Maîtrise en communication. Rémunération motivante.

SRM
**Société Roger Millot
Conseil en Organisation d'entreprises
fondée en 1963**

**2, square Copernic
78150 LE CHESNAY
Tél. : (1) 39-54-23-84
adresser C.V., photo, prét. sous réf. E 120
à Corinne MARCHAIS**

Devenez rapidement

DIRECTEUR D'AGENCE

Dans un premier temps, vous assisterez un groupe d'agences dans leur organisation et leur développement et contribuerez à la définition et à la réalisation des objectifs commerciaux de l'entreprise.
De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience bancaire assortie de diplômes professionnels (ITB ou CESB...). Votre volonté, votre dynamisme et vos aptitudes relationnelles vous permettront d'évoluer rapidement vers la direction d'une agence.

Adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de la **CRCAM de l'ORNE**
52, Bd du 1er Chasseurs - BP 60 - 61002 ALENÇON Cedex

CRÉDIT AGRICOLE *le bon sens en action.*

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

JURISTE D'AFFAIRES

370 000 F +

Le contexte : un prestigieux groupe français, au fort développement.
Le poste : mener à bien sur le plan juridique les opérations structurelles de notre Groupe (acquisitions, cessions, fusions, apports partiels d'actifs etc...). C'est dire à quel point votre solide expérience de ce type d'opérations faisant appel essentiellement au droit des sociétés mais également à des notions financières et fiscales, nous intéresse.
A 30 ans environ, vous avez une formation juridique solide, si possible internationale. Cette formation a déjà été investie au sein d'un cabinet juridique ou de groupes importants... Dans l'un ou l'autre cas, votre expérience a aiguisé vos qualités de contacts, et vous donne la carrure pour bien nous représenter au plus haut niveau de négociation.
Anglais courant indispensable.
Adressez votre dossier de candidature sous référence 170 E à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

Important Groupe d'Assurances de l'Est de la France

recherche
pour poste à pourvoir à STRASBOURG

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

UN CHEF DE PROJET

Plusieurs années d'expérience sont souhaitées dans la conduite de projets importants de gestion de même qu'une très bonne maîtrise des problèmes liés à la gestion en temps réel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous nº 8.682 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

Groupe Immobilier de Promotion et de Gérance
1350 personnes - 2 milliards de CA
Nous créons, dans le cadre de notre développement, un poste de

JURISTE

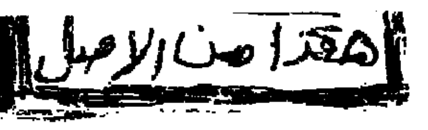
3ème CYCLE - DEBUTANT

Intégré à notre service juridique, vous participerez aux diverses missions de celui-ci (assurances, contentieux...) pour évoluer ensuite vers une fonction plus spécialisée de Conseil auprès de nos différents services et de la Direction (études, assistance juridique).
Des qualités de contact, d'expression écrite et verbale vous seront indispensables.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence NL/CJ à notre siège :



FFF
159, rue Nationale
75013 PARIS

Organisation et Publicité







QUAKER FRANCE
MARSEILLE

Filiale d'un important groupe américain en France, 1 milliard de C.A. sur les marchés porteurs de l'alimentation animale et des céréales pour petits déjeuners, recherche

RESPONSABLE FORMATION

Vous animez et gérez la formation dans le cadre d'une politique active (2,5 à 3 % de la masse salariale) en liaison avec les différents établissements.

Dans le cadre du Projet d'Entreprise, vous mettez en place et développez des moyens de communication et d'information efficaces.

De formation supérieure, vous êtes un professionnel de la formation, ayant plusieurs années d'expérience en milieu industriel de préférence.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :
QUAKER FRANCE - Yvon ODIC
40, bd de Dunkerque - 13002 MARSEILLE.

Pierre Lichau

PRODUITS FRAIS

Un chef de service contrôle qualité
confirmé et évolutif

Un très important groupe alimentaire français, parmi les premiers mondiaux, recherche le responsable contrôle-qualité d'une de ses usines.

Il s'agit d'un poste de large responsabilité impliquant l'initiation et l'animation de toutes actions, procédures, innovations, visant à assurer et à développer la qualité et concernant les produits, les emballages, les procédés de fabrication et de conditionnement.
Ces responsabilités incluent la direction du laboratoire de contrôle.
Ce poste chef conviendrait à un ingénieur agro-alimentaire (ENSAIA apprécié) ayant 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la qualité ou dans un service production dans le secteur des produits frais.
Réelles perspectives d'évolution dans le groupe dans des fonctions similaires ou dans la production.
Poste : ville province

Ecrire sous réf. UF 503 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Ingénieur développement

Une carrière évolutive dans le premier groupe verrier mondial



BOUSSOIS filiale de PPG, renforce ses services de développement et offre un poste formateur et évolutif à un jeune ingénieur ECP, AM, IDN, INSA... débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.

Pour une gamme de produits de pointe, il assumera des responsabilités complètes :
- développement des produits et des procédés de fabrication,
- contacts clients et fournisseurs,
- assistance technique à la fabrication.

Ces fonctions impliquent la mise en œuvre de connaissances techniques dans les domaines variés : matériaux, mécanique, électronique.
Elles s'exerceront sur différents sites de la société.
Réelles possibilités d'évolution pour un candidat dynamique, créatif et de bon contact.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste : Boussois.

Ecrire sous référ. NY 497 AM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



GRANDE STATION TOURISTIQUE ET THERMALE RENOMMÉE ET CLIENTÈLE INTERNATIONALE

recherche

DIRECTEUR (H. ou F.)

FONCTIONS
- Participation à la définition de la politique touristique de la station et réalisation.
- Gestion d'un Office de Tourisme 4 étoiles à but industriel et commercial (loi 1964) et Palais des Congrès.
- Création, promotion, commercialisation produits et événements touristiques.
- Promotion de la station et organisation de congrès.

PROFIL
- Formation : 4 années d'études supérieures.
- Langue : anglaise parlée et écrite couramment.
- Bonnes connaissances d'une deuxième langue si possible allemande.
- Expérience 2 à 3 années en gestion, marketing, publicité.
- Qualités de communication, d'imagination, d'organisation.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous nº 8677 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Installer une chaîne de fabrication automatisée

Etudier et réaliser 60 millions d'investissement

Une société française, CA 1,3 milliard - 3 usines en France, filiale d'un groupe international premier mondial, initie un plan ambitieux de développement.
Pour participer à ce grand projet et y jouer un rôle moteur, nous recherchons un ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, débutant ou ayant une première expérience travaux neufs ou production, acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série.
Il mènera les projets complètement, sur le plan technique et économique : études, réalisations, contacts fournisseurs. Connaissance de l'anglais nécessaire.
La réussite dans ce poste lui permettra d'accéder à des responsabilités importantes.

Premier poste : région nord

Ecrire sous réf. OZ 498 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Ingénieur confirmé
pour diriger un secteur de fabrication

Une société française, CA 1,3 milliard, filiale d'un groupe international premier mondial ; recherche un ingénieur confirmé pour lui confier la direction d'un secteur de fabrication, au sein de sa plus importante usine.

Il s'agit d'un secteur doté de moyens modernes et automatisés, fonctionnant en continu avec un effectif de 170 personnes. Responsable de la production en quantité, qualité, coût, il sera particulièrement axé sur l'amélioration de la productivité et le développement de la "qualité totale".
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant 5 ans d'expérience en production, animateur et organisateur, dont le potentiel lui permettra l'accession rapide à des responsabilités encore plus importantes.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste ville nord France
Ordre de grandeur de rémunération : **300.000 F +**

Ecrire sous réf. PA 499 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



La Banque de France

recrute :
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs de la région parisienne et de province par la voie du

concours de ***rédacteur***

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 28 Novembre et Dimanche 29 Novembre 1987.

Inscriptions reçues du 7 Septembre au 7 Octobre 1987.

Aucun dossier ne sera adressé par voie postale après le *2 Octobre 1987.*

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires), de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1987.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone 42 92 40 17

Organisation et Publicité

Nous sommes une importante société industrielle, rattachée à un des premiers groupes français, dont la vocation est de développer une activité d'ensemblier, capable de réaliser "clef en main" tous matériels et équipements électroniques.

Nos moyens industriels sont modernes, nos équipes techniques sont performantes ainsi que notre équipe commerciale. Pour renforcer cette dernière et réaliser des projets ambitieux, nous créons trois postes d'ingénieurs technico-commerciaux qui seront capables de développer un chiffre d'affaires important, de négocier à un niveau élevé, de fidéliser la clientèle.

• Ingénieur technico-commercial
tôlerie fine pour l'électronique — 300.000 F +

Excellent professionnel de la tôlerie fine et disposant d'une solide expérience commerciale, il sera à même, outre ses fonctions commerciales, d'apporter l'appui de ses compétences techniques à l'équipe commerciale et de jouer un rôle d'interface entre les clients et nos services techniques.
Poste à Saintes. **réf. GR 490 CM**

• Ingénieurs technico-commerciaux
ensembles électroniques — 300.000 F +

ESE, ISEP, ISEN... ils auront une solide expérience commerciale et des compétences techniques leur permettant de s'adapter à des matériels électroniques très variés.
Deux postes sont à pourvoir :
- Paris — **réf. HS 491 CM**
- Région Rhônes-Alpes — **réf. IT 492 CM**

Ces trois postes impliquent dynamisme, initiative, qualités marquées de négociateur.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

PROMILL TECHNOLOGIE — **DREUX (28)**

Des hommes pugnaces pour diversifier et conquérir de nouveaux marchés en FRANCE et à l'EXPORT.

Notre PMI (210 pers. 100 MF CA dont 25 % à l'export) s'est taillée une solide notoriété en France et au plan international par la maîtrise de compétences en matière d'étude, de conception, de réalisation et de vente de matériels ou d'ensembles "Clés en mains" dans les domaines techniques Agro industriels tels que séchage, broyage, tamisage, agglomération et mélange

Directeur commercial France Export — 320 000 +

Il saura définir avec le Comité de Direction, une politique et stratégie commerciales offensives et anticipatrices, et les défendra sur le terrain avec son équipe vers des marchés tels que Agro-alimentaire humain, Chimie minérale, Pharmacie etc... 35 ans environ, diplômé de formation supérieure commerciale ou ingénieur, parfaitement bilingue Anglais et/ou Allemand, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum de Direction Technico-Commerciale ou des Ventes de biens d'équipements industriels ou de lignes technologiques.
réf. 9100 PRM

Ingénieur technico commercial France export — 220 000 +

Votre mission sera de prospecter et de vendre notre savoir faire dans l'agro-alimentaire, les industries de la Chimie minérale, Pharmacie etc...
28 ans minimum, doté d'une formation d'ingénieur des industries Agro-alimentaires ou chimie, parfaitement bilingue Anglais et/ou Allemand, vous bénéficiez d'une expérience d'environ 5 ans en tant qu'ingénieur d'affaires ou dans la vente de biens d'équipements ou lignes technologiques acquise dans l'ingénierie ou Ste de construction de matériels destinés à fabriquer.
réf. 9105 PRM

SOURCES

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous référence choisie à notre Conseil
58 avenue de Wagram - 75017 Paris - 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex - Consultez nos annonces sur Minitel :
3615 CGAO

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON



LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
recrute

23 MÉDECINS

de prévention titulaires du CES de médecine du travail. Poste à pourvoir académies de Paris et de province, à compter du 1ᵉʳ septembre 1987.
Pour tous renseignements téléphoner au 16 (1) 45-50-07-44

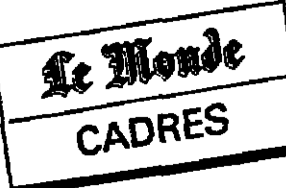
CABINET D'AUDIT
recherche pour son bureau de

BORDEAUX

RÉVISEUR

Expérience 2 ans minimum en révision comptable
Nombreux déplacements dans le Sud-Ouest.

Adresser CV + photo + prétentions à
GDV, 180, rue Judaïque, 33000 Bordeaux



PHOSPHORE

DIRECTEUR COMMERCIAL (H.F.)

Notre public — 1 million 800 mille lycéens de 14 à 18 ans — peut trouver à travers les rubriques du Journal, des réponses à ses attentes : Culture, Actualités, fiches pédagogiques, vie quotidienne...

Depuis sa création il y a 6 ans, notre magazine connaît une croissance constante et nous poursuivons une stratégie de diversification sur notre marché. Nous recherchons celui ou celle qui assurera le développement commercial de **Phosphore** et de ses produits dérivés (télématique, audiovisuel, etc.) : élaboration de la politique commerciale du Département, mise en œuvre des opérations promotionnelles, analyse des résultats.

Vous avez environ 32 ans, et après une formation commerciale supérieure, vous avez acquis une expérience confirmée en marketing et gestion.

Notre Groupe — 24 publications, 1 milliard C.A. — vous offrira des perspectives d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. MLA/449 à :

BAYARD PRESSE Direction des Affaires Sociales
3, rue Bayard 75008 PARIS



GMA Jeunes diplômés, découvrez avec nous l'action commerciale, la gestion et le management

DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE

Avec plusieurs sociétés en France, Belgique et Espagne, notre Groupe d'assurances représente plus de 2.000 personnes et 1,3 milliards de francs d'encaissement annuel. Notre dimension Européenne nous amène à préparer activement dès aujourd'hui 1992, en renforcant nos atouts : taille humaine de l'entreprise, caractère mutualiste et force de nos produits, travail marketing de tous nos marchés, informatisation accrue de nos intermédiaires.

Pour nos antennes régionales de **STRASBOURG, COLMAR, LILLE, LYON, NICE, MARSEILLE, MONTPELLIER, BORDEAUX, NANTES, ROUEN et PARIS,** nous recherchons de jeunes diplômés (Ecoles de commerce, Universités, DUT ou équivalent).

Très proche de la Direction Commerciale, vous animerez nos agents et courtiers : analyse du compte d'exploitation, définition des objectifs de croissance, construction du Plan d'action commerciale grâce à l'approche marché (forces, faiblesses, concurrence, etc...) et mise en application sur le terrain.

Engagement personnel, capacité à entraîner les hommes, rigueur, mobilité géographique et goût des chiffres vous permettront d'être le fer de lance de notre Groupe dans les régions. Les entretiens auront lieu dans les antennes régionales.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et photo) sous référence 5199 M à notre Cabinet BERNARD JULHIET ALSACE, 4 Quai Kléber - 67056 STRASBOURG CEDEX, qui vous garantit confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom ALSACE

Membre de Syntec

SOURCES

DANS LA MONÉTIQUE AU CÔTÉ DU P. D.G. : UN DÉVELOPPEUR

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de ses activités en France. En tant qu'adjoint de notre PDG, vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience *professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée* dans les secteurs péri-informatique/bureautique, ou bien vous a permis de rencontrer le milieu bancaire, ou encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M31.125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

---

everite

Ingénieur travaux publics : chef de produits

Rhône-Alpes

665 MF de CA, filiale du Groupe Saint-Gobain, nous fabriquons et commercialisons des produits en fibres ciment destinés au batiment. Pour notre département " canalisations", nous recherchons le responsable de l'ensemble des produits qui, dans le cadre d'une stratégie commerciale privilégiant le développement et l'innovation, sera homme d'action et de gestion.

Pivot de notre politique produits, votre mission est très complète : vous assurez l'interface entre commercial et production, organisez la promotion de nos produits (documentation, publicité, argumentaires de vente...) et les faites évoluer. Vous êtes aussi "l'ambassadeur" de notre société auprès des organismes officiels et collectivités locales.

Ingénieur diplômé, une expérience très opérationnelle de 3 à 5 ans dans les TP BE, chantiers, ou la conduite d'affaires... vous a permis de bien connaître les problèmes du terrain. Vous avez décidé de franchir maintenant une nouvelle étape dans laquelle vous vous voyez agir plus en stratège ; nous vous offrons réellement cette opportunité si pragmatisme et sens de la communication sont quelques unes de vos qualités.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo s/réf. B 1164 M
79-83, rue Baudin -92300 LEVALLOIS-PERRET. Nous vous assurons *confidentialité et réponse.*

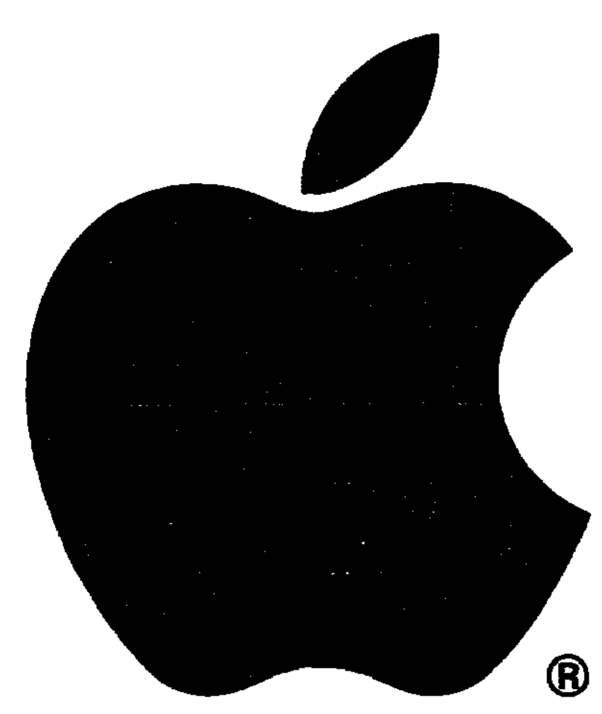


Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

La différence entre avoir un plan de carrière et avoir un idéal.



L'idéal pour nous, c'est privilégier l'individu. C'est pour cela que nous avons, avec l'Apple II, inventé l'ordinateur personnel, puis appris l'homme à Macintosh.

250 000 utilisateurs en France partagent déjà cette conviction avec nous.

Pour continuer à nous développer, nous recherchons pour le département des Ventes des Ingénieurs Commerciaux, des Ingénieurs Technico-Commerciaux et des Directeurs Régionaux et pour le département Marketing des Ingénieurs Support et Développement.

(L'idéal est nécessaire et pas tout à fait suffisant : il faut aussi une expérience d'au moins trois ans dans *le milieu de l'informatique et une connaissance* technique approfondie de cet environnement : logiciels standards, télécommunications, réseaux et même systèmes d'exploitation MS/DOS).

Ils trouveront chez Apple France un CA de plus de 1 milliard de francs, un réseau de 400 concessionnaires, une communauté de 500 développeurs de logiciels, des postes à pourvoir dans nos agences régionales de Paris, Lyon, Metz, Toulouse, et dans les *régions Ouest et Nord.*

Ils participeront aux résultats de la société par le biais des systèmes de rémunération et d'intéressement.

Mais ce que nous leur offrons surtout, ce sont des possibilités de développement individuel dont autonomie, flexibilité et innovation sont les mots-clés.

Si vous faites partie de ceux qui savent qu'entre un *plan de carrière et une conviction, il ne faut pas hésiter,* écrivez à Pierre Grellier, Directeur des Ressources Humaines.

Apple Computer France Z.A. de Courtabœuf Avenue de l'Océanie - B.P. 131 91944 Les Ulis Cedex.

Apple

ÉCOLE D'INGÉNIEURS
cherche
PROFESSEURS
PERMANENTS ET VACATAIRES : électronique, Télécom, informatique, mathématiques, pour enseignement et recherche. INGÉNIEURS ou UNIVERSIT. Ecrire avec CV et photo et tél. au 60-72-70-61, Esigetel, 80, av. de Valcins, 77210 AVON.

Associat. rech. RESPONSABLES de séjours linguistiques Angleterre juillet ou août. Tél. : 45-00-13-41

ARILAIT
(Association pour le Développement de la Recherche dans l'Industrie Laitière)
recrute
ADJOINT AU DIRECTEUR

IL AURA POUR MISSION DE PARTICIPER :

- à la définit. des programmes de recherche en liaison avec les besoins des adhérents ;
- à la réalisation de ces progr. auprès de ces labor. associés ;
- au transfert des résultats des recherches de ces laboratoires vers les sites industriels.

La personne recherchée disposera d'une formation scientifique supérieure et d'une solide exp. de l'industrie laitière.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Prière d'adresser candidature avec prétentions de salaire à :
ARILAIT
27, r. de la Procession, 75015 Paris

RÉGIE DE QUARTIER DE LA PIERRE-COLLINET, 77100 MEAUX
recherche
SON RESPONSABLE
pour l'encadrement et la gestion d'une structure d'entretien, maintenance bâtiment et environnement dans le cadre d'un projet de développement social d'une cité HLM.

Ecr. : Antenne Développement Social de la Pierre-Collinet, bât. Acacia, 77100 MEAUX

Organisme Paritaire Régional RHONE-ALPES
recherche
SON DIRECTEUR
Age minimum : 35 ans.
Exp. d'entreprise souhaitable.
Très bonnes qualités de manager, gestion, comptabilité, informatique.
Connaissance des milieux socio-professionnels très souhaitable.

Adr. candidature avt le 1er/7/87 à : A.P.E.C.
204, avenue Berthelot,
69361 LYON Cedex 07.

MEMBRE CSNCR






(Groupe BOUYGUES)

Spécialiste du service aux Collectivités Locales, nous sommes le leader mondial de la distribution de l'eau en milieu rural.

ABIDJAN : UN CHALLENGE SOCIAL

Notre associé à Abidjan (1700 personnes) est une des premières entreprises de Côte d'Ivoire.

Votre mission : Conseiller auprès de sa Direction Générale pendant maxi 18 mois, vous établirez un audit social de l'entreprise. Vous proposerez une politique de gestion de personnel/relations humaines innovante et motivante.

Vous mettrez en place les outils.

Votre profil : la quarantaine, homme de personnel depuis environ 10 ans, disposant d'une expérience dans une entreprise d'un millier de personnes, habitué aux relations de haut niveau.

Vos qualités d'écoute et relationnelles sont certaines.

A votre retour, votre réussite dans cette mission vous permettra d'intégrer le Groupe BOUYGUES.

Adresser votre CV + lettre manuscrite + photo + prétentions à SAUR DRH - 50/56, rue de la Procession, 75737 PARIS Cedex 15.

FUTUR DIRECTEUR DE PRODUCTION



LES FORGES DE COURCELLES : Groupe métallurgique indépendant (C.A. 250 MF, 500 pers., 2 établissements, 14.000 tonnes de pièces fabriquées par an), nous sommes l'un des leaders de notre profession, reconnus pour la qualité de nos productions et notre avance technologique : recherche et développement, automatisation (CAO, FAO, GPAO), cercles de qualité.

Dans le cadre de l'évolution de nos structures de direction, nous recherchons aujourd'hui le futur successeur de l'actuel Directeur de Production de notre principal établissement (370 pers.) situé en Haute-Marne. Ingénieur de formation (A&M, ENSI,...) avec anglais nécessaire, votre expérience opérationnelle en production de 5 à 10 ans (éventuellement un peu plus) en PME mécanique/métallurgie... vous a permis de révéler votre sens du commandement et votre capacité d'animation. Vous êtes ouvert aux nouvelles techniques de fabrication et prêt à vous investir dans de nouveaux projets de développement : commande numérique, GPAO,... vous souhaitez contribuer sur le terrain à l'optimisation de nos ressources humaines et techniques par une approche participative dans un esprit de concertation et de coopération. Nous vous proposons dans un premier temps de prendre en main nos services techniques (Méthodes, Ordonnancement, Outillage) soit 100 pers., puis dans un deuxième temps de diriger en sus nos ateliers de fabrication (200 pers.). Vous prendrez enfin dans un troisième temps la direction complète de la Production.

Si votre projet s'accorde avec le nôtre et que vous souhaitez saisir cette véritable opportunité, merci d'écrire s/réf. 759/M avec C.V. détaillé, photo et salaire actuel à notre Conseil PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, 93, rue Jouffroy 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES







Le Monde CADRES

Chef de marché

Grande diffusion

Reynolds leader des instruments à écrire, continue de renforcer ses positions et connaît une forte croissance par an. Son image de marque est très forte. Elle recherche le gestionnaire de tous ses produits commercialisés dans le circuit grand public (représentant plus de la moitié du chiffre d'affaires). Rapportant au directeur marketing, il prendra en charge l'ensemble des éléments du marketing: études de marchés, définition de nouveaux produits, tests, packaging, prix, actions publi-promotionnelles et comptes d'exploitation. Il participera à la réalisation du plan marketing et à sa mise en œuvre. Très proche du terrain et de la force de vente, il coordonnera les actions marketing-vente. Ce poste s'adresse à un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement commercial supérieur. Agé(e) d'au moins 25 ans, il(elle) disposera d'une expérience d'au moins 2 ans acquise en tant qu'assistant ou chef de produit junior, au sein d'une société pratiquant un marketing de pointe sur des marchés de grande diffusion. Un premier contact avec la vente est un atout. Le poste est basé à Valence. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S8204M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

FJÄLL RÄVEN

Notre société d'origine suédoise propose un style unique de vêtements et d'équipements, taillés pour l'aventure et les grands espaces, qui lui assure une notoriété incontestable dans ce domaine. Nous recherchons notre

Directeur commercial / marketing

VOTRE PROFIL :

- Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez à 30/35 ans une solide expérience de la gestion d'un centre de profit, acquise de préférence dans le secteur de l'habillement et du sport.
- Vous êtes très dynamique et avez un sens aigü du contact.
- Vous êtes bilingue anglais. (la connaissance d'une langue scandinave serait un plus).

VOTRE MISSION :

- Responsable de la politique marketing, commerciale et administrative sur la France et pays limitrophes, vous contribuez activement aux nouveaux développements de notre société, dans un domaine passionnant.
- Des déplacements fréquents France et étranger sont à prévoir.

Pour ce poste basé à Marne-la-Vallée, nous vous offrons un fixe (environ 300 000 F) plus voiture.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 Paris, sous réf. 51.901 LM

Mercuri Urval

INGENIEUR QUALITE HF

Le responsable du service **« Promotion et maîtrise de la qualité »** de notre Direction Technique (3 500 p.) recherche pour le seconder **un(e) Ingénieur Qualité.**

Sa mission :

- l'étude des méthodes de travail et la recherche des points de contrôle en amont de nos prestations ;
- la mise au point et la gestion des indicateurs sur le fonctionnement des services ;
- la formation du personnel aux techniques modernes de gestion de la qualité ;
- le suivi des relations avec nos clients internes en vue de veiller à notre image de marque.

De formation supérieure (BAC + 4/5) — **avec option « Qualité »** — vous avez si possible une première expérience dans ce domaine et possédez une **bonne connaissance de l'informatique.**

Créatif rigoureux doté d'une bonne aisance relationnelle, vous êtes motivé par un domaine où beaucoup reste à faire et soucieux d'évoluer dans un secteur économique en pleine mutation.

Alors merci d'adresser C.V. + prét., s/réf. QUA/LM, à Anne LAHAYE - Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

MEDIA BA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche de cadres

Nous sommes membre de l'un des plus puissants réseaux internationaux de conseil.

Nous cherchons à nous adjoindre un **CONSULTANT JUNIOR,** passionné par la recherche de cadres, décidé à faire ses armes en clientèle et à qui nous souhaitons déléguer rapidement la maîtrise complète de ses interventions, par voie d'annonces ou d'approche directe.

La qualité de nos prestations implique l'étude approfondie du poste, l'analyse pertinente et objective de la fonction, son environnement et son évolution.

Votre objectif sera dans tous les cas d'obtenir la meilleure adéquation homme-fonction, et de vous assurer de la bonne intégration de votre candidat dans l'entreprise.

Pour ce faire, vous avez une solide culture générale, une première expérience, de préférence acquise en Cabinet et bien évidemment un sens commercial qui permet de développer du business.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous réf. 10.465-M, à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra, (en mentionnant le nom des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée).

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Dynamiser la production, mobiliser les énergies



GERVAIS DANONE

24 usines en France et à l'étranger. C'est en construisant une entreprise de qualité que l'on devient leader et qu'on le reste : chaque jour un million de consommateurs à satisfaire.

Vous attachez comme nous une grande importance à la motivation des hommes dans la poursuite d'objectifs de qualité et de productivité d'autant plus exigeants que notre métier est celui des produits laitiers frais.

Au sein de 3 de nos usines (Normandie -Nord - Région Parisienne), dans un contexte hautement technologique, nous vous proposons de prendre la responsabilité opérationnelle de plusieurs lignes de produits avec une centaine de personnes dont vous devrez accroître chaque jour la compétence et l'adhésion, et des équipements rendus toujours plus performants grâce à des investissements importants.

Vous serez directement rattaché au Chef des services production.

Vous êtes un ingénieur généraliste ou agro-alimentaire ou vous avez acquis une première expérience. A ces postes où vous serez un élément moteur de la vie de l'usine, nous serons particulièrement attentifs à vos qualités d'animateur qui vous ouvriront à terme d'autres opportunités dans le Groupe.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature sous ref. C45M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Organisme paritaire régional RHONE-ALPES

recherche

SON DIRECTEUR

Age minimum : 35 ans
Exp. d'entreprise souhaitable
Très bonnes qualités de manager, gestion, comptabilité, informatique.
Connaissance des milieux socioprofessionnels très souhaitable.

Adresser candidature avant le 1/7/87 à : A.P.E.C. — Réf. F.G. 204, avenue Berthelot.

Micro-informatique Diffusion recrute pour son siège parisien

UN PRÉPARATEUR

Bac ou équivalent, connaissance micro appréciée, débutant ou quelques années d'expérience.
Merci d'envoyer CV, photo et prét. à M.I.D., M. Lamarre, 96, bd Richard-Lenoir, 11e.

Nous sommes un grand groupe international, spécialisé dans la vente des équipements pour l'IMPRESSION. Implantés dans toute l'Europe, nous réalisons un CA de 5 millions de dollars.

Nous recherchons pour la France et les pays francophones un

DIRECTEUR DES VENTES

De formation école de Commerce ou école d'Ingénieur, bilingue anglais, vous avez acquis et réussi une expérience de quelques années dans la vente d'équipements lourds.

Ce poste, basé à Paris ou dans ses environs, comporte de nombreux déplacements (environ 80 % du temps). La voiture est évidemment fournie.

Autonomie et capacité de communication sont les qualités essentielles qui vous permettront de mener à bien cette mission et d'évoluer au sein du groupe.

Si ce poste vous intéresse, appelez "Contact-Téléphone" au 16 (1) 42 61 82 81 (du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h 30, 10 h à 13 le samedi) ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 7091 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Contact-téléphone (1) 42 61 82 81

JEUNE ASSISTANT EN ORGANISATION HF

dans une charge d'agents de change

qui comprend une centaine de personnes et qui fait partie des charges parisiennes les plus performantes, à la pointe de l'évolution de la profession. Nous créons la fonction que nous voulons vous confier.

Rattaché au Responsable Organisation et Informatique, vous acquérez, auprès de chaque département, une expérience opérationnelle vous permettant d'analyser les procédures existantes en vue de les améliorer, créant ainsi les conditions favorables à l'extension de notre système de gestion automatisée. Vous faites une synthèse des informations recueillies et vous la présentez aux responsables concernés ainsi qu'à la Direction. Les décisions arrêtées avec votre participation, vous assistez les différentes unités pour la mise en place de la nouvelle organisation. La compétence acquise au cours de cette mission favorise votre évolution au sein de la charge.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience en gestion ou en organisation.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4048-1, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

UNANIM

SERTI SELECTION

« Post doctoral » (USA, D, CH...) !.. synthèse organique et « drug design »...

Ne le répétez pas !... Mais si notre Groupe Pharmaceutique français (650 M de F, 850 p) a pu connaître, ces dernières années, une telle expansion, c'est sans doute que notre Direction de la Recherche (100 p) a bien travaillé !... Mais ça ne lui suffit pas !... Alors nous disons « banco » pour la création d'un poste de Responsable de

Programmes de recherches

en Synthèse Organique, dont les projets seront orientés vers nos spécialités, à dominantes : GASTRO-ENTEROLOGIQUES, ANTI-ALLERGIQUES, ANTI-INFLAMMATOIRES. Bien entendu, VOUS ETES déjà de NOTRE INDUSTRIE depuis au moins 3 ans et souhaitez rejoindre une équipe qui « TROUVE »... Votre parcours ? Doctorat en Chimie, puis stage post-doctoral à l'étranger (USA, D, CH...) chez un Patron reconnu de la Synthèse Organique, qui a su vous initier au « Drug Design ».

Prochaine étape ? Nous rencontrer. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/PP/LM.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FSP

La société ***FRANCAISE DE SOINS ET PARFUMS*** *(SIGNAL, GIBBS, REXONA, AXE, TIMOTEI...) du Groupe UNILEVER recherche un*

Ingénieur bureau d'études

Participez à la création d'une usine ultra-moderne.

Vous prendrez en charge, au sein de la cellule engineering, différents projets et en superviserez la réalisation. Vous interviendrez en outre en tant que conseiller en matière de maintenance de ces installations.

Diplômé d'une école d'ingénieurs généraliste (Centrale, ENSAM, IDN, INSA...) et muni d'une expérience d'au moins trois ans dans le bureau d'études, vous ajoutez à cela des qualités d'écoute et de dialogue, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Vos possibilités d'évolution sont à la mesure d'un grand Groupe International.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 12/87 M à ***UNILEVER FRANCE SERVICES*** *Recrutement des Cadres - 8 avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.*



SOURCES

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE





La Banque de France

recrute

LE PERSONNEL DE DIRECTION

de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

concours ***d'adjoint de direction***

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 26 et Dimanche 27 Septembre 1987.
Inscriptions reçues du 22 Juin au 3 Août 1987.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le ***30 Juillet 1987.***

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1987.
Les candidats seront affectés soit dans les services centraux parisiens, soit dans les comptoirs de province.
Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. : 42 92 40 17

Organisation et Publicité

Nous sommes la COFFRA (Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande), jeune et dynamique cabinet d'audit et de conseil.

Très spécialisés dans une clientèle de sociétés filiales de firmes allemandes, nous avons pour ambition de devenir leader dans notre domaine.

Pour faire face à notre rapide expansion, nous recherchons des

JEUNES DIPLOMES

HEC, ESSEC, ESC PARIS-PROVINCE, SCIENCES PO

POUR L'AUDIT

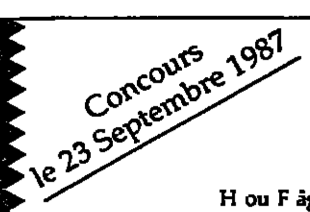
Après une période de formation, l'audit contractuel et le commissariat aux comptes constitueront l'essentiel de votre mission très évolutive. Vous avez une formation Grandes Ecoles ou similaire (HEC, ESSEC, ESC Paris-Province, Sciences Po).

La pratique de l'allemand est impérative. La connaissance de l'informatique sera un atout apprécié. Ce poste est basé à Paris (quelques déplacements sont à prévoir).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence AD, à COFFRA - 155, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



MEDIA BA



DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(X, HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ou équivalent)

H ou F âgés de 20 ans et de moins de 25 ans au 1-1-1987 + temps éventuel des O.M.
Nous recrutons des

Inspecteurs

Renseignements et inscriptions (clôture des inscriptions le 5 Septembre 1987)
Ecrire sous référence concours de l'Inspection au SERVICE DU RECRUTEMENT,
7, rue de Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

média-system

Homme de terrain et manager au carrefour de toutes les fonctions



1er groupe industriel Danois, leader européen sur son marché, recherche un

Responsable de la gestion de production et de la logistique

pour son usine de **BESANÇON** : unité performante par ses investissements matériels et la qualité de ses produits, son développement actuel est également le résultat d'un souci aigu du service clientèle.

Interface entre le service commercial et la production, vous dépendrez du directeur usine.

Chef de Service, vous aurez en charge :

- **au niveau de l'usine :**
  - la responsabilité des plannings de production et des stocks,
  - la gestion des méthodes de production,
  - l'étude de la politique logistique et son application,
  - l'étude de l'informatisation au niveau de la gestion de production.
- **au niveau du Groupe :**
  - l'apport de toutes propositions rationnelles et cohérentes -dans le cadre de votre expérience- à l'élaboration des projets du groupe et la prise de responsabilités de certains de ces projets.

En correspondance fréquente avec vos homologues du groupe, il est impératif que vous parliez couramment l'anglais et éventuellement l'allemand.
Vous êtes issu d'une école ingénieur et avez des connaissances importantes en gestion. Vous avez à la fois des qualité de fermeté et de négociation. Vous cherchez un style de management moderne, efficace, et convivial.

Envoyez sous référence 8753 : lettre manuscrite + CV + photo à :

Marcel Raguenet
26, avenue de Montrapon 25000 BESANÇON.
Discrétion assurée.

Cabinet d'Etudes de Ressources Humaines.



LEVI TOURNAY/ASSCOM

Pour renforcer sa structure COMMERCIALE
MICRO-INFORMATIQUE DIFFUSION
recrute

INGÉNIEURS-TECHNICO-CCIAUX

débutants ou quelques années d'expérience.
Formation ingénieur (ESME, INSA...)
ou école de commerce (SUP DE CO, EDHEC, ESCAE...).
Connaissance du monde « MS DOS » appréciée.
Merci d'env. CV, photo et prét. : M.I.D., M. Lamarre, 96, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris.

Micro Informatique Diffusion
recrute

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE

s/cartes électroniques.
Niveau BTS, dégagé O.M.
Débutant ou quelques années d'expérience.
Merci d'envoyer CV, photo et prét. à M.I.D., M. Forissier, 96, bd Richard-Lenoir, Paris 11e.

ORGANISME DE FORMATION LINGUISTIQUE

RESPONSABLE DE CENTRE PARIS 9e

Expérience commerciale, administrative et encadrement.
Envoyer lettre manuscrite, CV, prét., n° 9807 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS q.tr.

E.C.E. rech. professeur d'action commerciale, commerce international, spécialiste BTS.
Adresser CV à :
E.C.E.,
17, pl. J.-Amyot, 77000 Melun

Organisme professionnel Strasbourg

SECRETAIRE GENERAL

220 KF +

Cet organisme opère sous forme d'association et recherche un permanent pour animer une structure de 6 personnes dans une fonction de secrétaire général.

Il analyse les situations d'ordre juridique posées à l'organisme et instruit les dossiers contentieux. Il assure la gestion interne de l'organisme : personnel, informatisation, comptabilité. Il est amené à représenter la profession vis à vis de l'extérieur (clients, instances publiques et associatives...).

Nous souhaitons rencontrer un(e) titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé, âgé(e) d'au moins 30 ans, ayant acquis une expérience de type juriste d'entreprise ou de secrétariat général. Une expérience en cabinet d'avocat ou étude de notaire serait appréciée.

L'évolution de la profession et de l'organisme confère à ce poste un intérêt réel pour une personne très autonome dont on attendra à la fois fermeté et ouverture vis à vis des questions à traiter.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence M 30/2253 A à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions du management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ECOLES : X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis, la première Technopole de France à 15 km de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les «pontes» de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'information au plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une Bourse d'Etudes de 60.000 F, et d'une allocation mensuelle de 5 000 F (offertes par BULL, RANK XEROX, SOPRA, SEMA-METRA...).
Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons.
Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE CEDEX. Téléphone : 93 95 45 73.



SOPHIA ANTIPOLIS

DESSEIN

Jeune Chef de Produit Edition

Nous sommes une des plus prestigieuses maisons d'édition -presse et livres- et la première dans notre spécialité.

Notre département "livres de médecine" recherche son chef de produit.

Sa mission consiste à promouvoir ces livres destinés à l'enseignement supérieur; il sera responsable de la progression du chiffre d'affaires de son secteur.

Il gère et étoffe les fichiers ; il propose des actions promotionnelles (campagnes de publicité, VPC, PLV en librairies...).

De formation si possible scientifique, vous avez une première expérience professionnelle (2 à 4 ans) acquise de préférence dans la VPC.

La connaissance du milieu éditorial est un atout supplémentaire.

Au-delà de l'expérience, ce qui compte c'est votre personnalité : dynamisme, solidité, intelligence, adaptabilité, imagination, ambition...

La rémunération varie de 140 à 160.000 F par an.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil Roland CHABRIER s/réf.M. 170

ornicar 34, Bd Haussmann 75009 Paris

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

IMPORTANTE ENTREPRISE DE DISTRIBUTION
en forte expansion (C.A. 500 M.F.)
située en BOURGOGNE-SUD recherche son

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

Poste devant déboucher à court terme sur la

DIRECTION GENERALE DE L'ENTREPRISE

Conviendrait à **Diplômé de l'enseignement supérieur** : un diplôme d'Ingénieur Généraliste (Arts et Métiers...) nous paraît de bonne convenance.

— Possédant l'expérience d'un vécu au quotidien d'une **Direction Logistique** importante.

— Capable de faire évoluer et d'animer, vers un meilleur service aux clients et une plus forte compétitivité, **des flux** dont les caractéristiques sont :

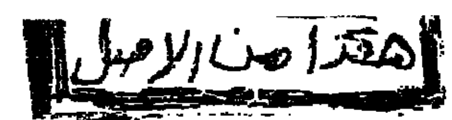
● 350 000 M³ traités annuellement, ● 42 000 M² d'entrepôts, ● 50 semi-remorques

— Disposant d'une **personnalité de premier plan**, véritable Professionnel, c'est un homme de **Méthode** et de **Communication** qui s'imposera par ses compétences et les résultats qu'il apportera à une équipe très performante.

— Susceptible de s'imposer rapidement au poste de
DIRECTEUR GENERAL DE L'ENTREPRISE.

Une **rémunération importante** est prévue.
Le recrutement sera instruit dans la plus totale discrétion.

Ecrire sous N° 8659 M, Le Monde publicité,
5, Rue de Monttessuy - 75007 PARIS



Le Monde
CADRES

Réorganiser, développer, conquérir

Très important laboratoire photographique (150 personnes, 36 MF de CA) nous sommes n° 1 sur le marché de la photographie scolaire. Basés à 180 Kms au Nord de Paris, nous recherchons pour procéder à la réorganisation de notre entreprise et développer de nouveaux marchés notre

Directeur général

450 KF +

A 35/40 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie en PME/PMI.
Bon gestionnaire humain et technique, vous maîtrisez bien l'outil informatique.
Mais, plus que vos antécédents, nous privilégierons chez-vous vos capacités d'organisateur, de manager et votre goût du challenge.

Pour relever le défi et réussir ensemble, nous vous offrons une réelle notoriété basée sur la qualité de nos prestations, un marché porteur en évolution, un outil de production fiable et performant, une grande autonomie d'action et aussi de solides possibilités de diversification.

Rencontrons-nous rapidement.
Prenez contact avec notre Conseil : MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 Paris en précisant la réf. 45889 M

Mercuri Urval

Sur la Côte d'Azur : un domaine porteur... un groupe qui gagne...

Nous sommes une filiale importante (330 M de F dont 55 % à l'export, 500 p) de l'un des tout premiers Groupes industriels français et occupons une position de leader sur nos marchés. Notre domaine ? Les Bio-Industries. Après une période de croissance externe, nous souhaitons accueillir un

Directeur du personnel

qui saura, aux côtés de notre Directeur Général, consolider l'acquis et parfaire une homogénéité, déjà bien engagée, relative à l'intégration de contextes sociaux diversifiés.
Vous êtes un PROFESSIONNEL COMPLET de la fonction, praticien du droit social quand il le faut... Mais vous préférez prévenir que guérir... Homme de dialogue et fin négociateur, votre maturité et votre acquis professionnels, en milieu industriel, vous désignent tout naturellement pour exercer cette fonction si attachante et si prégnante aussi...
Une porte d'entrée dans un groupe qui sait s'attacher les services des meilleurs.
A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/DI/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Pour faire face à son développement
GRAND RÉGIONAL, leader dans sa branche, recherche

Journalistes

Après une expérience d'au moins 5 ans, dans un quotidien de préférence, vous souhaitez poursuivre votre évolution au sein d'un Grand Journal Régional et participer activement à son élaboration et à son développement.

Si vous êtes un(e) journaliste animé(e) d'un solide esprit d'équipe, avide de connaître et d'informer, disponible : contactez-nous. Nous étudierons confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier sous le n° 7 052
LE MONDE PUBLICITÉ
5, RUE DE MONTTESSUY, PARIS 7e.

GRANDE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
Leader en France dans son métier,
nous recherchons

NOS DEUX AMBASSADEURS A L'ÉTRANGER

Votre mission :
- transférer notre savoir-faire
- favoriser la distribution de nos produits
- concevoir et organiser nos structures sur place.

Vous êtes :
- mobile et disponible
- issu d'une grande école de commerce
- enrichi d'une expérience de 4 à 5 ans dans l'organisation d'entreprise.

De plus vous parlez Anglais- Espagnol

Nous vous proposons :
- une formation approfondie de 3 mois
- un salaire motivant
- une évolution de carrière liée à vos performances.

Je vous remercie d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous la réf. MGC à :
Madeleine GHERTMAN
49, rue Jeanne d'Arc - 94160 SAINT-MANDÉ

THERMICIEN CONFIRME

Très importante société de GESTION PATRIMONIALE, filiale d'un puissant Groupe immobilier, recherche pour l'une de ses directions opérationnelles, implantée à PARIS, un THERMICIEN CONFIRME.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou équivalent, il aura la responsabilité de la mise en place d'une gestion dynamique des contrats d'exploitation (chauffage, ascenseurs...) et de leur suivi sur un parc locatif d'environ 18.000 logements.
Il apportera son assistance au personnel de terrain, chargé des contacts avec les locataires.
Une expérience de plusieurs années dans un poste d'études thermiques est indispensable.

Adressez C.V., photo et prétentions sous référence 7240 à
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ADJOINT H/F RESPONSABLE RECRUTEMENT

Vous êtes un jeune candidat (licence ou maîtrise de psychologie) bénéficiant de 3 à 4 ans d'expérience dans la fonction personnel et/ou une première approche concrète du recrutement des commerciaux.
Avec un grand sens des relations entre cadres et l'esprit d'équipe qui vous anime, vous participerez au sein d'un groupe puissant, de dimension nationale à notre effort de recrutement. Directement rattaché au Responsable Recrutement et Relations Humaines vous développerez dans les régions qui vous seront attribuées, la politique de recrutement la plus adaptée aux exigences régionales.
Basé à LYON ou MARSEILLE, de fréquents déplacements sont à prévoir.
Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) sous réf. AR/M A Jean-François DUFORT - Secteur Maison Individuelle - MAISON FAMILIALE CONSTRUCTEUR - 15, rue de Marignan - 75008 PARIS.

MAISON FAMILIALE

MEDIA BA

Conseil
Formation
Communication

LYON

Vous avez
- une formation universitaire ou grande école (BAC + 4),
- une expérience de 5 à 10 ans de l'entreprise à des niveaux de responsabilité,
- plus de 30 ans, un profil de généraliste.

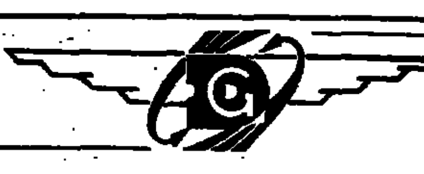
Vous souhaitez élargir le champ de vos actions.
Nous vous proposons de vous joindre à notre équipe (10 pers.), créée il y a 14 ans, pour occuper un poste de

CONSULTANT FORMATEUR

Nos références sont nationales et nous faisons partie d'un groupe de Sociétés de Conseil.
Votre activité vous permettra de vous exprimer de façon autonome, dans des domaines tels que : **la conception** et **l'animation** d'actions de formation en entreprise, **le conseil** auprès des directions.
Vous participerez à la définition des orientations et au développement commercial de l'équipe.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite à :
faral 132, COURS CHARLEMAGNE 69002 LYON

HAVAS CONTACT



pour consolider la percée de son secteur simulation aux U.S.A., recherche

2 INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES

Ils participeront, dans des fonctions différentes, au développement de cette activité et assureront l'interface technique auprès d'organismes américains.

Après un séjour d'environ 6 mois au siège en France, ces postes, de 1er ordre pour des candidats dynamiques et ambitieux sont basés aux U.S.A.

Nous souhaitons, des
ELECTRONICIENS CONFIRMES

La connaissance de la langue est impérative. Un premier séjour aux U.S.A. serait apprécié.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
G.D.I. - B.P. 30 - 92151 SURESNES Cedex

P.R.

Etablissement financier adhérent au MATIF

recherche d'urgence

SON RESPONSABLE COMMERCIAL

formation Grandes Ecoles + maîtrise des produits MATIF et options.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 8676 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

L'U.E.R. DE GESTION DE LA SORBONNE

recherche

ENSEIGNANTS ou INGÉNIEURS ou ÉTUDIANTS HAUT NIVEAU

pour groupes de travaux dirigés (math, statistiques, recherche opérationnelle, informatique).

Prière adr. CV avt le 10 sept. à :
M. LE PROFESSEUR N.H. CHAU
Directeur de l'U.E.R. de gestion
17, rue de Sorbonne
75231 PARIS Cedex 05

SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE DE LA RÉGION PARISIENNE

recrute par voie de mutation ou sur liste d'aptitude

UN ATTACHÉ COMMUNAL

pour le Secrétariat général (préparation et suivi réunions, affaires générales, notions économiques souhaitées).

Ecrire sous le n° 8672
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Mettez-vous sur la ligne
Agents commerciaux
Nous vous offrons formation
Suivi terrain
Possibilité de promotion
Rémunération motivante (possib. 30 000 F. mensuels).
Notoriété d'une entreprise de + de 30 ans.
Vous : 25/35 ans :
voiture, téléphone,
expérience de la vente particulier sur RV.
Démarrage immédiat.
REGIEPA 27015FX. Départ : prévoir stage 24/6 et 25/6.
Téléphoner pour RV le 22/6/87 au 42-61-14-55.

Organisme de formation linguistique

RESPONSABLE DE CENTRE PARIS 9e

Expérience commerciale, administrative et encadrement.
Envoyer lettre manuscrite, CV, prét., n° 9807 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris q.tr.

Assistante de Direction

PARIS 8ème

Nous sommes une Société Internationale de Conseil et l'un de nos consultants recherche son ASSISTANTE.

Outre les fonctions classiques de secrétariat, vous suivrez avec lui les différentes missions et saurez assurer, quand nécessaire, les contacts avec ses interlocuteurs.

De formation BTS, ayant au moins une première expérience réussie dans une fonction similaire, vous avez une parfaite maîtrise de la sténo dactylo française et anglaise (frappe sur visiotex). Vous parlez très couramment anglais.

Vos qualités d'adaptation, votre autonomie et votre sens des contacts vous permettront d'être tout de suite opérationnelle.

Merci d'écrire sous référence 655/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission.

A.L conseil

CURRICULUM

Un cabinet de recrutement prend son essor...

B FRANÇOISE BERNET CONSULTANT

S'AGRANDIT ET INSTALLE SES NOUVEAUX BUREAUX : S.A.I. - 123, RUE DE LONGCHAMP - 75116 PARIS - TÉL. : (1) 45.53.45.54.

MEDIA BA

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT DE FORMATION CONTINUE DE GESTION ET DE MANAGEMENT DE LA RÉGION PARISIENNE

recherche

1) Le responsable de ses activités formation - grandes entreprises

Négociation et suivi de dossiers intra-entreprises de haut niveau, programmes et séminaire, etc.
Age : environ 35 ans.
Formation supérieure de gestion requise (2e cycle).
Expérience du secteur indispensable.

2) Un chargé de mission

responsable de la commercialisation et de la gestion de programmes de formation dans les entreprises.
Age : environ 30 ans.
Formation supérieure de gestion requise (2e cycle).
Expérience du secteur souhaitable.
Voyages à envisager.

3) Un jeune chargé de mission

responsable administratif.
Formation supérieure de gestion et connaissances en micro-informatique requises.

Envoyer votre candidature en précisant le poste recherché (1, 2, 3) sous n° 8683 :
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Institution Financière en rapide expansion, située à Paris, travaillant de concert avec des Agents de Change,

recherche (e)

responsable du service valeurs mobilières

HF

« Pour s'occuper de la comptabilité des titres et espèces, virement aux clients, établissement des avis relevés et documents fiscaux, ce poste conviendrait à une personne ayant des connaissances de la Bourse (INDISPENSABLE). Niveau de formation : BAC C plus ESC ou IUT, ou expérience équivalente.
Merci d'envoyer votre C.V., photo, salaire actuel, sous réf. 3753-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrégies

3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



ETATS-UNIS

JOIN A FRENCH GROUP IN ITS STRUGGLE FOR NORTH & SOUTH AMERICA

Travailler aux Etats-Unis, c'est le rêve de beaucoup de jeunes français. Mais vous n'êtes pas très nombreux à déjà bien connaitre la mentalité du business américain, à avoir la vitalité, la mobilité et le savoir faire qui nous sont nécessaires pour gagner des parts de marchés sur le terrain même de nos principaux concurrents (secteur aéronautique).
Basé dans le 1/4 sud-est des Etats-Unis, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de nos ventes sur le continent américain.

Un diplôme d'E.S.C., une première expérience commerciale réussie, la parfaite maîtrise de l'anglais et un pragmatisme à toute épreuve vous permettront d'affronter ce marché difficile avec l'enthousiasme de votre jeunesse (28/30 ans environ).

Les consultants de A.I.R. étudieront le dossier de candidature (CV + lettre + photo + prét. salaire) que vous leur ferez parvenir, 93, rue du Fg St Honoré, 75008 Paris, sous réf. M/624.

média-system

aiR

ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

UN DES PREMIERS GROUPES PRIVES FRANÇAIS D'ASSURANCE COLLECTIVE ET INDIVIDUELLE recherche dans le cadre de son développement

JEUNES DIPLÔMÉS

SUP DE CO

3 ANS D'EXPÉRIENCE

pour ses postes de

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

dans les régions

PICARDIE - POITOU-CHARENTES - AUVERGNE

Postes basés à Amiens, Poitiers et Clermont-Ferrand.

Ces cadres auront la responsabilité des objectifs de communication et de vente de leur secteur pour toutes les actions et pour tous les produits diffusés par le groupe.
Ils auront à animer et diriger une équipe composée à la fois d'inspecteurs et d'agents itinérants ainsi que d'agents sédentaires dans des bureaux locaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7251 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

L'INSPECTION GENERALE

X. Centrale. Mines. IEP. HEC. ESSEC. ESCP,... vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.
Intrégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquérerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaire pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque.
L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence A G 15
Banque Indosuez
Service recrutement, carrières,
9, rue Louis Murat
75371 Paris Cédex 08

SOURCES

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET,
première banque de son département (850 p. dont 370 au siège à Orléans, 100 points de vente), accueille

un jeune organisateur, H/F

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, venez participer à l'amélioration des performances de nos agences et des services centraux : création de circuits, procédures, conception de nouveaux moyens (informatique, bureautique), mise en place de méthodes de travail plus adaptées, etc., en liaison notamment avec les services marketing, communication, informatique et les agences.

Jeune diplômé, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en organisation dans la banque, l'assurance, la distribution... ou en cabinet de conseil et souhaitez construire votre carrière avec nous (votre réussite à ce poste en est la condition).

Merci d'écrire à notre consultante,
Mme M.C. TESSIER, (réf. 5062 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française du leader mondial du Contrôle des échanges internationaux, nous recherchons le

DIRECTEUR ADJOINT

de la division qui organise et effectue les contrôles en France des biens exportés vers plus de 20 pays. Le titulaire du poste dirigera un département de 50 personnes comprenant des analystes de prix, des agents administratifs chargés du traitement des dossiers. De formation supérieure commerciale ou technique il sera à la fois un animateur et un négociateur qui aura une très bonne expérience du commerce international. Ce poste implique une pratique courante de l'anglais.



La discrétion est assurée à ceux qui voudront bien envoyer CV et prétentions en indiquant sur l'enveloppe le N° 9809 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

Organisme de formation de l'industrie pharmaceutique recherche

JEUNE CADRE

ayant le sens de la négociation et du contact, diplômé de l'enseignement supérieur. Formation pharmaceutique appréciée. Adresser CV, photo, prét. en précisant sur votre enveloppe la réf. M/21628 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Responsable de clientèle EXPORT division AUTOMOBILE

Rejoignez la Direction Commerciale Automobile de Saint-Gobain Vitrage en qualité de responsable de clientèle. Vous prendrez en charge la responsabilité complète de marchés d'exportation Européens pour différentes lignes de produits verriers destinés à l'automobile.
Basé à Thourotte (Oise), vous assurerez de fréquents déplacements à l'étranger (50 % du temps) ce qui suppose une parfaite maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de l'espagnol.
Diplômés d'école supérieure de commerce, vous avez déjà acquis une première expérience dans la vente de biens industriels. Si vous avez de la trempe, ce poste vous permettra d'apprendre nos produits et d'accéder rapidement à d'autres responsabilités.
Envoyer lettre manuscrite et CV sous référence 15 M a Madame TRIDON - Direction du Personnel

SOURCES



Saint Gobain Vitrage
Cédex 27
92096 Paris la Défense

GATT/GENÈVE

ÉCONOMISTES

Dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, à Genève, recherche sept économistes. Leurs fonctions se rattacheront aux activités du GATT dans les domaines des affaires juridiques, des droits de douane, du développement, de la coopération technique, du commerce des services, des recherches et de l'analyse économiques et des statistiques commerciales.

Ces postes conviendraient à de jeunes hommes ou femmes titulaires d'un diplôme universitaire en sciences économiques (un diplôme de droit est exigé pour l'un de ces postes), possédant plusieurs années d'expérience dans les domaines susmentionnés et ayant une connaissance pleinement satisfaisante de l'anglais ou du français, avec aptitude à rédiger avec précision et rapidité dans l'une de ces deux langues et bonne connaissance pratique de l'autre. La connaissance d'autres langues, en particulier l'espagnol, constituerait un avantage.

Les traitements et autres émoluments sont établis d'après le barème actuel de l'Organisation des Nations-unies, le niveau auquel les candidats sont engagés étant déterminé en fonction de leurs qualifications et expérience.

Les candidats dont la formation et les qualifications répondent aux conditions requises ci-dessus sont invités à adresser un curriculum vitae ou à demander par écrit des précisions et un formulaire de candidature au :

Chef du personnel — GATT
154, rue de Lausanne — 1211 Genève 21

Date limite pour le dépôt des candidatures : 7 août 1987.

---

chargé d'affaires «bâtiment»

Filiale d'un prestigieux groupe industriel français, nous sommes l'une des toutes premières sociétés du BTP. Dans le cadre du développement de nos activités régionales, nous souhaitons intégrer un Chargé d'Affaires à notre équipe œuvrant sur le **Limousin.**
Sous l'autorité du Directeur Commercial de notre filiale, vous aurez pour mission de développer nos activités "bâtiment" sur la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze.
De formation supérieure, âgé d'environ 30-35 ans, rompu au montage d'affaires dans notre domaine, vous savez analyser un marché et définir une stratégie commerciale. Vous êtes convaincu qu'entretenir des relations de qualité avec les donneurs d'ordre locaux est primordial. Si vous les connaissez déjà, votre candidature n'en sera que plus appréciée.
Vous serez basé sur la région. Une rémunération comprenant un fixe et un intéressement motivera un candidat de valeur.
Pour un premier contact merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 404 M à

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

JEUMONT SCHNEIDER

JEUNES SUP DE CO, FAITES VOS PREUVES DANS UN SECTEUR EN PLEINE MUTATION : LA DIVISION TELECOMMUNICATION DE JEUMONT SCHNEIDER.

Nous concevons et fabriquons des matériels performants de communication d'entreprise.
Nous recherchons pour tonifier notre filière «petits systèmes et terminaux» un,

JEUNE CADRE MARKETING

(sup de Co débutant)

Vous serez directement responsable de l'activité marketing de la ligne de produits : définition des spécifications fonctionnelles, études de marché, concurrence...
Vous réaliserez les supports documentaires et concevrez une promotion complète pour les utilisateurs et installateurs.
En relation avec nos services commerciaux, vous formerez et animerez notre équipe de vendeurs.
Enfin, vous analyserez les résultats de ces actions et vous en contrôlerez les performances.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à JEUMONT SCHNEIDER
Service du Personnel - 6, rue de Gueugnon
71304 MONTCEAU LES MINES Cedex.

CONTESSE

CHERCHE

CONSULTANT(E) EN RECRUTEMENT DE CADRES

Pour assurer la mise en place et développement de l'activité. Recrutement au sein d'un Cabinet Conseil de Direction.

Le candidat(e) devra justifier :
- **Une formation supérieure**
- **Une expérience de trois ans minimum en Cabinet.**

Ecrire avec CV et prétent. sous n° 8680
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

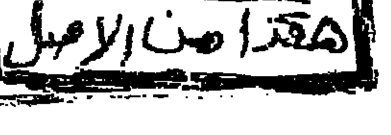
Consultants en ressources humaines

Paris
Lyon

• Notre métier :
La recherche de cadres et de dirigeants par approche directe et annonce, le conseil en structure et stratégie sociale.
• Notre approche :
La gestion dynamique des Ressources Humaines, la mise en cohérence des Organisations avec les objectifs de l'Entreprise.
• Votre Projet :
Développer votre clientèle, vendre vos idées et votre savoir faire, élargir votre champ d'action.
Professionnel confirmé des Ressources Humaines issu de l'Entreprise ou du Conseil, vous êtes créatif, vous avez le sens des affaires, venez rejoindre notre équipe pluridisciplinaire de 15 consultants.

Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature sous réf. 5208 M et vous garantit une totale discrétion. 135 avenue de Wagram 75017 Paris. Tél. 42.27.96.49.

argos
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL



Le Monde
CADRES

DE LA BANQUE... AUX BANQUES, UNE MISSION COMMERCIALE.

Filiale française de **PARGESA BRUXELLES-LAMBERT**, notre banque est active tant dans le domaine des financements que dans celui des affaires financières et des marchés. Les opportunités d'affaires à découvrir, monter et syndiquer avec des banques françaises et étrangères sont nombreuses. Ce rôle est imparti à notre Direction des Relations Bancaires.

Votre action s'intègre dans la double mission de cette Direction :
- Un rôle commercial, afin de promouvoir l'ensemble des produits et services de la BGP auprès d'une clientèle de banques.
- Un rôle fonctionnel, notamment pour l'analyse et le suivi des risques sur contreparties bancaires, la gestion de comptes de correspondants et la recherche de ressources.

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous exercez depuis 3 ou 4 ans en milieu bancaire, une fonction proche de celle décrite. Une expérience de clientèle non-résidente serait appréciée. Vous parlez couramment l'anglais, et la pratique de l'allemand sera un atout majeur. Bien évidemment, vous aimez voyager.

Merci de nous écrire (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence DRB 212, à la Direction des Relations Sociales - BGP, 26 rue de la Baume - 75008 PARIS.



BANQUE DE GESTION PRIVEE-SIB

VENDRE LA HAUTE TECHNOLOGIE MEDICALE C'EST DEMARRER FORT !

KONTRON INSTRUMENTS, filiale d'un groupe multinational, fabrique et commercialise du matériel de haute technologie, notamment dans les domaines de l'imagerie médicale, des soins intensifs, de la cardiologie et de l'analyse biologique. Pour conforter sa position clé, elle recherche des

JEUNES DIPLOMES
(PHARMACIENS, SCIENTIFIQUES, COMMERCIAUX)

Débutants ou possédant une première expérience, vous recevrez durant deux mois une formation complémentaire à nos produits. Vous serez ensuite amenés à négocier avec des interlocuteurs de haut niveau : médecins spécialistes, Directions hospitalières, ingénieurs biomédicaux.

Démarrer votre carrière dans le secteur des "Sciences de la vie", c'est démarrer fort !

Notre expansion sur ce marché dynamique nous permet de garantir de réelles perspectives d'évolution aux ingénieurs technico-commerciaux performants.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous la référence M39/080 BJ à notre Conseil :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri - 75008 PARIS

KONTRON INSTRUMENTS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE – BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

LA VILLE DE METZ (Moselle)

recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(Ville de 80 000 à 150 000 habitants)

Par concours sur titres, recrutement direct, mutation ou détachement.

Les candidats titulaires d'un diplôme universitaire du 3e cycle ou d'une grande école devront justifier d'une expérience réussie de 2 à 3 ans en qualité de membre d'une direction d'administration ou d'entreprise.

Sachant communiquer, ils seront en outre très dynamiques et ouverts à toutes les méthodes nouvelles de gestion.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo d'identité, devront être envoyées à
Monsieur le Sénateur-Maire
de la Ville de Metz
BP 1025, 57036 METZ CEDEX 1
AVANT LE 10 JUILLET 1987.

Nous sommes spécialisés dans le traitement de l'information financière et souhaitons renforcer notre potentiel

EN RECRUTANT UN(E)

CHARGÉ D'ÉTUDES FINANCIÈRES

de formation supérieure, actuaire diplômé de préférence (IAF, ISFA, ISUP...).

Débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, vous souhaitez participer activement au développement des marchés financiers.

Votre mission consistera, en liaison étroite avec les intervenants sur le marché, à étudier, définir et mettre en place les nouveaux outils d'analyse et de modélisation qu'attendent nos clients : Banques, Compagnies d'Assurances, Agents de Change.

Ce poste très formateur représente, pour un esprit créatif, rigoureux et pragmatique, une excellente opportunité de début de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
c.v., photo et prétentions à :
DAFSA, réf. M 01
125, rue Montmartre,
75002 PARIS.

Le département de l'Oise

recrute par voie de détachement

UN DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS
A BEAUVAIS

Peuvent faire acte de candidature :
- fonctionnaires territoriaux (DSA ou équivalent) ou promouvables à ce grade ;
- directeurs de préfecture ou attachés principaux promouvables à ce grade ;
- fonctionnaires de l'État de niveau équivalent.

Candidature + C.V. détaillé à adresser d'urgence à :
M. le Président du conseil général de l'Oise
Direction du personnel et de la formation
Bureau concours, 1, place de la Préfecture
BP 241, 60009 BEAUVAIS CEDEX.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7e
recherche pour faire face
au développement de ses activités

CHEFS DE MISSION
AUDITEURS CONFIRMES

H/F

- Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'Audit en cabinet.
- Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions
COGERCO-FLIPO 72, rue de Bellechasse
75007 Paris

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES
recherche pour la province

INSPECTEUR VIE

- Bac + 2 minimum.
- Expérience professionnelle dans la vente de produits financiers ou d'assurance vie souhaitée.

Disponibilité géographique.

Après une période de formation au cours de laquelle il aura éventuellement participé à celle de jeunes agents, il intégrera une région en, tant qu'Inspecteur Vie.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 67130 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

BREVATOME
recherche

INGENIEUR
ELECTRONIQUE ET PHYSIQUE

débutant ou quelques années d'expérience ou diplômé du CEIPI pour poste

INGENIEUR BREVETS

Ecrire : 25, rue de Ponthieu - 75008 Paris

PARC DES EXPOSITIONS DE CHARTRES
recherche

DIRECTEUR (TRICE)
Fonction commerciale

Expérience exigée dans gestion de parc, de foires, salons ou expaces polyvalents.

Poste à créer, motivant et d'avenir pour lancer un équipement moderne.

Ecrire : S.A.R.L. ECOGES
19, avenue des Sablons – 28000 CHARTRES

Pour un meilleur service à ses adhérents,
FRANCE-LOISIRS
renforce sa structure de vente par correspondance et par téléphone de voyages et locations de vacances et créé le poste de

CHEF DE SERVICE RELATIONS CLIENTS

LA MISSION COMPORTE 3 AXES : H/F
- animation de l'équipe réservation (8 personnes) :
  - organisation du travail
  - formation aux procédures de réservation
- développement de la vente par téléphone
- rationalisation des tâches et optimisation du service au client par l'utilisation performante de l'outil informatique.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, IESTO...) motivé par le secteur des loisirs. Lors d'une première expérience (de 3 à 5 ans, de préférence en Vente par Correspondance), il aura fait preuve de ses qualités d'organisateur et d'animateur d'une équipe.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER - B.P. 6, 75725 PARIS cedex 15.

CONTESSE

Caméras continentales
Société de production Audiovisuelle et Cinéma

RECHERCHE

CADRE PERFORMANT

Motivant et expérimenté pour créer, développer et diriger service de production industrielle et institutionnelle. Il s'agit de démarcher industries et institutions en vue de décrocher des budgets audiovisuels.
Gros salaire possible : fixe + pourcentage sur les budgets

Ecrire Secrétariat A.M.
Caméras continentales
5, rue Eginhard
75004 PARIS

AGENCE CONSEIL EN RELATIONS PUBLIQUES
recrute

UN CONSULTANT

De formation supérieure, il justifie d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une agence ou en service intégré

Lettre manuscrite, photo et CV
IG CONSEIL
55, rue de la Fédération, 75015 PARIS

Micro-informatique Diffusion recrute pour son siège parisien

UN PRÉPARATEUR

Bac ou équivalent, connaissance micro appréciée, débutant ou quelques années d'expérience. Merci d'envoyer CV, photo et prét. à M.I.D., M. Lamarre, 96, bd Richard-Lenoir, 11e.

EXPERT COMPTABLE indivd. (5 collaborateurs) assurant principalement des MISSIONS de tenue RECHERCHE assistant confirmé, NK4 ou 3. Envoyer CV et prétentions à : TAFFOUREAU, 7, r. du Pôle-Nord, 75018 PARIS

Organisme de formation professionnelle et conseil en entreprises

recherche

POUR UN DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER

UN RESPONSABLE CHARGÉ

de développer un rôle de représentation auprès des différentes institutions, diriger l'équipe en place, assurer le suivi et la coordination des actions pédagogiques, ainsi que la gestion du centre de FORMATION : études supérieures, anglais souhaité.

Expérience : 5 ans d'activité professionnelle

Salaire : 180 à 220 000 F/an + indemnités de transport + indemnités de logement.

Madame VIAL – Tél. : 45-23-59-59.

CENTRE DE GESTION ET D'ÉCONOMIE RURALE
1 800 adhérents - 100 salariés
recrute

SON RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

DESS de fiscalité ou de droit rural, maîtrise de droit privé

Candidat expérimenté dans les domaines suivants :
- droit civil et organisation sociétaire en agriculture ;
- droit rural ;
- fiscalité agricole ;
- contentieux fiscal.

Ecrire sous le n° 8879 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Société PARIS 8e recherche

DOCUMENTALISTE

- Actif, intéressé(a) par l'économie internationale
- Bilingue (ou presque) FRANÇAIS-ANGLAIS
- Connaissant l'informatique documentaire
- Capable non seulement de classer, ficher, retrouver un document
- Mais aussi de rédiger, et même de faire un peu de statistiques.

Merci, d'adresser lettre manuscrite CV, photo, prétentions en précisant sur votre enveloppe la réf. M 20075 BLEU Publicité, 17, r. Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.



TEXAS INSTRUMENTS
DIVISION INFORMATIQUE

RESPONSABLE SERVICE CLIENTELE

Notre Service Clientèle représente la qualité du service TEXAS INSTRUMENTS France. Il n'a qu'un objectif : améliorer sans cesse la satisfaction du client.

Reportant au Directeur du Marketing et des Opérations, vous encadrez une équipe de 3 personnes. Vous êtes chargé du bon fonctionnement et de l'optimisation du service clientèle de notre Division Informatique (lignes de produits Informatique et Automatismes).

Vous assurez l'interface entre les clients et la force de vente d'une part et notre service de transit européen (Pays-Bas) et nos services de Gestion/Comptabilité d'autre part. Vous intervenez depuis la prise de commande jusqu'à la livraison des produits et la coordination des installations. Gestion optimale des carnets de commandes, respect des engagements (tant en termes de délais que de qualité), contrôle des coûts, sont autant d'éléments que vous saurez maîtriser.

De formation Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience. Votre sens du contact, votre dynamisme et votre capacité de prise de décision rapide faciliteront votre réussite dans ce poste réellement évolutif. Pour ce poste basé à Vélizy, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature en précisant la réf. DS II/0687/1M, à : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.



Durant 13 Printemps, dans le magasin du même nom, Mireille Bordet s'est occupée du recrutement des cadres.
Son expérience lui vaut de s'installer aujourd'hui dans ses propres bureaux.

Mireille Bordet Conseils,
122 Boulevard Haussmann,
75008 Paris
Tél : 43 87 74 92

MBC.

Nous sommes une organisation de courtage d'assurance de tout premier plan

Au sein de l'équipe commerciale, pour participer à l'élaboration et à la réalisation du plan marketing,

nous recherchons un

COMMERCIAL CHARGÉ DE CLIENTÈLE

diplômé d'études supérieures, âgé de 30 ans environ.

Le poste requiert :
Dynamisme, sens des contacts et de la négociation à un haut niveau, ainsi que la capacité d'autonomie et de travail en groupe.
- Vous êtes de formation supérieure à dominante commerciale.
- Vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire ou de l'assurance des risques d'entreprises (en compagnie ou en courtage).

Vous bénéficierez d'une rémunération motivante (200 000 F +) et de réelles perspectives d'évolution liées à la volonté de développement de notre groupe.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo au journal sous le n° 8678 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



UNIVERS DE LA GESTION

lettre ouverte à un Homme de Banque

Structure de conseil, 3700 consultants dans le monde dont 1400 en en Europe, nous sommes membre du réseau d'un des leaders parmi les "big eight". *Nous agissons en France dans les voies du conseil*, en suivant un certain nombre d'axes majeurs qui ont pour noms : gestion stratégique, technologies d'information et systèmes opérationnels. Nos clients sont autant industriels de toutes tailles, qu'organismes publics et privés. Aujourd'hui, la qualité de nos interventions nous attire les demandes des secteurs en pleine mutation. C'est ainsi, qu'entre autres, banques et assurances, se tournent de plus en plus vers nous, aussi bien pour des préoccupations d'ordre stratégique que pour la conception et la mise en place de systèmes d'information. Pour faire face à cette croissance, nous cherchons à nous adjoindre vos compétences. Vous-même, avez été impliqué dans le monde de la finance, tant en opérationnel qu'en fonctionnel, et en avez dégagé un "bagage" que vous vous sentez en mesure d'exploiter de manière différente. Nous avons développé de notre côté un certain nombre de produits, méthodes et schémas de réflexion que, dans tous les cas, nous faisons suivre de conseils concrets et réalistes. Notre équipe de consultants est jeune, brillante et nous lui devons notre essor. Pour la rejoindre, nous vous voyons à la trentaine, quelques prestigieux diplômes en poche, avec une expérience riche de la connaissance des milieux concernés. Votre passage en banque, assurance, ... ou dans le conseil a développé votre professionnalisme. Si de plus, vous êtes mobile d'esprit et disponible, et s'il vous semble que de nos deux expériences un réel effet de synergie puisse se dégager, nous serons heureux d'étudier votre candidature. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions), s/réf. 10.460-M à H. CARON, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

futur Consultant

DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES



Coopers & Lybrand associés

Un contrôle de gestion étoffé et opérationnel

Un groupe français de tout premier plan, parmi les leaders mondiaux dans son domaine, recherche le Contrôleur de Gestion d'une de ses usines *(300 personnes)*.

Rattaché au Directeur de l'Usine et membre de l'équipe de Direction, il assurera la direction des systèmes d'information, de gestion et de contrôle et supervisera un service comptable étoffé (15 personnes).
Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de gestion, ayant 5 ans d'expérience acquise en milieu industriel ou dans un cabinet d'audit, familiarisé à l'informatique et témoignant de solides qualités d'initiative, de dialogue et de rigueur.
Réelles perspectives d'évolution dans le groupe.

Poste province Nord
Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F/an

Ecrire sous réf. 6100 M à RESSOURCES CONSEIL - 1, rue Falguière 75015 Paris qui transmettra.

Lotus

Nous sommes la filiale française du groupe U.S. LOTUS DEVELOPMENT, 1600 personnes, plus de 2 milliards de frs de C.A. dans le monde. Nous développons et commercialisons les logiciels d'aide à la décision 1.2.3. ; SYMPHONY, FREELANCE ; HAL et MANUSCRIPT.
Nous recherchons notre

ACCOUNTING MANAGER

Il ou elle animera une équipe de 3 personnes et prendra en charge :
- les systèmes comptables informatisés,
- la comptabilité générale, les comptabilités tiers, le Reporting mensuel au siège européen,
- la gestion de la trésorerie et le crédit clients.

Vous avez 27-32 ans, une formation type Sup de Co et une expérience de quelques années en entreprise dans un environnement Anglosaxon. Un passage en cabinet d'audit serait également apprécié.
Vous êtes un bon utilisateur de l'outil informatique et votre anglais est plutôt «Fluent».
Ce poste offre à un candidat motivé une opportunité unique de carrière dans un groupe international dynamique.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. ML/03 à notre conseil

Patrick BRUNETEAU

PB International Management

8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS.

GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS SITUE EN BANLIEUE EST DE PARIS,
nous recherchons pour notre Direction Marketing et Développement

DEUX RESPONSABLES PRODUITS

• Votre formation Ecole Supérieure de Commerce (option Marketing ou Marketing financier).
• votre expérience professionnelle de 3 à 5 ans des produits financement des équipements de PME/PMI au niveau commercial et conceptuel.
• votre esprit de synthèse et de créativité allié à une indispensable curiosité professionnelle.
Vous permettront de prendre en charge sur un créneau d'équipements déterminés :
• le suivi et la création de produits financiers et prestations mis ou à mettre à disposition de notre réseau commercial France.
• l'optimisation du positionnement de ces produits et prestations sur le marché.

Pour ces postes, nous vous remercions d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions à Média System (réf. 10990), 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 PARIS, qui transmettra.

Groupe international de spécialistes du marketing, de mathématiciens, d'informaticiens, d'hommes de terrain de Vente et Formation recherche

CONSULTANT MARKETING BANCAIRE/ASSURANCE

Nos concepts sont actuellement uniques et sans concurrence dans le monde.

● Vous avez 30 ans au moins, une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Sup. de Co ou équivalent). Vous parlez parfaitement l'anglais ou l'allemand. Votre rémunération actuelle est d'au moins 360 000 F/an.
● Vous avez une (ou plusieurs) expérience(s) de produits et/ou de Services grand public sur les plans marketing et communication. Vous avez également la pratique des contacts au plus haut niveau avec des Directions commerciales, techniques, et Organisations de banques et d'assurances.
● Le poste est à pourvoir à Paris.

Adressez votre CV avec photo et lettre manuscrite à

BMC
Bank Marketing Consultants
2, rue René-Bazin, 75016 PARIS

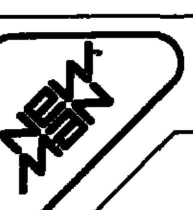


Important cabinet de conseil recherche pour mission de haut niveau dans société de développement rural en Afrique de l'Ouest un.

CONTROLLER

Pendant 2 ans, au sein d'un projet financé et encadré par les grands organismes internationaux qui consiste à optimiser la production agricole, ce collaborateur rattaché au Directeur Général, sera responsable du budget, du plan de trésorerie, de la comptabilité analytique, des systèmes d'informations et d'organisations.
Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce/Gestion (DECS apprécié), le candidat âgé de 35/40 ans a une expérience réussie de la fonction en entreprise ou en cabinet, qu'il a en outre exercée en Afrique.
En plus des connaissances techniques liées à sa fonction, il est doté d'une personnalité affirmée et d'un sens politique développé. C'est un homme de dialogue.
Après cette mission ponctuelle, des perspectives d'évolution intéressantes sont offertes au sein de ce cabinet en France ou à l'étranger.
Rémunération très attractive.
Merci d'adresser lettre man., CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 5216 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

DESSEIN



ALLEZ-Y EN NEW MAN !

ALLEMAGNE DÜSSELDORF

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et COMPTABLE

JACQUES JAUNET S.A., leader européen du sportswear recherche pour sa filiale commerciale située à Düsseldorf (20 personnes - C.A. 50 000 000 FF), un Responsable de la gestion administrative et comptable. Placé sous l'autorité hiérarchique des Dirigeants de la filiale et dépendant fonctionnellement des Directions budget et comptabilité du siège, ce Cadre aura la responsabilité de la tenue de la comptabilité générale et analytique, de l'élaboration et suivi du budget, de la supervision de la comptabilité clients et du contentieux. Age d'environ 30 ans, le candidat devra justifier d'une formation supérieure (type ESC + DECS ou équivalent) et parler couramment l'allemand (et anglais si possible). Il devra avoir une bonne maîtrise des techniques financières et comptables et de solides connaissances fiscales, une première expérience de la fonction acquise en entreprise ou par le biais d'un cabinet d'audit anglo-saxon, un bon sens de l'organisation et une autorité naturelle.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 87/1LC à JACQUES JAUNET S.A. - Direction du Personnel 51, avenue Maréchal Leclerc - B.P. 946 - 49309 CHOLET

Organisation et Publicité

Information et publicité

RÉGIE PUBLICITAIRE AUDIOVISUELLE
C.A. 1,8 milliard F.F.

GROUPE HAVAS

recherche

AUDITEUR INTERNE

Responsable du suivi des filiales étrangères pour assurer les missions de contrôle dans les filiales du Groupe, (Allemagne, Belgique, Luxembourg, Portugal, Suisse).

Le candidat devra être diplômé d'une Ecole de commerce et avoir acquis 2 ans d'expérience en cabinet.
Déplacements de courte durée (25 % du temps environ).
La taille et l'expansion du Groupe permettent d'assurer des perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
MARIE-LAURE RATHERY
I.P. – 31, rue du Colisée, 75008 PARIS

INTERMARCHÉ

Les Mousquetaires de la Distribution

La Filiale Informatique du Groupement INTERMARCHÉ recherche un

RESPONSABLE DU SERVICE PERSONNEL

● **La Distribution : un métier jeune.**
● **L'Informatique : un haut niveau de compétence.**
● **L'Entreprise : un cadre fortement évolutif.**

Vous vous sentez à la hauteur du défi ?

Nous avons une opportunité rare à vous proposer.
De formation supérieure en Gestion de Personnel, vous avez 30/35 ans environ, et une large expérience de la Fonction Personnel. Vous avez un sens aigu des relations humaines et une réelle pratique de la gestion administrative du personnel.

En collaboration avec les Directions Fonctionnelles vous participez à la mise en place d'une fonction capitale de l'entreprise (Recrutement, Information, Formation, Audit Social et Gestion Prévisionnelle en seront les aspects nobles, administration courante et paie, les bases indispensables).

Vous répondez à 85 % de l'annonce ci-dessus ? Nous sommes prêts à vous recevoir.

Envoyez votre dossier de candidature (C.V. + photo), s/réf. 87/06/DAF/LM, à M. J.-P. BLANCHET - Sté STIME - 69-71, bd Galliéni - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

MEDIA BA

SHR **Marseille**

CONTROLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure (HEC ou équivalent) et une première expérience du contrôle de gestion ou de l'audit.

Vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière. C'est l'opportunité que vous offre notre société (CA 700 MF) un des leaders de la restauration collective en France, filiale en constant développement d'un groupe international dans le secteur des services.

Rattaché au Vice-Président, vous êtes chargé de l'analyse des résultats, de la gestion des comptes clients, de l'amélioration du système d'information ainsi que de différentes missions telles qu'assister la direction générale dans le rachat et l'intégration de nouvelles filiales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 417/87 à M.T. DUNIAU

INNOVATION CONSULTANTS
INNOVATION CONSULTANTS
34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 06.

● **Jeune HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ;**

LA TRESORERIE A LA DIMENSION INTERNATIONALE

● Société de négoce international (CA sur Paris 4 mds de F), implantée dans plusieurs capitales européennes et aux USA, filiale d'un des principaux groupe alimentaire français recherche un jeune diplômé grande école de commerce.
Après une période d'intégration dans notre société et de formation à nos différentes activités, vous rejoignez l'équipe de notre Direction Financière et serez affecté à la Trésorerie Internationale.
Cette mission, outre la maîtrise de l'anglais, requière une grande capacité relationnelle et le goût des chiffres.
Bien sûr, la réussite à ce poste vous ouvrira de larges possibilités d'évolution dans notre société ou dans le Groupe.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant sur l'enveloppe la réf. 12928) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system





BANQUE DE DEPOTS PARIS 8ème
recherche

EXPLOITANT

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'Etudes Supérieures ou C.E.S.B. requis.

Ce poste qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et aptitudes commerciales.

Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire est exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf 1129 M à LTA - Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris - qui transmettra.

INSTITUTION DE RETRAITE
recherche

Chef de Comptabilité

- Minimum 35 ans,
- DECS + expérience en cabinet d'expertise comptable, banque ou assurance.

Lieu de travail : Val de Loire

Envoyer C.V. + lettre manuscrite et prétentions sous réf. 11694 M à BLEU Conseil - BP 86 94303 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Chef du service titres

Banque

Une importante banque française, jouissant d'une notoriété de premier plan, recherche son futur chef du service titres. Basé à Paris et placé sous l'autorité de la direction financière et de la trésorerie, il prendra en charge l'encadrement de l'ensemble du service (40 personnes environ) et supervisera les différentes sections (bourse française, bourse étrangère, caisse titres, coupons...). Organisateur, il participera de manière active à la mise en place d'un nouvel environnement informatique. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, actuellement responsable ou adjoint d'un service titres ou à défaut organisateur dans un cabinet conseil et ayant une connaissance des valeurs mobilières. La pratique du travail en milieu informatisé est nécessaire. La connaissance de l'anglais professionnel constituerait un atout supplémentaire. La rémunération et le profil du poste très fortement évolutif seront fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9290M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable section coupons

Banque - 150.000 F+

Une importante banque française, jouissant d'une notoriété de premier plan, recherche un responsable section coupons. Basé à Paris, il assurera le fonctionnement de l'ensemble de la section (valeurs françaises et étrangères, opérations domiciliées ou non...). Il établira, si nécessaire, les relations avec les chefs de file ou les autres banques de la place. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de bon niveau général, ayant une expérience de 3 à 4 ans minimum de l'activité coupons et une bonne connaissance de la fiscalité sur valeurs mobilières. Il s'adresse soit à un responsable de section coupons, soit à un employé souhaitant évoluer. La rémunération de l'ordre de 150.000 francs sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER, en précisant la référence A/R9289M ainsi que vos rémunérations et classifications actuelles (et éventuellement le nom des banques auprès desquelles vous ne souhaitez pas être mis en contact). (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

UNE NOUVELLE STRUCTURE...
UN NOUVEAU CHALLENGE... UNE NOUVELLE EVOLUTION

CONTROLEUR DE GESTION

Sony crée ce nouveau poste au cœur d'une activité en plein développement : la vente de composants, semi-conducteurs, systèmes magnétiques et matériels périphériques.
A 30 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (option comptabilité ou contrôle de gestion), votre expérience de la fonction d'environ 3 ans, si possible en multinationale et votre connaissance de la comptabilité anglo-saxonne vous donnent aujourd'hui les moyens de prendre des responsabilités plus larges et d'exprimer votre talent et votre potentiel. Parfaitement bilingue anglais, vous êtes à la fois homme de communication et professionnel de l'administration et de la gestion. Au sein d'une petite structure vous aurez en charge la comptabilité et le contrôle crédit, la gestion de la trésorerie, le suivi de l'activité import-export et la mise en place de l'outil informatique correspondant, cela dans un contexte européen.
Ce poste constitue un nouveau challenge pour vous comme pour nous ! Votre réussite contribuera largement à l'évolution de ce nouveau département et par là même à votre propre évolution.

Merci d'écrire, sous réf. 226/CG à Eric Bastard, SONY France, Direction des Relations Humaines, 19/21 rue Madame de Sanzillon, 92100 Clichy.



Nous sommes une très importante société – elle-même filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, leader mondial dans sa spécialité –, contrôlant plusieurs dizaines de filiales en France et à l'étranger. La direction financière de cet ensemble, très décentralisé, met en œuvre des procédures complexes de prévision, de contrôle de gestion et de reporting. Pour améliorer leur efficacité, nous recrutons

TRÉSORIER FRANCS

Sous l'autorité de notre Trésorier, vous aurez à concevoir une politique de trésorerie dynamique. Vous serez pleinement responsable de son application, en relation directe avec les banquiers.
Vous définirez et mettrez en place un outil de gestion efficace (trésorerie au jour le jour, prévisions, analyse et contrôle des frais financiers), sous la forme d'un système informatisé très opérationnel.
Analyste fin des fluctuations du marché monétaire, votre sens des responsabilités vous permettra de vous impliquer complètement au sein de notre service.
À 30 ans environ, diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESSEC ; SUP de CO : IEP ; ECO-Fi...), vous avez au moins 3 ans d'expérience de la trésorerie, acquise de préférence au sein d'une importante société industrielle (ou, éventuellement, dans la Banque).
Vous trouverez, au sein de notre groupe, des conditions de travail agréables (proche banlieue Ouest de Paris), un complément de formation de haut niveau, de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 6060M à notre conseil SERIFO 47 bis, avenue Bosquet 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

Assistant Contrôleur de Gestion — Responsable Marketing Financier

MARSEILLE

Important Groupe Financier et Immobilier (350 personnes), dynamique et à fort développement sur la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, recrute **2 Jeunes Diplômés H ou F** d'une grande Ecole de Gestion (ou Bac + 4 minimum), confirmés éventuellement par une première expérience et familiarisés à un environnement micro-informatique.

Assistant Contrôleur de Gestion, vous exercerez vos compétences dans le domaine de l'élaboration des budgets annuels, des plans à moyen terme, du suivi budgétaire, de l'analyse et de l'étude financière des projets.

Responsable Marketing Financier, vous exercerez vos compétences dans la définition et la mise en place des stratégies de marketing et d'approvisionnement liées à notre branche financière (commercialisation des logements locatifs et des prêts immobiliers).

Vos qualités relationnelles seront particulièrement appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) qui sera transmise par **PIERRE LICHAU S.A.** - sous référence **MO 236** - 3, avenue de la Corse - 13007 MARSEILLE

Pierre Lichau

Banque française de premier plan

Paris - Un des tout premiers groupes bancaires internationaux recherche pour sa direction des marchés un spécialiste marché primaire euro-émissions, des chargés d'affaires responsables de zones géographiques, un spécialiste trésorerie francs et un gestionnaire O.P.C.V.M.

Spécialiste marché primaire euro-émissions

Il interviendra sur le marché primaire des émissions d'actions et d'obligations internationales et participera au suivi complet de ce marché (analyse et évaluation de nouvelles émissions, syndications, grey market, trading...). Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type I.E.P., gestion...) ayant de préférence une formation d'analyste financier complétée par une expérience des marchés de valeurs mobilières acquise au sein d'une banque ou chez un agent de change. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Il alliera des qualités d'analyse rigoureuse à un réel sens de la négociation. La rémunération sera fonction du calibre du candidat retenu. Merci de préciser vos prétentions - Réf. A/R9285M.

Chargés d'affaires Europe/Amériques
210/270.000 F

Ils seront chargés de suivre une zone géographique spécifique (Scandinavie, Pays de l'Est, Amériques etc...). Placés sous l'autorité immédiate des responsables de ces régions, et après une formation de plusieurs mois, ils auront pour mission de proposer à une clientèle diversifiée (états, emprunteurs publics, grandes entreprises), des montages financiers les plus variés (émissions euro-obligataires, euro-notes, programme d'euro-commercial paper...) ainsi que tous les nouveaux instruments de couverture de risques de taux et de change (swaps, futures, options...) Ces postes impliquant de fréquents déplacements dans les pays concernés, ne peuvent convenir qu'à des candidats âgés de 30 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC, gestion...) justifiant d'une expérience de l'ordre de 5 années acquise au sein du département grandes entreprises d'une banque ou dans un service financier d'une multinationale. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Dotés d'un bon sens de la négociation, ils auront un réel souci des résultats. La rémunération, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 270.000 francs - Réf. A/R9286M.

Spécialiste trésorerie francs
180/220.000 F

Orientation clientèle moyennes et grandes entreprises - Il aura pour mission d'assurer la gestion des produits de trésorerie les plus divers (certificats de dépôts, papier commercial, FCP...) pour le compte d'une clientèle de moyennes et grandes entreprises. A ce titre, et dans le cadre de performances garanties, il prendra les décisions d'investissement nécessaires afin d'optimiser les rendements. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent, ayant acquis une première expérience de marché (3 ans minimum) soit dans une banque soit au sein de la trésorerie d'une grande entreprise. Il devra impérativement posséder un bon niveau général de langue anglaise. Ce poste impliquant à la fois une fonction de cotation et des relations avec la clientèle, ne peut convenir qu'à une personnalité rigoureuse - Réf. A/R9287M.

Jeune gestionnaire O.P.C.V.M. obligataire
150/190.000 F

Il aura pour mission d'assurer la gestion de divers F.C.P. et SICAV obligataires (françaises et étrangères). A ce titre, il sera chargé du suivi et de l'analyse des marchés d'obligations (comptant, Matif...) et participera, à l'élaboration des informations destinées à la clientèle institutionnelle de l'établissement. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (économie, ESC...) justifiant de préférence d'une première expérience de la fonction acquise, soit au sein d'une banque soit chez un agent de change et possédant une bonne connaissance de la langue anglaise. La rémunération, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 190.000 francs - Réf. A/R9288M.

Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

RÉVISEUR CONFIRMÉ

3/4 ans d'expérience minimum avec responsabilité de dossiers

Envoyer candidature à Mme HUI BON HOA Cabinet Constantin 86, rue Caumartin 75009 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche

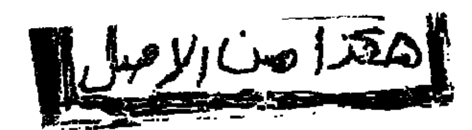
CONTROLEUR DE GESTION

- Débutant ou courte expérience.
- Formation exigée : diplômé d'une grande école de commerce.
- Poste basé à Paris.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au
Directeur du Contrôle de Gestion du Groupe
SNC CUUF et Compagnie
4, rue de Soissons - 75019 PARIS

Bleu Publicité

UNIVERS DE LA GESTION







BANQUE WORMS

Avec nous, développez le dynamisme de notre réseau

Vous avez un esprit vif et inventif, un tempérament entreprenant, le goût des contacts commerciaux et de la mobilité
Vous avez complété votre formation supérieure par une expérience de 3 ans minimum dans la prospection et le suivi de clientèle.

Rejoignez les équipes de nos métropoles régionales comme

Chargé de clientèle entreprise

à des fonctions de junior, d'exploitant confirmé ou d'adjoint au Directeur d'Agence. Réf FWO/7M

Gestionnaire de patrimoine

responsable de la prospection et du suivi d'une clientèle de particuliers. Réf. FWO/8M

Nous sommes filiale de l'U.A.P., l'un des premiers groupes mondiaux d'assurance, et nous développons une triple activité de banque commerciale, banque d'affaires et banque de marché.

Avec nous, au sein d'une structure légère, vous ferez la Banque de demain et y prendrez des responsabilités importantes de généraliste ou de spécialiste à la mesure de vos performances.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature en précisant la référence à notre Conseil - INFRAPLAN - 83, bd Raspail 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

SOURCES



GROUPE EDITIONS/FABRICATIONS
Leader dans sa spécialité
Recherche

jeune contrôleur de gestion "BBZ"

Directement rattaché au Président Directeur Général, ce poste très opérationnel doit évoluer rapidement vers une Direction Gestion/Productivité.

Le candidat d'un niveau grande école de gestion, MIAGE ou DECS, + une expérience pratique significative, devra assimiler assez vite puis conduire l'application d'un nouveau type de management par objectifs (BBZ) actuellement en cours d'élaboration.

Pour réussir, il doit avoir le goût du terrain et témoigner de qualités réelles d'initiative, d'autonomie, de rigueur et de dialogue. De bonnes connaissances en informatique et en utilisation de logiciels micro sont indispensables.

Le poste est basé à Paris mais nécessite de fréquents déplacements à notre Unité Industrielle et Administrative d'Eure & Loir.

Ecrire sous référence 0687 à Monsieur DANNENBERGER, CEPIAD, 135 Avenue de Wagram, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ SECTEUR BANQUE/BOURSE

recherche

ASSISTANT (E)

pour sa Direction de l'Administration Générale

Sa mission :
- Analyses statistiques.
- Participation aux études prospectives, gestion du personnel et études financières.
- Gestion administrative des locaux.
- Gestion et suivi de la documentation générale.

Son profil :
- Jeune diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant des aptitudes à l'utilisation de l'informatique.

Adresser dossier complet à :
SICOVAM Service du Personnel
52, Avenue des Champs-Elysées
75364 PARIS CEDEX 08

Bleu Publicité

JEUNES DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPERIEUR

DEVENEZ AUDITEURS

NOUS sommes un CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL en pleine expansion. NOUS recherchons des candidats à fort potentiel :
- Motivés et prêts à prendre rapidement des responsabilités
- Souhaitant travailler au sein d'une équipe de professionnels dynamiques
- Maîtrisant la langue anglaise.

NOUS leur offrons :
- Un travail diversifié en contact permanent avec l'étranger.
- Une formation continue tant en France que dans notre école en Angleterre.
- Une promotion rapide allant de pair avec une rémunération évolutive.

Nous étudierons avec soin votre candidature que vous adresserez à : Isabelle Roux, FAE, 68, Bld de Courcelles, 75017 Paris.

Banque de taille moyenne specialisée dans les crédits commerciaux à long et moyen terme,

recherche pour PARIS,

COLLABORATEUR

De formation bancaire ou école commerciale.
Expérience 2 ans minimum dans un poste similaire.
Le candidat sera chargé du suivi des prescripteurs et de l'analyse des dossiers. Ce poste nécessite des qualités commerciales et d'adaptabilité.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 10103
à PIERRE LICHAU S.A.
10, rue de Louvois 75002 PARIS
qui transmettra.

Exploitant bancaire auprès des grandes entreprises

Paris. Une banque parisienne, filiale d'un des premiers Groupes bancaires français, recherche un(e) exploitant(e) "grandes entreprises". Il aura la responsabilité, avec une large autonomie, de développer et gérer un portefeuille d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 300 MF.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, il bénéficie d'une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction d'exploitant. Une première approche des grandes entreprises serait un atout appréciable. Habile négociateur, il a le goût des contacts et de la démarche commerciale.

Merci d'adresser C.V., lettre manus. et photo en précisant vos prétentions, sous la réf. G026/M à Danièle FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Important Groupe de Distribution
recherche pour ses entrepôts régionaux, des

Responsables Administratifs

Mission :
- supervision de la comptabilité générale (trésorerie, déclarations sociales et fiscales)
- contrôle de gestion (budgets, tableaux de bord, comptabilité analytique).

Profil :
- environ 30 ans
- DECS ou école supérieure de commerce
- expérience minimum de 5 ans dans poste similaire
- capable d'encadrer une équipe de 10 personnes.

Notre développement permet à des personnes de valeur d'évoluer au sein du groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 3379 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

---

concept

SSII, n° 1 sur le marché national de l'informatique financière, recherche à Paris-Ouest, son :

JURISTE D'ENTREPRISE Création de poste HF

Le titulaire sera chargé :
- du secrétariat des sociétés du groupe comprenant 120 personnes,
- de l'élaboration des contrats commerciaux,
- de la réalisation d'études dans le domaine de la gestion du personnel,
- de l'assistance auprès de la direction pour toutes questions ponctuelles d'ordre juridique et fiscal.

Ce poste particulièrement autonome, devra évoluer en fonction des capacités du candidat vers la création d'un service juridique.

Il suppose une expérience de 3 à 5 ans dans un poste identique ou dans un cabinet de conseils et une bonne connaissance du droit des affaires.

Le candidat devra être imaginatif et posséder un très grand sens pratique.

FIDAL

Merci d'adresser C.V. et prétentions à : FIDAL ILE-DE-FRANCE
Evelyne LAVIALLE - 47, rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Société industrielle (94)
filiale d'un groupe pétrolier
(C.A. 142 MF - 360 personnes)
recherche

CADRE DEBUTANT

POUR GESTION DE TRESORERIE ET PARTICIPATION AU CONTROLE DE GESTION.

Ecole de Commerce (options finances, compta) ou D.E.C.S. ou Maîtrise Dauphine.

Envoyer C.V. + lettre + prétentions à
Mr THIEFFRY, Sté SEIV B.P. 41 -
Z.A.C. de l'Epi d'Or -
94800 VILLEJUIF.

Pierre Lichau

Société de Financement
filiale d'une des plus importantes multinationales françaises recherche son

Directeur des Opérations

Madrid — **FF 320.000 + avantages expatriation**

Rattaché au Directeur Général, il dirige un service de plusieurs dizaines de personnes, réparties entre le siège à Madrid et des succursales en province. Il a la responsabilité des activités de financement de la société tant sur les aspects commerciaux que financiers : promotion des ventes, lancement de nouveaux produits, évaluation du risque, recouvrement des créances,...

Le poste conviendrait à un candidat âgé de 35 à 45 ans, de formation supérieure, possédant une bonne connaissance des fonctions commerciales et des opérations de financement, ayant un réel tempérament d'animateur. Il devra être bilingue français-espagnol et avoir une bonne connaissance de l'anglais. Des possibilités d'évolution au sein du Groupe sont envisageables pour des candidats à fort potentiel.

Contacter **Jérôme Laucrenon** au (1) 40.70.00.36 ou adresser un CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 av. George V - 75008 Paris**, sous réf. 923 JLM

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

A.R.P.

BMG/ARIOLA FRANCE SA

Filiale d'édition et de production musicale du groupe Multimedia Bertelsmann AG, recherche son :

Crédit Manager

Paris Sud — **FF 200.000**

Dépendant directement du Directeur financier du groupe, il aura la responsabilité du contrôle du crédit clients (3 personnes) sur l'activité disques et vidéo, représentant la gestion d'un CA de 370 MF.

Vous avez une première expérience réussie à un poste similaire, vous parlez l'anglais et possédez de bonnes qualités de contact.

Contacter **Ivan Pacaud** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + n° de tél + rém. actuelle à **Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris**, sous réf. 910 IPM.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

A.R.P.

Une multinationale britannique recherche pour sa division française en pleine croissance (CA FF 60 M) un :

Contrôleur Financier

Paris — **FF 280-350.000**

Outre la responsabilité d'une petite équipe comptable à Paris, la personne sélectionnée supervisera la comptabilité analytique de l'usine en Bretagne et travaillera en étroite collaboration avec les départements de ventes et de marketing pour effectuer les plans et les analyses financières.

Le candidat idéal aura une formation grande école de commerce, une expérience d'au moins cinq ans en audit et contrôle financier dans un contexte anglo-saxon, ainsi qu'un anglais courant.

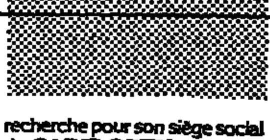
Avec un chiffre d'affaires prévu de FF 200 M pour 1991 et de nombreuses opérations à travers le monde, les perspectives d'évolution sont excellentes pour un candidat de valeur.

Contacter **Ivor N Alex** au (1) 40.70.00.36 ou adresser un CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris**, sous réf. IAM/1247.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

A.R.P.





recherche pour son siège social de SAINT OUEN

RESPONSABLE des services comptable et administratif

En liaison avec les services fonctionnels du Groupe, vous prendrez en charge :
- la gestion comptable et budgétaire,
- les relations avec les banques, les auditeurs, etc...
- l'élaboration des rapports de gestion,
- les services administratifs,
- la gestion du personnel.

Pratique courante de l'anglais et expérience dans un groupe multinational indispensables.
Age souhaité : 30 - 35 ans.

Adresser c.v. et photo à l'attention de Madame Roche, MOTEURS PERKINS S.A., 9 avenue Michelet, 93583 SAINT OUEN CEDEX.

AXIAL



LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU MIDI A MONTPELLIER

recherche



Mission :
Intégré à une équipe dynamique, vous aurez la responsabilité de missions sur le terrain pour rationaliser, dynamiser, innover...

Vous participerez aux projets informatiques, bureautiques, télématiques.

Profil :
- formation supérieure : Ecole d'Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce
- intérêt marqué pour le fonctionnement des Entreprises
- curiosité intellectuelle et goût de l'innovation
- première expérience professionnelle appréciée.

AXIAL

RESPONSABLE H/F DES ETUDES MARKETING

Mission :
Sous la responsabilité du Chef de Département, vous réaliserez dans le cadre de la politique de développement de notre Caisse Régionale - à laquelle vous serez associé - des études ayant trait au marché, à la clientèle et aux résultats de l'Entreprise.

Profil :
- formation : Ecole Supérieure de Commerce
- qualités relationnelles indispensables
- aptitude à utiliser des outils informatiques (micro-ordinateur)
- connaissance de l'activité bancaire appréciée.



Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à la Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE DU MIDI, Service Gestion du Personnel, B.P. 4, MAURIN - 34970 LATTES.

Une grande Banque française recherche un

ATTACHE DE DIRECTION

Nancy

Nous sommes une banque de premier plan à vocation internationale et recherchons un ATTACHE DE DIRECTION pour notre AGENCE NANCEENNE, particulièrement bien implantée dans sa région.

Il participera activement au développement commercial de son fonds de commerce constitué exclusivement d'ENTREPRISES NATIONALES ET INTERNATIONALES, à l'analyse et au suivi des dossiers ainsi qu'à la gestion des risques et au montage d'opérations de financement.

Nous souhaiterions rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur dotés d'un tempérament commercial et justifiant de 2 à 3 années d'expérience en exploitation bancaire. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Notre Etablissement, les conditions et les perspectives réelles d'évolution de carrière sont de nature à intéresser les candidats de qualité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/2164 B à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Structuration des Prix de Revient Usines, bien sûr... mais aussi Maîtrise des Coûts d'Approvisionnement...

Appartenant à une branche très importante (2 Milliards de F, 1 100 p) de l'un des tout premiers Groupes Industriels français, apparentée à la Chimie, notre croissance rapide nous incite à disposer, à présent, d'un

Contrôle de gestion 300.000 F +

qui nous permette de passer de la connaissance des coûts directs à la maîtrise des indirects, d'appréhender de façon satisfaisante nos *coûts d'approvisionnement (nous importons et exportons dans le monde entier), et d'affiner jusqu'au niveau de l'atelier, nos paramètres* de gestion. Ceci dans un contexte de G.P.A.O. et avec pour objectif l'inventaire permanent.

Rattaché à un Contrôleur de Gestion central au niveau de la branche, vous accomplirez votre mission, en toute autonomie, sur deux sites industriels (500 p), localisés dans le Midi.

ESC + DECS, vous souhaitez relever le défi d'un projet ambitieux et rejoindre un Groupe qui gagne ! A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/CG/LM.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS. / Algorythme - Route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK

Recherche pour son siège à Paris

Organisateur

rattaché au responsable du Département Organisation

Missions: Assister le responsable du Département Organisation dans les études organisationnelles répondant aux objectifs stratégiques de la Direction du **CREDIT IMMOBILIER**. Auditer les méthodes administratives actuelles et proposer des procédures correctrices qui intègrent les normes du groupe. Après un diagnostic de structure, concevoir et développer les différentes étapes d'une nouvelle organisation fonctionnelle. Constituer l'interface permanente entre l'équipe d'Exploitation Informatique et les services utilisateurs et animer les groupes de travail concernés.

Profil: Agé d'au moins 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat possédera une expérience confirmée en Organisation, acquise soit dans un cabinet anglo-saxon soit en milieu bancaire. Maitrisant l'environnement informatique et faisant preuve d'une excellente capacité de synthèse, le candidat aura un goût prononcé pour l'analyse et un sens aigu de la communication. Une bonne pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, lettre) en précisant la référence B/5924M à la Direction des Relations Humaines - COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK - B.P. 704 - 75821 PARIS Cedex 17.

PA Advertising

Directeur de la Comptabilité

Cette société du secteur tertiaire (CA 2 milliards de Francs) en constant développement, appartient à un groupe d'origine Suisse, leader dans son activité. Elle cherche, pour son siège parisien un cadre de haut niveau pour lui confier la responsabilité des services comptables (une trentaine de personnes au total).

Il prendra en charge d'une part, tous les aspects de la comptabilité générale en s'assurant de la fiabilité des résultats, la fiscalité, la transmission des informations comptables à la société-mère, les relations avec les auditeurs et commissaires aux comptes, et d'autre part le développement d'outils comptables performants (analytique, budgétaire...).

Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté, 40 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion + DECS + Certificats d'Expertise Comptable). Son expérience d'un poste similaire aura été acquise dans l'industrie ou les services. Ses qualités d'animateur et de manager seront des atouts indispensables pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous la référence *M 66706 NM* à ***TEG***

TEG
113 rue de l'Université
75007
PARIS



DESSEIN

Rigueur et créativité : un jeune directeur financier.

Nous sommes un groupe de sociétés spécialisées dans les affaires immobilières, filiales d'une grande banque française, situées à Paris centre. Notre palette d'activités est large : opérations de promotion, prise de participation, investissements locatifs, crédit-bail, crédits-acquéreurs, SCPI... En fait, nous sommes là où «il se passe quelque chose». Nous avons des ambitions et des projets.

Si vous êtes dans la phase ascendante de votre parcours, et que vous avez le sens des affaires, vous trouverez dans ce contexte évolutif matière à exercer votre créativité. Animateur d'une équipe de 25 personnes, dont 2 chefs comptables, vous prendrez en charge la supervision de la comptabilité, la gestion active de la trésorerie, la mise en œuvre d'un nouveau système informatique, la mise en place d'outils de gestion et de tableaux de bord.

8 à 10 années d'expérience diversifiée, jointe à une solide formation du type grande école de gestion, vous ont donné le professionnalisme qui nous paraît nécessaire pour réussir dans cette mission. Mais rien ne se fera sans votre capacité relationnelle, votre esprit d'équipe, et vos talents d'animateur. Notre conseil Sirca traitera confidentiellement votre candidature. Merci de lui écrire sous référence 719 571 M, 64, rue La Boëtie - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.

SOURCES



Membre de Syntec

Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les hommes et les femmes, acteurs de notre réussite.
« Le Défi Coopératif dans la distribution d'aujourd'hui »
Notre métier : La Vente Par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues et des Magasins.
Notre dimension : 1 380 salariés pour un C.A. de 3,5 milliards.
Nos partenaires : plus de 900 000 Clients-Sociétaires et 2 500 fournisseurs
recherchons

camif

JEUNE DIPLOME HF

HEC, Sciences Po, Ingénieur Grande Ecole.

Rattaché au Directeur Délégué à la Recherche, le candidat viendra par ses études renforcer et multiplier en amont nos compétences, nos savoir-faire dans les principales fonctions de l'entreprise : produits, distribution, logistique, communication, social...
Homme de progrès, « vigie », il sera à l'écoute des évolutions technologiques tant nationales qu'internationales et saura détecter les sources d'innovation qui enrichiront notre organisation et marqueront notre avance dans notre métier. Homme de communication, ses qualités humaines lui permettront de faire passer ses messages et de mobiliser les hommes autour des enjeux de demain pour construire l'avenir.
De réelles opportunités de développement sont offertes à un candidat dont les compétences et le professionnalisme sont à la hauteur de ses ambitions.

Pour notre Direction Financière

AUDITEUR HF

Rattaché au Directeur Financier, le candidat assurera l'audit permanent des aspects comptables, financiers et de gestion de nos filiales. Il mettra en œuvre les procédures comptables de consolidation et en contrôlera l'application. Il réalisera un reporting mensuel pour chaque filiale et établira un rapport d'activité descriptif des développements en cours.
De formation supérieure : E.S.C., D.E.C.S.,... le candidat maîtrisera parfaitement les techniques comptables et de contrôle de gestion, ainsi que le traitement de l'information. La réussite dans cette fonction réclame des qualités relationnelles et une solide expérience professionnelle dans des missions de révision en cabinet ou en entreprise. Des déplacements sont à effectuer à Paris et en province.

CHARGES D'ETUDES HF CONTROLE DE GESTION

Ces fonctions s'adressent à de jeunes collaborateurs capables d'assurer des analyses de gestion, des études de rentabilité et de participer au suivi analytique et prévisionnel des principaux secteurs de l'entreprise.

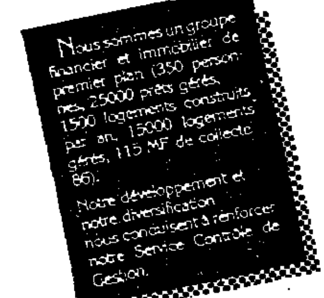
Elles nécessitent une excellente maîtrise des mécanismes comptables et des outils de gestion, de bonnes connaissances en informatique et les qualités du négociateur et de l'homme de communication.
Ces emplois sont de nature à motiver des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : E.S.C., D.E.C.S., débutants ou ayant une première expérience de deux ans.

Tous les postes sont à pourvoir dans l'Ouest, aux portes de l'Atlantique et de la Venise Verte à NIORT, ville où les secteurs tertiaires et informatiques sont en expansion.
Adressez C.V. + photo + prétentions à la Direction du Personnel - Trévins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.

Pierre Lichau

Arcade crédit

FUTUR CONTROLEUR DE GESTION



VOTRE MISSION :
- en équipe avec l'un de nos contrôleurs, vous participerez à l'établissement et au suivi des procédures budgétaires ainsi qu'à l'élaboration des plans,
- vous créerez et ferez vivre les tableaux de bord des activités.

VOS ATOUTS :
- une formation supérieure (ESC Finances ou Maîtrise de Gestion),
- une expérience d'environ 2 ans dans le service Contrôle de Gestion d'un établissement financier ou d'une société de promotion immobilière,
- votre capacité à allier rigueur et sens des contacts humains.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo, rémunération actuelle) sous référence 5229 à Patrice Ducloux, Directeur des Relations Humaines du GROUPE ARCADE, 63 rue de la Victoire 75009 Paris.

AXIAL

DIJON

un important organisme financier recherche un

JEUNE ATTACHE HF A LA DIRECTION FINANCIERE

DECS - ESC - MAGE - DESS ou équivalent ayant quelques années d'expérience ou éventuellement débutant.

Dans le cadre de l'évolution et de l'informatisation du service, celui-ci sera chargé d'étudier et de suivre les emprunts et les prêts ainsi que le portefeuille des placements de la Société. Il participera à la gestion de la trésorerie.
Après une période de mise en place, ce poste débouchera sur une fonction interne d'étude et de conseil et la création d'un service.
Une formation spécifique au poste sera assurée par la Société, toutefois des aptitudes aux mathématiques financières et la pratique de la micro-informatique seraient les bienvenues.

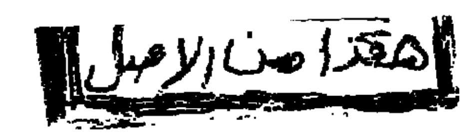
Poste stable et d'avenir dans une Société dynamique et en pleine expansion.

Veuillez adresser votre C.V. en indiquant éventuellement votre dernière rémunération annuelle sous réf. 881 au



Discrétion assurée.

Pierre Lichau



UNIVERS DE LA GESTION



UNIVERS DE LA GESTION

COMPETENCES INFORMATIQUES

MADE IN EUROPE

Avec 23 000 personnes, une croissance de 20 % par an et 10 % du CA consacrés à la recherche et au développement, Nixdorf prépare l'avenir.
Pour les hommes et les femmes que stimulent un large pouvoir d'autonomie et une grande capacité d'action, nous proposons de partager notre challenge de 1990 : Devenir le premier constructeur informatique européen de communication.

Contrôleur de gestion junior HF LYON

Il participe à la conception et au bon fonctionnement du système d'information dans l'ensemble de la filiale tant pour l'élaboration des prévisions, programmes et budgets que pour le contrôle des réalisations. Pour cela, il propose et met en oeuvre des solutions relatives à l'organisation informatique.
De formation école de commerce ou de gestion, il a acquis une première expérience du contrôle de gestion ou d'organisation.
Ses qualités relationnelles, pédagogiques et sa bonne ouverture aux problèmes de l'entreprise vont lui permettre d'établir un climat de confiance dans ses relations avec les services et les divisions de la filiale.
Anglais indispensable.

Adressez votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 429 M, à notre Conseil A2M, 361 rue Garibaldi, 69007 Lyon. Tél. : 78.69.20.95.

NIXDORF COMPUTER

média-system



Etablissement Financier

RECHERCHE
pour son siège de BORDEAUX

UN DIPLÔMÉ D'UNE ESCAE ou DESS

(Banque et Finances Internationales)

ayant une pratique de deux ans (ou plus) des relations financières avec l'étranger dans une entreprise ou un organisme bancaire. Appelé à seconder le responsable du département international – participer à la gestion d'une unité d'une quinzaine de collaborateurs – promouvoir le développement commercial et assurer de nombreux contacts avec la clientèle, il devra démontrer des capacités relationnelles, une rigueur administrative et comptable, un goût pour les responsabilités.
Salaire annuel brut : 145 000 FRANCS.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 516 à **P.A. SERVICE**, 9, rue Poquelin-Molière 33000 BORDEAUX.

Importante banque internationale recherche pour Paris

cambiste clientèle confirmé

En relation avec les Chargés de Comptes Entreprises, vous devrez développer l'activité du Département Trésorerie auprès d'une clientèle de multinationales.

Vous disposerez de l'appui du Groupe, très performant sur toutes les grandes places financières.

Ce poste évolutif exige une solide expérience des changes et des produits de trésorerie, un bon sens des contacts commerciaux à haut niveau, une excellente pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 4867/LM, à MEDIA P.A., en précisant sur l'enveloppe les banques auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise.

MEDIA P.A. 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

CERGY-PONTOISE

Assistant contrôleur DE GESTION

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique appartenant au Groupe Anglais Impérial Chemical Industries. Nous recherchons un ASSISTANT CONTROLEUR de gestion.

Il assistera le contrôleur de gestion dans l'élaboration des budgets, l'analyse des résultats et le reporting, et assurera en cas de besoin l'intérim de la gestion quotidienne de la trésorerie.

Le candidat devra avoir de bonnes connaissances de la comptabilité des mécanismes bancaires et des outils informatiques ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais des affaires.

Adresser C.V. + prétentions, sous la référence C/E/LM, à la Direction des Ressources Humaines - I.C.I.-PHARMA - B.P. 127 - 95022 CERGY Cedex.



I.C.I-Pharma

R & D

Banque privée, spécialiste des marchés,

recherche pour secrétariat général

JURISTE SPÉCIALISÉ DROIT DES SOCIÉTÉS

5 ans d'expérience minimum en cabinet.

Ce juriste sera chargé du suivi permanent des sociétés de l'ensemble du groupe, de la mise au point des documents sociaux, de l'assistance juridique aux divers départements dans le domaine réglementaire.

Env. lettre man. + CV + photo à **Mme VALABREGUE BAFIP, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris.**

Contrôle de Gestion Commercial

Filiale de l'un des premiers groupes de distribution français (13 milliards de C.A.), notre activité PRET A PORTER se développe dans un créneau bien spécifique et nous souhaitons maîtriser mieux encore notre croissance.

Rattaché(e) au Gérant de cette Société en plein développement, vous serez son éclaireur dans le pilotage de la croissance.

Votre formation supérieure acquise dans une grande école de commerce, votre première expérience de contrôle de gestion ou d'analyse commerciale et surtout, votre sensibilité au produit, vous permettront d'être rapidement opérationnel(le).

Vous avez le goût des chiffres, de la rigueur mais aussi de la créativité, vous souhaitez vous investir dans une Société en pleine expansion.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 653/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission.

CURRICULUM

A.L conseil

BOURSE FRANCE OPERATIONS A L'ETRANGER

DUT - BTS...

BP - ITB...

Le volume des operations traité par nos services a connu une croissance superieure a 50 % en un an.

Dans le cadre du développement de ses activités, notre **BANQUE** recherche des **COLLABORATEURS** ayant une expérience :
- des opérations de **BOURSE FRANCE** (R.M., Comptant), des opérations sur titres et sur droits, des règlements et des transactions ,
ou
- des opérations de **BOURSES ETRANGERES** et du Back Office.

Si vous possédez un bon niveau de formation générale (DUT, BTS...) ou technique (BP, ITB...) et souhaitez acquerir rapidement des responsabilités au sein d'une structure en pleine expansion, merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 4869/LM, à

C.V. 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

FORMATION PROFESSIONNELLE



Obtenez un **MASTERE SPÉCIALISÉ**
et devenez un Professionnel de

L'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE INTERNATIONAL

Vous êtes diplômé du 3e cycle de l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience professionnelle de 5 ans ?

Le C.I.A.T. vous intéresse.

Cycle annuel : octobre 1987-septembre 1988.

ESCAE
2.300, avenue des Moulins,
B.P. 6069 - 34030 MONTPELLIER CEDEX.
Tél. : 67-40-42-43.

Chambre de Commerce et d'Industrie

SUP DE CO

Chef comptable

Un des leaders de la grande distribution (plus de 30 milliards de C.A.) recherche pour un de ses magasins un Chef comptable évolutif de formation BAC + 2 + DECS, débutant ou ayant une première expérience.

Après une solide formation dans plusieurs de nos magasins, vous serez responsable de l'établissement des comptes d'exploitation et des bilans économiques et fiscaux.

Pour vous assister dans votre mission, vous aurez à animer une équipe d'une dizaine de personnes.

Vos compétences techniques et vos capacités à travailler en équipe vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer dans notre Société.

Rémunération motivante et intéressement aux résultats.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser lettre manus + C.V. + photo + prét., s/réf. 4865/LM, à

MEDIA P.A. 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

LES COMPAGNIES RÉGIONALES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS ET DE VERSAILLES CONTINUENT LEUR ACTION DE FORMATION D'ASSISTANTS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Destinée à des étudiants diplômés de l'université, possédant une maîtrise en droit des affaires, un DEA ou un DESS (option droit privé) et désireux de débuter leur carrière dans un cabinet de commissariat aux comptes.

L'engagement d'embauche est assuré aux candidats sélectionnés.

La durée de la formation, axée principalement sur la technique comptable, l'Audit et le commissariat aux comptes est de treize semaines à compter du

LUNDI 21 SEPTEMBRE 1987

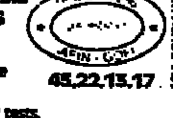
LE NOMBRE DE PLACES EST LIMITÉ A TRENTE-CINQ

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé + photo à l'attention de Mme PUYAU – Compagnie régionale des commissaires aux comptes – 6, rue de l'Amiral-de-Coligny, 75001 PARIS.

ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

Formation de HAUT NIVEAU d'INFORMATICIENS
22 semaines à plein temps.
Travaux pratiques intensifs

Ordinateur dans l'école sous VM/CMS -DOS/VSE
ASSEMBLEUR Z 80 - ASSEMBLEUR IBM
COBOL ANS - TELETRAITEMENT CICS
BASE DE DONNEES DL1/VSAM



ESIP 78, rue La Condamine 75017 PARIS 45.22.13.17

Prêts d'études - Admission sur tests.

LEV-TOURNAY/ASICOM

3 stages internationaux subventionnés dont commerce international anglais et/ou all. requis emploi et/ou formation à l'étr. GRETA de St-Germain-en-L. Tél. : 39-16-00-70.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables bien rémunérés à tous les Français hommes et femmes avec ou sans diplômes.
Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (D16), BP 402-09 PARIS CEDEX 09.

capitaux propositions commerciales

Votre point de contact en Suisse. Société fiduciaire et de gérance d'entreprise à Zurich cherche collaboration avec
— Etudes d'avocats.
— Sociétés fiduciaires.
— Sociétés financières.
— Autres sociétés intéressées.
Ecrire à Chiffre : 44-131-613 Publicitas, Postfach, CH-8021 Zurich.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. à part. de préfé. vend RENAULT Nevada TD Jan. 87, 6 cv, 2 000 km, blan., glac. tein., es.-gla. arr., rét. droit, gal. chro., lib. fl. juin. Prix : 82 000 francs Téléphone : 45-49-14-21

divers

NISSAN
A saisir
Véhicules de direction disponibles de suite.
MICRA, SUNNY (nouv. mod.) BLUE BIRD, SYLVIA 300 ZX.
Paris Sud Service :
M. Desroches,
83, av. Aristide-Briand,
92120 Montrouge.

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme 36 ans cherche emploi chauffeur VL avec ou sans manutention, très bonne connaissance de Paris et sa banlieue, Tél. : 48-34-61-31.

J.F. cherche emploi standardiste-hôtesse, formation Telex, traitement de texte, à plein temps.
Ecrire sous le n° 6967 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Dame 40 a., sérieuse, bonne présentation, exp. commerce, cherche gérance, appointée ou autre. Rég. indifférente. Téléphone : 67-45-05-97.

J.H. 26 a. maîtrise de russe, rel. internat., angl. courant, 2 a. exp. professionn. en URSS, traduction et service de presse. ch. travail équivalent France ou étr. Possib. poste. de ccial ou enseignant. Tél. : 43-54-34-69.

J.H. 27 a. fiscaliste ch. emploi service mécénat, entreprise ou cabinet, exp. art et gestion. Tél. : 45-32-22-10

J.H. 25 ans, diplômé IEP de Paris Licence Sc. Eco exp. Presse Ecrite Télématique, ch. emploi Tps complet sect. Communication. Tél. : 60-08-16-85

J.F., canadienne, avocate DEA de droit international. Etudie toutes propositions. Ecrire sous le n° 8573 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Assistante de dir. ou respons. administ. des ventes, 39 a., st.-dact., trait. de t., informatique, sens resp., initiative. Relat. hum., espr. vif, créat. Disponible horaire, déplac. Libre de s. Ch. poste dynam., 15 000 F × 13. 39-62-41-10.

J.F., 28 ans sérieuses réf., libre le 1er sept., ch. place stable

EMPLOYÉE DE BUREAU

connaiss. dactylo. Ecr. Mme D. Fleury, cité Franc-Moisin, bt 9, esc. 6, 93200 St-Denis.

Avocat expér. intern. franç./arabe/anglais, cherc. poste respons. (1) 45-51-27-42.

Formation SUPÉRIEURE Angl./allem. haut niveau, connaiss. psycho secrétaire, souhaite s'intégrer à équipe recrutem. ou communic. Paris. Tél. : 45-48-80-47

INTERNATIONAL

HEC, quadrilingue, spécialiste des relations internationales (commerce et presse) cherche poste en Europe.

Ecrire sous n° 8681 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris 7e

Formation supérieure anglais allemand. Haut niveau connaissance psycho. Secrétaire souhaitée pour s'intégrer à équipe recrutement ou communication Paris. Tél. : 45.48.80.47.

J.H. 32 a., lic. de lettres + stage de correcteur + CAPS. Exp. prof. de édit., librairie, ch. poste à respons. ds édit./libr. Tél. : 40-10-91-45 (M. Morel) le mat.

J.F., 34 a., DESS psycho indus, 8 a. exp. recrut., recherche poste serv. personnel entr. Paris. Tél. : 45-33-43-78

J.F. dynamique, 27 a. maîtrise AES « Travail et Relations Sociales du Travail » DESA « Gestion du Personnel » CNAM rech. poste Assistante DRH ou Organisme Conseil, Etudes et Formation. Tél. : 42-45-45-12.

UNIVERS DE LA GESTION

CBC, groupe français de bâtiment, recherche pour son service juridique un

Juriste

Jeune professionnel nous attendons de vous
- une maitrise de droit + IAE ou IEP.
- une expérience de 3 ans environ, acquise de préférence dans une société de bâtiment.
- Une fiabilité certaine vous permettant d'être le conseiller juridique des responsables de filiales pour tous les problèmes de contrats et d'assurances.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 549 M à :
Annie Picot, Direction des Ressources Humaines
29/31 rue de l'Abreuvoir 92100 Boulogne.



Comptable : expert, leader et organisateur

Paris Est **300/350 KF**

Organisateur et innovateur parce qu'il vous faudra créer le futur d'un service comptable et financier.

Expert, car vous aurez à faire fonctionner le présent : *Comptabilités*, Trésorerie-Banques, Recouvrement, etc...

Leader enfin car vous serez associé à une équipe de gagnants et vous aurez à diriger une trentaine de personnes dont vous gérerez l'évolution, la formation et stimulerez l'implication.

Cette responsabilité est à prendre dans une filiale performante de multinationale qui a réussi une progression exemplaire de son chiffre d'affaires sur un marché de produits en évolution technologique rapide.

Nous cherchons un spécialiste maîtrisant la comptabilité anglo-saxonne, titulaire d'un DECS et bien sûr ayant à son actif plusieurs années d'expérience (cinq ans minimum). La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci de prendre contact très rapidement avec Victor ERNOULT que vous pouvez joindre au 45.48.14.50, et d'adresser votre dossier de candidature sous la référence VO/6 M à notre conseil :
INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

BASF France -C.A. 4,7 Milliards de F- filiale du groupe chimique allemand présent dans le monde entier, recherche un.

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Il sera plus particulièrement chargé de l'ensemble des comptabilités générale et auxiliaires, de l'établissement du bilan et de la fiscalité ; il aura la responsabilité directe d'un service d'une trentaine de personnes.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures - Grande Ecole ou Université - et titulaire du DECS complet, ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise tant en cabinet d'audit qu'en entreprise.

Des connaissances en allemand seraient un atout supplémentaire.

De réelles perspectives d'évolution existent au sein du Groupe BASF en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence MOF à :

BASF France
140, rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS PERRET

BASF

Un consultant chez nous est riche de 4 métiers : pourquoi ?

Parcequ'il diagnostique les besoins, recommande les actions et conçoit ses projets : **c'est un conseil.**

Parcequ'il vend les prestations de notre cabinet, établit et noue des relations de confiance avec des responsables d'entreprises : **c'est un négociateur.**

Parcequ'il coordonne et gère les projets impliquant d'autres intervenants : **c'est un coordinateur.**

Parcequ'il intervient lui-même dans des séminaires de formation : **c'est un animateur.**

4 métiers qui font votre talent et l'homme que l'on recherche.

Nous sommes conseil en développement commercial, en management et en communication, rattachés à l'un des premiers groupes de communication français et connaissons une forte expansion dont vous serez amené à profiter.

Dès à présent une rémunération attractive vous attend.

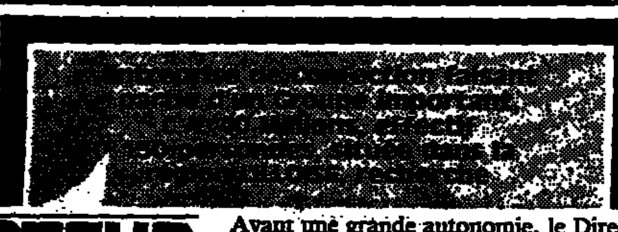
Nous intervenons dans des secteurs d'activité diversifiés mais toujours auprès des leaders. Notre équipe est jeune, "la trentaine", comme vous.

Vous exercez déjà cette profession dans un cabinet ou avez en entreprise une responsabilité opérationnelle fortement impliquée dans la formation.

Nous envisageons également d'établir des relations de partenariat avec des "indépendants".

Merci de communiquer votre dossier en indiquant la réf. 046/M sur l'enveloppe à notre agence CURRICULUM, 6, passage Lathuile 75018 PARIS.

CURRICULUM



DIRECTEUR GENERAL

REMUNERATION ELEVEE A DEBATTRE

Ayant une grande autonomie, le Directeur Général sera avant tout un meneur d'hommes, un gestionnaire, un commercial, et une personne ayant quelques années d'expérience de direction d'un établissement de confection, de fabrication ou de l'exploitation.

L'âge est indifférent cependant il faudrait avoir eu au moins dix ans d'expérience professionnelle.

Merci d'envoyer, sous réf. 5775-M, votre C.V. détaillé avec photo, en indiquant votre rémunération actuelle, à Manrégies 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra à notre Conseil qui vous assure une discrétion totale

---

GROUPE BANCAIRE

recherche
pour son département contrôle de gestion

CONTROLEUR JUNIOR HF

ayant déjà une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans

De formation supérieure (ESSEC, SUP de CO, Maîtrise de Gestion), il aura pour mission de participer à la mise en place du contrôle de gestion du département informatique.

Il sera demandé une aptitude naturelle aux contacts et si possible une première expérience en milieu informatique.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à
N. 6016 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75544 PARIS Cedex 11 qui transmettra



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'OISE à BEAUVAIS recherche

CHARGE DE CLIENTELE H/F ENTREPRISES

pour participer au développement, à la gestion et au suivi de la clientèle Grandes Entreprises.

De formation supérieure (Sup. de Co, ITB, Maîtrise Banque - Finances), vous avez acquis une expérience dans un poste analogue.

Excellent négociateur, votre sens commercial sera un atout indispensable pour réussir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au Service du Personnel de la CRCAM de l'OISE, Boîte Postale 311, 60026 Beauvais cedex.

AXIAL

SECRÉTAIRES

Important Groupe international secteur industriel (C.A. : 1 milliard de francs) recherche

LA SECRETAIRE de son président et de son directeur général

Pour ce poste stable et de confiance, vous devez être âgée d'environ 45-50 ans.

Vous êtes **impérativement bilingue français-allemand** (et pratiquez la sténo dans les deux langues). Des connaissances d'anglais seront un plus. Vos qualités : ordonnée, discrète, disponible.

Votre rémunération sera fonction de votre niveau et de votre expérience.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 701/LM, à notre Conseil

MEDIA PA

ROHDE & PARTNER
5, rue Lincoln - 75008 PARIS

LYON

Jeune contrôleur de gestion

Notre société (120 personnes - 70 MF de CA), d'origine française est intégrée aujourd'hui à un groupe européen coté en bourse.
Elle fabrique en moyenne série des produits de haute technicité qui nécessitent des investissements importants. La production est répartie sur 2 sites.
L'équipe de direction récemment renforcée engage une nouvelle phase de développement. Notre DAF recherche un collaborateur direct chargé de mettre en place une comptabilité analytique et d'animer le contrôle de gestion.
Sa mission pourra être élargie ultérieurement.
De formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience de 2 à 5 ans en entreprise (ou cabinet) dans des fonctions proches.
La connaissance de l'anglais et l'expérience de la comptabilité anglo-saxonne seront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CGM, à LDI Conseil, 65 rue de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

L D I CONSEIL

media system

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

VUE ST-EUSTACHE - FORUM 3 p. 4e ét. asc., zone piétons. 1 300 000 F. Me Ruty, 45-54-62-63

5e arrdt

RUE DE LA SORBONNE DERNIER ÉT., LOFT 76 m² Poutres asc. 1 900 000 F DORESSAY - 46-24-93-33

6e arrdt

FLEURUS

SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE

Fleurus, studio	300 000
Panthéon, studio	500 000
Cherche-Midi, 2 pces	595 000
N.-D.-des-Ch., 45 m²	690 000
Rennes 3/4 pces	1 500 000
St-Michel, 83 m²	1 580 000
Fleurus, 6 p., 160 m²	3 650 000
Assas, 5 pces, 5e ét.	4 300 000

Rech. appts toutes surfaces.

12, r. N.-D.-des-Champs (6e) Sortie Mo St-Placide

45-44-22-36

LUXEMBOURG double-living + 2 chambres, travaux. Px : 1 260 000 F, charme, calme. Téléphone : 46-46-98-07.

13e arrdt

PLACE JEANNE-D'ARC 115 m², séj. double, 3 chbres s/jard. balc. 8e ét., parf. soleil, calme, box. Prix : 2 100 000 F. Téléphone : 43-26-73-14.

14e arrdt

AV. DENFERT-ROCHEREAU Gd 6 Pces, tt cft, 200 m² env. PLAN EXCEPT. GRAND STANDING Tél. : 45-26-99-04.

15e arrdt

VOLONTAIRES beau, récent, superbe séj. dble + 1 ch. + gd balc. s/jard. Calme total 6e dern. ét. asc., tt cft. 1 450 000 F. Cotimo - 47-83-62-74.

DUROC-MONTPARNASSE 220 m²
VILLA VERDURE
Calme. T. : 47-03-32-44 matin.

16e arrdt

PORTE DAUPHINE ss vis-à-vis, APPARTEMENT de RÉCEPT. : 300 m², ensoleillé, dont 3 chambres + bur., boiseries, services et parking. Téléphone : 45-63-41-11.

PRÈS FOCH 2 P.
85 m², bel imm. pierre de t. 1 800 000 F - 45-63-68-40

18e arrdt

Mo MARCADET part. vend 5 P., stand. s/jard., dern. étage, balc. 12 m sud, vue imprenable. S. de B. + toil. + w.-c., cellier, rangem. 2 park. couv., cave, 1 250 000 F. Téléphone 42-64-06-74.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT, 2 p. 1er ét./parc. Faibles charges. 520 000 F. Tél. : 43-49-67-10.

20e arrdt

Mo PYRÉNÉES Voie privée s/verdure, petite maison, living + 2 chambres + jardin possib. 20 m² véranda. Prix 1 050 000 F. 45-46-26-25.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m), vue superbe, résidentiel, 10e et dernier étage.
2 P. 64 m² + balc. 320 000.
4 P. 85 m² + balc. 560 000.
6 P. 139 m² + balc. 820 000.
Propriétaire : 42-60-29-61.

appartements achats

Recherche 1 à 3 Pces PARIS Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux Paie CPT chez notaire. Téléphone : 48-73-20-67. Même le soir.

locations non meublées offres

Paris

BALARD 3 P., 2 P. et divers 4/5 P. tout Paris. Prix raison. Tél. : 47-08-33-06.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris, rech. en location ou achat : BEAUX APPARTEMENTS dans quartiers résidentiels Téléphone : 45-62-78-99

Journaliste du *Monde* rentre de l'étranger Recherche appartement 3/4 pièces, clair, loyer maximum 5 500 F. Téléphone : 42-47-96-86.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
recherche pour banques, Stés multinationales et diplomates, studios, 2-3-4-5 Pces et plus. Téléph. : I.S.I. 42-85-13-05.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/m.
CIDES - 47-20-41-08

Domiciliation depuis 80 F/mois :
Av. des Champs-Elysées (Etoile)
Rue Saint-Honoré (Concorde)
Rue Cronstadt Paris 15e
21 *bis*, rue de Toul Paris 12e
CONSTITUTION SARL 1 500 F HT
INTER DOM - Tél. : 43-40-68-50

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Verneuil (78) bureaux équipés ou non 10 à 60 m². Tél. tlx. Fax secr. tril. ttx trad. Trad. in sec. Téléphone : 39-65-61-16.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles - Bureaux constitution de sociétés
Telex - Secrétariat
ACCESS - 40-26-15-12

A LOUER
bureau LYON-BRON
90 m² - 5 parkings
2 500 F par mois + charges.
Tél. : 72-37-04-70

pavillons

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
Pavillon traditionnel sur 550 m², façade 22 m, garage, dépendance, nombreux arbres d'agrément, ensoleillé, calme. Belle cuisine, salon-séjour (cheminée) salle de bains, w.-c. 1er étage, belle chambre, cabinet de toilette, w.-c., chauffage gaz. Possibilité d'agrandir. Prix : 750 000 F. Tél. : 60-16-04-22 après 18 h.

RIS-ORANGIS
Quartier pavillonnaire, calme, près centre et gare PAVILLON 83, const. TRAD. cuisine équipée séparée par aquarium sur séjour double de 45 m² avec cheminée à récupération de chaleur, 4 chambres, mezzanine, 2 s. de bns, 2 w-c, sur sous-sol total, avec buanderie, garage 2 voitures, terrasse 36 m², sur 864 m² terrain clos. Tél. : 69-43-27-93 après 18 heures.

villas

DORDIVES (CENTRE)
ts commerces, SNCF, vue dominante sur la vallée du Loing
SPLENDIDE VILLA
s/ss-sol total, pierres apparentes + dble cloison en brique, récept., cuis., séj. av. cheminée, 3 chbres tt cft, gar., combles, terr. clos paysagé 1 100 m².
A SAISIR, Px : 730 000 F (gros crédit possible).
LACARIÈRE : agence SUD à 45680 DORDIVES.
Tél. : (16) 38-92-73-02, m. d.

propriétés

RAMBOUILLET
Centre très belle demeure 10 pièces. 450 m², tout confort, sous-sol total. 1 800 m² arborés, clos de murs. Prix : 3 000 000 F. Téléph. : 16-1-34-85-84-16.

Languedoc près Béziers, mais. rurale 11 p. + dép., jardinet, intérieur à rénover, prox. mer, mont., 37500. 67-36-22-92. FOUILHÉ, 34480 St-Genies-le-Bas.

1 heure de Paris autoroute de l'Est, 4 km Château-Thierry, communications faciles, train (direct Paris), particulier
vend MAISON RURALE
Tout confort, chauff. fuel, séj. chem., 3 chbres + gde cuisine, cab. de toil. + sal. bains, 2 w.-c., cellier, salle de jeux, charpente neuve très b. isol., gd garage 2 voitures + dépend., jardin 800 m² ent. clos, arbres fruitiers + terr., prix 570 000 F à débattre. Tél. à part. 19 h 30 au 23-70-83-55. Visible durant week-end.

12 km Paris, IGNY, val. de la Bièvre, lux. nf, 190 m² + ss-sol, récept. 90 m², pisc. chauffée, 710 m² paysager. Px : 1 900 000 F. Tél : 60-19-18-65, ap. 18 h.

manoirs

SUP. MANOIR BOURBONNAIS XVIIIe s. Paris 300 km, tt cft, écuries, logt de serv., dép. tt groupé, parc clos 1,5 ha lim. forêt 15 000 ha, parfait pour cheval, px : 1 200 000 F. M. Pazet, expt. 03500 Saulcet. Tél. : 70-45-35-70.

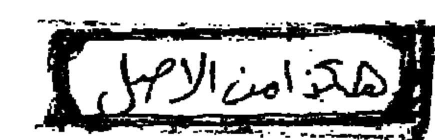
viagers

5e VIAGER 90 ANS 440 000 F + rente 4 130 F/mois ou cpt 650 000 F. Tél. : 42-65-02-78

immobilier information

Pour vendre ou acheter maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France :

LAGRANGE
9, r. Le Châtelier, 75017 Paris.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08



Le Monde
ECONOMIE

LES NOUVELLES « SŒURS » DU PÉTROLE

Du puits à la pompe

KOWEIT, Norvège, Venezuela, Libye, Mexique. Ils ne sont encore que cinq. Mais ils menacent à terme l'ordre pétrolier mondial aussi gravement que jadis les nationalisations et les deux chocs pétroliers.

Les « sept sœurs » – Exxon, Shell, BP, Texaco, Chevron, Mobil et Gulf, – ces grandes compagnies rivales et complices, ont déjà perdu, depuis les années 60, le contrôle des réserves et la maîtrise des prix. Un royaume leur restait : le marché final, maintenant menacé par ces nouveaux venus. Un à un, discrètement, les pays exportateurs prennent pied sur cette chasse gardée et, par leurs compagnies nationales, s'intègrent à leur tour « du puits à la pompe ».

Jusqu'ici, le cercle de famille s'agrandit lentement. Des « nouvelles sœurs », deux seulement affichent ouvertement leurs ambitions : la compagnie koweïtienne KPC et, dans une moindre mesure, la norvégienne Statoil. Elles ont déjà leurs raffineries, leurs réseaux, leurs marques à l'étranger, rachetés qui à la Gulf, qui à Exxon dans le nord de l'Europe.

Les trois autres pays pionniers, plus modestes – et faute de moyens, – se sont contentés de simples participations dans des raffineries ou des réseaux existants, leur garantissant des débouchés assurés : le Venezuela a mis ses pions en Allemagne, en Suède et aux Etats-Unis ; la Libye en Italie, par l'intermédiaire de la société Tamoil (6 % du marché) qu'elle contrôle à 70 % ; le Mexique, enfin, a acquis 44 % d'une raffinerie espagnole, Petronord.

Mais d'autres suivront. Déjà la compagnie d'Abu-Dhabi prospecte le marché européen – notamment en France, – en quête d'occasions. Et la Petromin saoudienne a installé à Londres un bureau spécialisé qui recrute. En fait, la plupart des pays exportateurs, quel que soit leur niveau d'intégration ou de développement, songent à descendre la filière.

Tout les y pousse. Sur un marché pétrolier désormais stagnant et encombré de surcapacités, le problème des débouchés devient prioritaire. Il ne suffit plus de contrôler sa production, il faut aussi la vendre, et l'indépendance passe aujourd'hui par la maîtrise du marché.

Le retour de l'OPEP à un système de prix officiels a rendu plus aigu le problème. Depuis le début de l'année, les pays les plus intégrés vers l'aval ont eu infiniment moins de difficultés à écouler leur production que les simples vendeurs de brut, gênés par des tarifs trop rigides. Enfin le moment est propice : les anciennes « sœurs », déstabilisées par vingt années de désordre pétrolier, se recentrent, délaissant les raffineries ou les réseaux les moins performants ; les plus fragiles – ou les plus sages ? – accueillent avec intérêt les offres de coopération de pays producteurs.

Verra-t-on bientôt les « majors », remplacées, se replier sur quelques marchés sûrs et dans les pays où elles contrôlent encore la production : Etats-Unis, mer du Nord ? Les nouveaux venus ont sur elles un avantage majeur : ils possèdent des réserves de brut quasi illimitées et infiniment moins chères à extraire – 2 à 3 dollars par baril dans le Golfe contre 12 à 18 en mer du Nord.

Mais n'est pas le Koweït ou la Norvège qui veut. Ce n'est pas un hasard si les deux pays les plus avancés dans cette voie sont aussi les plus riches et les plus développés. Acheter, entretenir et développer un réseau international exige un management de haut niveau et de très gros moyens financiers... pour qu'il soit à la mesure du problème. A l'échelle des plus grands producteurs comme l'Arabie saoudite ou, à terme, l'Irak, garantir ainsi une part significative des ventes représente un investissement colossal.

Même les voies intermédiaires, comme la politique de coopération choisie par le Venezuela, plus accessibles aux pays en développement, supposent une bonne maîtrise de l'industrie et du commerce international... ou des liens historiques privilégiés avec un grand pays consommateur, comme la Libye avec l'Italie et le Mexique avec l'Espagne.

Enfin, cette stratégie implique qu'au niveau politique le pragmatisme prenne le pas sur le nationalisme et la méfiance exacerbée des années 70. Cette nouvelle forme d'intégration crée des liens d'interdépendance concrets entre pays producteurs et pays consommateurs. Elle pourrait à long terme favoriser le retour à une stabilité des prix du pétrole. Mais cette évolution suppose de part et d'autre une confiance qui n'est pas jusqu'ici démontrée. D'autant que les majors n'ont pas dit leur dernier mot et que certains pays comme le Nigéria, l'Indonésie ou le Gabon, ne peuvent se passer aisément de leur « tutelle » bienveillante, mais intéressée.

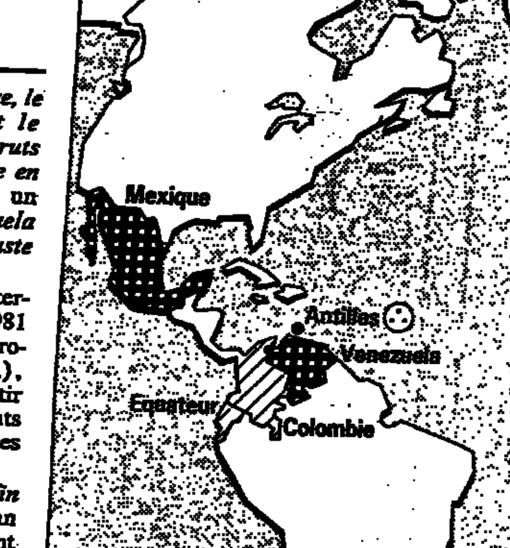
En dépit de ces réserves, le mouvement paraît bel et bien lancé, et l'OPEP elle-même ne pourra pas continuer à l'ignorer. Déjà près du quart de ses exportations sont faites sous forme non de brut, mais de produits, et échappent à toute règle. Compte tenu des diverses méthodes de vente en usage, un tiers seulement de la production du groupe est écoulé aux prix officiels décidés par l'Organisation.

L'intégration empêche de plus en plus tout contrôle réel. L'OPEP, à l'oublier trop longtemps, risquerait de dégénérer peu à peu en amicale des anciens du premier choc pétrolier !

V. M.

50/50 pour le Venezuela

Pour garantir ses débouchés Caracas prend des participations dans des raffineries étrangères.



LE monde à l'envers ! En 1987, pour la première fois dans l'histoire du pétrole, un grand pays exportateur, membre fondateur de l'OPEP de surcroît, s'est porté acquéreur de brut sur le marché international ! Non par accident, mais de façon systématique et en quantités non négligeables : le Venezuela reconnaît qu'il a dû, régulièrement pendant le premier semestre, acheter sur le marché 60 000 barils/jour de pétrole, soit l'équivalent de toute la production française.

L'explication peut surprendre : « *Nous ne voulions pas perdre nos clients*, assure le vice-ministre du pétrole. *Notre niveau de production étant limité par le quota fixé au sein de l'OPEP, nous avons dû acheter pour respecter les engagements pris depuis un an.* »

Paradoxe ? En apparence seulement. Hanté par la peur de perdre ses débouchés, le Venezuela, ancêtre des exportateurs de brut, n'a eu de cesse, depuis la nationalisation du secteur il y a douze ans, de garantir l'écoulement de sa production. D'abord en développant ses raffineries : sur 1,5 million de barils/jour exportés, plus de la moitié (860 000 barils) le sont sous forme de produits raffinés localement. Puis en multipliant, depuis 1983, les prises de participation dans des raffineries étrangères.

Deux handicaps majeurs

Résultat : des 650 000 barils de brut exportés par jour en l'état, 450 000 (69 %) sont désormais assurés d'un débouché garanti. Reste à peine 200 000 barils/jour pour honorer les contrats ordinaires et faire face aux impondérables. Une marge de manœuvre bien limitée...

Nécessité fait loi. Le Venezuela, qui dispose par ailleurs de réserves parmi les plus importantes du monde, souffre de deux handicaps majeurs. Infortune de la géologie, ses bruts sont pour la plupart extrêmement « lourds » au point d'en paraître presque solides. Difficiles à extraire, ils le sont plus encore à raffiner et exigent des installations spéciales fort coûteuses. « *Pour tout dire, des qualités invendables sur le marché* », assure un négociant.

Et hasard de la géographie : le marché « naturel » du pays, les Etats-Unis, est l'un des plus disputés du monde. « *Le Mexique, le Canada, la Californie et le Proche-Orient ont tous des bruts lourds à placer de préférence en Amérique du Nord*, explique un analyste londonien. *Le Venezuela a une sacrée concurrence juste devant sa porte !* »

D'où la stratégie dite d'« internationalisation », conçue dès 1981 par la compagnie nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA), avec un double objectif : garantir des débouchés sûrs pour des bruts malaisés à placer et diversifier ses marchés.

« *L'étincelle a jailli dès la fin des années 70*, raconte M. Juan Chacin Guzma, le jeune président de PDVSA. *Un accord d'Etat à Etat nous a mis en contact avec le groupe allemand Veba. L'entente était parfaite et nous avons peu à peu réalisé que nous étions complémentaires : nous possédions quelque chose dont ils avaient besoin : le pétrole ; ils avaient ce dont nous manquions : le marché.* »

Après plusieurs années de coopération sur des bases commerciales classiques PDVSA et Veba signent finalement en 1983 un accord original : les deux partenaires créent une société mixte – à 50/50 – Ruhr Oel, qui exploitera la raffinerie de Gelsenkirchen, spécialement adaptée pour traiter les bruts lourds vénézuéliens. PDVSA fournira la moitié (100 000 barils/jour) du pétrole nécessaire à son alimentation et Veba écoulera par ses propres réseaux de distribution en Allemagne toute la production de l'usine. *In fine* chacun des associés touchera le prix de réalisation (prix de vente à la pompe moins les frais de raffinage et de distribution) correspondant à sa part, Ruhr Oel, conçue comme un GIE, n'étant pas supposée réaliser de bénéfices.

Bref une coopération exemplaire qui va fonctionner apparemment à la satisfaction générale, puisqu'elle sera finalement élargie en 1986 à deux autres raffineries allemandes : PDVSA pourra désormais écouler 145 000 barils/jour par l'intermédiaire de Ruhr Oel, au lieu des 100 000 barils initialement prévus.

Pourtant l'accord avec Veba, sitôt connu crée un choc dans l'opinion et les milieux politiques vénézuéliens. « *Dans un pays pauvre, où beaucoup reste à faire, il n'était pas facile de faire accepter l'idée d'investir à l'étranger* », explique un des directeurs de PDVSA. Véritable Etat dans le seul Etat démocratique de la région, le puissant groupe pétrolier se voit en outre reprocher d'avoir mis le Parlement devant le fait accompli. Le changement de gouvernement – et de ministre de tutelle – n'arrange rien...

Avec les Suédois et les Américains

Il faut trois bonnes années à PDVSA pour « *emporter le morceau* » et convaincre tous les partis politiques du bien-fondé de sa stratégie. En 1986 deux nouveaux accords de participation sont signés. Le premier avec un groupe suédois donne à PDVSA 50 % d'une petite raffinerie de lubrifiants et d'asphalte, Nynas : 40 000 barils/jour supplémentaires garantis. Le second, beaucoup plus important, est conclu avec la compagnie américaine CITGO, qui cède 50 % de sa raffinerie de Lake-Charles et des réseaux de distribution afférents, et s'engage à absorber 130 000 à 200 000 barils/jour de brut vénézuélien.

Sur sa lancée, PDVSA s'entend au début de 1987 avec un nouveau partenaire américain, Champlin Petroleum Corp. Comme dans le cas précédent, elle acquiert 50 % du capital d'une nouvelle société commune exploitant la raffinerie de Corpus-Christi et obtient en contrepartie l'écoulement assuré de 130 000 à 200 000 barils/jour supplémentaires.

En moins d'un an les volumes garantis par l'« internationalisation » ont presque quintuplé – ce qui explique au passage les difficultés de PDVSA pour honorer ses précédents engagements. Mais un bon tiers de la production totale – soit 450 000 à 590 000 barils/jour – est désormais assuré tous risques. Mission accomplie ? Ce n'est pas fini.

Grisée par le succès, la direction de PDVSA entend bien continuer. Elle a récemment pris langue avec des raffineurs italiens, espagnols, etc. et prospecte toujours le marché américain en quête de partenaires. « *Encore un accord en Europe, un aux Etats-Unis et nous pourrons garantir l'écoulement de la moitié de la production. 700 000 barils/jour, c'est notre objectif* », affirme fièrement le président du groupe.

De Caracas,
VÉRONIQUE MAURUS.

(*Lire la suite page 38.*)

50/50 pour le Venezuela

(Suite de la page 37.)

Fi des tergiversations! A l'usage la stratégie choisie s'est révélée plus payante encore que prévu. « *Nous sommes plus forts, car nous connaissons mieux le marché*, assure M. Juan Chacin Guzman. *Nous savons où est la demande, et nous pouvons adapter à temps la production. Nous avons nettement amélioré notre flexibilité.* » Des bénéfices annexes inattendus sont apparus : en 1986 par exemple, les gains de change réalisés sur le deutschemark ont partiellement compensé la chute du dollar. La valorisation du brut Veba a été supérieure de 50 % à celle des pétroles vendus par les méthodes ordinaires (l'équivalent de 22 dollars contre 15 à 16 dollars en moyenne).

Enfin, cette stratégie offre des « facilités » dont on parle moins : *Les filiales mixtes étrangères peuvent emprunter directement sur le marché international des capitaux.* Un atout non négligeable dans un pays étranglé par une dette extérieure de 35 milliards de dollars. Et qui a permis de financer sans problèmes ces acquisitions, étant entendu qu'une partie des sommes dues ont également été réglées en nature – c'est-à-dire en pétrole.

Un flou savant

Autre souplesse, farouchement démentie, mais réelle : cette intégration projette un flou savant sur les comptes et autorise quelques libertés avec les règles de l'OPEP : prix officiels (impossibles à vérifier), quantités réellement vendues ou stockées – le Venezuela peut entreposer dans ses cuves jusqu'à 120 millions de barils, deux mois et demi de production, etc.

Oubliées les hésitations, les critiques des débuts. « *Il reste encore quelques opposants nationalistes, mais les principaux partis sont désormais d'accord sur les principes* », assure le vice-ministre du pétrole. Sur les principes, oui, sur les moyens, c'est moins sûr. Car ce tableau angélique a son revers. « *Nous allons engager la moitié de notre production*, dit un haut fonctionnaire. *J'ai peur que cela ne pose à terme de graves problèmes de choix.* »

« *En tant que compagnie intégrée, où doit-on investir ? Au Venezuela même ? Dans les transports ? Dans les raffineries étrangères ? ou jusqu'à la pompe ? Où est-il préférable de réaliser les profits : en amont ou en aval ? Je crains que nous n'ayons pas assez réfléchi aux conséquences de nos décisions...* »

Derrière ces questions théoriques se cache un débat de fond mal tranché : PDVSA jusqu'ici s'est contentée d'un rôle limité d'associé fournisseur, sans prendre les moyens d'exercer un vrai contrôle sur la gestion de ses raffineries étrangères. « *Nous n'achetons pas des raffineries, mais des marchés* », explique M. Guzman. Peut-elle en rester là ? Ou la société nationale doit-elle, à l'exemple du Koweït, prendre le plein contrôle de ses débouchés en achetant ses réseaux, sa marque, bref, en devenant une vraie multinationale intégrée ?

« *Nous ne voulons pas prendre le contrôle total de ces opérations, car nous n'avons pas l'expérience* », répond le président de PDVSA. Mais cette modestie volontaire ne va pas sans inconvénients : surveillance approximative de la gestion – « *PDVSA se fait avoir par ses associés* », assure un courtier londonien, – faible rentabilité des participations et surtout dépendance accrue vis-à-vis des partenaires locaux, des législations et finalement des autorités étrangères.

Dans un pays nationaliste, pointilleux sur son indépendance, qui fut l'un des premiers à prendre le contrôle de son pétrole, ces « détails » font longuement réfléchir. « *Il serait désormais très difficile de lancer un embargo pétrolier contre les Etats-Unis* », médite un responsable du ministère du pétrole.

De Caracas,
VÉRONIQUE MAURUS.

LES NOUVELLES « SŒURS »

Le Koweït presque

Première multinationale du Proche-Orient la KPC écoule un quart de sa production par son propre réseau de distribution.

« *NOUS n'imaginions pas que cela puisse arriver. Dans les années 60, je travaillais chez BP. Nous utilisions le brut koweïtien. Mais il était à nous...* »

Ironie de l'histoire. Derrière M. Eddy Davis, un vieux routier du pétrole britannique, buriné au service des « majors », sourient les portraits de l'émir et du prince héritier du Koweït. Les anciens exploités sont devenus les patrons. Et M. Davis, en bon directeur de raffinerie qu'il était, a été repris avec les murs, lorsque la Compagnie nationale koweïtienne (KPC) a racheté, il y a quatre ans, le réseau européen de la Gulf.

Un brin nostalgique, il tripote les stylos offerts par son ancienne compagnie. « *Le Koweït a apporté l'argent et le pétrole. Il a obtenu les installations et l'expertise* », dit-il simplement. Des regrets ? « *Good Lord* » non ! Comme tous les anciens cadres, il paraît au contraire sincèrement réconforté par le dynamisme, le souffle nouveau apportés à la vieille compagnie par ses nouveaux propriétaires.

« *Du temps des Américains, la seule question était : quand fermera-t-on ? J'étais directeur au Danemark. J'ai dû annoncer la fermeture de la raffinerie en 1982. Les Koweïtiens nous ont sauvés* in extremis », raconte M. Davis. « *Les Américains raisonnaient à très court terme. Les Koweïtiens savent qu'ils ont l'avenir et la ressource pour eux. Ils parient sur le futur, se développent tranquillement. Ce sont de bons gestionnaires, économes de leur argent, mais qui acceptent de perdre un peu pour gagner plus tard et beaucoup. C'est plus sécurisant de travailler pour eux* », renchérit un membre de l'équipe commerciale.

Qui a peur de la KPC ? D'abord méfiants puis sceptiques, les milieux spécialisés saluent aujourd'hui, à demi rassurés, la réussite de ce nouvel animal pétrolier. Encore producteur, mais déjà presque « major », le *Koweït et son* bras séculier, la KPC, ont réussi en quatre ans à descendre un à un tous les stades de la filière pour finalement lancer, en septembre dernier, leur marque « Q8 ». Un symbole en forme d'acrostiche : Q8 se prononce en anglais « kuwait » ! Et une apothéose : pour la première fois dans l'histoire des rapports Nord-Sud, un producteur de matière première s'est aventuré sur la chasse gardée des multinationales.

Vendre sous sa marque

Aujourd'hui, le petit émirat, membre éminent de l'OPEP, est le seul parmi ses pairs à garantir l'écoulement par « son » propre réseau, dans « ses » pompes et sous « sa » marque, d'un bon quart de sa production. Et la KPC, première multinationale du *Proche-Orient, mais compagnie* encore moyenne à l'aune internationale, est le seul vendeur d'essence à bénéficier d'un accès au brut quasi illimité : deux cent cinquante années de réserves prouvées quand la plupart des « majors » n'ont, au mieux, que huit à dix ans devant elles !

Prudence oblige. L'Etat pétrolier et sa compagnie, pour ne pas effaroucher, se sont jusqu'ici bien gardés d'abattre toutes leurs cartes, préférant jouer un *double* jeu discret. A l'OPEP, le Koweït reste un producteur comme les autres. C'est tout juste s'il se reconnaît « *plus de compétences en aval* » que ses *alter ego*. Et sur le marché, la KPC a pris grand soin de ne pas bousculer les usages. « *La KPC est un concurrent agressif, mais pas déraisonnable* », reconnaît-on au sein d'une grande compagnie britannique. Comprenez : elle ne casse pas les prix. *Mais elle ne cesse de grignoter...*

Comment devient-on « major » ? A voir le chemin parcouru depuis quatre ans par la KPC, cela paraît tout simple. Depuis 1983, les ventes, comme le nombre des stations, ont doublé en Europe. Le réseau écoule aujourd'hui quelque 240 000 barils/jour de produits sous la marque Q8, contre à peine 110 000 lors de la reprise de la Gulf. Patiemment étoffé, modernisé au fil des rachats et des restructurations, il compte désormais 4 250 stations, pour la plupart équipées de neuf, du sud de l'Italie au nord de la Suède, au lieu des 2 000 points de vente un peu mités achetés à l'origine.

Résultat : des parts de marché qui ne cessent de gonfler. Encore modeste (3 %) à l'échelle des Douze, la part de Q8 atteint déjà 6 à 8 % en moyenne dans les sept pays où elle est implantée : Danemark (22 %), Belgique (13 %), Suède (13 %), Luxembourg (12 %), Pays-Bas (6 %), Italie (4 %) et Grande-Bretagne (2 %). Tout cela sans guerre des prix, sans révolution autre qu'une politique commerciale dynamique et innovatrice. Une vraie performance sur un marché stagnant !

Ne pas effrayer

Règle d'or : ne pas effrayer. Ni les anciens salariés de la Gulf, ni les concurrents, ni surtout les institutions. Oubliés l'embargo, les chocs pétroliers, le racisme. Les pays hôtes n'ont pas bronché. « *Il n'y a aucune différence entre la KPC et Esso ou Shell* », assure-t-on à la Commission européenne, en applaudissant cette nouvelle forme d'intégration pétrolière qui, espère-t-on, favorisera à terme la compréhension entre les producteurs et les *consommateurs. C'est* tout juste si on reconnaît qu'« *une prise de pouvoir par les ayatollahs au Koweït poserait quelques problèmes* ». Quant aux acheteurs, ils n'y ont vu que du feu. « *Le Koweït, c'est où ?* », répondent la plupart de ceux qui fréquentent les stations Q8.

L'idylle ou presque. Mais elle n'est pas sans contrepartie. Car le dynamisme, lorsqu'il se veut prudent, coûte cher. La KPC, pour amadouer son monde, s'est bien gardée depuis quatre ans de licencier massivement, de fermer définitivement des installations – la raffinerie italienne a simplement été mise sous cocon, – de dégraisser trop vite ses réseaux, bref de casser l'outil existant. Au contraire, elle a investi massivement dans tous les pays hôtes.

Au total, la conquête tranquille du Vieux Continent a jusqu'ici coûté au bas mot « *plusieurs centaines de millions de dollars* », reconnaissent les *dirigeants* du groupe. Pour la seule année 1986, KPC a investi en Europe plus de 170 millions de dollars, sans compter le lancement de la nouvelle marque : plus de 50 millions de dollars en huit mois (de septembre 1986 à mai 1987). Aux dépenses de marketing et de restructuration du réseau se sont ajoutés des investissements lourds dans le raffinage et le transport afin d'intégrer l'aval européen dans le système KPC.

Enfin, les opérations européennes demeurent pour l'heure peu rentables : 390 millions de dollars de déficit au cours du dernier exercice de dix-huit mois connu (1985 jusqu'à juin 1986), dû il est vrai pour beaucoup aux pertes sur stocks subies après la chute des prix. L'exercice 1986-1987 devrait permettre de redresser la barre et d'afficher de nouveau des résultats positifs. Mais il est clair que pendant toute la période du décollage la mise reste lourde.

Qu'importe, puisque la maison mère, KPC, affiche, elle, des résultats confortables et empoche en définitive toutes les rentes intermédiaires. « *Quel que soit le marché, il y aura toujours une valeur ajoutée* », dit un membre de l'état-major. Et le Koweït a le temps et les moyens. « *L'émirat a investi à l'étranger depuis longtemps, il convertit ces placements dans l'aval pétrolier. C'est un choix judicieux* », assure un observateur. « *La gestion des différentes branches de la KPC est un excellent moyen de développer le pays* », ajoute un analyste londonien.

Jusqu'où ira-t-il ? « *Le Koweït essaie de prendre la place d'une des sept sœurs. En tant que nouvelle grande compagnie pétrolière avec un bon réseau de distribution et d'énormes réserves de production, il peut à terme être accepté par le Club* », assure M. Paul MacDonald, un consultant britannique indépendant.

Pour un dollar

EN novembre 1981, Sheikh Ali Khalifa, ministre koweïtien du pétrole qui participe, à l'Hôtel intercontinental de Genève, à une conférence de l'OPEP, reçoit un étrange coup de fil. Le président du groupe Gulf veut le voir d'urgence. « *Nous savons que vous n'avez pas beaucoup de temps ; mais nous avons une proposition à vous faire* », dit-il.

Le « miracle » est arrivé.

L'état-major du puissant groupe pétrolier propose tout bonnement à la compagnie nationale koweïtienne de lui vendre l'ensemble de son réseau et de ses raffineries en Europe. « *Nous vous offrons la totalité de nos immobilisations en aval pour 1 dollar* », dit le président, à la stupéfaction de l'assistance. « *Il a jeté cela sur la table. Nous nous sommes demandés : où est le piège ?* », se rappelle Nader Sultan avec émotion.

Voilà des années que l'émirat rêve de toucher le consommateur final, sans savoir trop quel moyen employer. En 1979 et 1980, une petite équipe a parcouru le monde afin d'étudier les perspectives du marché et de définir une stratégie pour la KPC, créée officiellement en janvier 1980, cinq ans après la nationalisation du secteur. Ses conclusions sont claires : il faut tenter de prendre place sur l'un des trois principaux marchés mondiaux : Etats-Unis, Europe ou Japon. Mais les problèmes de logistique paraissent insurmontables.

La proposition de la Gulf tombe donc du ciel. Elle n'est pas sans risques. La compagnie cède pour rien ses immobilisations, mais entend vendre au prix fort tous les actifs circulants (stocks notamment). Le baril coûte encore 34 dollars. C'est un investissement énorme. En outre, l'ensemble inclut quatre raffineries de qualité *inégale dont le Koweït n'a* que faire.

« *Nous sommes repartis à Koweït pour soumettre tout cela à la cellule de marketing international et au service de planification de la société* », raconte N. Sultan. Dans un premier temps, le Koweït répond « *d'accord, mais sans les raffineries* ». Puis les vraies négociations s'engagent. Elles aboutissent finalement en mars 1983. KPC reprend tous les réseaux européens, sauf en Grande-Bretagne, et trois raffineries sur quatre. Pour un prix... jamais dévoilé depuis ! « *Vous seriez étonnée. C'est beaucoup moins qu'on ne croit...* », plaisante Nader Sultan.

« *Le lendemain de l'annonce,* raconte le directeur de KPC en Belgique, M. Gino Daspheghel, *le président de KPI était ici à Bruxelles. Les Américains, eux, ne sont venus dire au revoir à personne...* »

V. M.

DU PÉTROLE

« major »

De ses bureaux londoniens, où simplicité et portes ouvertes sont la règle, un homme mince, réservé, au regard profond, sourit doucement. Nader Sultan, trente-huit ans, président de la Koweït Petroleum International (KPI), filiale de la KPC chargée des opérations européennes, est le principal artisan de cette réussite. Un *« philosophe du marketing »*, disent ses troupes, impressionnées par le professionnalisme de ce jeune Koweïtien qui *« pense loin, longtemps, mais agit vite »*.

Il se défend sagement des appétits qu'on lui prête. *« Il est exact*, reconnaît-il, *qu'à terme la KPC peut remplacer les majors, là où elles ne produisent pas... »* Mais en attendant, on en est très loin : *« Shell a 20 % du marché britannique, nous, 2 %. A terme, 5 à 7 % seraient assez pour nous rendre heureux... »*

Sauf cas spécifique comme le Danemark (où la vente du réseau de la BP et la présence d'une raffinerie ont créé l'occasion), la KPI n'ambitionne nullement de tenir le devant du marché. Elle préfère, assure le jeune président, *« se diversifier dans le monde pour mettre ses œufs dans des paniers différents »*, quitte à conserver partout une place relativement modeste.

Après le Benelux, le Danemark, la Suède et l'Italie, KPI s'est attaqué depuis un an à la Grande-Bretagne en rachetant coup sur coup trois petits réseaux. Après viendra le tour de la France *« si nous parvenons à comprendre les subtilités de la législation »*, puis peut-être l'Allemagne, l'Espagne, etc. Un rêve : les marchés américains et japonais jusqu'ici hermétiquement clos. Vite tempéré par une prudence de prélat : *« Nous écoulons désormais un quart de la production par le réseau. Cela nous a pris quatre ans. Je serais très surpris qu'on dépasse jamais 50 % »*...

Ces ambitions *« mesurées »* supposent quand même un doublement à terme des ventes à la pompe ! Dents longues, mais profil bas, le Koweït n'en sous-estime pas pour autant la difficulté de la tâche. Ses atouts, il les connaît sur le bout des doigts : moyens financiers quasi illimités dès lors que l'avenir du pays est en jeu ; qualité des hommes, purs produits de cette bourgeoisie koweïtienne, intellectuelle et dynamique, la plus évoluée du Golfe.

Enfin, exceptionnelle cohésion au sommet entre l'entreprise et l'Etat. Incarnée par le même homme : Cheik Ali Khalifa Al Sabah, ministre du pétrole, membre de la famille royale et président de la KPC — *« un ministre, mais aussi un collègue »*, s'exclame l'un des cadres londoniens, — elle constitue un gage vital de souplesse et d'efficacité...

Choisir le bon moment

Mais le petit émirat connaît aussi ses limites. Le rachat de réseaux européens de la Gulf était une *« opportunité unique »* qui ne se représentera pas de sitôt. *« Ils ont vendu au moment où la rentabilité était la plus mauvaise. Ils ne voyaient que des perspectives négatives. Nous avons pensé : cela ne peut pas être aussi désespérant*, raconte Nader Sultan. *Avec le recul nous avons eu raison. Même si nous devions vendre demain ces actifs, nous aurions fait des profits car ils se sont beaucoup valorisés. »*

Depuis lors, le marché s'est retourné, la baisse des prix a relancé la consommation et redressé les marges du raffinage. L'exemple du Koweït a suscité de nombreuses vocations au sein des pays producteurs. Et la KPC n'est plus toute seule à étudier toutes les occasions de rachat. *« Actuellement c'est plus cher de racheter un réseau »*, reconnaît le président de la KPI.

Enfin les grandes compagnies, qui font contre mauvaise fortune bon cœur, veillent désormais à ne pas faire la place trop belle à ces nouveaux venus, un peu trop dynamiques. *« Une fois qu'ils auront acquis la part du marché nécessaire, que vont-ils en faire ? »*, s'interroge-t-on à mi-voix chez une « major ». Sur les grands marchés consommateurs où les compagnies ont une influence politique non négligeable, les tentations protectionnistes sont autant de dangers pour l'émirat, désormais vulnérable aux législations nationales — et aux taxes à l'importation.

Conscients de ces menaces larvées, les dirigeants de la KPC n'en poursuivent pas moins leur chemin, pas à pas, grignotant discrètement partout où cela est possible. *« Les avantages tirés de notre intégration en aval sont bien supérieurs à ce qu'on pouvait en attendre sur le papier »*, explique Nader Sultan : stabilité des débouchés, suppression d'intermédiaires coûteux, mais aussi économies d'échelles (sur le transport notamment), création d'emplois et d'activités nouvelles, etc.

Bref, le risque existe, mais le jeu en vaut la chandelle, et le Koweït sait — et peut — prendre son temps. *« Shell n'est pas arrivé où il est en un an... »*, médite Nader Sultan, tranquille. A bon entendeur...

V. M.

Un chef-d'œuvre logistique

« ON *n'investit pas autant pour repartir* » M. Sandy Niven, le tout jeune directeur de la logistique KPC à Rotterdam, a les yeux brillants d'enthousiasme. Dehors, une forêt de cuves, de pontons et de distilleries. En arrière-plan, passe, découpé à ras du sol, un gigantesque cargo, tranquille comme une vache qui rentre à l'étable. Europoort. Le plus grand port pétrolier du monde. Capitale logistique des « majors » et tête de pont de la KPC sur le Vieux Continent.

Dans l'enclave de l'ex-Gulf, la raffinerie, les cuves, les jetées, les oléoducs, tout le système a été repensé, modernisé, transformé à grands frais (600 millions de francs pour la seule raffinerie). La simple unité de traitement du brut est devenue un centre de débarquement, de stockage et de redistribution, bref un *« nœud pétrolier »* parmi les plus modernes du monde.

Convergent désormais à Europoort non seulement le brut, mais aussi les produits raffinés à Koweït même, exportés tous les mois par cargos entiers en fonction des besoins estimés du système de distribution. Les deux raffineries européennes (aux Pays-Bas et au Danemark) ne peuvent, en effet, traiter que 135 000 barils/jour. On est loin du compte puisque la KPC écoule dans son seul réseau presque le double.

Uniques au monde, deux pétroliers géants de 300 000 tonnes (soit plus de 2 millions de barils) ont été spécialement réaménagés pour assurer tous les mois la navette des produits entre le Golfe et Rotterdam. Transportant en même temps quatre types de produits différents, ils sont déchargés à Europoort en trois fois moins de temps qu'il n'en faudrait ailleurs grâce à deux jetées rééquipées de neuf, puis éclatés à travers toute l'Europe par barges, camions, oléoducs, etc, etc.

Un chef-d'œuvre de système logistique, coûteux, sophistiqué, mais qui a permis de réduire les frais de transport de 40 %. *« Cela nous a pris plusieurs années pour intégrer les opérations aval dans le système koweïtien. Mais maintenant, nous sommes prêts à aller plus loin. L'ensemble est conçu pour traiter ou redistribuer une fois et demie à deux fois le volume actuel »*, explique M. Sandy Niven. *« Gulf se contractait. Nous nous développons. C'est un monde totalement nouveau ! »*

V. M.

POINT DE VUE

Les compagnies en quête d'une stratégie

par JEAN-JACQUES CARPENTIER (*)

DÉSINTÉGRATION, dislocation et déréglementation, les compagnies pétrolières ont reçu plus que leur lot depuis une vingtaine d'années.

Désintégrées puisque ayant perdu leur intérêts dans les gisements situés principalement au Moyen-Orient, à partir desquels elles alimentaient leurs raffineries et celles de leurs clients en Europe ou en Asie, les sociétés non seulement perdaient leur rente minière mais encore devaient apprendre à inverser leur politique commerciale : de vendeurs de pétrole brut, elles étaient devenues acheteurs.

Disloqués à travers les coups de boutoir des deux chocs de 1973 et de 1979 venus multiplier par trois, deux fois de suite, le prix du pétrole, puis du contrechoc de 1986 qui l'a divisé par presque trois en l'espace de quelques semaines, les groupes, habitués dans une industrie lourde à planifier sur dix ans leurs investissements, ont été confrontés à d'impossibles décisions en amont comme en aval. Au « tout est devenu possible » dans l'exploration et la production, a succédé le « tout est presque devenu impossible », cependant que la contraction des marchés venait sinistrer le raffinage et laminer la distribution.

Déréglementées sur leur centre d'activités principal, le marché américain, les compagnies ont été soumises, au gré de la politique énergétique et économique de Washington, à des variations d'opportunité ou de nécessité. En ont résulté aussi bien la quasi-disparition des grands indépendants spécialisés dans la production que l'absorption pour cause de diversification dans des conglomérats de Continental et de Marathon, ou enfin la fusion de Getty avec Texaco et de Gulf avec Chevron. On peut douter qu'aujourd'hui ces opérations, si on devait les refaire, seraient refaites.

Désintégrée, disloquée, déréglementée, l'industrie a néanmoins réussi à survivre. Les sociétés ont dû apprendre à gérer l'imprévisible et, gardant largement le contrôle de leurs débouchés, procéder aux adpatations nécessaires de leurs opérations d'approvisionnement. Se sont ainsi renforcées la fonction financière et la fonction commerciale. Dans un univers incertain, il convient d'être solide plutôt que lourd. Et un bon bilan, même s'il ne tient pas lieu de stratégie, témoigne de la prudence des pilotes et des épreuves surmontées.

Priorité au commercial

Selon la perspective choisie, la priorité actuelle du commercial sur l'industriel s'analyse en termes divers. Si elle n'a pas été voulue, elle doit être assumée. Les compagnies se sont adaptées à un nouveau marché sur lequel le pétrole s'est mis à ressembler à une quelconque matière première. De la maîtrise des structures, on est passé à l'analyse de la conjoncture. Et si le court terme s'est imposé en fils de la désintégration, il est devenu frère de la stagnation. Quand les volumes restent constants, les fluctuations des prix ne se rattachent plus à des tendances identifiables.

Les compagnies ne sauraient toutefois se contenter de garder le nez sur leur copie. Si l'avenir n'est à personne, personne n'y échappe. Et dans les dix années à venir, indépendamment de tous les événements encore imprévisibles, elles continueront d'être confrontées à une interrogation majeure et à des problèmes certains. Interrogation majeure : quel prix ? Problèmes certains : l'ouverture des marchés en Europe et au Japon.

Si la comparaison des capacités de production et de la consommation tend à éloigner dans le temps le moment où les premières auront de la peine à satisfaire la seconde, on devrait pouvoir tabler au moins jusqu'en 1995 sur des prix relativement stabilisés et oscillant entre les prudents 15 dollars sur la base desquels les groupes construisent généralement leur budget et les quelque 20 dollars auxquels les pays exportateurs peuvent prétendre s'ils veulent bien faire preuve d'un minimum de discipline.

L'équilibre du marché risque toutefois d'être affecté par une éventuelle protection accordée par Washington à ses producteurs domestiques, ainsi que par la fin du conflit entre l'Irak et l'Iran. En provenance du Proche-Orient, s'écoulerait donc plus de pétrole à la recherche de débouchés sur un marché réduit à l'Europe et au Japon. Or c'est à ce moment que ces deux marchés devraient s'ouvrir, avec l'application dès 1992 de l'acte unique européen, et l'abandon de fait par Tokyo de sa loi pétrolière de 1962.

Sur un marché stagnant, les compagnies pétrolières des pays consommateurs vont donc être confrontées à une concurrence accrue de la part des compagnies pétrolières des pays producteurs. Disposant de leur marge amont, ces dernières ont le choix entre la consolidation de leurs débouchés à travers des investissements industriels ou commerciaux, c'est-à-dire des prises de participation dans le raffinage ou des contrats d'approvisionnement de durée et la course au client marginal à travers des guerres de prix.

Trois orientations

Par-delà une gestion sévère de leurs ressources en hommes et en capitaux, sociétés américaines, européennes et japonaises vont se trouver contraintes à des choix stratégiques. Trois orientations principales sont théoriquement possibles : la réintégration, la course à la dimension ou la diversification.

La première orientation passe par des accords entre compagnies des pays producteurs et compagnies des pays consommateurs, les unes apportant l'amont et les autres l'aval. Si la réintégration est le but poursuivi, nombreuses peuvent en être les formes, et l'imagination trouvera des variantes infinies allant de montages financiers subtils à des engagements commerciaux plus ou moins contraignants. La complémentarité des éventuels partenaires ne laisse aucun doute. En revanche le maintien d'un équilibre et donc d'un consensus dans des accords de ce genre est chose délicate : il suppose de part et d'autre une forte volonté et une bonne volonté permanentes.

La seconde orientation est plutôt axée sur la recherche de la compétitivité à travers des économies d'échelle et des gains de productivité. Pour se doter d'un outil de raffinage et de distribution au meilleur niveau, les compagnies des pays consommateurs se regroupent et se rationalisent. Tel semble le choix prioritaire fait au Japon où la vingtaine de sociétés de raffinage et la douzaine de sociétés de distribution devraient dans les cinq ans donner naissance à quatre grands groupes capables de négocier à armes égales avec leurs fournisseurs. Qu'en sera-t-il en Europe ? Par une curiosité de l'histoire, le seul rapprochement intervenu jusqu'ici entre deux sociétés européennes est antérieur à la première guerre mondiale, à une époque où pourtant régnait le principe des nationalités : si la Shell a pu alors se constituer, est-il interdit de songer à d'autres regroupements à l'intérieur d'un Marché commun de l'énergie ?

La troisième orientation se définit par la construction de conglomérats à l'intérieur desquels activités pétrolières et activités non pétrolières coexistent comme centres de profit autonomes tournés vers la recherche d'une rentabilité immédiate. A travers une culture influencée par les modèles américains, les priorités sont alors moins industrielles que financières.

Chacune de ces orientations a son mérite propre. Chacune présente des risques particuliers. Aucune n'est exclusive des deux autres. Quelle compagnie ne souhaiterait un peu plus de réserves, un peu plus de marché, un peu plus de diversification ? Mais alors que la conjoncture va rester sans cesse présente et pesante, permanente sera la tentation du touche-à-tout. Le saupoudrage pourrait alors interdire le recentrage.

(*) Analyste pétrolier.

La chronique de Paul Fabra

L'ECU et le panier de la ménagère

TANT le gouvernement français que la Commission européenne ont tendance à voir dans toute extension du rôle de l'ECU un moyen de faire progresser l'unification monétaire de l'Europe. Cet espoir est-il justifié ? Un bon prétexte de discuter cette question vient d'être fourni par la décision prise récemment par la Bundesbank (Institut d'émission fédéral allemand) d'autoriser les résidents en RFA à tenir leur comptabilité, à ouvrir des comptes, à emprunter en ECU, s'ils le souhaitent.

La levée de l'interdiction qui pesait jusqu'alors outre-Rhin sur l'usage privé de cette unité de compte est, elle, une première étape qui doit amener, dans les prochains mois, les différents gouvernements à envisager un renforcement parallèle et encore plus décisif du rôle public de l'ECU comme instrument de règlement — ce qu'il est déjà — et de crédit — ce que la France voudrait qu'il devienne — entre les banques centrales des pays participant à l'accord monétaire européen, c'est-à-dire l'ensemble des pays de la CEE, à l'exception de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal.

Les banques centrales en question (y compris la Banque d'Angleterre, bien que la livre sterling continue à flotter) émettent des ECU à concurrence de 20 % de l'or et des dollars qu'elles possèdent, et c'est à l'aide de ces ECU qu'elles soldent leurs comptes réciproques. L'ECU lui-même se définit comme une unité de compte composite qui comprend sept monnaies : deutschemark, franc français, livre sterling, lire italienne, florin néerlandais, franc belgo-luxembourgeois, couronne danoise (1).

Si les efforts en cours déployés par le gouvernement français pour donner plus de lustre à l'ECU viennent à être couronnés de succès, s'ensuivra-t-il le progrès attendu ? Ou bien faut-il voir dans cette politique au pis un alibi, au mieux une illusion pour se persuader et persuader les autres, contre toute vraisemblance, qu'il sera possible de disposer d'une monnaie européenne sans se donner la peine d'assurer entre les monnaies qui composent le SME (système monétaire européen) des taux de change durablement fixes.

Depuis 1972, année au cours de laquelle fut créé le « serpent européen », ancêtre du SME et première tentative pour faire fonctionner au sein de la CEE un système monétaire autonome visant à créer un minimum de stabilité, le franc a perdu largement plus de 60 % de sa valeur par rapport au deutschemark et au florin néerlandais, un peu moins par rapport du franc belge. Comment, si la valeur des monnaies européennes devait continuer à diverger de la sorte, serait-il possible d'envisager la formation véritable de ce vaste Marché unique annoncé pour 1992 et dont la justification est précisément de permettre aux entreprises européennes de répartir leurs investissements de la façon économiquement la plus rationnelle (les variations de taux de change rendant évidemment impossibles les calculs à long terme nécessaires pour assurer cette *« allocation optimale des ressources »*) ?

Il n'existe aucun lien d'aucune sorte entre, d'une part, l'ECU officiel qui circule entre les banques centrales et qui représente la valeur des réserves de change qu'elles ont déposées auprès du FECOM (Fonds européen de coopération monétaire) et de «l'autre» l'ECU privé. C'est par libre choix que des sociétés décident d'émettre sur le marché international des emprunts en ECU. Ce faisant, elles ne font en réalité que recourir à un procédé indirect pour se procurer le montant équivalent de francs, de deutschemarks, de florins, etc.

Par définition, on peut inventer une infinité de formules d'unités de compte. Si celle qui correspond à la définition officielle de l'ECU a été souvent utilisée dans un passé récent, c'est parce qu'elle constituait une référence connue et que sa composition paraissait convenir aux besoins du moment des opérateurs. Aujourd'hui, la vogue des transactions en ECU est passée, mais elle pourrait revenir si les circonstances changeaient.

Pour donner un air de nouveau au SME (par rapport à l'ancien « serpent »), il fut décidé en 1978 de conférer à l'ECU un rôle que, par nature, il est bien incapable de remplir complètement. Il fut convenu que la valeur des monnaies du SME serait exprimée en ECU, comme si celui-ci était, en quelque sorte, le successeur de l'or qui servait autrefois de terme de référence. C'est ainsi qu'actuellement le taux officiel de change est de 1 franc pour 0,14 ECU, ce qui correspond à 6,94 F pour 1 ECU.

Remarquons que l'ECU est composé à concurrence d'environ un cinquième de francs français, si bien que la formule proposée revient à définir partiellement le franc en terme de franc, ce qui est une pure tautologie. Même si la composition de l'unité de compte était différente, celle-ci serait toujours incapable par elle-même de constituer un substitut acceptable de l'ancien étalon métallique dont la fonction était d'établir un lien entre, d'une part, le monde des biens et services réels et, d'autre part, celui de la monnaie.

SOUS le régime de l'étalon or, comme on l'a rappelé plusieurs fois dans cette chronique, les autorités monétaires avaient pour seule obligation de maintenir à l'intérieur d'étroites limites le prix de l'or. Si, par exemple, la valeur or d'un franc est égale à 130 milligrammes d'or fin, le prix de cette quantité d'or doit rester proche de 1 franc. Pour comprendre pourquoi il en est ainsi, il suffit d'imaginer qu'un possesseur d'admettons 1,3 kilogramme d'or dépose son avoir auprès d'une banque et reçoive en échange un reçu de 1 million de francs. S'il vient à réclamer quelques semaines après son dépôt et que la banque ne lui restitue pas contre 1 million de francs la même quantité d'or, il s'estimera légitimement volé. Le mécanisme de la convertibilité ne signifie pas autre chose que le respect d'un contrat.

Théoriquement et pratiquement, et c'est cela le plus important du point de vue monétaire, ce système comporte son propre dispositif de régulation. Si la banque émet trop de francs (risque d'inflation), les possesseurs d'unités monétaires demanderont à les échanger contre du métal précieux ; ce faisant, ils contribueront à réduire d'autant la circulation monétaire. Si le même système est en vigueur dans plusieurs pays à la fois, le taux de change entre leurs monnaies respectives sera automatiquement maintenu au même niveau.

Faut-il comprendre que, depuis la disparition de l'étalon or, c'est-à-dire en France depuis 1936, les autorités monétaires sont privées de toute référence et qu'il a fallu attendre en Europe l'ECU pour en retrouver une ? Evidemment pas. Tout se passe comme si, depuis la disparition de ce régime, la référence était désormais l'indice des prix à la consommation. Autrement dit, la banque centrale, qui s'assignait jadis pour tâche de maintenir stable un seul prix, celui de l'or, a entrepris de stabiliser le niveau général des prix tel qu'il s'exprime à travers le « panier » de marchandises et de services entrant dans la composition de l'indice. C'est là une mission incomparablement plus difficile à accomplir ; surtout, la référence implicite ou explicite à l'objectif de stabilité de l'indice des prix ne comporte par elle-même aucun mécanisme propre à en assurer le respect.

L'expérience a du reste montré que les échecs sont plus nombreux que les succès. A cela s'ajoute une circonstance aggravante : c'est en ordre dispersé que les différentes banques centrales poursuivent leur objectif en principe commun. Leur degré de détermination n'est pas toujours égal. Le serait-il que manquerait toujours l'essentiel, à savoir l'existence entre les différentes monnaies d'un commun dénominateur.

POUR que, entre les monnaies européennes, l'ECU soit, non seulement sur le papier, mais dans la pratique quotidienne du marché, ce commun dénominateur, il faudrait que les pays membres du SME procèdent à des réformes radicales auxquelles nul d'entre eux ne songe. Un lien organique devrait être établi entre l'ECU officiel et l'ECU privé, afin qu'à travers un mécanisme de convertibilité — lequel n'existe aujourd'hui que pour les banques centrales et encore de façon incomplète — le public puisse obtenir contre remise d'ECU de l'or et des devises étrangères.

On serait par là même entré dans un nouveau système où l'arbitraire des autorités monétaires serait constamment tenu en lisières par les détenteurs privés de monnaies. La souveraineté sur la monnaie aurait changé de mains. La banque d'émission serait devenue réellement responsable devant le public. Faute de cette révolution qui n'est pas pour demain, le SME est condamné à rester une institution d'une grande fragilité.

(1) A partir des cours en francs de ces monnaies, la valeur du franc étant elle-même comptée pour l'unité, il est facile, en affectant à chacune de ces monnaies le coefficient de pondération qui lui est attribué par la formule de l'ECU, de calculer à chaque instant la valeur de ce dernier en francs.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Paradigmes perdus

PIERRE BAUCHET, professeur à l'université Paris-I : *« L'économie mondiale se substitue à l'économie internationale »*, avec *« l'intensification des relations internationales »*, le *« développement d'agents qui échappent à la tutelle des nations, les entreprises multinationales, et de nouvelles règles de l'échange fixées par les organismes internationaux* (1) ».

Alain Madelin, ministre (libéral) de l'industrie : *« Les lignes du paysage technologique et industriel bougent très vite (...) ; le rythme d'apparition des produits s'accélère (...) ; la mondialisation du marché est accélérée par la baisse des coûts de revient des produits (...) ; la concentration des firmes est la réponse à cette mondialisation* (2) ».

Jacques Delors, ancien ministre (socialiste) de l'économie et des finances, président de la Commission européenne : *« Du point de vue français, le monde est notre province et l'Europe notre commune. Je veux dire que la macro-économie en circuit fermé est vouée à dépérir (...). L'Etat nation n'a plus les capacités que Keynes avait permis, à son époque, d'identifier avec succès. Le réseau d'interdépendances économiques est devenu d'une extrême complexité* (3) ».

Ces diagnostics concordent. Mais les perspectives, elles, divergent nettement.

Pour Alain Madelin, qui part de ce qu'il considère être l'*« échec »* du plan d'action «filière électronique» lancé en 1982, *« une politique dirigiste de filière nationale n'est pas adaptée aux contraintes nouvelles de temps (la rapidité du rythme d'évolution) et d'espace (l'extension des marchés à l'échelle mondiale). Seules les entreprises disposent de la souplesse nécessaire (...). Le rôle des pouvoirs publics est donc non pas de définir leur stratégie et de se substituer à elles, mais d'accroître leur marge de manœuvre et de lever les obstacles de toute nature qui gênent leur développement* (2) ».

On retrouve là les thèmes du courant de la dérégulation, qui ont fait reculer, chez les économistes américains, dans les années 1970, ceux de l'interventionnisme keynésien. Selon Robert H. Nelson, membre du bureau économique du département de l'intérieur des Etats-Unis, ces idées se sont d'abord affirmées au sein de la profession des économistes ; elles ont bénéficié à la fois d'une mise en cause globale de l'intervention publique et de dénonciations ponctuelles de certaines interventions inefficaces et ont contribué à préparer une large adhésion du public à la politique de déréglementation/dérégulation (4).

Ce courant s'est fortement affirmé en France dans les dernières années. Tous les économistes, pourtant, ne se laissent pas entraîner par cette vogue. Pierre Bauchet, pour sa part, reste fidèle à lui-même : à l'époque de la grandeur de la planification française, il avait le souci d'en faire ressortir les limites et les faiblesses ; aujourd'hui où le plan semble abandonné de ses derniers partisans, il en souligne l'importance :

« Un plan d'Etat s'impose pour donner des points de repère sur un avenir incertain et pour harmoniser l'action des divers agents économiques » ; car *« les traits de l'horizon économique doivent aujourd'hui être précisés pour des termes de plus en plus longs »*, et *« l'harmonisation de l'action des agents est la condition de survie d'une nation tant au plan économique que social* (1) ». Et il définit les principales caractéristiques que doit avoir le plan dans la période actuelle : il doit être tourné vers la conquête de marchés mondiaux ; il doit permettre de dégager des ressources pour le secteur productif ; il doit enfin être assuré d'un financement pluriannuel.

Que revive le Plan

Jacques Delors élargit la réflexion : *« Jamais le décalage n'a été aussi grand entre le discours politique et la réalité économique et sociale (...) ; nous sommes aujourd'hui dans l'attente d'un nouveau Keynes (...) ; nous avons besoin d'une pensée économique neuve, surgie de quelque collectif imaginatif, qui nous fasse comprendre le paradigme des économies modernes* (3) ».

En l'absence d'un paradigme *« suffisamment convaincant »*, il choisit de s'en tenir à quelques idées simples : les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes ? Eh bien, *« les Etats européens pourraient maximiser les bénéfices de leur interdépendance »* : un soutien coordonné à la croissance des économies européennes pourrait ramener le taux de chômage de 12 % à 7 % en cinq ans ; un léger accroissement de l'effort commun de recherche, concentré sur quelques secteurs stratégiques, pourrait favoriser d'une manière décisive d'indispensables synergies intracommunautaires.

Au-delà de l'Europe, avec les Américains et les Japonais, sont souhaitables *« une bonne coopération entre les économies et une surveillance multilatérale des taux d'intérêt et des cours de change »*. Enfin, en France, l'Etat doit, outre la régulation économique, la promotion des biens collectifs et la sécurité, assurer son rôle de vigie : regarder le futur et le faire prendre en compte par les citoyens avec, une fois encore, l'indispensable plan (3).

Que vive donc — ou plutôt que revive — le Plan. Mais, au fait, à quoi bon la vigie s'il n'y a plus de pilote dans le bateau, si le gouvernail est peu efficace et si, de surcroît, le commandant a choisi de laisser faire et laisser flotter ? Elle peut certes observer les vents et les courants, consulter les augures...

Les augures : je veux dire les économistes. Mais le tableau qu'Axel Leijonhufvud, professeur à l'université UCLA (Californie), dresse de leurs récentes controverses n'est guère rassurant (5). Celui-ci localise les principales écoles sur l'échiquier à neuf cases du drapeau suédois.



En haut à gauche, en N/N, les monétaristes : le choc initial est un changement exogène de l'offre de monnaie par la banque centrale, et, comme les changements nominaux ne sont pas assez rapides — notamment du fait de la rigidité des salaires nominaux, — le choc se transmet aux valeurs réelles.

En bas à droite, en R/R, les keynésiens : la crise débute par une dégradation des anticipations réelles ; et comme les taux d'intérêt réels ne sont pas assez flexibles, il s'ensuit une baisse du revenu total et de l'emploi.

Voilà donc, selon A. Leijonhufvud, monétaristes et keynésiens sur des positions clairement adverses. Mais nombre de keynésiens admettent progressivement que la rigidité du salaire nominal est cause de chômage — ce qui n'était pas la position de Keynes ; ils se retrouvent donc en R/N, en bas à gauche. Et, pendant ce temps, de nouveaux classiques, comme Robert Lucas, entraînent une nouvelle génération monétariste en N/R, en haut à droite : le choc est monétaire et a des répercussions sur le système de prix et l'offre de travail.

« Ces nouveaux classiques se retranchèrent derrière une sophistication mathématique telle que les meilleurs étudiants se précipitèrent vers eux. Vu de mon université de Los Angeles [près de Hollywood], *tout ceci me rappelait les films actuels : scénarios simplistes et gadgets époustouflants...* (5) ».

«Le pire est devant nous»

Positions décalées, débats en porte à faux. *« La controverse keynésiens-monétaristes se déroula*, estime A. Leijonhufvud, *selon un axe absurde (...), et peu de choses intéressantes sortirent de l'opposition entre deux analyses fausses : la théorie soi-disant keynésienne (R/N) et la théorie de Lucas (N/R).* » Si l'on ajoute que des keynésiens ont rejoint la case N/N et que d'anciens monétaristes sont maintenant dans la case R/R, on conçoit que *« le pire est peut-être devant nous »*.

R. H. Nelson est moins pessimiste : il observe un renouveau de l'ancienne tradition de l'économie politique, avec une ouverture sur les champs de l'histoire, du droit, de la science politique et de l'étude des institutions (4).

Les paradigmes d'antan emportés dans les tourbillons de la mutation en cours ; le paradigme nouveau non encore élaboré. Selon quelle ligne mener l'analyse et l'effort de connaissance ? En s'en tenant à quelques idées simples éprouvées ? En faisant preuve de pragmatisme ? En étant plus exigeant sur la cohérence logique de la démarche ? En élargissant la réflexion au-delà du strict domaine de l'économie ? Mieux valent, en tout cas, ces démarches que la périlleuse adhésion à quelque simplisme doctrinaire.

(1) Pierre Bauchet, « L'avenir des plans nationaux », *Revue d'économie politique*, mars-avril 1987 (22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(2) Alain Madelin « Une politique libérale, face au défi mondial », *Revue d'économie industrielle*, 1er trimestre 1987 (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

(3) Jacques Delors, Entretien, *Revue française d'économie*, printemps 1987 (23, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris).

(4) Robert H. Nelson, « *The Economics Profession and the Making of Public Policy* », *Journal of Economic Literature*, March 1987 (1313 21Avenue South, suite 809, Nashville, TN 37212-2786, USA).

(5) Axel Leijonhufvud, « Controverses économiques et régime monétaire », *Revue française d'économie*, printemps 1987.

Industries du XXIe siècle

Le numéro du printemps 1987 de la *Revue d'économie industrielle* est consacré aux « nouvelles industries de l'information et de la communication ». Filières informationnelles, télédiffusion, presse et cinéma, vidéotex, télématique : sont examinés les principaux renouvellements en cours au sein de ces différentes « industries », pour reprendre un terme qui aura au vingt et unième siècle un sens plus proche de celui qu'il avait au dix-huitième siècle que celui qu'il a acquis au dix-neuvième. Sont également étudiées les stratégies de groupes, des politiques nationales et, bien sûr, la question de la déréglementation.

Des universités de Californie et du Sussex, de l'OCDE, du CEPII et de l'IDATE, de Bull et de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment, de différents bureaux d'études, d'unités du CNRS, d'équipes des universités d'Aix-Marseille-II, de Lyon-II, de Paris-X, de Rennes-I et II, de l'ENSAE, de l'IEP et de l'X, c'est une remarquable pléiade de spécialistes, praticiens, enseignants et chercheurs qu'ont su réunir Marc Humbert (de l'université de Rennes) et Laurent Gilles (de l'IDATE).

Sur le même thème : « Challenges of the Communications Revolution », *Economic Impact*, 1987-2.

Kaléidoscope

● « Inde et Chine : deux poids lourds dans la compétition commerciale mondiale » : la place de la Chine dans la zone Asie-Pacifique, le défi chinois aux exportations indiennes, les cycles du commerce extérieur indien... *Economie et prospective internationale* (revue du CEPII), 2e trimestre 1987.

● « Contre-choc pétrolier et politique », *Revue de l'énergie*, avril 1987.

● « Endettement : la plaie ne se referme pas », *Eurépargne*, mars-avril 1987.

● « Emplois de demain : croissance de l'emploi dans les services aux Etats-Unis », *Futuribles*, mai 1987.

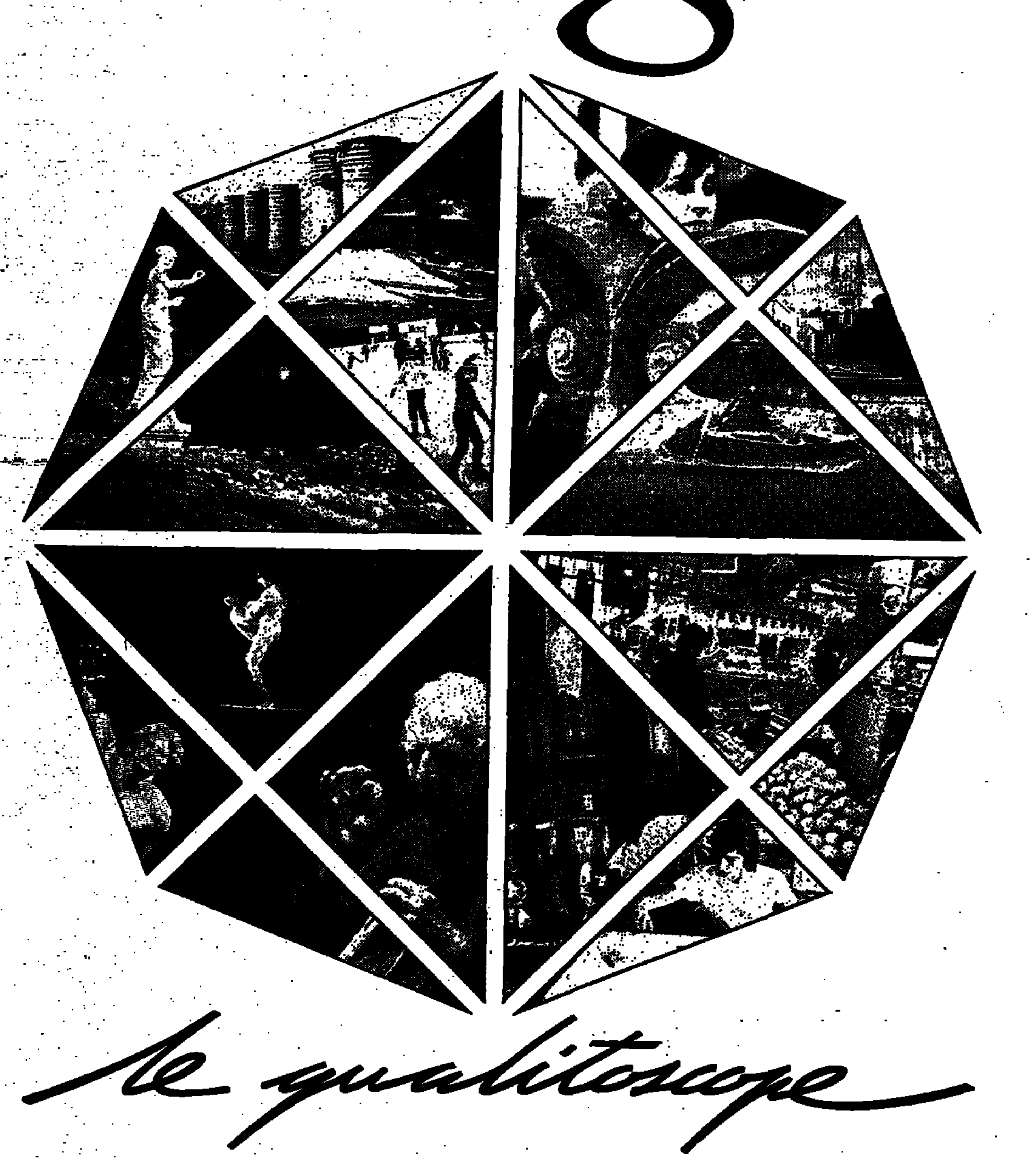
● « Concurrence dans la distribution des appareils électrodomestiques », *Documents du CERC*, 1er trimestre 1987.

∴

● Pour ceux qui veulent prendre le temps d'approfondir : « Symétrie et asymétrie » : une réflexion plurielle sur le thème de l'asymétrie, *Economies et sociétés*, M 32, janvier 1987.

● Pour les initiés : KS Abd-El-Rahman, « Hypothèses concernant le rôle des avantages comparatifs des pays et des avantages spécifiques des firmes dans l'explication des échanges croisés des produits similaires », *Revue d'économie politique*, mars-avril 1987.

Vivre à Angers



le qualitoscope

La qualité d'une ville, c'est la qualité de sa vie. Vivre à Angers, c'est non seulement rechercher la qualité pour tout ce qu'on y fait, c'est la vouloir pour tout ce qu'on y trouve : la communication, les échanges, le travail, l'amour de la nature, le respect du passé, la maîtrise de l'avenir, la convivialité, l'éducation, la culture, l'épanouissement de l'esprit et du corps. En 1984, Angers a reçu le Prix National de l'Art de Vivre.

C'est vibrer avec les créations du Nouveau Théâtre d'Angers (Centre Dramatique National), le Centre National de la Danse Contemporaine, le Théâtre Musical d'Angers, les concerts de l'Orchestre Philharmonique des Pays de Loire, le Festival "Musiques du XXe Siècle", le Festival d'Anjou, c'est se distraire dans les vingt salles de cinéma.

C'est s'enrichir au contact des peintures, des sculptures et des tapisseries exposées dans les neuf musées et lieux d'exposition permanents, c'est participer aux grands événements artistiques tel le Salon d'Angers.

C'est profiter de 325 hectares d'espaces verts (24 m² par habitant), d'une patinoire, d'une base de plein air de 90 hectares avec plan d'eau, d'un golf, de 57 tennis publics, de 2 centres équestres, de 19 stades, de 17 plaines de jeux, de 12 pistes d'athlétisme. La ville compte 40.000 licenciés, dans 46 disciplines différentes et a été reconnue en 1985 la ville la plus sportive de France.

C'est bénéficier de 18 centres de loisirs pour les enfants, 11 maisons de quartier ouvertes aux activités de 500 associations et de 21 résidences pour personnes âgées.

C'est faire halte dans l'un des 47 hôtels où l'on sait ce que bien recevoir veut dire. C'est apprécier, en fin gastronome, une cuisine faite de nuance et d'équilibre. C'est goûter les vins chaleureux d'Anjou.

C'est découvrir une région librement et sans permis, au fil de l'eau, sur 250 kilomètres de rivières navigables.

VIVRE A ANGERS, C'EST VIVRE AUTREMENT.



Avec ses 210.000 habitants, Angers, grande agglomération du Val de Loire, est le centre géographique de l'Ouest Atlantique. Dès 1989, elle sera, avec le TGV, à 1 h 30 de Paris et à 2 h 30 par l'autoroute Océane.

Ville d'Angers - 49035 ANGERS CEDEX - TÉL : 41.86.10.10.



Le Carnet du Monde

Naissances

– Alain et Marie-Aline DAVID sont heureux d'annoncer la naissance de

Aurélien

à Paris, le 18 juin 1987.

14, boulevard Vincent-Auriol,
75013 Paris.

– Fabrice et Marie-Carmen GODFERT ont la joie d'annoncer la naissance de

Elsa et Hugo

à Paris (10e), le 21 juin 1987.

11, rue Germaine-Taillefer,
94110 Arcueil.

Mariages

– M. Max GALEZ et Mme Denise GALEZ,
M. et Mme Joseph ROVAN,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Anne et Christophe,

qui sera célébré, le 27 juin 1987, à 16 heures, à l'église Saint-Martin-des-Champs, 36 rue Albert-Thomas, Paris (10e).

Décès

– Mme Pierre Lévy,
son épouse,
M. et Mme André Lévy,
ses frère et belle-sœur,
M. et Mme Groise et Marie-Christine,
Toute la famille et leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LÉVY.

La levée du corps aura lieu, le mardi 23 juin, à 14 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Beaujon, et l'inhumation, vers 15 heures, au cimetière de Montmartre, avenue Rachel.

– La direction et les collaborateurs de Régie-Presse
ont l'immense tristesse de faire part du décès de leur ancien collaborateur,

Pierre LÉVY,

qui a travaillé dans la société durant trente années, et présentent à sa femme, Jeannette Lévy-Housinger, elle-même collaboratrice de Régie-Presse pendant trente et un ans, leurs condoléances les plus émues.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. et Mme Yves Giraud
et leurs enfants,
Mlle Bertile Dejouany,
Mlle Laurence Dejouany,
Mme Elisabeth Porteu de la Morandière
et ses enfants,
M. et Mme Philippe Halperson
et leur fille,
M. Emmanuel Dejouany,
M. Frédéric Dejouany,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Jacques James,
sa sœur,
font part du décès de

M. Jacques DEJOUANY,

survenu le 19 juin 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 23 juin, à 15 h 45, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.
Cet avis tient lieu de faire-part.

23, avenue Auguste-Renoir,
78160 Marly-le-Roi.

– Mlle Pierrine Israël,
M. Daniel Meyer,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Edmée, Rose ISRAËL,

leur sœur et tante.
Les obsèques auront lieu le mardi 23 juin 1987.
Réunion à 14 h 30 au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet.
Ni fleurs ni couronnes.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.

70, rue Blanche,
75009 Paris.
Château de Versailles,
78000 Versailles.

Anniversaires

– Les familles Dayan et Bénichou demandent à tous ceux qui ont connu et aimé

Simone DAYAN,
née Bénichou,

d'évoquer son souvenir pour ce vingt-quatrième anniversaire de sa mort.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III. – Le mardi 23 juin, à 15 heures, salle Bourjac. Mlle Marie-Louise Kearney : « La méthodologie du perfectionnement en langue étrangère ».

– Université Paris-VIII. – Le mardi 23 juin, à 14 heures, salle F 288, 2, rue de-la Liberté, 95526 Saint-Denis cedex. M. Jean-Claude Boyer : « Démographie et aménagement de l'espace dans les Pyrénées occidentales ».

– Université Paris-I. – Le mardi 23 juin, à 9 heures, à la bibliothèque de l'Institut d'études du développement économique et social, 57, boulevard Arago, Paris (13e). M. Maxime Haubert : « Coopératives, accumulation du capital et luttes sociales en Andalousie. Le rôle des coopératives ouvrières ».

– Ecole des hautes études en sciences sociales. – Le mardi 23 juin, à 14 h 30, à l'EHESS, 54, boulevard Raspail, salle 904. M. Randa Sabry : « Stratégies discursives : digression, transition, suspension ».

– Université Paris-I. – Le mardi 23 juin, à 16 heures, centre Panthéon, salle 6. Mlle Josyane Couratier : « Le système antarctique ».

– Université Paris-II. – Le mardi 23 juin, à 13 h 30, salle des fêtes. M. Brahim Brahimi : « Le pouvoir et la presse en Algérie. Doctrine de l'information et idéologie politique ».

– Université Paris-I. – Le mardi 23 juin, à 14 heures, Sorbonne, salle Louis-Liard. M. Michel Kaplan : « Les hommes et la Terre à Byzance du VIe au XIe siècle : propriété et exploitation du sol ».

– Université Paris-VII. – Le mardi 23 juin, à 14 h 30, salle des thèses de Paris, 7, tour 25, rez de chaussée. Mme Lélia Picabia, épouse Berest : « Anaphore et détermination ».

– Université Paris-IV. – Le mardi 23 juin, à 10 h 30, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3e étage, 17, rue de la Sorbonne. M. Ghislain Chabaud : « Les missions des Pères du Saint-Esprit à Loango, Congo (1883-1960) ».

– Institut d'études politiques de Paris. – Le mardi 23 juin, à 15 h 30, salle 302, 56, rue des Saints-Pères. M. Jean-François Kesler : « Renouveau administratif et renouveau politique ».

– Université Paris-V. – Le mercredi 24 juin, à 13 heures, amphithéâtre Durkheim, escalier J, 3e étage, 1, rue Victor-Cousin. M. Bernard Poche : « Localité et construction langagière du sens. Pour une sociologie cognitive des groupes sociaux ».

– Université Paris-I. – Le mercredi 24 juin, à 18 heures, salle de commissions, centre Panthéon. Mme Catherine Clavier, épouse Arnoult : « Les réglementations nationales de prix au regard du droit communautaire ».

M. Méhaignerie au congrès de la Fédération nationale du bâtiment

Les crédits d'État pour le logement social seront maintenus en 1988

L'Europe de 1992 et les disparités régionales, c'est-à-dire la prospective et l'aménagement du territoire, ont constitué les deux thèmes majeurs du congrès de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui s'est déroulé les 18 et 19 juin à Lyon.

LYON
de notre envoyé spécial

Le secteur du bâtiment (335 milliards de francs de chiffre d'affaires, 300 000 entreprises, 1 223 000 personnes actives) est probablement celui qui, dans l'ensemble de l'économie, est resté jusqu'à présent – avec 17 milliards de francs de travaux à l'étranger – le moins ouvert sur l'exportation, la concurrence internationale, l'internationalisation des marchés et des circuits de financement.

« *Le bâtiment est pourtant directement concerné par le grand marché intérieur européen*, a déclaré M. Jacques Brunier, président de la FNB, *ne serait-ce que parce que l'harmonisation de la réglementation européenne en matière de marchés publics de travaux fait partie des dossiers prioritaires mis en avant par le président Jacques Delors en vue de cette échéance. Mais il faudra être très vigilant*, a-t-il ajouté, *pour que nos entreprises ne tombent pas sous la coupe d'une « eurocratie » envahissante.* » Près de trois cents directives doivent en effet être mises au point et approuvées par les douze Etats membres d'ici 1992.

Chute du secteur aidé

C'est aussi dans la perspective du Marché de 1992 que les responsables de la FNB ont décidé de lancer des actions pour gommer les disparités régionales qui caractérisent l'activité des entreprises. Le tiers des effectifs est employé dans des entreprises de moins de dix salariés. Entre les régions où la construction de logements, de bureaux ou d'immeubles publics connaît un essor (Rhône-Alpes, Provence, Alpes-Côtes-d'Azur, Ile-de-France) et d'autres à la traîne (Nord-Pas-de-Calais, Limousin, Haute-Normandie), l'écart peut dépasser 20 %. Les professionnels comptent sur une politique d'aménagement du territoire dynamique, sur des engagements fermes de l'Etat et des collectivités locales dans la construction de collèges et de lycées, et ils vont tenter de mettre au point – pour une période transitoire qui pourrait durer cinq ans – des systèmes de solidarité interrégionale afin que les entreprises situées dans les zones déprimées puissent bénéficier des adjudications de travaux et de marchés passés dans les régions en expansion.

La fin de 1986 et le début de 1987 ont projeté une lueur d'espoir sur le secteur de la construction tant en ce qui concerne la rénovation et la réhabilitation des immeubles, par exemple dans les HLM, que les travaux neufs. Pour les quatre premiers mois de l'année, 95 000 logements ont été commencés en France contre 80 200 pendant la même période de 1986. Mais c'est le secteur libre qui entraîne le plus la conjoncture alors que celui qui est aidé par l'Etat et qui représente le gros du contingent accuse une chute, les crédits publics étant consommés plus lentement que l'année dernière.

M. Brunier a rendu publique à l'adresse du gouvernement une longue liste de requêtes (dont beaucoup étaient déjà contenues dans la plate-forme de Nice d'octobre 1985) : maintenir les incitations fiscales sur une longue période et en faire bénéficier les travaux de grosses réparations ; élargir les formules de crédit-bail logement ; adopter un régime d'amortissement sur dix ans au lieu de vingt actuellement pour les investissements dans l'immobilier d'entreprise ; lancer un grand emprunt pour les lycées et les collèges ; réduire les droits de mutation pour favoriser la mobilité des entreprises ; mettre un terme aux disparités de statuts entre l'épargne mobilière et l'épargne immobilière ; relancer une vaste campagne contre le travail au noir.

Mais le président de la Fédération nationale du bâtiment a mis en avant deux questions d'actualité qui préoccupent particulièrement les entrepreneurs. Alors que le bâtiment a embauché 26 000 jeunes en 1986 par le biais des contrats de formation en alternance et alors que les chefs d'entreprise évaluent à 30 000 environ les offres d'emploi qu'ils seraient en mesure de proposer à la rentrée, les fonds nécessaires manquent, surtout dans les entreprises de moins de dix salariés. On estime actuellement à 130 millions de francs le découvert des entreprises du bâtiment à l'égard de l'Association de gestion pour la formation en alternance (AGEFAL), et les petits entrepreneurs ont dû stopper l'embauche. Avant de dire « oui » à un relèvement des cotisations patronales, la FNB veut obtenir l'assurance que l'Etat ouvrira un crédit qu'on évalue au minimum à 700 millions de francs pour l'ensemble des secteurs de l'économie (*le Monde* daté 21-22 juin).

Deuxième préoccupation du moment : les intempéries. Pendant quatre hivers consécutifs, les entreprises de construction ont affronté des conditions météorologiques catastrophiques. La seule campagne 1986-1987 leur aura coûté 1,4 milliard de francs (c'est-à-dire la différence entre les salaires payés et le manque de recettes). Sans doute existe-t-il des systèmes professionnels de mutualisations de ce genre de risques, mais il n'en est pas moins vrai que les caisses de chômage-intempérie accusent des déséquilibres de trésorerie tels qu'il a fallu demander aux sociétés de relever leurs cotisations.

Prenant la parole après M. Raymond Barre, député du Rhône, qui avait insisté sur l'importance des mesures de stimulation de l'épargne et d'incitations fiscales « sélectives » pour relancer la construction, M. Pierre Méhaignerie a assuré les congressistes que le budget 1988 consacrera les mêmes ressources, globalement, qu'en 1987 à la construction neuve à caractère social, avec, toutefois, quelques inflexions à la marge pour contenir la progression de l'APL (aide personnalisée au logement). Le ministre de l'équipement a aussi affirmé son intention de s'attaquer au « *blocage de l'offre foncière* » et il a critiqué l'action de certains départements qui ont relevé de 20 % à 40 % leurs droits de mutation. Mais M. Méhaignerie n'a pas dit comment un ministre libéral comme lui, qui, en théorie, ne devrait pas être très favorable à l'expropriation et d'autre part, se montrer respectueux de la décentralisation et des libertés des collectivités locales, transformera en mesures pratiques ces incantations.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Selon la Confédération générale du logement

Les hausses de loyers proposées à Paris atteignent 68 %

« Les locataires peuvent refuser les hausses excessives de loyer », **vient de rappeler M. Méhaignerie, ministre du logement, dans un entretien avec le *Journal du dimanche*. M. Méhaignerie juge *« inacceptable »* les hausses *« exagérées »* de loyers, tout en soulignant qu'elles sont limitées à certains logements vacants. Il rappelle que *« les demandes d'augmentation des propriétaires ne s'imposent en aucune manière aux locataires »*. Il leur suffit, déclare encore le ministre à l'adresse des locataires, *« de ne pas répondre aux propositions de leur propriétaire pour que ce soit ce dernier qui saisisse la commission de conciliation, puis, le cas échéant, le juge »*.**

On sait que la loi Méhaignerie permet aux propriétaires, lors du renouvellement du bail, de proposer à leurs locataires dont ils estiment le loyer « sous-évalué » un nouveau contrat dont le montant doit être fixé *« par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les logements comparables »* (1). La hausse doit se pratiquer par tiers en trois ans.

Très vite, M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, soucieux de ne pas peser sur la hausse générale des prix, a fait savoir qu'il estimait raisonnable, en sus de la révision annuelle, un rattrapage de 5 % par an...

La Confédération générale du logement (2) a réuni dans un « dossier noir » les plaintes qui lui ont été transmises par ses adhérents. Elle n'a retenu que cent cinquante propositions de hausse, pour lesquelles elle disposait d'informations complètes (lettre du propriétaire ou du gestionnaire, contrat de location). Le quart des propositions étaient irrégulières (non conformes au texte de la loi), les autres proposaient des augmentations diverses. Sur le total, 25 % des propositions émanent d'administrateurs de biens adhérents de la Confédération nationale des administrateurs de biens, 8 % d'adhérents de la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers), 3 % de notaires, 32 % de gérants divers, 33 % de propriétaires isolés.

La moyenne des hausses proposées à Paris sur trois ans n'aurait guère de signification tant les situations sont variables d'un quartier à l'autre, mais la médiane (qui mesure l'axe central d'une série de hausses) est plus significative : le 8e arrondissement tient le ruban bleu avec une moyenne de + 179 %, suivi par le 13e arrondissement (+ 120 %) et le 17e (+ 110 %).

Dans neuf autres arrondissements, la moyenne va de 51 % à 84 %. Sur l'ensemble de la capitale, la hausse moyenne est de 68 %. C'est beaucoup. Mais il y a des cas aberrants : tel trois pièces au 5e étage, sans ascenseur, dans le 10e arrondissement verrait son loyer passer de 906 F à 3 200 F en trois ans tel autre, dans le 8e, il est vrai, triplerait, de 1 476 F à 4 560 F, tel autre encore, dans le 9e, doublerait de 2 900 F à 6 000 F.

En région parisienne, on est plus « raisonnable », si on peut dire, à l'est qu'à l'ouest : la moyenne s'établit à + 80 % dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine et à + 40 % dans l'Essonne, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Selon la CGL, le mouvement s'amorce en province, à Marseille (de + 10 % à + 113 %), à Strasbourg (+ 85 %) à Honfleur (+ 75 %) au Mans (+ 65 %) etc.

Des éléments fiables

On en convient à la C.G.L., ces cas ne constituent pas une statistique, mais en l'absence d'unobservatoire des loyers, ce sont les premiers éléments fiables dont on dispose. Il est vrai aussi que rares sont les locataires qui savent qu'en l'absence de réaction de leur part, leur bail demeure inchangé et que c'est au propriétaire à saisir la commission départementale de conciliation. Et il ne s'agit là que des loyers libres.

Commencent à arriver les propositions faites aux locataires des catégories II B et II C de la loi de 1948 qui doivent eux, dans les deux mois, justifier auprès de leur propriétaire qu'ils ont plus de soixante-cinq ans qu'ils sont handicapés ou que leurs ressources sont inférieures au seuil fixé par décret (*le Monde* du 18 juin) et que c'est à eux de saisir la commission.

Comment fonctionnent ces commissions départementales de conciliation des rapports locatifs ? Dans le Val-de-Marne, selon la CGL, on coupe la poire en deux, sans que les propriétaires aient fait état de loyers de référence : ainsi tel loyer de 1 963 F à Fontenay-sous-Bois passera à 2 700 FD (+ 37 %) au lieu de 3 500 F (+ 78 %) ; tel autre, dans la même commune, de 1 510 F passera à 2 900 F (+ 92 %) au lieu des 4 500 F (+ 198 %) demandés.

A Paris, la commission est plus vigilante et demande davantage de références, mais avec cent quarante dossiers en attente, elle risque d'être embouteillée. Si les intéressés ne se satisfont pas de l'arbitrage de la commission, il ne leur reste plus qu'à porter l'affaire en justice, où c'est le juge qui fixera le montant du loyer. C'est bien incertain et cela apporte une forte présomption de recevoir son congé en fin de ce bail raisonnable arraché de haute lutte.

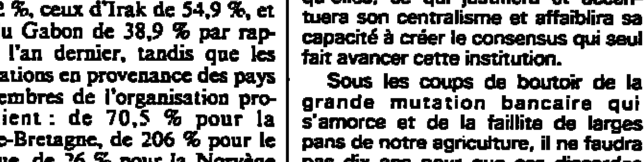
Doit-on croire que les exemples fournis par la CGL ne sont que des cas isolés, peu représentatifs de l'ensemble ? C'est ce qu'affirment certains propriétaires et les représentants des gestionnaires. Mais les cas cités par la CGL ne sont peut-être que la partie visible de l'iceberg.

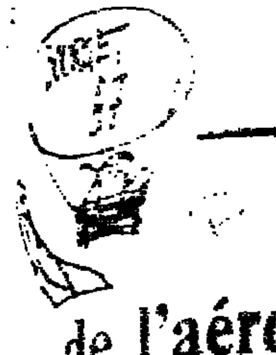
Dans tous les cas, et avant que ces mauvais exemples fassent tache d'huile, M. Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation et à la concurrence, tout comme M. Méhaignerie, seraient bien inspirés de confier à une agence de publicité une large campagne de vulgarisation sur l'art et la manière dont les locataires peuvent se renseigner : messages télévisés, affiches, affichettes sont bien capables de faire vendre des produits de grande consommation, pourquoi pas une loi et son mode d'emploi ? Si le gouvernement est fier de la loi Méhaignerie, il n'y a pas de raison qu'il se prive du recours à de tels moyens, qui lui éviteraient peut être d'avoir à intervenir au nom de la lutte contre l'inflation. Au demeurant, cela ne pourrait pas nuire aux propriétaires raisonnables et n'exposerait que les spéculateurs...

JOSÉE DOYÈRE.

(1) En cours de bail, seule s'applique la révision annuelle qui est celle, de l'indice trimestriel du coût de la construction.

(2) 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris. Tél. : 42-80-43-89.





Economie

BANQUES

La désétatisation du Crédit agricole en panne au Sénat

Le projet de loi de désétatisation de la Caisse nationale de Crédit agricole est en panne au Sénat. Examiné le 20 mai en conseil des ministres, le projet est actuellement étudié en commission au Sénat, les auditions devant se poursuivre jusqu'au 25 juin. La date de la séance publique n'est toujours pas fixée, et la session parlementaire se termine le 30 juin. La semaine passée, la Fédération nationale du Crédit agricole, l'organe politique qui chapeaute les caisses régionales, s'est étonnée *« des atermoiements de certains milieux gouvernementaux »*, rappelant qu'un *« engagement très clair a été pris par le premier ministre et le ministre de l'agriculture »*. Ce projet, qui ne faisait déjà pas l'unanimité dans la majorité, rencontre aussi l'hostilité maintenant publique d'une partie du syndicalisme agricole. Au récent congrès de son organisation, à Epinal, le président du CNJA, M. Michel Teyssedou, a effectivement demandé que *« l'ouvrage soit remis sur le métier »*.

POINT DE VUE

Privatisation ou corporatisme ?

Par Michel Bon
ancien directeur général adjoint de la CNCA

Le gouvernement vient de déposer un projet de loi organisant la vente de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) aux caisses régionales qui en dépendent. Jusqu'à présent l'institution du Crédit agricole est une construction assez originale : le réseau dépend de banques mutuelles, propriété, dans chaque département, de ses clients qui en élisent les dirigeants ; la banque centrale de ce réseau, la CNCA, est un établissement public de l'Etat. Le Crédit agricole est ainsi tenu par le bas par ses clients et par le haut par l'Etat.

Un tel assemblage ne peut aller sans tiraillements. La Caisse nationale, investie de l'autorité de l'Etat, est spontanément centralisatrice. Les Caisses régionales, fortes de la légitimité que leur donne l'élection de leurs conseils d'administration, ont au contraire tendance à rejeter toute autorité externe. Cet antagonisme institutionnel a créé une sorte d'équilibre miraculeux entre centralisation et dispersion, et le Crédit agricole est devenu la première banque française !

C'est cet équilibre que l'on veut changer aujourd'hui. Il est vrai que ces dernières années l'ont déjà passablement ébranlé. Sous l'influence des organisations agricoles, le mutualisme est resté confiné alors que grandissait le champ de compétence du Crédit agricole. Aujourd'hui les conseils des Caisses régionales ne sont plus élus que par une minorité des clients, et leur légitimé en est gravement affectée. De son côté l'Etat, sous la pression des concurrents du Crédit agricole et plus encore sous l'emprise de ses besoins insatiables, a opéré des prélèvements répétés dans les réserves de la Caisse nationale... Son autorité s'en trouve affaiblie et son rôle contesté.

Ses deux pôles ainsi déréglés, le Crédit agricole est entré progressivement dans une crise institutionnelle, aiguisée comme toujours par des questions de personnes. L'évolution proposée aujourd'hui prend le parti de la rupture des équilibres passés et organise l'effacement de l'Etat. Chacun y trouve son compte. La rue de Rivoli remplit ses caisses en sacrifiant aux idées à la mode et en vendant — c'est assez fort — le fonds de commerce du Crédit agricole à ceux qui l'ont créé. La profession agricole, qui contrôle les Caisses régionales, parachève son emprise sur l'évolution et les projets de l'institution qu'elle a créée voilà un siècle. La technostructure des caisses régionales enfin accroît son pouvoir et sa liberté de manœuvre, ce qui peut sembler judicieux devant la crise du système bancaire qui se profile. Toutes ces ambitions ne sont ni incompréhensibles ni méprisables. Mais jetteront-elles les bases d'un Crédit agricole plus efface pour ses clients et plus utile à la collectivité ?

Le Crédit agricole sortira de cette privatisation pas comme les autres, moins riche des dix milliards qui iront dans les caisses de l'Etat. C'est beaucoup, le tiers de ses fonds propres, et il faut plus que de l'optimisme pour penser les regagner facilement en améliorant le fonctionnement de la CNCA.

Jamais autant d'agriculteurs n'ont été si proches de la faillite. Même un « Etat modeste » au goût du jour ne pourra pas l'ignorer, on le voit aux Etats-Unis. Est-il sage dès lors de le priver du meilleur outil qu'il ait pour traiter ce problème ?

L'éloignement de l'Etat laissera sans contre-poids l'influence du corporatisme agricole. Quel progrès y a-t-il à passer de la tutelle de l'Etat à celle de la FNSEA ? Ce n'est pas en racornissant le Crédit agricole aux seuls agriculteurs que ceux-ci seront le mieux servis par leur banque.

Au sein même de l'entreprise, le pouvoir deviendra l'enjeu de luttes internes dans lesquelles se disloquera l'unité toujours fragile du réseau. La Caisse nationale devenue la chose d'une majorité de caisses régionales, aura la même légitimité qu'elles, ce qui justifiera et accentuera son centralisme et affaiblira sa capacité à créer le consensus qui seul fait avancer cette institution.

Sous les coups de boutoir de la grande mutation bancaire qui s'amorce et de la faillite de larges pans de notre agriculture, il ne faudra pas dix ans pour que ces discordes internes ne ruinent la place et l'utilité publique du Crédit agricole.

Une autre voie est possible. C'est celle qui a fait ses preuves et assuré le succès du Crédit agricole. Elle consiste à renforcer les deux pôles de cette institution. D'un côté un mutualisme entier et vivant, étendu à tous les clients ; de l'autre un Etat tuteur honnête dans son comportement et sérieux dans ses choix. Alors, sur ces légitimités restaurées, le Crédit agricole pourra répondre aux lourds défis de demain.

ÉNERGIE

Pétrole : la France a réduit ses achats à l'OPEP

Les importations de pétrole brut en provenance des pays de l'OPEP ont diminué au cours des quatre premiers mois de l'année, indiquent les derniers statistiques du Comité professionnel du pétrole. De janvier à avril (inclus) les achats français à l'Arabie saoudite ont diminué de 42,5 %, ceux en provenance du Nigéria de 30,3 %, ceux d'Algérie de 45,2 %, ceux d'Irak de 54,9 %, et ceux du Gabon de 38,9 % par rapport à l'an dernier, tandis que les importations en provenance des pays non membres de l'organisation progressaient : de 70,5 % pour la Grande-Bretagne, de 206 % pour le Mexique, de 26 % pour la Norvège et de 104 % pour l'URSS. Le recul des pays de l'OPEP s'explique par le retour depuis janvier de ces pays à des ventes à prix fixes, moins intéressantes pour les compagnies. La seule exception à cette tendance a l'été l'Iran, dont les ventes en France ont augmenté de 40 % pendant cette période. Les cinq premiers fournisseurs de l'Hexagone ont été dans l'ordre : la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite, le Nigéria, le Mexique et l'Iran.

SOCIAL

La fin du congrès de la CFE-CGC

M. Marchelli se pose en « partenaire privilégié » du gouvernement et du patronat

En entamant un second mandat de trois ans, le président de la Confédération française de l'encadrement (CFE-CGC), M. Paul Marchelli a fixé des objectifs très ambitieux à une organisation qui connaît une sérieuse érosion de ses effectifs. L'encadrement a été défini, lors du vingt-septième congrès qui s'est achevé le 20 juin à Versailles, comme le : *« moteur économique »*, le *« promoteur social »* et le *« garant de l'avenir du pays »*, la CFE-CGC doit être, en toute logique, pour M. Marchelli le *« partenaire privilégié du pouvoir économique et du pouvoir politique »*. Déjà, a-t-il affirmé en se référant, sans beaucoup d'exemples, aux trois dernières années, *« la confédération s'est toujours fait entendre et, dans bien des cas, a obligé patronat et gouvernement à tenir compte de ses options »*.

C'est à partir de cette ambition que la centrale se situe par rapport au patronat, aux autres syndicats et au pouvoir politique. Avec le patronat, les relations demeures ambiguës, le *« partenariat »* préconisé par la CFE-CGC supposant un certain partage du pouvoir qui, si l'on en croit M. Marchelli, est refusé par 85 % des patrons. La déclaration commune signée avec le CNPF devra encore passer du discours à l'acte dans les entreprises, alors que, au diapason de plusieurs délégués, M. Bordes-Pagès, secrétaire national, soulignait que *« le patronat nous considère, dans les entreprises, davantage comme des adversaires que comme des partenaires »*.

Tout en saluant le *« pré-réveil »* du CNPF, M. Marchelli a manifesté une certaine impatience à être pleinement reconnu par les chefs d'entreprise : *« Patrons, retroussons nos manches et relevons ensemble le défi du redressement économique de notre pays ! »* Le samedi 20 juin, au lendemain d'un débat sur la syndicalisation des jeunes dans les PME, M. Jean de Santis, secrétaire général, s'est adressé directement à M. Jean Brunet, vice-président de la CGPME (présent au congrès comme M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF) pour lui indiquer que son organisation ne ménagerait pas ses efforts pour syndicaliser les cadres.

Envers les autres syndicats, la CFE-CGC va jouer de plus en plus des coudes pour être reconnue *« partenaire privilégié »* du pouvoir, la proximité des élections prud'homales activant cette concurrence. Mais, sur ce terrain, M. Marchelli n'a eu qu'une seule cible : FO, qui, pour la première fois, n'avait pas été invitée au congrès. Il s'en pris à *« M. Bergeron, qui fait semblant d'être responsable »* et, à propos de la Sécurité sociale, à *« certaines organisations syndicales qui veulent conserver leur fromage »*, en précisant qu'il pensait à FO... Il est vrai que M. Bergeron avait par avance rendu la monnaie de sa pièce à M. Marchelli en affirmant il y a quelque jours qu'*« il raconte habituellement n'importe quoi »* et qu'*« il se prend pour Napoléon »*. En revanche, les autres organisations syndicales ont été ignorées, et la centrale n'a pas repris son ancienne idée de constituer un *« front réformiste »* pour contrecarrer la CGT.

L'hommage de M. Chirac...

Mais c'est vis-à-vis du gouvernement que le congrès de Versailles a fait entendre les grandes orgues. Au lendemain d'un communiqué du RPR — dont beaucoup d'adhérents et de responsables sont proches — se félicitant des orientations de la confédération, M. Marchelli a critiqué rudement le gouvernement. Mais le 20 juin, les congressistes ont réservé un bon accueil à M. Jacques Chirac, salué par une salle debout à son arrivée et à son départ, sans toutefois « en faire trop » puisqu'aucun applaudissement n'a interrompu son discours d'une heure. En recevant, avec une fierté non dissimulée, le premier ministre, M. Marchelli a manifesté son inquiétude à propos des pertes de pouvoir d'achat des cadres et du chômage, jugeant *« impensable que nous franchissions le cap des trois millions de chômeurs »*.

Voulant *« rompre avec la tradition »* de l'interventionnisme économique, M. Chirac a défini l'ambition de son gouvernement comme la recherche d'une *« voie étroite entre le systématisme des théories libérales et le simplisme des dogmes socialistes »*. Il a rendu hommage au *« syndicalisme participatif »* de la CFE-CGC, présentée comme un *« interlocuteur vigoureux, exigeant mais aussi créatif »*. M. Marchelli était aux anges. M. Chirac s'est déclaré décidé à *« s'appuyer »* sur l'encadrement pour *« mener à bien cette pédagogie du changement »* et a manifesté un début de reconnaissance des ambitions de la CFE-CGC en voyant dans les cadres les *« artisans de la mutation sociale en cours »*. Au détour d'une phrase, il a même repris à son compte la revendication cégéciste d'une *« formation intégrée dans le travail »*.

« Le discours du premier ministre, a répondu M. Marchelli dans son intervention de clôture, *est remarquable dans la mesure où nous avons pu noter une convergence sur certaines préoccupations essentielles, comme l'échéance de 1992 et le rôle et la place de l'encadrement. Cela prouve que nous commençons à déteindre sur notre environnement. Quelle que soit la beauté du verbe, ce qui nous importe c'est le lien entre la parole et la réalité. »* M. Marchelli a déploré que M. Chirac n'ait pas précisé l'ampleur de l'allégement fiscal pour les cadres en 1988 (*le Monde* daté 21-22 juin), rappelant que ceux-ci avaient fait une *« très mauvaise affaire »* pour 1987 et qu'il faudrait, l'an prochain, *« un allégement total des prélèvements obligatoires »*. Il a jugé négatif le *« silence considérable »* du premier ministre — qu'il va rencontrer prochainement — sur sa proposition d'une aide fiscale à l'investissement.

...et celui de M. Mitterrand

Pour se faire entendre du monde politique, M. Marchelli a plusieurs fers au feu. Il y a deux semaines, il a rencontré discrètement en tête à tête M. François Mitterrand, qui le recevra officiellement le 8 juillet avec son nouveau bureau (1). Et le 18 juin, devant le Centre des jeunes dirigeants, le président de la République a rendu nommément hommage aux propositions de la CFE-CGC sur la création d'entreprises. Une preuve de plus pour M. Marchelli que *« nous avons la chance d'avoir pu faire grandir notre audience »*. Un signal aussi à M. Chirac et à la classe politique, alors que la confédération — quelques mois avant son inter-congrès doctrinal de Brives-la-Gaillarde en octobre 1988 — entend *« en toute indépendance politique intervenir dans les débats et exprimer certaines vérités »* lors de l'élection présidentielle. Décidément soucieux d'accroître la place des cadres — et de la CFE-CGC — dans la société, M. Marchelli engage également ses adhérents à *« participer à la gestion de leur commune »*. Mais ne verrait-il pas trop grand, alors que sa centrale n'a pas encore commencé son propre redressement militant ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le nouveau bureau exécutif de la CFE-CGC est ainsi constitué : président : M. Paul Marchelli ; secrétaire général : M. Jean de Santis ; trésorier : M. Bernard Traverse ; secrétaires nationaux : M. Maurice Cros (promotion syndicale), M. Marc Vilbenoît* (protection sociale), Mme Chantal Cumunel* (travail-emploi), M. Michel Saïn (entreprise), M. Claude Cambus* (enseignement-culture), M. Alain Heilbrunn* (cadre de vie), M. Henry Bordes-Pagès (économie).

* Nouveaux membres.

PÊCHE

Une réunion bilatérale annulée

Aggravation du contentieux franco-canadien

La France a décidé, le 20 juin, d'annuler la réunion qui devait avoir lieu les 24 et 25 juin à Paris avec des hauts fonctionnaires d'Ottawa pour tenter de trouver une solution au contentieux franco-canadien sur la pêche. Cette mesure marque un pas supplémentaire dans l'escalade diplomatique qui envenime sur ce dossier les relations entre les deux pays, au demeurant fort bonnes sur tous les autres sujets.

Paris a décidé d'annuler la rencontre parce qu'aucun signe de bonne volonté n'a pu être enregistré de la part des Canadiens depuis plusieurs semaines. Ottawa, refuse toujours notamment, de lever l'interdiction signifiée aux chalutiers français de métropole et de Saint-Pierre-et-Miquelon de venir relâcher dans les ports de Nouvelle-Ecosse ou de Terre-Neuve lorsqu'ils ont besoin de se ravitailler ou de se faire réparer.

Lors de son passage à Saint-Pierre, le 29 mai, M. Mitterrand avait indiqué que la reprise des négociations bilatérales dépendait de la réouverture des ports canadiens. Par la suite, M. Chirac a fait savoir à M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, en particulier lors du Sommet de Venise, que Paris adopterait dans le contentieux sur la pêche une attitude très ferme.

Les données sont simples. Les parages de Terre-Neuve (province canadienne) sont parmi les plus poissonneux du monde, et un accord de pêche spécifique, signé en 1972, lie la France au Canada. La France, qui possède les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon (dont le statut est celui d'une collectivité territoriale d'outre-mer), estime qu'elle est en droit d'exercer sa souveraineté sur une zone de 200 milles autour de ces îles, zone située précisément à l'intérieur du périmètre dénommé « 3 PS », très riche en morues. Le Canada tient un raisonnement identique et accuse les chalutiers français d'exploiter les fonds à outrance.

Pour régler leur double contentieux (délimitation des zones de 200 milles réciproques et fixation des quotas de capture), Paris et Ottawa envisagent de recourir à un arbitrage international. La réunion des 24 et 25 juin avait précisément pour but d'examiner cette question.

F. Gr.

CONJONCTURE

Un rapport du Conseil économique et social

La France souffre d'un retard dans l'investissement intellectuel plus que matériel

« Notre pays souffre d'un retard non pas vraisemblablement dans l'investissement matériel, qui supporte la comparaison avec les autres pays industrialisés, mais dans l'investissemnt dit immatériel oui intellectuel », écrit M. Robert Lagane dans un rapport rédigé pour le Conseil économique et social sur *« les conditions de la modernisation de notre économie »*.

« C'est tout particulièrement le comportement des entreprises qui est en cause, écrit M. Lagane, qui est membre du Conseil économique et président d'honneur de l'ETHIC (Entreprise à taille humaine, industrielles et commerciales). *Ici pourrait résider l'explication des médiocres performances mesurées en termes de productivité de notr-économie. Les entreprises des secteurs traditionnels ne pourront pas faire l'économie d'un très important effort d'investissement, d'innovation, dont la rentabilité n'est plus à prouver.* Or, ajoute le rapport, *« la situation de la recherche reste préoccupante en France. La balance des brevets et licences est très déficitaires le taux de couverture en 1984 étant inférieur à 50 %. »*

L'un des points importants du rapport, qui aborde les autres aspects de la modernisation (interventions publiques, relations professionnelles, éducation et formation...) est la mise en valeur tout ce qui, autour de l'investissement — c'est-à-dire avant et après lui — permet à un pays de vendre ses produits sur les marchés étrangers ou de défendre la production nationale sur le marché intérieur.

En effet, sur l'investissement à proprement parler, le retard français *« n'est pas si évident que pourrait le faire penser la seule évolution comparée »* des chiffes au cours des cinq dernières années. *« Le taux d'investissement dans l'industrie a connu un niveau record en 197 (23 % par rapport à la valeur ajoutée). Après la chute à 15 % en 1974, il a baissé de manière presque continue jusqu'en 1983 où il est inférieur à 12 %. La reprise de l'investissement en 1984 et 1985 lui permet de regagner deux points et demi »*. Mais, *« même à son niveau le plus bas, le taux d'investissement de l'industrie française a toujours été supérieur à la moyenne européenne et n'a été dépassé par les Etats-Unis qu'en 1983 et, faiblement, en 1984 »*.

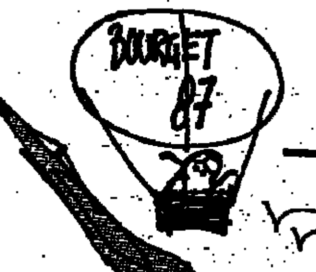
M. Lagane ajoute : *« Lorsqu'on parle pour notre pays d'un retard d'investissement, on le fait à partir de l'examen de son évolution comparée à celle d'autres pays. Effectivement, cet examen apparaît très défavorable à la France. Ainsi, les investissements productifs en volume sont moins importants en 1985 qu'en 1980, alors qu'ils augmentent de 25 % aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, de 30 % au Japon. »*

Le rapport du Conseil économique montre que l'efficacité de l'investissement dépend, en fait, surtout de quatre catégories de dépenses : celles liées aux rapports avec la clientèle (marketing, publicité, communication) ; celles liées à l'innovation ; celles de conception et d'achats de logiciels ; celles, enfin de formation professionnelle. C'est surtout dans ce domaine que nous prenons du retard. Aussi le rapport conclut-il sur ce chapitre : *« Autant que la quantité des investissements, ce qui est en cause c'est leur qualité. Plus globalement (...), c'est la cohérence entre innovation-investissement-organisation de l'entreprise-commercialisation, autant de maillons qui conditionnent l'efficacité de l'ensemble. »*

ALAIN VERNHOLES.







Economie

Le double jeu de l'aéronautique italienne

En dix jours, le trente-septième Salon international de l'aéronautique et de l'espace, qui a fermé ses portes dimanche 21 juin au Bourget, a reçu plus de 350 000 visiteurs, sans compter les professionnels invités durant les journées non ouvertes au public. Cette fréquentation est en hausse de 10 %, malgré la pluie, par rapport à 1985.

L'aéronautique italienne se cherche. Pas tellement au point de vue technologique, car ses produits sont à l'égal des meilleurs : la part italienne dans la fusée Ariane ou dans l'avion de transport régional franco-italien ATR-42 ne souffre guère de critique, et la croissance de 8,9 % du chiffre d'affaires 1986 de la profession confirmée par l'Associazione Industrie Aerospaziali confirme cette bonne santé. En revanche, on a du mal à se retrouver dans les méandres d'une politique industrielle aéronautique qui joue, à la fois, la carte de l'Europe et celle des Etats-Unis.

Les constructeurs italiens Aeritalia et Agusta, sociétés d'Etat, font comme leurs confrères européens : ils s'associent avec n'importe quel partenaire, pourvu que cela leur profite. Aeritalia coopère ainsi avec Boeing pour le biréacteur 767, avec McDonnell Douglas pour le biréacteur MD-80, avec le brésilien Embraer pour l'avion d'appui tactique AMX, avec l'allemand MBB et British Aerospace pour l'avion de combat Tornado. Agusta construit des hélicoptères sous licence Bell et d'autres en collaboration avec Aerospatiale, MBB, Westland et Fokker. Elle se prépare à relancer la France en proposant à celle-ci de participer à son programme Tonal d'hélicoptères de combat légers : *« Je ne désespère pas de convaincre les Français,* nous a déclaré M. Raffael Teti, PDG du groupe. *Nous pourrions partager avec eux le leadership de ce dérivé de notre Mangusta. »*

Cette coopération tous azimuts comporte pourtant une lacune de taille, car les Italiens ne participent pas au consortium Airbus et, naturellement, ne lui achètent guère d'avions. M. Clelio Darida, ministre sortant (démocrate-chrétien) des participations d'Etat, s'explique sur cette anomalie : *« Comme le prouve le nombre de nos coopérations aéronautiques et spatiales, ce n'est pas parce que nous ne participons pas au consortium Airbus que nous ne menons pas une politique européenne,* dit-il. *Lorsque Airbus a proposé de confier à Aeritalia 7 % du programme des futurs avions A-330 et A-340, cette société, qui est indépendante, avait déjà conclu un accord avec McDonnell Douglas pour la construction du triréacteur MD-11, concurrent direct de l'A-340. Le choix d'Aeritalia s'est fondé sur les avantages techniques, industriels et économiques de la solution proposée par McDonnell Douglas, avec lequel la collaboration fonctionnait déjà pour le DC-10, prédécesseur du MD-11. Ce choix était logique. »*

Une concurrence stérile

Relativement moins européenne en matière de construction d'avions commerciaux que ses voisines, l'industrie aéronautique italienne est divisée en deux groupes à capitaux d'Etat : Agusta, appartenant à l'EFIM, et Aeritalia, appartenant à l'IRI, qui se concurrencent parfois stérilement. Certaines voix se sont élevées pour demander la fusion des deux avionneurs de la Péninsule dans un même pôle industriel. Malheureusement, cette orientation se heurte aux intérêts politiciens. En effet, la démocratie chrétienne et les socialistes se partagent traditionnellement les postes de responsabilité dans les deux sociétés. L'absorption de l'une par l'autre supprimerait les prébendes de l'un des partis, et aucun de ceux-ci ne veut y renoncer.

C'est ce que regrette M. Stefano Sandri, président de l'EFIM jusqu'en 1985, qui, à ce titre, a supervisé Agusta. Il se déclare inquiet de la division de l'industrie aéronautique italienne : *« Notre force réside dans la souplesse qui nous a permis de collaborer aussi bien avec les Américains qu'avec les Français,* analyse-t-il. *Elle se trouve aussi dans notre capacité à développer des produits originaux, notamment dans le domaine des hélicoptères, et dans nos talents de stylistes en matière d'avions de tourisme.*

» Nos handicaps tiennent à nos coûts élevés, à notre trop fréquente position de sous-traitants et à la division qui règne entre nos secteurs privé (Fiat, Piaggio) et public (Aeritalia, Agusta), comme au sein même de ce secteur public. Cette division ne serait pas grave si nous avions une politique industrielle digne de ce nom, une politique qui prenne en compte les moteurs, l'avionique, l'informatique et les systèmes de communication ; une politique qui se soucie en même temps des prix, des taux d'intérêt, de l'exportation, de la défense nationale et de la recherche. »

« Nous n'avons guère le choix, ajoute-t-il. *Nous ne pouvons, comme les Etats-Unis, profiter d'un formidable marché civil et d'une demande militaire exceptionnelle. Il nous faudrait suivre l'exemple français de l'Aérospatiale et amener notre industrie à s'unir autour de projets industriels. Par exemple, Fiat, Agusta et Aeritalia pourraient développer une avionique commune. Au lieu de cela, notre stratégie obéit aux intérêts des partis politiques, ce qui conduit à une répartition irrationnelle des crédits de recherche et de production, ainsi qu'à une baisse de notre compétitivité. »*

Les élections législatives des 14 et 15 juin, qui ont amélioré les scores des socialistes et des démocrates-chrétiens, ne clarifieront pas ce débat. Il est donc vraisemblable que les constructeurs italiens resteront imprévisibles pour leurs partenaires européens, les conditions partisanes se mêlant aux objectifs économiques et technologiques pour orienter une politique à court terme. L'Italie pourra-t-elle continuer longtemps à pratiquer cet équilibre précaire et ce double jeu, qui amèneront Fiat, société privée, à entrer dans la chaîne de fabrication du futur Airbus A-340, auquel Aeritalia a préféré son concurrent, le MD-11 ?

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 17 JUIN 1987



Alcatel augmente sa distribution de 29,6 % et devient la Compagnie Financière Alcatel

Réunis en Assemblée générale ordinaire sous la présidence de Pierre SUARD le 17 juin 1987, les actionnaires d'Alcatel ont approuvé ses comptes de l'exercice 1986.

Compte tenu des opérations exceptionnelles intervenues en 1986 concernant la transformation d'Alcatel en société de portefeuille ainsi que la prise de contrôle effectuée conjointement avec sa société-mère, la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), des activités de télécommunications et de câbles précédemment exercées par le groupe ITT, les comptes de l'exercice ne sont pas directement comparables à ceux de 1985.

Ainsi, le résultat consolidé s'établit à 1 121 millions de francs contre 299 millions de francs pour l'exercice précédent, la part revenant à Alcatel étant de 1 113 millions de francs contre 251 millions de francs en 1985. Hors plus-values et coûts exceptionnels relatifs aux apports de l'exercice liés à l'accord avec ITT, le bénéfice net consolidé s'établit à 341 millions de francs et la part revenant à Alcatel à 340 millions de francs. Le bénéfice net de la Compagnie atteint 1 007 millions de francs contre 194 millions de francs en 1985.

Suivant les propositions du Conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de porter le dividende unitaire de 70 francs pour l'exercice précédent à 75 francs au titre de 1986 auxquels s'ajoute un impôt déjà payé au trésor (avoir fiscal) de 37,50 francs (contre 35 francs pour l'exercice précédent). Ce dividende unitaire s'applique aux 2 630 057 actions portant jouissance sur l'ensemble de 1986. Compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions rémunérées intervenu en 1986, la distribution totale aux actionnaires est ainsi portée de 152 152 560 francs pour l'exercice 1985 à 197 254 275 francs au titre de 1986.

Le dividende de l'exercice 1986 sera mis en paiement le 30 juin 1987.

L'Assemblée a en outre ratifié la nomination comme administrateurs de MM. René BOURDIN, Jean-Pierre DESGEORGES et Jacques RONZE précédemment cooptés par le Conseil d'administration.

Enfin, réunis en Assemblée générale extraordinaire à la suite de l'Assemblée ordinaire, les actionnaires ont décidé, afin de mieux traduire la transformation de la Compagnie en société de portefeuille, de changer sa dénomination sociale pour l'appeler désormais Compagnie Financière Alcatel.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



leader européen des sociétés de services technologiques

B.P. n° 3 - 78373 PLAISIR CEDEX
Tél. (1) 34 81 85 00

AUGMENTATION de CAPITAL en NUMÉRAIRE

1 action nouvelle pour 3 anciennes
prix d'émission : F 380
souscription : du 9 juin au 10 juillet 1987.

Lieux de souscription : Banque Rivaud, Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Française du Commerce Extérieur, Banque Hervet.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 87-174 en date du 26.05.87 est tenue à la disposition du public, auprès des Établissements chargés de la souscription et au Siège Social de la Société.
B.A.L.O. du 1.06.87.
La COB appelle l'attention du public sur le fait que ces actions ne seront pas négociées sur un marché officiel réglementé : elles pourront faire l'objet de transactions sur le seul marché "hors cote".

EMPRUNTS JUIN 1987.

Emprunt à taux variable (TME) 1 milliard de francs

Obligations de 5000 F émises à 4952 F.
Durée : 11 ans et 218 jours.
Date de jouissance : 11 mai 1987. (Coupon couru à régler en sus du prix d'émission).
Date de règlement : 6 juillet 1987.
Intérêt : taux d'intérêt variable égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 % l'an.
Coupon payable le 9 février de chaque année et pour la première fois le 9 fév. 1988.
Marge actuarielle : TME –0,47 %, sur la base d'un TME constant de 9,21 %.
Amortissement normal : les obligations seront amorties en totalité le 9 février 1999, par remboursement au pair.
Assimilation : les obligations seront assimilées immédiatement aux obligations de l'emprunt TME avril 1987 ; l'ensemble de ces titres sera assimilé, après paiement du coupon du 9 février 1988, aux obligations de l'emprunt TME décembre 1986.

Emprunts à taux variable (TAM) 1 milliard de francs au total

Obligations de 5000 F, réparties en 2 tranches de 500 millions de francs.
Durée : 10 ans.
Date de jouissance et règlement : 6 juillet 1987.
Intérêt : taux d'intérêt variable égal au taux annuel monétaire (TAM).
Marge actuarielle : TAM –0,17 % sur la base du TAM de mai 1987 soit 8,07 %.
Coupon payable chaque année à partir de 1988
- Tranche A : le 29 août
- Tranche B : le 21 septembre.

Les emprunts à taux variable (TAM) étant d'ores et déjà entièrement souscrits, cet avis, en ce qui les concerne, est publié pour information seulement.

Une fiche d'information (visa COB n° 87-249 du 18/06/1987) est disponible, sans frais sur demande.
BALO du 22 juin 1987.

crédit foncier de france
S.A. au capital de 1.997.129.520 F. - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

Introduction au Second Marché

CNIM, une des premières sociétés d'engineering et de systèmes thermiques et mécaniques.

CNIM est ainsi :
*le premier constructeur français **d'usines d'incinération** de résidus **urbains** et le seul constructeur français dans le Monde ;*
*le deuxième constructeur français de **chaudières industrielles** ;*
*le concepteur et le constructeur du **pont flottant** équipant l'Armée Française, avec vocation à équiper d'autres Armées dans le Monde ;*
*l'unique constructeur français et l'un des quatre constructeurs mondiaux **d'escaliers mécaniques** lourds pour les métros ; et depuis 1987 un constructeur d'escaliers "Grand Public" ;*
*un des premiers constructeurs de **systèmes et d'équipement de haute technologie mécanique.***

CNIM en chiffres

Les résultats ont été en forte progression depuis les quatre dernières années ;
Un bénéfice 1986 avant impôt de 52 millions de francs : multiplié par 4 en 4 ans.
Un chiffre d'affaires 1986 de 890 millions de francs.
Une progression qui devrait se poursuivre dans l'avenir.

Introduction au Second Marché Bourse de Paris

***Mise en vente le 30 juin 1987 de 89 552 actions de F 370** (soit un PER de 9,4 sur le bénéfice estimé 1987 ; rendement estimé 5 %).*

Introducteurs :
CRÉDIT LYONNAIS - INDOSUEZ - CHARGE MASSONAUD - DE FONTENAY

Balo du 15 juin 1987



Constructions Industrielles de la Méditerranée

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assemblée générale des actionnaires de Hachette SA du 18 juin 1987

Message du président

Pour Hachette, 1986 aura été l'année des performances, et cela sur trois plans :

– D'abord, le groupe a enregistré un niveau de résultat jamais atteint précédemment : 215,7 millions de francs avant plus et moins-values, 405,8 millions de francs après. Et cela malgré le niveau très élevé des investissements réalisés au cours de l'exercice, en particulier la prise de participation majoritaire d'Europe 1 Communication et les nombreux développements et acquisitions hors frontières.

– Ensuite, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a progressé de 33,2 % par rapport à l'année précédente pour atteindre désormais 35,2 % du chiffre d'affaires total du groupe. La percée de *Elle* aux Etats-Unis, l'acquisition du numéro deux américain de distribution de presse-magazine Curtis, la prise de contrôle aux côtés du groupe Bruxelles-Lambert et le renouveau des éditions Dupuis en Belgique, premier éditeur européen de bandes dessinées, sont les étapes les plus marquantes de la mutation internationale qui a marqué 1986.

– Enfin, Hachette est devenu en 1986 un véritable groupe audiovisuel. Outre la prise de contrôle d'Europe 1 qui en est le signe le plus spectaculaire, il faut souligner le succès des premières grandes séries télévisées produites par Télé-Hachette et des films de long métrage produits par Hachette Première, dont certains ont été primés aux Etats-Unis et au Festival de Cannes. Au total, les activités audiovisuelles ont représenté en 1986 un chiffre d'affaires de 1554 millions de francs, soit un peu plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Ces belles performances ne doivent pas faire oublier les succès obtenus dans nos autres domaines traditionnels d'activité, où l'édition de livres a connu son habituelle moisson de prix littéraires, où Hachette Education a brillamment développé ses parts de marché, où *Télé 7 Jours, Première, le Journal du Dimanche* ont battu de nouveaux records de diffusion.

Ce déploiement de résultats témoigne du dynamisme d'un groupe qui est en pleine forme sur tous ses marchés. 1987 s'annonce dès maintenant comme une année de nouveaux records tant en France qu'à l'étranger, en résultats comme en chiffre d'affaires.

Il n'est pas possible d'aborder le début de 1987 sans évoquer la compétition autour de la privatisation de TF1. Seul l'avenir dira qui avait raison à l'annonce des résultats : ceux qui étaient déçus, ou ceux qui étaient soulagés de nous voir échapper à une aventure difficile, coûteuse et risquée. En tout cas, nous avons d'ores et déjà le sentiment que rien n'est durablement joué dans le paysage audiovisuel français et européen, et que Hachette – c'est sûr – y prendra une grande place dans un avenir proche.

Au-delà de cette péripétie demeure l'affirmation d'une stratégie multimédia tournée vers le XXIe siècle, investissant aussi bien dans le livre que dans la *presse et l'audiovisuel, participant ainsi* à toutes les dimensions de la culture de son temps. Nous restons les premiers en France et ferons tous nos efforts pour devenir les premiers en Europe.

Pour affronter cette nouvelle phase qui sera celle d'une compétition à l'évidence rude, où les combattants de la première vague seront peut-être les plus menacés, j'ai mis en place une structure concentrée et clarifiée qui est déjà opérationnelle. L'autorité et la responsabilité des groupes opérationnels seront augmentées en même temps que la direction générale du groupe sera réaffirmée et davantage présente. Chacun dans son domaine d'activité, que ce soit le livre ou la presse, l'audiovisuel ou la distribution, contribuera au développement du groupe en France et dans le monde, tout en préservant son indispensable capital humain et en privilégiant ses capacités de création.

Jean-Luc LAGARDÈRE.

L'assemblée générale ordinaire a décidé la mise en distribution d'un dividende de 24,50 F au titre de l'exercice 1986.

FOUGEROLLE

Au cours de sa réunion du 17 juin 1987, le Conseil d'administration de FOUGEROLLE a pris acte de la fin des fonctions de Président-directeur général de M. Louis Lesne, atteint par la limite d'âge, et l'a nommé Président d'Honneur de la Société.

Président de Fougerolle depuis 1967, M. Lesne avait organisé le rapprochement des entreprises qui ont été à l'origine du groupe FOUGEROLLE, et il en a conduit pendant plus de vingt années le développement en France et à l'étranger, dirigé les acquisitions successives dans le domaine du bâtiment, des travaux routiers et de l'électricité, assurant la constitution de l'un des premiers groupes français du secteur du BTP.

Sur proposition de M. Lesne, M. Jean-François Roverato, précédemment administrateur directeur général, a été nommé Président-directeur général de FOUGEROLLE.



L'assemblée générale de VALEURS DE FRANCE, qui s'est tenue le 9 juin 1987, a décidé la distribution d'un dividende de 6,84 F par action assorti d'un avoir fiscal de 1,22 F.

Ce dividende sera payable à compter du 29 juin, soit en numéraire, soit en actions, au choix de l'actionnaire qui devra faire la demande au plus tard le 29 juillet. Dans ce dernier cas, le prix de l'action a été fixé à 354,68 F.

Au 15 juin, la valeur liquidative de VALEURS DE FRANCE était de 371,90 F.

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Obligations : 18,12 %.
- Titres intermédiaires (1) : 17,69 %.
- Actions cotées : 38,10 %.
- Titres non cotés : 7,02 %.
- Disponibilités : 19,07 %.

(1) *Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscription d'actions et d'obligations...*



ARC UNION

Ingénierie immobilière et financière aménagement de centres-ville

Après la fusion d'ARC (Aménagement, rénovation, construction) et d'ESPACE EXPANSION, la première assemblée d'ARC UNION s'est réunie le 18 juin 1987.

Elle a établi la nouvelle structure sociale en forme de conseil de surveillance et de directoire.

Conseil de surveillance :

- Claude Janssen, président,
- Claude Bondon, vice-président,
- Banque de gestion privée - SIB, représentée par Guy de Mailly-Neale,
- Banque privée de gestion financière, représentée par Antoine Porcher,
- Pierre Bazy,
- Nicholas Clive-Worms,
- Crédit Lyonnais, représentée par Michel Gallot,
- Didier Renaudin,
- Olivier Roussel,
- Société financière d'Anteuil, représentée par Joseph-Camille Genton,
- Guy Verdeil,
- Henry Fremiot, censeur,
- Bernard de la Rochefoucauld, censeur.

Directoire :

- Jean Meynial, président,
- Michel Guidet, directeur général,
- Alain Teste, directeur général.

ARC UNION, 108, rue de Richelieu, 75002 Paris.
Téléphone : 40-15-21-21.

OFFREZ-VOUS UNE MEILLEURE PERFORMANCE

PYRAMIDE INVESTISSEMENT
Fonds Commun de Placement Diversifié

+ 82 % : 1986
+ 29 % : 1er TRIM 87

240 – 200 – 150 – 100
232 – 171 – 126
31.12.85 – 31.3.86 – 30.6.86 – 30.9.86 – 30.12.86 – 31.3.87
—— Pyramide Investissement – – Indice CAC .... INSEE Valeurs Etrangères

Renseignements : HAMANT, CARMIGNAC S.A.
19, rue Le Peletier 75009 Paris - Tél. 48.24.58.00

VOTRE MAISON SUR UN TERRAIN DE 1000 m²
Au cœur de la Forêt Landaise à 5 mn de la mer (Vielle Saint-Girons)
T 3 à partir de 238 000 F, clé en main
Documentation contre cette annonce à :
SOCOPIT
Avenue de la Gare
40100 DAX
(16) 58-06-16-09

Le Monde sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
3615 TAPEZ **LEMONDE**



Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.
LASERMARK
48 bd Richard Lenoir
75011 PARIS
Tél : 48 06 84 01

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 11 juin
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	417 997
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	122 113
ECU	58 518
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 050
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 438
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	140 639
dont :	
Effets escomptés	70 890
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 083
5) DIVERS	14 056
Total	688 116

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	216 240
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 695
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 606
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	102 865
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	54 150
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	9 652
Total	688 116

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986	12 juin	19 juin
Valeurs franç. à rev. variable	102,7	100,5
Valeurs industrielles	107,5	105,7
Valeurs étrangères	118,4	120
Pétroles-Energie	114,2	110,1
Chimie	104,8	103
Métallurgie, mécanique	111,5	107,8
Électricité, électronique	97,8	95,9
Bâtiment et matériaux	112,7	110,5
Ind. de consommat. non alim.	104	110,4
Agro-alimentaire	108,3	107,5
Distribution	99	97
Transports, loisirs, services	97,3	92,7
Assurances	95,5	93,1
Crédit banque	98,8	98,4
Sicomi	87,5	84
Immobilier et foncier	100,7	100,8
Investissement et portefeuille	99,1	99,1
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,7	98,3
Emprunts d'Etat	98,2	98,1
Emprunts garantis et assimilés	98,5	98
Sociétés	98,2	97,8
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 442,5	3 368,7
Valeurs étrangères	4 277,7	4 336,6
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	406,7	406,1
Valeurs étrangères	578,6	586,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	117,7	117,2
Emprunt d'Etat	114,7	114,6
Emprunts garantis et assimilés	118,3	117,7
Sociétés	119,5	119
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	408,7	400,6
Produits de base	274,7	267,2
Construction	437,6	429,6
Biens d'équipement	333,5	327,2
Biens de consom. durables	582,7	579,5
Biens de consom. non durables	512,6	511,2
Biens de consom. alimentaires	442,6	439,2
Services	377,4	366,9
Sociétés financières	545,8	528,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	425,8	422,7
Valeurs industrielles	390,5	383,7
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	364,8	368,1

CHANGES

Dollar : 6,12 F ↑

Le dollar s'est raffermi légèrement sur tous les marchés, retrouvant ses cours du milieu de la semaine. A Paris, le deutschemark s'est maintenu sous la barre des 3,34 F, tandis que le loyer de l'argent au jour le jour confirmait son recul prudent en dessous de 8 %.

FRANCFORT	19 juin	22 juin
Dollar (en DM)	1,8280	1,8320

TOKYO	19 juin	22 juin
Dollar (en yens)	144,90	145,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 juin)	7 3/4-7 7/8 %
New-York (19 juin)	6 5/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	18 juin	19 juin
Valeurs françaises	100,2	
Valeurs étrangères	119	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	406,2	400,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	18 juin	19 juin
Industrielles	2 408,13	2 420,85

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	18 juin	19 juin
Industrielles	1 783,10	1 758,3
Mines d'or	383	390,1
Fonds d'Etat	91,94	91,16

TOKYO

	19 juin	22 juin
Nikkei Dow Jones	25 288,12	24 830,82
Indice général	2 174,81	2 134,99

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 juin
Nombre de contrats : 47 637

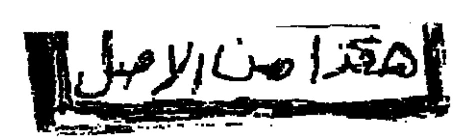
COURS	ÉCHÉANCES Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	101,80	102,45	102,35	102,20
Précédent	101,70	101,30	102,25	102

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FORTES TRANSACTIONS AUTOUR DU CCF. – Le volume des transactions sur les titres Crédit commercial de France s'est fortement accru la semaine dernière. Vendredi, plus de 500 000 actions (sur un total de 41 millions) ont changé de main, jeudi 576 000, la veille 702 000 et mardi plus de 350 000. En quatre séances, plus de deux millions de titres, soit près de 5 % du capital de la banque, ont été échangés. Rappelons que si la nouvelle loi sur l'épargne a abaissé à 5 % le seuil à partir duquel un actionnaire doit obligatoirement se déclarer, les statuts du CCF prévoient que tout détenteur de 0,5 % du capital doit se faire connaître faute de perdre son droit de vote lors de l'assemblée générale des actionnaires. Cette dernière se tiendra le 15 juillet.

PROCHAINE AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA FNAC. – La FNAC proposera, le 17 juillet prochain, à ses actionnaires une augmentation de capital de 150 millions de francs qui lui permettra de doubler ses fonds propres.





Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 19 JUIN

Cours relevés à 17 h 36

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1923	4,5 % 1973	1906	1925	1940	+ 1 84
4330	C.N.E. 3 %	4255	4258	4265	+ 0 24
....	B.N.P. C.I.	531	525	525	− 1 13
1263	B.N.P. T.P.	1272	1272	1272	....
1170	C.C.F. T.P.	1114	1114	1115	+ 0 09
1240	Créd. Lyon. T.P.	1257	1257	1257	....
....	Electricité T.P.	2880	2802	2810	− 2 42
2173	Renault T.P.	1992	1980	1981	− 0 54
2380	Rhône-Poul. T.P.	2313	2313	2313	....
1375	St-Gobain T.P.	1329	1365	1365	+ 2 71
1410	Thomson T.P.	1326	1350	1350	+ 1 81
475	Accor	450	446	446	− 0 89
....	Agence Havas	520	520	520	....
2283	Ag. Havas C.I.	485	485	485	....
700	Air Liquide	672	660	660	− 1 79
2880	Alcatel	2510	2510	2517	+ 0 28
1980	Als. Superm.	2065	2021	2021	− 2 13
495	A.L.S.P.I.	460	446	447	− 2 83
440	Alsthom ★	410	401	408 90	− 0 26
2770	Arjom. Prioux	2430	2405	2403	− 1 11
565	Ausseda-Rey	535	520	526	− 1 68
1500	Aux. Entrepr. ★	1265	1250	1175	− 7 11
1220	Avions Dassault	1150	1130	1140	− 0 87
675	BAFIP	635	620	620	− 2 36
410	Bail-Equipem. ★	401	400	393 50	− 1 87
940	Bail-Investis.	927	927	940	+ 1 40
710	Cie Bancaire	672	668	670	− 0 30
570	Bazar H.-V.	527	528	507	− 3 79
530	Béghin-Say ★	520	523	518	− 0 38
815	Berger (Ma)	808	800	800	− 0 99
720	Bic ★	710	715	715	+ 0 70
1300	B.I.S.	1320	1320	1350	+ 2 27
2700	Bongrain S.A.	2700	2660	2660	− 1 48
1190	Bouygues	1039	1013	1019	− 1 92
133	B.P. France	97 50	94	94	− 3 59
4990	B.S.N.	4910	4870	4860	− 1 02
1340	Carnaud	1299	1265	1266	− 2 54
3300	Carrefour	3170	3165	3185	+ 0 47
2010	Casino	1955	1970	1950	− 0 25
1420	Casino A.D.P.	1522	1505	1490	− 2 10
1110	C.C.M.C.	1200	1190	1180	− 1 67
840	Cetelem	855	850	850	− 0 58
830	Cerus	835	833	838	+ 0 36
1880	C.F.A.O.	1905	1890	1884	− 1 10
1480	C.G.I.P.	1418	1390	1385	− 2 33
1500	Chargeurs S.A.	1352	1329	1311	− 3 03
85	Chiers-Châtil.	77 10	77	77	− 0 13
1070	Ciments franç. ★	1030	1045	1042	+ 1 16
620	Club Méditer.	594	583	588	− 1 01
210	Codetel	182	174	174	− 4 40
370	Colimeg	374 80	372 50	366	− 2 34
2190	Coles	1960	1960	1961	+ 0 05
285	Compt. Entrepr.	231	237	236 50	+ 2 38
765	Compt. Mod.	669	665	667	− 0 30
1190	Créd. Foncier	1155	1145	1145	− 0 87
600	Crédit F. Imm.	591	589	585	− 1 02
....	C.C.F.	132	137	141	+ 6 82
800	Créd. Lyon. (CI)	790	770	772	− 2 29

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1210	Crédit Nat. ★	1147	1160	1140	− 0 61
320	Crouzet ★	303	293	292	− 3 63
2880	Damart S.A.	2865	2870	2870	+ 0 15
440	Darty ★	393 40	384	379	− 3 66
400	Darty (DP)	355	355	355	....
2400	De Dietrich	2280	2180	2195	− 3 73
385	Dév. P.d.C. (Li)	371	370	370	− 0 27
615	D.M.C.	560	558	554	− 1 07
2530	Docks France ★	2360	2359	2365	+ 0 63
2310	Dumez ★	2181	2180	2162	− 0 87
1330	Eaux (Gén.)	1138	1134	1153	+ 1 49
2450	Ecco ★	2450	2450	2450	....
....	Electric. (Cie G.)	324	323	323	− 0 31
1280	Electro-Finan.	1080	1071	1071	− 0 83
385	Elf-Aquitaine	367	366	366 20	− 0 22
346	— (certific.)	330	334	334	+ 1 21
2950	Epeda-B-Faure	2950	2940	2940	− 0 34
3400	Essilor	3510	3499	3499	− 0 31
2580	Essilor Int. (DP)	2560	2570	2570	+ 0 38
530	Esso S.A.F. ★	461	485	480	+ 4 12
2650	Euralfrance	2425	2405	2400	− 1 03
1570	Eurocom ★	1405	1451	1449	+ 3 13
3730	Euromarché	3520	3500	3500	− 0 57
755	Europe n° 1 ★	675	670	645	− 4 44
1090	Exor	1165	1150	1150	− 1 29
1730	Facom	1520	1510	1510	− 0 65
1200	Fichet-bauche	930	950	950	+ 2 15
240	Finextel	215	216	210 10	− 2 27
195	Fives-Lille	195	190	189 50	− 2 82
1240	Fromageries Bel	1225	1250	1250	+ 2 04
1300	Gal. Lafayette	1288	1280	1280	− 0 62
415	Gascogne	401	395	395	− 1 50
2500	Gaz et Eaux	2290	2300	2290	....
650	Géophysique ★	571	570	580	+ 1 57
2670	Gerland	2480	2420	2420	− 2 42
700	GTM-Entrepose	567	548	583	+ 1 07
700	Guyenne-Gas. ★	689	700	677	− 1 74
3030	Hachette ★	2900	2870	2840	− 2 08
805	Hénin (La)	781	781	781	....
1340	Hutchinson	1310	1290	1290	− 1 53
120	Imétal	116 50	114 80	115	− 1 29
460	Imm. Plaine-M.	432	444	444	+ 2 78
5070	Inst. Mérieux	4850	4840	4840	− 0 21
585	Interbail	555	536	536	− 3 42
1610	Intertechnique	1330	1301	1301	− 2 18
2580	J. Lefebvre	2620	2610	2701	+ 3 08
2100	Lab. Bellon	1820	1726	1726	− 5 16
1540	Lafarge-Coppée	1500	1485	1485	− 1
1710	Labon ★	1708	1672	1683	− 1 52
5380	Legrand	5460	5300	5310	− 2 75
5150	Legrand (DP)	4990	4970	4960	− 0 60
800	Leroy-Somer ★	701	700	694	− 0 99
1840	Lesieur	2018	2003	2003	− 0 74
825	Locabail Immob.	820	820	820	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
705	Locafrance ★	610	605	601	− 1 47
905	Locindus	876	870	871	− 0 57
1110	L. Vuitton S.A ★	1042	1038	1060	+ 1 72
....	Luchaire	570	574	570	....
1560	Lyonn. Eaux ★	1408	1400	1415	+ 0 49
125	Mais. Phénix	82	82	83	+ 1 21
800	Majorette (Ly)	760	750	750	− 1 32
480	Mar. Wendel	469	470	470	+ 0 21
1950	Martell	2160	2050	2030	− 5 58
2490	Matra	2235	2200	2200	− 1 57
2540	Merlin-Gerin ★	2175	2180	2160	− 0 68
3280	Michelin	3150	3120	3130	− 0 63
1500	Midi (Cie)	1310	1295	1295	− 1 15
410	Midland Bk S.A.	352	359	361	+ 2 56
1000	Min. Salaig. (Ma)	940	945	940	....
53	M.M. Penarroya	40 30	40 80	42 30	+ 4 96
2300	Moët-Hennessy	2555	2615	2500	− 2 15
108	Moulinex	81 60	80 50	75 40	− 7 59
1030	Navig. Mixtes	934	931	935	+ 0 11
177	Nord-Est	160 50	160	159 30	− 0 75
460	Nordon (Ny)	462	480	480	− 0 43
700	Nouvelles Gal.	585	561	561	− 4 10
1100	Occident. (Gén.)	1139	1120	1116	− 2 02
1770	Omn. F. Paris	1600	1580	1580	− 2 50
190	Olida-Caby	220	220	222	+ 0 91
500	Opfi-Paribas	455	450 50	450	− 1 08
4110	Oréal (L')	4051	4037	4025	− 0 64
475	Paribas	462	460	460 50	− 0 32
750	Paris-Réesc. ★	605	605	610	+ 0 82
1650	Pechelbronn ★	1545	1536	1539	− 0 38
1500	Penhoët	1399	1400	1400	+ 0 07
1020	Pernod-Ricard	987	966	959	− 2 84
1530	Peugeot S.A.	1497	1481	1485	− 0 80
16 50	Poclain	16 50	15 80	15 95	− 3 33
2180	Poliet	2240	2200	2200	− 1 79
770	P.M. Labinal	730	729	729	− 0 14
3520	Presses Cité	3430	3390	3382	− 1 40
1360	Préfabail Sic.	1220	1189	1280	+ 4 91
750	Primagaz	803	805	805	+ 0 25
785	Printemps ★	716	715	705	− 1 53
2140	Promodès	1925	1936	1861	− 3 32
270	Prouvost S.A ★	226 20	235	233	+ 3
1470	Radiotechn.	1401	1400	1408	+ 0 50
142	Raff. Dist. Total	110 10	102 40	108	− 1 91
3320	Redoute (La) ★	2967	3030	2926	− 1 04
480	Robur financière	451	448	448	− 0 67
1540	Roussel-Uclaf	1496	1520	1510	+ 1
....	Rousselot-C.N.I.	....	....	....	....
6300	R. Impériale (Ly)	5930	5920	5920	− 0 17
280	Sade	238	233	233	− 2 10
3880	Sagem	3440	3460	3460	+ 0 58
415	Saint-Gobain	421	416 50	416 50	− 1 07
1060	St-Louis B.	1186	1182	1165	− 1 69

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1910	Salomon	1920	1901	1901	− 0 99
1800	Salvepar	1765	1719	1719	− 2 61
805	Sanofi	718	700	698	− 3 06
780	S.A.T.	781	762	760	− 3 92
1290	Saupiquet (Na)	1235	1230	1230	− 0 40
600	Schneider ★	475	472	440	− 7 36
120	S.C.O.A.	127	122	122	− 3 94
750	S.C.R.E.G.	703	716	704	+ 0 14
815	Seb ★	828	820	816	− 1 21
475	Selimeg	485	480	480	− 1 03
1880	S.F.I.M.	1470	1451	1451	− 1 29
80	S.G.E.	70	70	63 95	− 8 64
535	Sign. Ent. El. ★	520	505	501	− 3 65
1170	Silic	1029	1001	1020	− 0 87
635	Simco-U.P.H. ★	620	616	620	....
440	Sinnor (Li)	461	460	450	− 0 22
1250	Skis Rossignol	1200	1215	1200	....
710	Simnico	735	715	715	− 2 72
230	Sodecco	250	251	251	+ 0 40
265	Sodero (Na)	250	250	250	....
2640	Sodexho	2685	2620	2650	− 1 30
....	Sogenal (Ny)	150	150	150	....
480	Sogerap	440	440	435	− 1 13
2250	Somm.-Allib. ★	2161	2152	2135	− 1 20
750	Source Perrier	771	755	755	− 2 08
1080	Sovac ★	988	990	989	+ 0 10
820	Spie-Batignol.	615	590	590	− 4 07
865	Strafor	825	820	828	+ 0 48
370	Synthelabo ★	323	329	304	− 5 88
680	Talcs Luzenac	670	641	641	− 4 33
2960	Tél. Elect.	2860	2850	2850	− 0 35
1480	Thomson-C.S.F.	1365	1362	1362	− 0 22
540	Total (CFP) ★	476	475	476	....
111	— (certific.)	105	105	104 50	− 0 48
2460	T.R.T.	2250	2255	2255	+ 0 22
705	U.F.B.	661	677	680	+ 2 87
1300	U.I.C.	1228	1210	1211	− 1 38
890	U.I.F.	660	657	658	− 0 30
920	U.I.S.	916	911	912	− 0 44
315	U.C.B. ★	310	312	306	− 1 29
800	Unibail	759	735	750	− 1 19
560	Valéo	550	548	549	− 0 36
102	Vallourec	54 10	54	54 90	+ 1 48
520	Via Banque	510	508	493	− 3 33
840	Elf-Gabon	825	840	840	+ 1 82
129	Amax Inc.	128 50	128 30	127	− 1 17
360	Amer. Express	432	430	430	− 0 46
146	Amer. Teleph.	167 50	174	173	+ 3 28
152	Anglo Amer. C.	149 50	150	150	+ 0 33
715	Amgold	638	646	646	+ 1 25
900	BASF (Akt)	993	1003	998	+ 0 50
995	Bayer	1108	1111	1126	+ 1 62
144	Buffelsfont.	128 80	130 10	132	+ 2 48

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
206	Chase Manh.	270	271	271	+ 0 37
78	De Beers	69	70 30	70 20	+ 1 74
1950	Deutsche Bank	2015	2108	2112	+ 4 81
89	Dome Mines	81 10	80 80	80	− 1 36
1050	Dresdner Bank	1079	1072	1075	− 0 37
163	Driefontein Cst	143	143 80	143 80	+ 0 56
655	Du Pont-Nem.	728	730	735	+ 0 96
455	Eastman Kodak	531	529	529	− 0 38
78	East Rand	70 30	71 10	71 80	+ 2 13
296	Electrolux	283 50	281 20	280	− 1 23
250	Ericsson	243	243	244	+ 0 41
515	Exxon Corp.	543	544	552	+ 1 66
520	Ford Motors	588	578	578	− 1 70
116	Freegold	88 20	92 80	93 80	+ 5 16
115	Gencor	96 85	95 50	95 50	− 1 39
580	Gén. Electr.	656	650	650	− 0 91
585	Gén. Belgique	560	559	559	− 0 18
506	Gen. Motors	505	505	505	....
114	Goldfields	98 50	99 80	99	+ 0 51
51	Gd Metropolitain	56 80	63	54 10	− 4 75
99	Harmony	88	88 80	88 90	+ 1 02
39	Hitachi	45 55	47 75	47 90	+ 5 16
895	Hoechst Akt.	980	995	980	....
143	Imp. Chemical	146	143	142 10	− 2 67
925	IBM	970	974	974	+ 0 41
305	ITT	384	380	385	+ 0 27
153	Ito-Yokado	174	175 50	175 50	+ 0 86
71	Matsushita	83 50	87 45	86 80	+ 3 95
870	Merck	1010	999	991	− 1 88
730	Minnesota M.	836	839	830	− 0 72
280	Mobil Corp.	306	305	305	− 0 33
235	Morgan J.P.	307 50	310	307 10	− 0 13
38100	Nestlé	37490	39100	39100	+ 4 29
184	Norsk Hydro	179	180 80	181 10	+ 1 17
285	Ofsil	231 50	235 60	235 60	+ 1 77
1760	Petrofina	1792	1780	1780	− 0 67
470	Philip Morris	546	546	543	− 0 55
139	Philips	145 20	147 80	147 50	+ 1 58
600	Quilmès	561	563	565	+ 0 71
835	Randfontein	759	789	789	+ 3 95
765	Royal Dutch	778	773	773	− 0 64
112	Rio Tinto Zinc	101 20	99	99	− 2 17
126	St Helena Co	96 40	97 80	98 40	+ 2 07
250	Schlumberger	273 50	273 50	272 50	− 0 37
134	Shell transp.	135 20	134	134	− 0 89
2280	Siemens A.G.	2435	2450	2445	+ 0 41
121	Sony	152	164 40	164 40	+ 8 16
131	T.D.K.	153	160 20	159	+ 3 92
30	Toshiba Corp.	30 10	29 45	29 45	− 2 16
1840	Unilever	1990	1969	1965	− 1 26
275	Unit. Techn.	300 20	301 60	301 80	+ 0 47
845	Vaal Reefs	723	740	723	....
285	Volvo	303	300 50	300 50	− 0 83
420	West Deep	351	358	355	+ 1 14
430	Xerox Corp.	490	490 80	490 80	+ 0 16
1 28	Zambia Corp.	1 24	1 23	1 24	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8800	..
Emp. 8,80 % 77	125 01	0 673
9,80 % 78/93	100 58	9 209
10,80 % 79/94	103 35	8 561
13,25 % 80/90	106 20	0 615
13,80 % 80/87	101 88	9 339
13,80 % 81/89	107	5 895
16,75 % 81/87	101 88	12 397
16,20 % 82/90	115 60	7 013
16 % juin 82	117 50	0 581
14,60 % févr. 83	115 90	4 780
13,40 % déc. 83	117 95	6 945
12,20 % oct. 84	110 45	8 923
11 % févr. 85	108 80	3 586
10,25 % mars 86	104 20	2 808
ORT 12,75 % 83	1738	..
OAT 10 % 2000	103 03	0 658
OAT 9,80 % 1997	103 95	5 126
OAT 9,80 % 1996	102 95	3 786
Ch. France 3 %	183	..
CNB Bques janv. 82	101 48	3 826
CNB Paribas	102 05	3 826
CNB Suez	102 05	3 826
CNI janv. 82	101 48	3 826
PTT 11,20 % 85	105 20	5 717
CFF 10,30 % 86	....	..
CNE 11,50 % 85	105 70	0 481
CNT 9 % 86	94 40	1 838
CRH 10,90 % déc. 85	103 40	4 623

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1280	1279
Agache (Sté Fin.)	1950	1910
A.G.F. (St Cent.)	789	790
Applic. Hydraul.	759	759
Arbel	236	231
Asturg	380	380
Avenir Publicité	2450	2380
Bain C. Monaco	358	350
Banque Hypoth. Eur.	460	460
Béghin-Say (C.I.)	345	340
B.G.L.	805	805
Biscuit (Géné.)	....	....
Blanzy-Ouest	600	580
B.N.P. Intercontin.	386 30	381
Bénédictine	5700	5700
Bon-Marché	802	801
B.T.P.	139 90	141
Calf	880	880
Cambodge	780	780
C.A.M.E.	570	570
Campenon Bern.	460	460
Carbone-Lorraine	910	874 o
C.E.G.Frig.	710	745
Centen. Blanzy	2850	....
Centrest (Ny)	274	270
Cerabati	96	97
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1045	955 o
Champex (Ny)	188 80	165
C.I.C. (Financ. de)	335	353
C.I. Maritime	710	698

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ciram-Sintra	875	....
Citram (B)	887	886
Clause	581	551
Cofradel (Ly)	2070	2153
Cogifi	440	422
Comiphos	821	830
Cie Industrielle	3703	3693
Comp. Lyon-Alem.	760	759
Concorde (La)	1021	1018
C.M.P.	52	49 40 o
Créd. Gén. Ind.	909	860
Cr. Universel (Cie)	766	750
Créditel	157	152
Dalbloy S.A.	710	725
Delalande S.A.	1233	1233
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1310	1300
Didot-Bottin	1019	1015
Eaux Bass. Vichy	1365	1447
Eaux Vittel	2905	2905
Economats Centre	625	....
Electro-Banque	419	415
Elf-Antargaz	800	730 o
E.L.M. Leblanc	969	969
Eurafi-Bretagne	299	285
Entrepôts Paris	585	620
Epargne (B)	3020	....
Europ. Accumul.	78	78
Eternit	2500	2515
Finalens	250	250
FIPP	445	446
Focep	1125	1160
Foncière (Cie)	645	630
Fonc. Lyonnaise	6000	5920
Foncina	570	575
Forinter	1125	1125
Fougerolle	350	350
France I.A.R.D.	365	357
France (La)	8300	8550
From. Paul Renard	551	573 d
GAN	1295	1265
Gaumont	417	456 d
Génélot	850	776 o
Gr. Fin. Constr.	468	496
Gds Moul. Paris	370	376
Groupe Victoire	3630	3440
G. Transp. Ind.	585	595
H.E.F.	149	147 30
Immindo S.A.	535	620
Immoinvest	320	320
Immobail	450	....
Immobanque	755	755
Immob. Marseille	10100	10075
Immofice	578	579
Invest. (Sté Cent.)	3200	3100
Jaeger	200	198
Lafitte-Bail	552	584
Lambert Frères	224 70	220
Lille-Bonnières	1430	1479
Loca-Expansion	302	300
Locafinancière	385	400
Locatel	745	725
Louvre (Sté)	1780	1750
Machines Bull	48 50	47 90
Magasins Uniprix	239	236
Magnant S.A.	139	118 30 o
Marbières Part.	450	450
Métal Déployé	480	....
Mors	179	175
Navel Worms	103	98
Navig. (Nat. de)	196	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
OPB Paribas	360	360
Optorg	255	255
Oréal (L') C.I.	2990	3000
Origny-Desvroise	1140	1102
Palais Nouveauté	926	925
Parisea-CP	435	....
Paris France	320	....
Paris-Orléans	398	400
Parnasse	807	799
Patern. Ring. Div.	1350	1376
Pathé-Cinéma	702	705
Pechiney (cert. inv.)	283 50	281 80
Piles Wonder	1030	1035
Piper-Heidsieck	395	....
P.L.M.	180 10	175
Porcher	710	680
Promodès	1495	1450
Providence S.A.	1798	1728 o
Publicis	2750	2700
Raff. Souf. R.	152	152
Rhône-Poul. (c. inv.)	401	401
Ricqlès-Zan	331	330
Rochefortaise S.A.	365	372
Rochette-Cenpa	99	99
Rosario (Fin.)	750	755
Boudière	335	335
Rougier et Fils	109	101 40 o
Sacer	450	445
SAFAA	1500	1440
Safic-Alcan	945	946
SAFT	2100	2050
Saga	345	340
St-Gobain C.I.	398 50	380 10
Salins du Midi	588	580
Sanofi	....	....
Santa-Fé	174 70	174 70
Saturn	199	191 o
Seulnes	65	61 10
Savoisienne (M)	250 50	273 10 d
SCAC	770	762
Sentelle Maubeuge	690	650
S.E.P. (M)	220	215
Serv. Equip. Véh.	97	96 80
Sicil	285	282
Sicotel	410	435
Sinvim	270 10	273
Siph (Plant. Hévéas)	375	375
Sté Générale-CIP	1900	....
Sofal financière	1850	1853
Sofio	545	540
Soficomi	821	818
S.O.F.I.P. (M)	155	....
Sofragi	1212	1300
Soudure Autog.	519	511
Souchel	689	675
Speichim	33 90	35 25 d
S.P.I.	715	705
Suez (Fin. de)-CIP	1600	1572
Stemi	1050	1050
Taittinger	2000	1880
Tissot-Aquitaine	559	555
Tour Eiffel	545	546
Ulliser S.M.D.	735	....
U.A.P.	2360	2340
U.T.A.	1962	1858
Veuve Clicquot	3710	3711
Vicat	1810	1610
Viniprix	1750	1856
Virax	181	180
Waterman S.A.	610	640
Bras. du Maroc	145	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1045	1015
Akzo	410	395
Alcan Alum.	270	265
Algemene Bank	1386	....
American Brands	286	289
Am. Petrofina	320	....
Arbed	240	....
Asturienne Mines	184	....
Bco Pop Espanol	386 90	372
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1420	....
B. Régl. Internat.	56100	56100
Br. Lambert	589	....
Canadian-Pacific	108 70	109 50
CIR	32	32 50
Commerzbank	875	900
Dart and Kraft	375	379 50
De Beers (port.)	79 40	....
Dow Chemical	525	526
Gén. Belgique	580	569
Gevaert	1010	....
Glaxo	174 50	188 c
Goodyear	400	410
Grace and Co	380	381
Gulf Canada Corp.	130	129
Honeywell Inc.	490	485 70
I.C. Industries	206 40	213
Johannesburg	1010	1020
Kubota	24 10	25
Latonia	280	280
Midland Bank Plc	63	61
Mineral-Ressourc.	71	....
Nixdorf	2705	2725
Noranda	130	131 20
Olivetti	37 20	36 80
Pakhoed Holding	212	217
Pfizer Inc.	438	435 c
Procter Gamble	581	580
Ricoh Cy Ltd	38 50	39
Rolinco	293	282 90
Robeco	310 80	314 90
Rodamco	442	442
Saipem	20 20	20 10
Shell fr. (port.)	127	130
S.K.F. Aktiebolag	332	320
Steel Cy of Can.	109	....
Tenneco	257	237 50
Thorn EMI	72 10	72
Toray indust. inc	30 80	30
Vieille Montagne	900	880
Wagons-Lits	846	840
West Rand	25	26 05

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	6 05	6 55
Calciphos	417	416
C.E.M.	....	....
Cochery	165	....
C. Occid. Forestière	180	180
Coparex	377	377
Dubois Inv. (Casto.)	1072	1029
Gachot	281	250
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Matra Hori. (échan.)	....	....
Nicolas	1031	1015
Patemelle-B.D.	3400	....
Révillon	430	364 o
Romento N.V.	154 20	154 10
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	540	480
Ultras	380	....
Union Brasseries	135	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1130	....
Alain Manoukian	846	830
Asystel	695	675
B.I.C.M.	980	980
B.I.P.	774	760
Bolloré Technologies	1240	1221
Buitoni	771	761
Cables de Lyon	1260	1200
Calberson	1045	1005
Cardif	2300	2300
Cap Gemini Sogeti	2703	2701
C.D.M.E.	1000	1010
C. Equip. Elect.	330	330 c
C.E.G.I.D.	2680	2573
C.E.G.E.P.	243	240
C.E.P.-Communication	1605	1552
C.G.I. Informatique	931	910
Dafsa	310	316
Dauphin O.T.A.	3395	3300
Devanlay	2750	....
Deville	980	980
Drouot-Assurances	470	470
Drouot-Obl. convert.	3835	....
Editions Belfond	350	360
Elect. S. Dassault	745	735
Elysées Investiss.	46	43 20
Expand	875	870
Filipacchi	697	695
Guintoli	1130	1130
Guy Degrenne	995	995
I.C.C.	287 50	285
IDIA	225 60	221
I.G.F.	234	230
IN Informatique	350	335
I.M.S.	244	243
La Commande Electro.	811	810
Le gd livre du mois	425	420
Loca-Investissement	310	320
Locamic	397	373
Manutan	475	456 o
Merlin Immobilier	380	376
Métallurg. Minière	184 40	182 20
Métrologie Internat.	600	575 o
M.M.B.	650	670
Molex	253	251
Naval-Dubrans	700	700
Olivetti-Logabax	500	....
Om. Gest. Fin.	510	500
Petit Bateau	280	280
Petrofigaz	610	595
Pier Import	375	375
Razel	1587	1535
St-Gobain Emballage	1500	1549
St-Honoré Matignon	231	230
S.C.G.P.M.	285	....
Sema-Metra	1579	1500
S.E.P.	1420	1380
S.E.P.R.	1980	1985
S.M.T. Goupil	389	382
Sodiaforg	1558	1500
Softbus	445	440
Supra	1100	1100
Valeurs de France	371 50	389

SICAV (sélection) — 19/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	827 26	807 08	Francic Régions	1185 87	1131 91	Paribas Opportunités	103 43	100 42
Actions France	473 45	456 34	Fructi-Associations	1344 89	1344 89	Paribas Patrimoine	549 32	526 94
Action Invest.	376 73	359 65	Fructicapi	298 79	294 37	Parnasse-Valor	1067 72	1066 65
Actions sélectives	607 03	585 09	Fructidor	260 53	246 83	Patrimoine-Retraite	1613 44	1581 80
Audificandi	640 28	617 12	Fructifrance	828 09	807 89	Phénix Placements	249 12	247 88
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1249 89	1218 23	Fructimer	80712 04	80510 76	Pierre Investiss.	762 72	728 13
A.G.F. 5000	612 73	597 79	Fructi ECU	589 88	581 27	Placement A	1086 91	1086 91
A.G.F. ECU	1086 81	1076 05	Fructi-Première	12003 34	11825 95	Placement ct-terme	89364 88	89364 88
A.G.F. Interfonds	449 69	437 75	Futuroblig	1106 27	1105 16	Placement J	54307 85	54307 85
A.G.F. Invest	103 50	100 98	Gestilion	61225 98	61073 30	Placement Premier	51176 32	51176 32
A.G.F. OBLIG.	1079 26	1073 89	Gestion Associations	155 39	151 97	Placements Rendement	11518 77	11518 77
A.G.F. Sécurité	10084 46	10084 46	Gestion Mobilière	739 94	706 39	Placements Sécurité	111099 71	111099 71
Agfimo	890 24	873 40	Gest. Rendement	472 99	451 54	Première Obligations	10298 44	10275 89
Altefi	214 48	208 74	Gest. Sél. France	761 70	727 16	Prév'Association	23019 08	23019 08
A.L.T.O.	184 94	178 26	Haussmann Associat.	1192 29	1192 29	Province Investiss.	592 33	565 47
Arrasi-Gan	5708 12	5447 37	Haussmann court terme	1178 89	1178 88	Quartz	114 32	111 50
America-Valor	765 24	730 54	Haussmann Epargne	1343 55	1343 55	Ranacic	186 21	183 75
Amérique Gestion	381 67	364 36	Haussmann Europe	2110 56	2034 27	Revenus Trimestriels	5682 16	5606 10
Amplitude	588 24	551 69	Haussmann France	1054 49	1016 38	Revenu Vert	1156 47	1155 31
Arbitrages court terme	5386 82	5376 06	Haussmann Obliconv.	1275 59	1275 59	Rivoli Plus	1049 56	1001 01
Argonautes	441 55	421 53	Haussmann Obligation	1489 19	1435 36	St-Honoré Assoc.	13834 39	13865 06
Associc	1144 29	1144 29	Horizon	1186 79	1152 22	St-Honoré Bio-aliment.	871 69	832 18
Aurecic	1369 28	1319 69	I.M.S.I.	625 70	597 33	St-Honoré Pacifique	581 67	555 29
Axa Europe	114	108 83	Indo-Suez Valeurs	787 86	752 13	St-Honoré P.M.E.	489 88	467 67
Axa Investissements	123 68	118 07	Ind. française	13332 15	13070 74	St-Honoré Réel	11662 74	11616 27
Bourse-Investis.	464 20	443 15	Interoblig.	12221 16	11751 12	St-Honoré Rendement	11326 68	11270 33
Bred Associations	2621 14	2613 30	Intersélect France	472 78	451 34	St-Honoré Services	517 85	497 83
Bred International	98 39	96 46	Intervaleurs Indust.	677	646 30	St-Honoré Technol.	779 41	744 07
Capital Plus	1827	1827	Invest. net	14166 55	14128 27 ♦	St-Honoré Valor	12082 05	11986 18
CIP (voir AGF Actions)	......	......	Invest. Obligataire	17838 25	17803 04 ♦	Sécuricic	11382 25	11370 88
Convertimmo	410 19	394 41	Japacic	188 20	182 72	Sécur. Mobilière	402 34	384 10
Corail court terme	1241 93	1241 93	Jeune épargne	245 62	241 89	Sécuri Taux	10330 99	10330 99
Cortexa	952 62	909 42	Laffitte-Amérique	271 62	259 30	Sél. court terme	11685 82	11598 83
Credinter	511	498 12	Laffitte-crt-terme	58021 34	58021 34	Sélection Croissance	542 30	526 50
Crois. France	284 41	272 16	Laffitte-Expansion	859 21	820 25	Sécurdan (Cerdan BP)	740 48	729 54
Crois. Marcore	2582 16	2506 95	Laffitte-France	339 48	324 07	Sicav-Associations	1382 63	1380 56
Crois. Immobil.	678 64	647 87	Laffitte-Immobilière	261 86	249 98	S.F.I. fr. et étr.	633 89	615 43
Crois. Prestige	378 32	361 16	Laffitte-Japon	358 94	340 75	Sicavimmo	816 40	779 38
Drouot-France	707 89	675 79	Laffitte-Oblig.	146 23	139 80	Sicav 5000	352 97	343 52
Drouot-Investiss.	1168 60	1115 61	Laffitte-Placements	65236 62	65236 62	Silvarente	570 80	555 33
Drouot-Sécurité	256 45	243 87	Laffitte-Rend.	215 22	205 46	Silvam	433 89	422 08
Drouot-Sélection	146 77	140 11	Laffitte-Tokyo	1364 30	1302 43	Silvamente	222 21	220 01
Ecocic	1178 25	1160 84	Lion-Associations	11200 08	11200 08	Skinter	434 23	422 61
Elicoop Sicav	11509 80	11509 80	Lion-Institutionnels	22777 33	22720 53	S.I.-Est	1295 44	1237 65
Elf-Valeurs	9240 98	9015 59	Lionplus	70656 44	69857 86	S.I.G.	904 07	862 68
Energie	284 53	271 63	Livret portefeuille	655 74	636 64	S.N.I.	1310 49	1272 32
Epacic	2776 29	2770 74	Méditerranée	176 40	168 40	Sogépargne	386 04	372 09
Epancourt Sicav	4018 40	4008 38	Minimax	26174 52	26174 52	Sogenac	51409 37	49911 04
Epargne Associations	23936 88	23900 04	Mondiale Investissem.	454 13	433 54	Sogeurr	1109 42	1059 11
Epargne-Capital	7811 12	7733 78	Monecic	5911 04	5911 04	Soginter	1340 50	1279 71
Epargne-Croiss.	1577 38	1536 16	Moné.J.	53921	53921	Soleil Investiss.	489 95	467 73
Epargne-Industr.	805 10	768 59 ♦	Monésicav	262728 11	262728 11	Technocic	1222 47	1198 86
Epargne-Inter	695 37	576 76	Multi-Obligations	430 50	410 98	Techno-Gan	6070 16	5794 90
Epargne J	52208 05	52208 05	Mutuelle Unie Sél.	159 35	152 12	Trilion	5087 65	5017 48
Epargne-Long-Terme	1755 32	1708 34	Natio-Assoc.	6510 35	6497 36	U.A.P. Investiss.	429 17	413 68
Epargne-Oblig.	188 27	183 23	Natio-Epargne	13317 68	13185 82	Uni-Associations	109 80	109 80
Epargne-Unie	1306 19	1246 98	Natio-Immobilier	1029 58	1002	Unifrance	485 23	463 23
Epargne-Valeur	432 40	420 83	Natio-Inter.	1162 44	1121 60	Unifoncier	1297 68	1238 82
Eparoblig	1265 90	1253 39	Natio-Obligations	547 39	532 74	Uni-Garantie	1305 23	1279 61
Epsilon	1016 45	1008 39	Natio-Patrimoine	1458 20	1417 23	Unigestion	920 72	878 97
Euracic	9716 97	9573 37	Natio-Placements	63105 03	63105 03	Uni-Japon	1580 25	1508 59
Euro-Croissance	586 92	550 31	Natio-Revenu	1044 43	1034 09	Uni-Régions	2274 85	3126 16
Eurodyn	1097 64	1061 55	Natio-Sécurité	55409 66	55409 66	Unisator	2181 80	2090 52
Euro-Gan	5140 38	4907 28	Natio-Valeurs	738 40	716 89	Univer	177 29	177 29
Extrême Orient Sicav	598 49	581 08	Nippon-Gan	5790 67	5528 09	Univers-Actions	1014 03	1014 03
Finord Placement	59416 75	59239 04	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché
o : offert
d : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
★ : marché continu

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/6	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 093	6 094	5 860	6 380
ECU	6 936	6 933	....	....
Allemagne (100 DM)	334 090	334 010	323 500	341 500
Belgique (100 F)	16 114	16 111	15 750	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	296 650	296 450	287 500	305 500
Danemark (100 krd)	88 860	88 840	86	93
Norvège (100 k)	90 930	90 820	87 500	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 969	9 910	9 700	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 465	4 465	4 200	5 200
Italie (1 000 lires)	4 619	4 619	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	402 800	402 100	389	409
Suède (100 krs)	96 050	96 010	93	98 500
Autriche (100 sch)	47 560	47 540	46 350	48 700
Espagne (100 pes.)	4 822	4 821	4 600	5 100
Portugal (100 esc.)	4 282	4 285	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 544	4 554	4 350	4 750
Japon (100 yens)	4 220	4 210	4 060	4 240

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/6
Or fin (kilo en barre)	88100	88500
Or fin (en lingot)	88750	88850
Pièce française (20 fr)	518	523
Pièce française (10 fr)	366	.....
Pièce suisse (20 fr)	615	617
Pièce latine (20 fr)	503	502
Souverain	642	638
Pièce de 20 dollars	2865	2870
Pièce de 10 dollars	1450	1446
Pièce de 5 dollars	875	.....
Pièce de 50 pesos	3360	3325
Pièce de 10 florins	524	525
Or Londres	451 10	452 25
Or Zurich	451 50	449 50
Or Hongkong	451 85	452 55
Argent Londres	7 49	7 50

Le Monde

Au « Forum RMC-FR 3 »

M. Roland Dumas voudrait avancer l'échéance présidentielle

M. Roland Dumas, député socialiste de la Dordogne, ancien ministre des relations extérieures, a envisagé, lors du « Forum RMC-FR 3 », le dimanche 21 juin, l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée en déclarant : « *Il n'est pas bon pour la France que la situation se prolonge trop longtemps. Tous les pays européens ont maintenant leurs élections nationales derrière eux. Il est dommage que la France vive pendant huit mois encore dans une période d'attente électorale. Je ne suis pas là pour donner une recette ou pour faire un pronostic. Je fais un diagnostic pour dire qu'il est regrettable sur le plan international et sur le plan intérieur que la France ne puisse pas rapidement s'exprimer, de façon que nous abordions les années à venir dans une très grande sérénité.* »

M. Dumas nous a déclaré lundi matin : « *La majorité s'essouffle et les résultats économiques espérés ne sont pas au rendez-vous. Elle connaît aussi des soubresauts qui vont aller s'amplifiant, obligeant le gouvernement à différer des décisions essentielles, comme on le voit avec la Sécurité sociale et le code de nationalité. Il y a cependant une difficulté constitutionnelle : la décision présidentielle ne peut être anticipée que par la démission du chef de l'Etat. Cela risque de provoquer un traumatisme inverse dans le pays, qui ne comprendrait pas que M. Mitterrand quitte ses fonctions alors que sa cote politique est au mieux. Il conviendrait donc que s'établisse un consensus au sommet entre le président et le premier ministre et que, par un acte intelligent de cohabitation, tout le monde puisse rester en place pour de telles élections.* »

Matignon : l'article 7

M. Dumas affirme que cette initiative est le résultat d'une réflexion personnelle et le fruit d'une analyse de la situation politique actuelle. Toutefois, en raison des relations amicales, anciennes et fréquentes qu'il a avec M. Mitterrand, il serait bien étonnant que le député de la Dordogne n'ait pas fait part récemment et à plusieurs reprises de son « diagnostic » au président de la République et que celui-ci ne l'ait pas mis en réserve dans sa mémoire !

Dans les milieux proches de l'hôtel Matignon, on relève tout d'abord que la proposition avancée par M. Roland Dumas est tout à fait contraire à la Constitution, qui, dans son article 7, organise non seulement l'élection présidentielle à son échéance normale mais également la « *vacance pour quelque cause que ce soit* » de la présidence de la République. En cas d'interruption du mandat en cours, c'est, en effet, le président du Sénat qui assure l'intérim.

On fait, de plus, remarquer que l'intérêt politique de M. Chirac et de la majorité n'est pas de précipiter l'élection présidentielle, même si l'on reconnaît qu'il puisse en aller autrement pour M. Mitterrand.

A. P.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 juin

Reprise : 0,49 %

Les valeurs françaises enregistraient une légère reprise lundi matin 22 juin, jour de liquidation. Moulinex, très éprouvé vendredi, a monté de 5,4 %, Navigation mixte, de 3,7 %, Générale des Eaux et Lyonnaise des eaux de 2,7 % et 2,4 %.

En revanche, Maisons Phenix a perdu 8 %, Esso 3 %, Prouvost 3,2 % et GTM 3 %.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	446	450	450
Agence Havas	520	520	520
Air Liquide (L')	680	669	669
Bancaire (Cie)	670	670	670
Bongrain	2660	2670	2710
Bouygues	1019	1040	1042
B.S.N.	4880	4950	4950
Carrefour	3185	3215	3225
Chargeurs S.A.	1311	1310	1308
Club Méditerranée	588	590	598
Eaux (Gén.)	1153	1165	1180
ELF-Aquitaine	366 20	367	368 50
Essilor	3499	3499	3506
Lafarge-Coppée	1485	1500	1520
Lyonn. des Eaux	1415	1422	1450
Michelin	3130	3150	3169
Midi (Cie)	1295	1295	1310
Moët-Hennessy	2500	2525	2530
Navig. Mixtes	935	970	970
Oréal (L')	4025	4080	4095
Pernod-Ricard	959	970	976
Peugeot S.A.	1485	1505	1497
Saint-Gobain	416 50	421	421
Sanofi	696	696	702
Source Perrier	755	760	760
Télémécanique	2850	2890	2890
Thomson-C.S.F.	1362	1355	1357
Total-C.F.P.	476	475 10	474
T.R.T.	2255	2255	2255
Valéo	548	560	561

Départs au « Monde »

Fête de famille en musique, le dimanche 21 juin, dans le paisible village de Coulonges-sur-Sarthe (Orne). *Le Monde* célébrait le départ en retraite ou en préretraite de plusieurs grandes figures du journal : Pierre Drouin, conseiller de la direction, dont les éditoriaux ont toujours été beaucoup plus que de simples analyses économiques ; Jean Planchais, qui a d'abord associé son nom à la chronique militaire, puis à tous les grands événements de l'après-guerre ; Jean-Maurice Mercier, directeur de l'information, chef des informations générales, l'un des maîtres d'œuvre de la rédaction ; et Louis Marcorelles, dont la réputation de critique cinématographique n'est plus à faire.

M. Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde,* a chaleureusement salué les partants, invités par notre directeur, André Fontaine, à ne pas priver le journal de leur expérience et de leur talent.

Nul n'aurait compris que, en une telle circonstance, Bertrand Poirot-Delpech, « l'académicien de la maison », ne fasse pas danser *le Monde* sur quelques airs d'accordéon...

La réglementation du droit de grève au Sénat

Divergences sur l'extension au secteur public du prélèvement du « trentième indivisible »

Le Sénat a entamé, le lundi 22 juin, l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS). La discussion promet d'être ardue : huit cents amendements ont été déposés, dont six cents par les seuls communistes, ainsi que trois motions refusant la discussion (dont deux du PC). Le point le plus controversé est le rétablissement du prélèvement minimum d'une journée de salaire dès la première heure de grève pour les fonctionnaires (le « trentième indivisible ») introduit dans le projet de loi le jeudi 11 juin par l'amendement Pelchat-Lamassoure.

Le gouvernement doit présenter un amendement reprenant ce dernier, un amendement du sénateur Jean Chérioux étendant la mesure aux entreprises du secteur public, et une proposition de loi UDF abrogeant la loi Le Pors de 1982. Mais il y a des dissonances. M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et des transports, s'interroge sur le cas d'Air France ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation et à la concurrence, au cours d'une réunion du conseil politique du CDS, s'est déclaré hostile à l'extension du « trentième indivisible » aux entreprises nationales du secteur concurrentiel, appelées à être privatisées tôt ou tard, et a souhaité une réflexion pour celles qui « *exercent une mission de service public* » (EGF, RATP, SNCF, Air France, etc.), où il faut introduire « *les principes et l'esprit d'entreprise* », et où l'ordonnance du 21 octobre 1986 prévoit la possibilité d'un intéressement des salariés (un accord vient d'être signé à EDF).

D'autre part, au sein de la majorité sénatoriale, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, est très réservé : il estime que ce qu'il faut c'est éviter la grève et a déposé, au début de février, une proposition de loi instituant une médiation préalable et un service minimal dans les services publics (*le Monde* du 6 février).

Trois élections cantonales

CALVADOS : canton d'Orbec (1er tour).

Inscr., 6 056 ; vot., 3 435 ; suffr. expr., 3 348. MM. Bernard Lambert, PS, m. de Courtonne-les-Deux-Eglises, 642 voix ; Michel Grenier, sout. UDF, c.m. d'Orbec, 606 ; Dominique Lethorey, div. d., m. de Meulles, 571 ; René Doat, div. d., M. de La Vespière, 569 ; Daniel Feron, div. d., adjoint au m. d'Orbec, 437 ; Pierre Fosse, RPR, c.m. d'orbec, 424 ; Christian Pasquier, PCF, 99. *Il y a ballottage.*

[Sept candidats briguaient, dimanche 21 juin, la succession de Guy Viquesnel (mod.), décédé le 21 mai, qui était conseillé général d'Orbec depuis 1972. Si M. Lambert est arrivé en tête avec 19,17 % des suffrages, il perd plus de 12 points par rapport au résultat qu'il avait obtenu en 1982 (31,47 % des voix en raison de la présence de M. Féron, ancien membre du PS). Il devance les quatre candidats de la majorité, qui totalisent 64,81 % des suffrages, soit un score identique à celui enregistré Guy Viquesnel en 1982 (64,38 %).

Au premier tour de scrutin de 1982, Guy Viquesnel l'avait emporté, avec 2 610 voix, contre 1 276 à M. Lambert et 168 à M. Jandot (PC), sur 4 054 suffrages exprimés, 4 170 votants et 5 768 électeurs inscrits.]

MAINE-ET-LOIRE : canton de Saint-Florent-le-Vieil (2e tour).

Inscr., 11 116 ; vot., 6 603 ; suffr. expr., 6 238 ; MM. François Blouin, div. d., m. de La Pommeraye, 3 488 voix, *ÉLU ;* Jean Terrien, RPR, m. de Montjean-sur-Loire, 2 750.

[En recueillant 55,91 % des suffrages, M. Blouin a finalement remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 13 avril, de Georges Menan (UDF-CDS), élu dans ce canton depuis 1979. M. Blouin a bénéficié, la veille du scrutin, du soutien du comité départemental de l'UDF qui, au premier tour, s'était prononcé en faveur de M. Blachez.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 11 117 ; vot., 6 704 ; suffr. expr., 6 476. MM. Terrien, 2 119 ; Blouin, 2 113 ; Bordier, PS, 1 070 ; Blachez, 955 ; Mme Oger, PCF, 147 ; M. Lépine, FN., 72.

Au deuxième tour de l'élection de 1985, Georges Menan l'avait emporté, avec 4 199 voix, contre 2 536 à M. Bourget, RPR, sur 6 735 suffrages exprimés, 7 504 votants, 10 950 électeurs inscrits.]

HAUTE-MARNE : canton de Bourmont (1er tour).

Inscr., 3 380 ; vot., 2 420 ; suffr. expr., 2 373, MM. André Degits, PS, 792 voix ; Pierre-Jean Thomas, app. RPR, 619 ; André Méchet, appl UDF, 494 ; François Chapitel, app. UDF, 369 ; Albert Richoux, PCF, 99. *Il y a ballottage.*

[Le décès de Raymond Boin (UDF), conseiller général et vice-président de l'assemblée départementale depuis 1945, survenu le 19 mai, a suscité une triple ambition dans les rangs de la majorité. C'est le candidat le plus proche du RPR qui, au premier tour, s'est imposé face à ses deux concurrents apparentés UDF. Avec 62,45 % des voix au total, la droite fait moins bien que Raymond Boin, qui, en mars 1982, avait été réélu au premier tour avec 1 839 voix (soit 74,12 %) sur 3 255 inscrits, 2 563 votants et 2 481 suffrages exprimés. Le recul profite directement au PS, *dont le candidat arrive cette fois* en tête avec 33,37 % des voix contre 20,95 % il y a cinq ans lorsque sa représentante, Mme Eliane Neuville avait recueilli 520 voix. Quant au PC, le score de M. Richoux d'un scrutin à l'autre est en régression : 4,17 % cette fois au lieu de 4,91 %. En 1982, M. Richoux avait obtenu 122 suffrages.]

● **PHILIPPINES : assassinat d'un officier supérieur.** — Un colonel de la police militaire a été tué, à son domicile, dans la province d'Iloilo, par des rebelles communistes. Par ailleurs, deux grenades lancées contre un commissariat de police de Cebu ont fait, le samedi 20 juin, un mort et douze blessés. Enfin, dimanche à Manille, l'explosion d'une grenade au siège de la COMELEC (Commission officielle des élections) a fait deux blessés. — *(AFP, Reuter.)*

Le numéro du « Monde » daté 21-22 juin 1987 a été tiré à 454 506 exemplaires

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les suites de l'affaire Albertini

Pretoria accueille comme une « gifle » l'attitude de M. Mitterrand

L'Afrique du Sud a très mal pris l'ajournement de la remise des lettres de créance de son nouvel ambassadeur en France. Un communiqué rédigé par M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, qualifie de « *cynique* » la décision de M. Mitterrand et la considère comme une « *gifle* ». Cet ajournement est motivé par le maintien en détention du coopérant Pierre-André Albertini dans une prison du bantoustan sud-africain du Ciskeï.

« *La France doit traiter ce problème avec le gouvernement du Ciskeï,* estime M. « Pik » Botha. *J'ai agi plusieurs fois comme intermédiaire entre elle et le Ciskeï. J'aurais pu m'attendre à de la reconnaissance pour avoir fait cela.* » Dans ce communiqué, le ministre insiste sur le fait que Paris avait donné son agrément pour la nomination du nouvel ambassadeur alors que M. Albertini était déjà arrêté (mais pas encore condamné).

M. Mitterrand a évoqué publiquement le cas Albertini le samedi 20 juin, déclarant : « *Il a été jugé et condamné pour un motif que, moi, je considère comme noble mais qui, bien entendu, est apparu aux autorités de l'Afrique du Sud comme contrevenant au triste système qui prévaut dans ce pays. Le devoir de la France, c'est de défendre par les moyens dont elle dispose — des moyens de droit — la cause de son ressortissant. C'est ce que je fais à ma manière.* » M. Mitterrand considère que « *c'est vite dit* » que de qualifier de « *symbolique* » sa décision d'ajourner la remise des lettres de créance de l'ambassadeur de Pretoria.

Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, invité samedi du Club de la presse de Radio-France internationale, a déclaré qu'il « *n'avait ni à approuver ni à désapprouver* » la décision du président de la République.

La Suisse accepte l'extradition d'un ancien membre de la « French Connection »

La justice suisse a accepté l'extradition réclamée par la justice française de François Scapula, un ancien de la « French Connection », condamné en France par défaut et emprisonné en Suisse à la suite du démantèlement d'une importante filière de drogue.

François Scapula, quarante-deux ans, avait été condamné en France en 1982 et 1983 à vingt-deux et quinze ans de détention pour trafic de stupéfiants. Il est également l'objet d'une demande d'extradition formulée par la justice américaine, mais cette requête n'a pas encore été examinée par la justice suisse.

Pour ce qui concerne la France, le défenseur de Scapula, Me Pierre Peritaz a l'intention de faire appel. Avant l'extradition, Scapula devra toutefois être jugé en Suisse, où il est passible de vingt ans de prison dans une affaire portant sur la découverte de dix kilogrammes d'héroïne dans un laboratoire clandestin. En plus de François Scapula, six hommes avaient été arrêtés pour cette affaire dont quatre Français, Scapula étant considéré comme le « cerveau » du réseau.

Le procès en Suisse devrait avoir lieu le 4 juin à Fribourg, mais a été renvoyé à une date ultérieure qui n'a pas encore été fixée.

EN BREF

● **SINGAPOUR : nouvelles interpellations de « marxistes ».** — Six personnes liées à une « *conspiration marxiste* » (*le Monde* daté 31 mai-1er juin) ont été arrêtées, le samedi 20 juin à Singapour, et quatre des seize personnes détenues depuis un mois dans le cadre de cette affaire ont été relâchées, a annoncé le ministère de l'intérieur. Un militant catholique, Vincent Cheng, accusé d'être un des chefs de cette conspiration et arrêté le 21 mai avec quinze autres personnes, sera détenu pendant deux ans. Onze autres le seront pendant un an, les quatre dernières (trois activistes catholiques et une journaliste malaisienne) ont été relâchées.

● **VIETNAM : arrestation de « réactionnaires » catholiques.** — Un groupe de « réactionnaires » catholiques, accusés d'avoir entraîné et armé des « contre-révolutionnaires », ont été arrêtés récemment dans la banlieue de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), a rapporté le *Saigon Giai-Phong,* organe du PC. Une véritable bataille rangée s'est déroulée, les 19 et 20 mai, entre policiers et religieux autour d'un couvent de maristes situé à Tam-Phu, dans le district de Thu-Duc, affirme le journal. Trois policiers ont été blessés, dont un a reçu plusieurs coups de couteau. La police a mis la main sur un dépôt de pistolets et de munitions, ainsi que sur un stock de 70 tonnes de riz, dissimulé dans « *un abri capable d'accueillir des centaines de personnes* », selon le journal.

● **CHINE : M. Zao Ziyang au Pakistan.** — A l'issue d'une tournée qualifiée d'« *historique* » dans cinq pays d'Europe de l'Est (Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie et Bulgarie), le premier ministre et secrétaire général par intérim du PC chinois est arrivé, le dimanche 21 juin, à Islamabad, pour une visite officielle de quatre jours au Pakistan. La Chine, a-t-il déclaré à son arrivée, « *souhaite renforcer sa coopération avec le Pakistan* ». — *(AFP.)*

A B C D E F G

